

# **Notre combat**

Recueil d'articles publiés dans

# La Voix des Communistes

(Journal central du ROCml)

2009 - 2022

Rassemblement organisé des Communistes marxistes-léninistes

#### Présentation

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse La Voix des Communistes, qui est son journal théorique et politique.

Le présent recueil d'articles met en avant un aspect central de nos efforts, celui de notre activité au sein de la classe ouvrière, ainsi que de l'analyse de la réalité qui nécessairement doit nous guider à cet égard.

#### SOMMAIRE

Notre combat - Arracher le prolétariat à la domination politique de la bourgeoisie	
(La Voix des Communistes, n° 1, p. 1-6) 4	
Construisons le Parti communiste marxiste-léniniste (La Voix des Communistes, n° 2, p. 1-4)	
La lutte des communistes dans les syndicats - Contradiction du mouve- ment syndical et travail politique des communistes (La Voix des Communistes, n° 2, p. 6-8)	
Pour battre la bourgeoisie il faut un véritable parti communiste!  (La Voix des Communistes, n° 3, p. 1-4)	
Tirer les leçons des luttes pour les prochains combats de classe (La Voix des Communistes, n° 4, p. 3-6)	
Leçons politiques de la lutte des travailleurs sans-papiers (La Voix des Communistes, n° 4, p. 7-9)	
Les travailleurs immigrés doivent s'organiser en tant que prolétaires (La Voix des Communistes, n° 4, p. 10-14)	
Aujourd'hui comme hier seul le prolétariat est capable d'abattre le capita- lisme et de construire le socialisme (La Voix des Communistes, n° 5, p. 10-14)	
Sans son organisation politique, le prolétariat ne peut mener la lutte idéo- logique et faire aboutir ses luttes de classe (La Voix des Communistes, n° 6, p. 14-15)	
Les luttes du prolétariat et les communistes (La Voix des Communistes, n° 7, p. 4-5)	
Les objectifs de la conférence nationale ouvrière du ROCML (La Voix des Communistes, n° 7, p. 6-7)	
L'individu et l'organisation (La Voix des Communistes, n° 7, p. 13-16)	
On ne peut pas organiser la classe ouvrière sans organiser sa fraction plus avancée dans un parti communiste (La Voix des Communistes, n° 8, p. 16-19)	
Notre but principal: La construction du Parti politique du prolétariat indépendant de la bourgeoisie  (La Voix des Communistes, n° 9, p. 20-24)	

### **SOMMAIRE - Suite**

Le mouvement ouvrier et ses difficultés - Le rôle des communistes (La Voix des Communistes, n° 10, p. 6-9)
À propos de l'apolitisme dans le mouvement syndical (La Voix des Communistes, n° 10, p. 19)
Construire l'unité des travailleurs dans la lutte de classe (La Voix des Communistes, n° 12, p. 3-4)
Importante tâche des communistes : Élever le niveau de conscience de la classe
(La Voix des Communistes, n° 12, p. 16-19) 120
La conscience de classe ne se développera que par la lutte (La Voix des Communistes, n° 15, p. 8-12)
Pourquoi la lutte doit-elle devenir politique ? (La Voix des Communistes, n° 22, p. 8-11)
État de la lutte de classe - Bilan et perspectives (La Voix des Communistes, n° 24, p. 4-8)
Les "gilets jaunes" et les tâches des communistes marxistes-léninistes (La Voix des Communistes, n° 25, p. 3-12)
S'organiser politiquement en tant que prolétariat, par la lutte et pour la lutte
(La Voix des Communistes, n° 27, p. 8-13) 169
C'est la lutte politique au sein de la classe ouvrière qui peut créer les conditions de l'émergence d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste
(La Voix des Communistes, n° 28, p. 4-9)
(La Voix des Communistes, n° 29, p. 4-9)
Les travailleurs doivent s'organiser : politiquement en tant que classe et syndicalement pour la lutte revendicative
(La Voix des Communistes, n° 29, p. 10-14) 203
La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste
(La Voix des Communistes, n° 30, p. 5-8)

# Notre combat - Arracher le prolétariat à la domination politique de la bourgeoisie

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 1, septembre 2009 - p. 1-6

Après la seconde guerre mondiale (qui fut une conséquence de la crise économique mondiale de 1929) l'économie capitaliste en France a connu trente années d'expansion, les fameuses "trente glorieuses". Durant cette période, une grande partie des salariés (ceux du "public" et des secteurs nationalisés, mais aussi ceux du "privé") a "bénéficié" de meilleures conditions de vie, d'un marché de l'emploi favorable aux salaires (possibilités de faire des heures supplémentaires majorées de 25 et 50 % par rapport au salaire de base), plein emploi et système de "sécurité" sociale. Ces avancées furent possibles parce que le mouvement ouvrier était sorti fort de la guerre gagnée par l'URSS et de la Résistance où les communistes avaient joué un rôle déterminant mais aussi parce que l'intérêt du capital était de développer la production, assoir sa domination économique et politique sur le prolétariat et qu'il acheta la paix sociale à l'aide d'une partie des superprofits qu'il tirait de son empire colonial. Il reçut l'appui du Parti Communiste Français qui participa à la reconstruction de la France capitaliste et coloniale en échange des "conquêtes sociales" contenues dans le programme du Conseil National de la Résistance.

Dans ce contexte, en France métropolitaine se développa une aristocratie ouvrière relativement nombreuse, de responsables politiques et syndicaux associés à la gestion de l'État capitaliste par l'intermédiaire de diverses institutions, commissions paritaires de l'appareil économique et administratif de l'État.

Ces éléments embourgeoisés diffusèrent dans la classe ouvrière une idéologie de consensus avec les intérêts généraux de l'impérialisme français, dont dépendaient leurs sinécures et petits privilèges. Ainsi en opposition flagrante avec le développement des insurrections armées de libération nationale qui éclataient dans l'empire colonial français, en rupture avec les principes communistes de l'internationalisme prolétarien, les directions du PCF et de la CGT menèrent une politique consistant à maintenir les colonies dans le giron de l'impérialisme français

dans le cadre d'une "Union française", contestant de fait le droit des peuples colonisés à mener la lutte de libération nationale.

Les "trente glorieuses" prirent fin avec la crise des années 1970 qui fut mise sur le compte du "choc pétrolier". Mais en fait, c'était déjà une crise de surproduction capitaliste. Les surcapacités de production industrielle mondiale entrainèrent une restructuration générale des activités productives devenues non compétitives. En France, cela se concrétisa par la liquidation de milliers d'entreprises de la sidérurgie, de la métallurgie, de la chimie, du textile... Les délocalisations se multiplièrent, le chômage grandit, les salaires évoluèrent à la baisse, les lois sociales commencèrent à être attaquées. Les gouvernements successifs de droite et de gauche (y compris avec le PCF, de 1981 à 1984) conduisirent cette logique réactionnaire. Le mouvement syndical fut incapable de mettre en échec les plans de restructurations de la bourgeoisie monopoliste. La paupérisation absolue devint effective pour une partie du prolétariat et certaines couches de salariés.

La bourgeoisie monopoliste parvint encore à maintenir en général un esprit de pacifisme social, favorisé c'est évident, par le passage actif des partis et des directions syndicales censés représenter les intérêts des travailleurs (PCF et CGT) sur des positions réformistes de collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Depuis deux ans environ, le monde est entré dans une crise économique historique plus profonde que la crise de 1929 - des analystes bourgeois le disent eux-mêmes. La crise de surproduction des années 1970 en effet n'a jamais été réellement surmontée. À peine sortis du creux de la vague, et malgré l'ouverture au marché capitaliste des ex-pays socialistes (marché très pauvre en demande solvable il est vrai), les monopoles occidentaux ont vu apparaitre de nouveaux concurrents (les fameux "pays émergents" comme la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud...).

Tous les phénomènes de crise ont alors ressurgi, révélés au grand jour et amplifiés par la crise financière qui a éclaté quand les banques cessèrent d'alimenter artificiellement par le crédit la trésorerie des entreprises et les prêts à la consommation[1].

Dans ces conditions, le prolétariat reçoit de plein fouet les effets de la crise : restructurations brutales dans l'ensemble des secteurs et des branches d'activité, fermetures de sites de production, licenciements massifs, salaires amputés, liquidation des garanties sociales (retraite, santé) et des services publics nécessaires aux travailleurs (hôpital, école, fourniture d'énergie, poste et télécommunications).

Face à cette dégradation brutale de leurs conditions d'existence, le prolétariat et de larges secteurs de la petite bourgeoisie expriment leur colère et leur volonté de résister et de riposter. Depuis plusieurs mois, les journées d'action syndicales nationales ont été massivement suivies, montrant une forte mobilisation des travailleurs. Localement, la révolte des ouvriers s'exprime par des formes de lutte déterminées et de plus en plus en rupture avec la légalité bourgeoise et le pacifisme.

Pourtant, même contrainte à quelques concessions destinées à résorber les points chauds de la révolte sociale, la bourgeoisie monopoliste poursuit implacablement son oeuvre destructrice avec l'aide de l'État à son service et les masses travailleuses ne sont pas encore parvenues à mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour vaincre leur ennemi de classe.

Cette incapacité a deux causes : l'une, c'est la force de l'adversaire. La bourgeoisie détient tous les leviers économiques et politiques : l'argent, la loi, le pouvoir politique, l'appareil répressif de l'État, les médias... Elle impose ses volontés en utilisant ces leviers en permanence et en fonction des situations.

L'autre cause, conséquence de l'inexistence d'une direction politique révolutionnaire de classe, ce sont les faiblesses internes au mouvement ouvrier lui-même : le reflux de la conscience de classe, le repli sur des intérêts catégoriels et individualistes favorisés par les échecs répétés des luttes que les états-majors réformistes ont laissé dans l'isolement, entrainant le découragement qui mine l'esprit et la solidarité de classe.

Les directions des syndicats aux différents niveaux portent une lourde responsabilité dans cet état de fait. Ne parlons pas de FO et de la CFDT qui n'ont jamais été des syndicats de lutte de classe, mais de la CGT qui fut, elle, à une période de son histoire, une organisation anticapitaliste de classe et de masse avant de se transformer en syndicat réformiste comme les autres. Depuis qu'elle a abandonné dans les faits (avant de l'officialiser dans ses statuts) l'objectif de la destruction

du capitalisme comme objectif du mouvement ouvrier, la CGT n'a rien fait (comme les autres syndicats jaunes) pour faire converger concrètement les luttes dans un mouvement général prolongé seul capable de faire reculer le patronat et les gouvernements bourgeois de droite comme de gauche. Depuis des dizaines d'années, la CGT a recherché systématiquement l'union avec les syndicats jaunes dans des journées d'"action" nationales sans résultats et sans lendemain, plutôt que de fédérer les luttes existantes et d'entrainer dans leur sillage toute la classe ouvrière, sur des objectifs communs.

Le résultat, c'est que les luttes sont restées isolées, qu'elles n'ont pas atteint leurs objectifs, que les travailleurs ont été battus et qu'ils ont pour beaucoup, par écoeurement, abandonné le terrain de la lutte de classe.

Les communistes mais aussi tous les militants ouvriers anticapitalistes ont un énorme travail à accomplir sur leurs lieux de travail, dans leurs syndicats et dans leurs associations pour réintroduire chez leurs camarades la conscience d'être une classe exploitée par une autre classe et faire renaitre la nécessité de combattre jusqu'à son renversement la classe bourgeoise adverse.

Spontanément, les ouvriers frappés par la crise commencent à faire converger leurs actions comme l'ont fait les ouvriers de Continental-Clairoix et ceux de Goodyear-Amiens. Ils utilisent des formes de lutte de plus en plus radicales, n'hésitant pas à transgresser le "syndicalement correct" comme les ouvriers de Caterpillar ou ceux de Molex. Les communistes doivent populariser ces actions exemplaires et agir sur leurs lieux de travail et dans leurs syndicats pour les soutenir ou les impulser quand ils le peuvent.

Unis, classe contre classe, contre le capital doit être leur mot d'ordre. Toutes les luttes partielles doivent tendre vers ce premier objectif.

# Redonner à la classe ouvrière la conscience de sa mission révolutionnaire

Le second objectif c'est la réappropriation par la classe ouvrière de sa mission historique : le renversement du capitalisme par la révolution, la conquête du pouvoir politique, l'instauration d'un nouvel État dirigé par le prolétariat, et l'édification du socialisme comme transition au communisme.

La destruction du camp socialiste comme conséquence de la trahison révisionniste a gravement désorienté idéologiquement et moralement la classe ouvrière. Abandonné par les partis communistes dégénérés et la propagande anticommuniste aidant, l'objectif du socialisme s'est estompé et beaucoup parmi les travailleurs doutent qu'il soit possible de l'atteindre et de le réaliser.

Les communistes ont souvent le sentiment de prêcher dans le désert et effectivement ils sont à contrecourant. Et pourtant : la crise actuelle du système capitaliste remet à l'ordre du jour cette nécessité et crée les conditions objectives pour que les masses s'en emparent de nouveau. Le capitalisme est en effet dans l'impossibilité de dissimuler plus longtemps ses tares fondamentales et en particulier qu'il est un obstacle au développement harmonieux de l'humanité, un exploiteur implacable et cynique du prolétariat, un créateur de misère et de mort.

Dans les pays impérialistes comme la France, les illusions nées dans la période d'expansion économiques d'après-guerre sont en train de s'écrouler les unes après les autres. L'idée que le capitalisme est responsable de la crise et de ses effets désastreux sur les masses commence à faire son chemin.

Les communistes doivent être les amplificateurs et les propagateurs de cette prise de conscience. Ils doivent expliquer simplement, concrètement à leurs camarades de travail que la crise aura des effets irréversibles catastrophiques sur leurs conditions d'existence et que la question de l'alternative révolutionnaire socialiste va nécessairement se poser. C'est pourquoi les communistes doivent impérativement rattacher les revendications et les luttes économiques à la nécessité de la révolution socialiste.

# Combattre l'opportunisme et rallier les ouvriers avancés à l'organisation communiste

L'obstacle principal à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire, c'est l'opportunisme et ses diverses formes réformistes ou révisionnistes. L'opportunisme consiste dans l'illusion (ou le mensonge délibéré) que la lutte de classe doit se limiter à des réformes obtenues par des moyens pacifiques sans viser à renverser l'ordre capitaliste. Les opportunistes les plus hardis avancent que de réformes en réformes, le capitalisme se transformerait progressivement en socialisme...

Dans la période d'expansion des trente années d'après-guerre, ce doux rêve a pu endormir la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, la bourgeoisie ayant les moyens de l'entretenir. Les directions du PCF et de la CGT ont concouru largement au désarmement idéologique du mouvement ouvrier.

Après la guerre, en effet, le PCF avait choisi de collaborer à la reconstruction de l'économie capitaliste et a participé pour cela au gouvernement de De Gaulle. Laissons de côté le débat sur la possibilité de déclencher un processus révolutionnaire. C'est une autre question. Quoi qu'il en soit, pour donner le change au PCF et pour entrainer le peuple travailleur dans l'oeuvre de reconstruction, ce gouvernement procéda à un certain nombre de réformes sociales profitables aux travailleurs.

Celles-ci furent effectives et même améliorées dans les conditions de l'essor économique et ont renforcé les illusions réformistes sur la possibilité d'aller ainsi tranquillement de progrès en progrès "vers un monde plus juste", voire vers le socialisme. Ces illusions ont été largement impulsées et parfois imposées par les appareils politiques et syndicaux censés servir les intérêts historiques de la classe ouvrière, mais qui servaient en réalité leurs propres avantages d'aristocrates ouvriers embourgeoisés.

Aujourd'hui, avec l'approfondissement de la crise, la dure réalité de la misère capitaliste a repris le dessus et la "sortie du tunnel" que l'économiste et politicien bourgeois Raymond Barre annonçait à la fin des années 1970 est toujours annoncée mais n'est toujours pas en vue. Le réformisme, désormais, n'a plus la possibilité d'obtenir du capital en crise les miettes qui lui ont permis de lui donner et de conserver une certaine influence sur les masses. La voie est maintenant ouverte pour redonner de la crédibilité à une alternative révolutionnaire.

Encore faut-il renverser un certain nombre d'obstacles. Ceux-ci sont idéologiques et mis en oeuvre par les directions des partis bourgeois dits "de gauche", PCF compris depuis qu'il a abandonné la voie révolutionnaire, et par les syndicats, CGT comprise, depuis que ses dirigeants ont rejeté comme but de l'action syndicale la destruction du capitalisme.

Dans le mouvement syndical, il faut combattre et battre la stratégie réformiste qui canalise la révolte ouvrière vers les négociations avec les capitalistes et leurs représentants politiques gouvernementaux, qui fait tout pour empêcher que les travailleurs utilisent la violence de masse contre leur ennemi de classe, qui s'évertue à organiser des journées nationales comme soupapes de sécurité à la révolte générale, et qui fait tout pour laisser isolées les luttes quand elles éclatent sur le terrain et quand elles utilisent des méthodes dérangeantes pour les dirigeants confédéraux.

Dans le champ politique, il faut combattre toutes les illusions sur la possibilité de faire progresser les conditions d'existence des travailleurs sans abattre le capitalisme comme système, et l'illusion qu'il est possible de changer ce système par la voie pacifique et parlementaire.

Le combat contre le réformisme syndical nécessite que les militants syndicalistes révolutionnaires et les militants de lutte de classe s'organisent à tous les niveaux (locaux, départementaux, nationaux, par fédérations, et en cassant les frontières entre syndicats) pour affronter ceux qui sabotent, en accord avec les patrons, l'organisation d'un mouvement de grève générale et prolongée, comme ont su le faire les travailleurs de la Guadeloupe il y a quelques mois. Des initiatives ont eu lieu, ces dernières années, dans cette direction. Elles n'ont pas été couronnées de succès, jusqu'à maintenant. Mais elles mobilisent des syndicalistes de plus en plus nombreux qui s'opposent à la ligne réformiste de collaboration de classes.

Le processus de formation d'un mouvement syndical révolutionnaire organisé est malheureusement encore compliqué par l'action récupératrice de nombreux groupes trotskistes ou autres qui y défendent leurs intérêts sectaires mais surtout, et cela nous concerne directement, par la faiblesse du mouvement communiste marxiste-léniniste et l'absence d'un seul et véritable Parti Communiste Marxiste-Léniniste en France. En effet, sans parti communiste capable de définir les objectifs stratégiques et la tactique du prolétariat à chaque étape de son combat historique, le mouvement ouvrier syndical restera divisé, désorienté, dominé par le syndicalisme réformiste de soumission aux intérêts de la bourgeoisie, sans autre perspective que d'aller de défaites en défaites face aux attaques du capital.

Nous sommes aujourd'hui à l'étape de la formation de ce parti sans lequel le prolétariat est sans boussole et sans gouvernail. Nous sommes faibles encore, sans liens politiques étendus et étroits avec la classe qui a besoin de ce parti.

Partout où nous agissons, nous devons donc tisser ces liens et rallier à notre ligne et à l'organisation communiste les éléments combattifs avancés qui se révèlent dans les luttes. Plus nous serons nombreux à mettre en oeuvre de manière organisée le combat communiste, plus nos capacités d'organiser le combat révolutionnaire seront multipliées.

# Unifier dans un seul parti les communistes marxistes-léninistes de France

Une autre cause du retard pris dans l'organisation du mouvement révolutionnaire des masses (et qui est un facteur de notre faiblesse), c'est la division des communistes révolutionnaires en multiples organisations et le retard pris dans le processus de leur unification. La résolution de cette question est urgente. Non qu'il faille la bâcler et la réaliser de manière artificielle. Mais il faut s'y atteler et la résoudre. La situation politique l'exige, et on ne peut accepter de la remettre aux calendes grecques.

Conscientes de cette nécessité, des organisations se sont associées dans le CNUMCF (neuf au total) pour avancer dans cette tâche en 2006; cinq d'entre elles (CMC, CEL, AKM, des jeunes camarades des JCML d'Albi et de Pau, ont fusionné au début 2009 pour constituer le ROCML, notre organisation[2]. Et récemment un groupe de communistes de Marseille a rejoint le ROCML. Parallèlement, le regroupement des jeunesses communistes marxistes-léninistes au plan national est en marche.

Certains diront que cette unification est fragile, qu'il reste des divergences sur certaines questions, que l'unité idéologique n'est pas totalement réalisée. C'est vrai. Mais tous nous sommes d'accord pour militer ensemble sur la base du marxisme-léninisme, contre le révisionnisme, contre l'opportunisme de droite et de gauche. Les camarades qui pensent que cela ne suffit pas, dans une première étape, pour s'unir dans une seule organisation se trompent. Bien sûr, dans l'application de la théorie marxiste-léniniste à la réalité concrète, des contradictions peuvent surgir; mais nous affirmons que l'organisation unique est le meilleur cadre pour les traiter, si elles se manifestent, en appliquant la méthode du centralisme démocratique.

Que les camarades qui ne sont pas d'accord avec cela nous expliquent comment la dispersion des organisations pourrait être plus efficace pour traiter les contradictions!

Aujourd'hui, il s'agit donc de franchir une autre étape du processus d'unification. Nous pensons que les organisations du CNUMCF qui n'ont pas encore fusionné entre elles (URCF, JCML Rhône et ROCML) doivent le faire.

Elles ont des divergences sur certains points tactiques qui sont en débat dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Mais elles sont d'accord sur les bases théoriques du marxisme-léninisme de même que sur de nombreuses questions tactiques. Nous sommes persuadés, et nous voulons en persuader les autres communistes, que si nous mettons en avant les intérêts du prolétariat, ces divergences secondaires, pour être traitées correctement, doivent être traitées à l'intérieur d'une seule organisation. Seule une contradiction portant sur les principes peut justifier la scission entre communistes et révisionnistes comme cela est arrivé à plusieurs reprises dans le mouvement communiste. Le ROCML a donc pour objectif proche l'unification des trois organisations qui constituent le CNUMCF.

Mais cet objectif ne doit pas nous faire oublier qu'il existe en France d'autres organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme. Et nous n'aurons pas terminé notre travail d'unification tant que nous n'aurons pas tout fait pour être ensemble dans UN SEUL PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE. C'est le but du ROCML. Son voeux est de disparaitre au plus vite en fusion-

nant avec les autres organisations communistes marxistes- léninistes dans ce parti.

# En avant camarades! Construisons le Parti Communiste de France Marxiste-Léniniste dont le prolétariat a besoin pour vaincre!

#### Vive la révolution socialiste!

#### **Notes**

1. Voir notre brochure sur la crise :

"Éléments généraux d'analyse pour comprendre la crise actuelle et ouvrir une perspective" (février 2009).

 $http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/06/ROCML\_Elements-generaux-d-analyse-pour-comprendre-la-crise-actuelle.pdf$ 

2. CNUMCF : Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France.

CMC: Collectif Militant Communiste.

CEL : Communistes En Lutte.

AKM : Les Amis de Karl Marx.

### Construisons le Parti communiste marxiste-léniniste

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 2, décembre 2009 - p. 1-4

Pour parler sans détours, le mouvement ouvrier et plus généralement le mouvement populaire traversent depuis plus de trente ans une longue période de défaites. Non pas faute de lutter, mais parce que face à un patronat et à un État de combat lancés dans une grande offensive réactionnaire dictée par l'approfondissement de la crise du système impérialiste mondial, aucun parti ni aucune organisation syndicale ou autre n'a opposé une stratégie politique ou des mobilisations offensives avec la volonté de bousculer et de déstabiliser les forces de la bourgeoisie.

C'est un fait qui se vérifie jour après jour : il n'existe plus dans ce pays ni un véritable parti communiste ni un syndicat de lutte de classe anticapitaliste lié à ce parti, capables de mener le prolétariat et l'ensemble des couches populaires à la victoire.

Le P"C"F a rayé de ses objectifs la destruction du système capitaliste en même temps qu'il a abandonné la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat, conditions pour construire une autre société basée sur les intérêts de la classe ouvrière et des autres couches exploitées : le socialisme. Ce parti n'a plus d'autre ambition que de participer à des alliances électorales et gouvernementales avec des partis bourgeois dans le but de réformer le capitalisme pour lui donner un "visage humain".

La CGT, elle, est dominée par la même idéologie réformiste que le P"C"F. Même si cette centrale syndicale proclame son indépendance vis-à-vis de ce parti, elle en applique la ligne par l'intermédiaire de ses cadres. Elle a renié officiellement (après les avoir bafoués dans la pratique) tous les principes de la lutte de classe et leur objectif : l'abolition du capitalisme et du salariat par la collectivisation des moyens de production.

Pour la bourgeoisie, le P"C"F et la CGT ne sont plus des ennemis de classe mais des partenaires sociaux. Leur participation à la gestion de l'économie et des institutions politiques se vérifie à chaque occasion et n'a plus rien de secret. Et on en apprend chaque jour davantage sur leur collaboration réciproquement avantageuse.

Forte de cette collaboration, l'oligarchie financière a réussi à mener à bien toutes ses politiques réactionnaires de crise, que ce soit avec des gouvernements de droite ou avec des gouvernements de gauche, y compris avec la participation de ministres "communistes" comme ce fut le cas de 1981 à 1984 : liquidation totale ou restructurations de secteurs industriels à faible taux de profit (mines, sidérurgie, chimie, textile), exploitation accrue du travail par l'intensification, la flexibilité, la précarité, les licenciements et les salaires écrasés, casse de la protection sociale (sécu, retraites) et des services publics utiles au peuple (école, santé, poste, énergie, transports publics...).

À part des critiques orales et des journées "d'action" nationales dispersées, sans perspective, n'allant pas au-delà de l'expression du mécontentement populaire, et jouant en fait le rôle de soupapes de sécurité, le P"C"F et la CGT n'ont rien fait durant toutes ces années en tant qu'organisations nationales censées mobiliser les travailleurs, pour créer un véritable combat de classe contre l'offensive générale de la bourgeoisie.

La bourgeoisie impérialiste française est ainsi en mesure jusqu'à aujourd'hui, de traverser la plus grande crise économique depuis celle de 1929 sans explosion sociale, assurée que la gauche et les syndicats ne remettront pas en cause l'ordre capitaliste, P"C"F et CGT apportant même leurs conseils aux pouvoirs économiques et politiques pour que la France capitaliste sorte de cette crise sans trop de dégâts, appliquant le postulat réformiste de collaboration des classes : ce qui est bon pour le capital est bon pour le travail. Et réciproquement. Face aux attaques frontales et multiformes du capital financier et des forces politiques à son service, il aurait au contraire fallu au prolétariat un parti communiste révolutionnaire, fort, lié aux masses au travers d'un syndicat ouvrier de lutte de classe et d'organisations populaires anticapitalistes. Ce parti aurait mobilisé les travailleurs et l'ensemble des couches populaires dans le but d'affronter la bourgeoisie et son État pour au moins les faire reculer et au mieux, dans l'hypothèse d'une crise politique et suivant les situations concrètes, d'ouvrir des perspectives révolutionnaires.

Aujourd'hui, ni ce parti, ni ce syndicat, ni ces organisations populaires n'existent. Les organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme restent divisées, souvent porteuses de positions

politiques héritées du P"C"F dont elles sont issues, récemment pour certaines et en tout cas bien après le reniement de la voie révolutionnaire par ce parti et son alignement sur les thèses révisionnistes modernes imposées au mouvement communiste international par Khrouchtchev et ses successeurs. En même temps, elles restent campées sur des crispations sectaires par crainte de confronter directement ces positions au sein d'un seul parti.

La CGT, qui garde encore une influence certaine sur la classe ouvrière est dirigée par un appareil bureaucratique qui fonctionne à tous les niveaux grâce aux financements des pouvoirs politiques et économiques bourgeois et qui verrouille toute opposition à sa ligne de collaboration des classes. Ce verrouillage rend illusoire la reconquête de la confédération par les syndicalistes révolutionnaires de la base et donne lieu tout au plus à des luttes entre clans réformistes au sein de cet appareil ou à des accès de révolte sans lendemain de la part de militants combattifs écoeurés.

Quant aux organisations populaires anticapitalistes, elles sont peu développées, se limitent à des activités locales, se bornent à soulager la misère sociale plutôt que d'organiser et de mobiliser le peuple pour y mettre un terme.

# Que faire dans ces circonstances pour faire avancer le mouvement ouvrier et populaire dans la voie de la révolution ?

La situation est difficile, mais les communistes ont la confiance scientifique que les contradictions de la société capitaliste engendreront les conditions de la révolution prolétarienne.

Partant de la réalité et suivant les enseignements du marxismeléninisme vérifiés par l'Histoire, le ROCML définit comme tâche principale du mouvement communiste, celle autour de laquelle s'articulent toutes les autres, la construction du parti communiste marxisteléniniste.

Sans parti communiste guidé par une stratégie et une tactique révolutionnaires, l'action des révolutionnaires dans les masses ne peut en effet qu'être aveugle, aléatoire, sans boussole, sans perspective, limitée

aux revendications du mouvement spontané. Le mouvement ouvrier et populaire laissé à lui-même ou dévoyé par les réformistes est condamné à aller d'échecs en échecs.

Dans la voie de la construction de ce parti, le CNUMCF[1] a contribué à faire des pas importants en amenant les organisations adhérentes à mener le débat idéologique sur les objectifs stratégiques ainsi que sur certaines positions tactiques du mouvement communiste. Il a permis d'engager la lutte contre le sectarisme.

Le ROCML est né de l'unification de cinq organisations du CNU : le Collectif Militant Communiste, Communistes en Lutte, l'Association les Amis de Karl Marx, la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de Pau, et la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste d'Albi. Il a été rejoint par le groupe communiste de Marseille, et l'organisation se construit dans d'autres villes et dans la région parisienne.

Le ROCML s'édifie aujourd'hui comme une force active dans certaines luttes, dans le débat idéologique, dans la diffusion des idées de la révolution, dans la lutte contre l'opportunisme et le sectarisme, dans l'organisation des communistes et des éléments avancés dans un seul parti.

L'expérience l'a montré : l'opportunisme et le sectarisme ont la peau dure. Des freins et des obstacles ont entravé la dynamique unitaire qui aurait dû conduire à la fusion prochaine de toutes les organisations membres du CNU.

Ces freins ne nous empêcheront pas de maintenir l'objectif de l'unification des organisations communistes qui se réclament du marxisme-léninisme dans un parti unique, mais nous le ferons en étant conscients que le renforcement de notre organisation est la condition de la construction de ce parti.

Le ROCML appelle ses militants et les communistes à se mobiliser dans les luttes de la classe ouvrière, des couches populaires exploitées et opprimées, de la jeunesse des universités, des lycées et des quartiers.

En agissant concrètement pour renforcer ces luttes, en appuyant les revendications et les formes de lutte les plus justes, ils se distingueront des réformistes et des capitulards, et ils gagneront la confiance des travailleurs et de la jeunesse populaire. Sur la base des situations concrètes, ils saisiront alors toutes les possibilités de diffuser les idées de

la révolution et pourront ainsi rallier à l'organisation communiste les éléments combattifs et éclairés engagés dans ces luttes.

# En avant avec le ROCML Construisons le Parti communiste marxiste-léniniste de France!

# Notes

1. Voir notre article : "Notre combat - Arracher le prolétariat à la domination politique de la bourgeoisie".

La Voix des Communistes, no 1, septembre 2009 - p. 1-6 (reproduit plus haut).

# La lutte des communistes dans les syndicats Contradiction du mouvement syndical et travail politique des communistes

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 2, décembre 2009 - p. 6-8

Avant l'ouverture du 49e congrès de la CGT, l'opposition interne à la direction confédérale personnalisée par Bernard Thibaut, les défenseurs du "syndicat de classe et de masse", se sont mobilisés pour dénoncer le passage du syndicat sur une ligne de collaboration des classes et la trahison de la CGT historique, par ses chefs actuels. Et il est vrai que les actes de ces derniers (ou leur inaction!) et leurs déclarations dans la période récente donnent du grain à moudre aux militants combattifs pour affronter la direction confédérale.

Les militants de base, dans l'expérience de leurs luttes, découvrent en effet l'absence totale de soutien, voire le travail de sape des structures de leur syndicat, et ils se rendent à l'évidence : "On n'est pas soutenu par les structures, les dirigeants préfèrent parler dans les salons du pouvoir et du patronat, plutôt que d'être avec nous sur le terrain pour renforcer nos luttes."

Cette prise de conscience ne manquera pas de s'élargir et les communistes du ROCML s'y emploient.

Des initiatives pour coordonner les courants opposés à Bernard Thibaut ont lieu. Du jamais vu dans l'histoire de la CGT, un militant des métallos du nord, Jean Pierre Delannoy, oppose sa candidature à celle de Bernard Thibaut. Ces faits indiquent que la direction confédérale de collaboration des classes est de plus en plus contestée et que ses opposants peuvent s'appuyer sur son rejet grandissant par les ouvriers. Cette situation est positive. En même temps, certains aspects de cette contestation qui cherche à s'organiser nous interrogent.

Que signifie par exemple la référence au syndicalisme "de classe et de masse"? À quel moment, suite à quel tournant, la direction confédérale l'aurait-elle abandonnée, dans les textes bien sûr, mais aussi dans les faits? Ce tournant est-il récent ? Comment a-t-il pu s'imposer? Quel rôle le PCF y a-t-il tenu?

La reconquête de la direction de la centrale syndicale par les syndicalistes de lutte de classes est-elle possible? Quelles en sont les conditions? La division des organisations communistes marxistes-léninistes, l'absence d'un parti communiste révolutionnaire unique ne rend-elle pas cette perspective inaccessible? Quels sont la ligne et le rôle des communistes aujourd'hui, dans cette situation? Autant de questions qui ne peuvent rester sans réponses si l'on ne veut pas rester dans la velléité et créer des illusions et des déceptions.

En ce qui concerne le ROCML, nous pensons que les communistes doivent dire la vérité. Entre eux, et au prolétariat et aux masses exploitées. Cette vérité est selon nous la suivante :

- 1) La CGT est devenue un syndicat intégré aux rouages du système capitaliste. Ses structures sont dans l'ensemble dominées par l'idéologie et la pratique de la collaboration avec le patronat et le pouvoir politique bourgeois.
- 2) L'indépendance du syndicat à l'égard des partis politique est une fable destinée à dédouaner le rôle du PCF dans sa dégénérescence. La ligne et l'action du syndicat sont le produit de l'action des militants engagés ou influencés politiquement, dans l'organisation syndicale. C'est le PCF, allié à d'anciens courants réformistes, qui a impulsé la ligne actuelle de la CGT. Ceux qui se cachent derrière l'apolitisme syndical sont des menteurs! Ceux qui les écoutent doivent ouvrir les yeux.
- 3) Tant qu'une organisation communiste révolutionnaire unique n'existera pas, toutes les tentatives de contestation à l'intérieur du syndicat, visant à en reprendre la direction, seront vaines, marquées par les calculs et les divisions sectaires, et perméables aux différents courants réformistes même d'apparence radicale. L'existence de cette organisation communiste unique, le Parti, est la tâche centrale actuelle des communistes.
- 4) Les communistes militent dans les syndicats pour défendre activement les intérêts des travailleurs. Ils participent aux luttes pour les faire gagner, pour expliquer la nature et les causes concernant les trahisons de la part des directions des syndicats réformistes, pour faire progresser la perspective de la révolution, pour rallier à l'organisation d'avant-garde les éléments avancés du mouvement ouvrier afin que l'organisation communiste actuellement encore coupée des masses devienne le parti de la classe toute entière.

ROCML

#### Notes de lecture :

# différence entre un syndicalisme de lutte de classe dirigé par le Parti communiste et le syndicalisme réformiste

### K. Marx et F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste[1]:

Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.

# Maurice Thorez[2]:

La grève a toujours été l'arme principale du prolétaire. La grève est la manifestation la plus consciente de la lutte de classe. [...]

L'efficacité de la grève est toujours conditionnée par la combativité des grévistes. De ce point de vue la grève est une incomparable école de la lutte des classes et elle forme les meilleurs combattants du prolétariat. [...]

La violence, c'est le fait social qui résulte de la division en classes et qui ne disparaîtra qu'avec l'extinction des classes. Dès lors, tous les appels hypocrites à des méthodes "plus civilisées" ne font que désarmer la classe ouvrière devant son ennemi, la bourgeoisie armée jusqu'aux dents. [...]

Les ouvriers en grève ne peuvent renoncer à la violence collective sans se condamner eux-mêmes à l'impuissance et à la défaite. La grève "des bras croisés" est une bêtise et une faute. Les grévistes, lorsqu'ils regroupent la majorité du personnel, ont raison d'assurer au besoin par la violence, l'arrêt total de l'entreprise et ne doivent pas permettre à une équipe de jaunes racolés tant bien que mal de briser le mouvement.

Cette violence organisée et collective du prolétariat en lutte ne peut s'arrêter devant le fétiche du légalisme. La loi est l'expression de la domination capitaliste et le prolétariat est en rébellion légitime et permanente contre le capitalisme et ses lois. Au contraire, les grévistes parviennent plus facilement et plus rapidement à leurs fins lorsqu'ils usent de tous les moyens en leur pouvoir, sans s'arrêter aux dommages qui peuvent en résulter pour l'entreprise. [...]

La grève élève les prolétaires à la conscience de classe plus que ne saurait le faire la simple propagande.

Victorieux ou défaits, les ouvriers se rendent compte que le but, le terme de leur lutte ne peut être que la disparition totale du régime d'exploitation capitaliste.

# Georges Séguy[3]:

Le respect de la "liberté du travail" pouvait avoir un certain sens à l'époque de l'anarcho-syndicalisme qui, par la technique des minorités agissantes forçait parfois la volonté des travailleurs. Mais il y a bien longtemps que la pratique de la consultation, préalable au déclenchement d'une grève a rendu cette cause sans objet. [...]

Il serait plutôt de l'intérêt de tous que prévale l'esprit de négociation. Personne ne se déclare partisan d'un climat chargé d'orages. La réussite d'une grève ne se mesure pas au pourcentage de grévistes qui y ont participé, mais à ses résultats revendicatifs.

Mieux vaut une négociation couronnée de succès par la signature d'un accord positif que l'échec d'une grève largement majoritaire, du moins à ses débuts. [...]

En Mai 68, de la même façon qu'en 1936, il ne vint à l'esprit de personne de sévir contre les initiatives d'occupation des entreprises en grève. Ni le patronat, ni le gouvernement ne songèrent à poursuivre les syndicats des secteurs privés, publics ou nationalisés, qui prirent la responsabilité d'organiser méthodiquement l'occupation. Il est vrai que nul ne peut argüer de la moindre déprédation, de la plus minime négligence d'entretien, de la plus insignifiante manifestation de "chienlit" dans les entreprises occupées.

Entre la stratégie révolutionnaire qui fut celle du PCF agissant sous les directives de l'Internationale Communiste et celle de la CGT de Séguy, un des dirigeants du P"C"F révisionniste, il y a un abime qui se passe de tout commentaire.

Une question est toutefois posée aux syndicalistes qui s'opposent aujourd'hui à la direction actuelle de la CGT : Quelle ligne faut-il réintroduire dans les luttes ouvrières et dans le syndicat? Celle impulsée par le Parti Communiste dans la CGTU? Ou celle imposée dans la CGT par des dirigeants du P"C"F révisionniste comme Séguy?

Le virage réformiste de la CGT ne date pas d'hier, camarades!

#### Notes

1. K. Marx-F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste (1848) (Traduction de Laura Lafargue, 1893, revue par l'éditeur); Paris, Éditions sociales, 1948, réédition 1966; p. 45.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/manifeste\_communiste/manifeste\_communiste.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm

2. Article "La grève politique de masse", Cahiers du Bolchévisme (Organe théorique du PCF), 1930/1 (janvier); signé Germinal, pseudonyme utilisé par Maurice Thorez alors qu'il était en prison.

Maurice Thorez, Oeuvres, Livre 2e - tome 1 (1930-juin 1931); Paris, Éditions Sociales, 1950; p. 9.

3. George Séguy, La Grève; Paris, Éditions de l'Archipel, 1993.

# Pour battre la bourgeoisie il faut un véritable parti communiste!

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 3, juillet 2010 - p. 1-4

Les masses travailleuses paieront-elles la crise du capital? Pour la bourgeoisie, la classe qui possède le capital qui permet d'exploiter la force de travail des prolétaires, la question ne se pose même pas. La réponse est forcément positive. Et elle l'applique d'une manière systématique dans tous les domaines de l'activité économique, sociale et politique.

Accroitre l'extorsion de la plus-value pour valoriser au maximum le capital, telle est la logique générale qu'elle suit en y mettant les formes, quand elle le peut, et qu'elle applique sans retenue, avec brutalité, aujourd'hui, dans les conditions de la crise économique profonde et prolongée qu'elle traverse. Elle le fait par les restructurations pour concentrer la production et donc produire avec moins de main d'oeuvre et par les délocalisations pour produire avec une main d'oeuvre moins chère. D'où un chômage accru ici et une exploitation record dans les pays où la force de travail est bon marché.

Et comme cela ne suffit pas, ce qu'elle ne peut obtenir par un accroissement en volume de la production - la crise se caractérise en effet par une situation de surproduction à l'échelle mondiale - elle le prend sur l'ensemble des moyens d'existence du prolétariat (baisses des salaires directs, des allocations-chômage, recul de l'âge, hausse des cotisations salariales et baisse du niveau des pensions, abaissement des remboursement des soins et des médicaments, délabrement de l'école et de l'université, de la poste, des transports et communications...).

Rien n'échappe aux rafles financières imposées par le patronat et le pouvoir politique. L'actualité sociale apporte chaque jour de nouvelles attaques contre les travailleurs. En revanche, l'État distribue aux banques et au patronat les milliards d'euros volés au peuple, pour maintenir le système d'économie capitaliste historiquement dépassé et à l'agonie. Ce qu'on prélève aux uns, on le distribue aux autres.

Faut-il s'étonner de ce racket et de son ampleur? Nullement. C'est l'expression de la dictature de classe que le capitalisme impose au monde du travail pour tenter momentanément de surmonter la crise

actuelle jusqu'à une nouvelle crise encore plus grave. La bourgeoisie mène sa lutte de classe et pour cela utilise tous les moyens de l'État à son service!

Ce qui doit nous interroger, c'est pourquoi, jusqu'à présent, le patronat et le pouvoir politique peuvent suivre leur feuille de route sans qu'en face, le camp des ouvriers et du peuple soit capable de s'opposer avec succès aux attaques dont il est la cible.

Comment expliquer cette incapacité?

À cette question de plus en plus de travailleurs répondent : si nos luttes ne parviennent pas à ébranler le mur du capital, c'est qu'elles ne sont pas assez puissantes et qu'elles ne l'attaquent pas dans ses fondements.

Ainsi les militants syndicaux sont de plus en plus nombreux à dénoncer l'inefficacité des journées d'action sans lendemain et les manifestations-promenades et à réclamer des formes de lutte plus radicales.

Il est indiscutable et de plus en plus visible, en effet, que les directions syndicales n'ont pas la volonté de construire un rapport de forces frontal classe contre classe, sur les lieux de travail et dans la rue, contre la bourgeoisie. Ayant abandonné l'objectif de combattre et de supprimer le capitalisme en tant que système, leur ligne c'est la négociation pour cogérer les problèmes économiques et sociaux avec les autres "partenaires sociaux"; les mobilisations ne sont utilisées que comme mesures du mécontentement dans ces négociations. Le résultat, c'est que de compromis en compromis, la bourgeoisie fait progresser ses plans et que les travailleurs reculent à tous les niveaux.

Pour nous communistes cette impuissance du mouvement syndical n'est que la conséquence de l'absence d'une alternative politique capable de l'arracher à la politique réformiste de conciliation et de soumission aux intérêts du capital et d'unir et de mobiliser le mouvement ouvrier et populaire sur un projet de société en rupture avec le capitalisme.

# Qui peut être porteur de cette alternative ?

Le PS, qui est le principal parti bourgeois de gauche, n'a d'autre fonction que celle de gérer loyalement le capitalisme en alternance avec la droite.

Le PCF, qui fut historiquement le parti de la classe ouvrière, a abandonné depuis longtemps en théorie et en pratique la voie de la révolution socialiste et s'est transformé en aile gauche de la social-démocratie. Il n'est plus désormais qu'une force d'appoint électorale du Parti Socialiste.

Les organisations trotskistes dites "d'extrême gauche" ou certaines autres organisations qui limitent leur politique à l'anti-néo(ultra) libéralisme, sous prétexte qu'il faut battre la droite, finissent comme le PCF à appeler à voter pour le PS social-libéral et donc moins ultralibéral! Quel que soit le style plus radical de leurs discours, ces organisations nagent dans les mêmes eaux que la gauche bourgeoise. Elles n'ont aucune autre alternative.

Pas étonnant que dans cette configuration, les prolétaires soient de plus en plus nombreux à déserter le cirque électoral et que les abstentionnistes soient devenus le plus grand parti de France.

Ce rejet de l'alternance électorale "qui ne change rien" est positif. Mais, en l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'entrainer les masses, il conduit à une dépolitisation des couches populaires les plus exploitées, situation qui convient à la bourgeoisie, et qui ne fait pas progresser le combat politique anticapitaliste.

Pour résumer, le prolétariat se trouve aujourd'hui démuni d'un parti révolutionnaire démarqué nettement de la gauche réformiste et de ses rabatteurs, capable de développer un syndicalisme anticapitaliste, capable de s'opposer efficacement aux attaques du capital et portant clairement dans sa ligne et dans sa pratique l'objectif de la conquête du pouvoir par le prolétariat pour détruire le capitalisme et construire le socialisme.

Voilà pourquoi la bourgeoisie capitaliste se sent forte et qu'elle détruit méthodiquement les progrès sociaux que les travailleurs avaient acquis par leurs luttes, dans d'autres conditions, avant et après la deuxième guerre mondiale.

Cette situation est-elle sans issue? Nous ne le pensons pas. Constater ce qui fait défaut, aujourd'hui, aux masses exploitées, c'est en effet montrer ce qu'il faut construire. À commencer par le parti révolutionnaire du prolétariat.

Pourquoi commencer par là? Parce que le parti est l'organisation qui définit pour toute la classe le but à atteindre, les étapes à franchir et les moyens à utiliser pour que le prolétariat conquière le pouvoir politique. Le parti est l'état-major de la classe ouvrière. Regroupant les éléments les plus conscients de la classe, il est seul capable d'articuler centralement l'ensemble des luttes ouvrières et populaires, de les orienter et de les diriger pour réaliser les objectifs tactiques et stratégiques. Sans un tel parti, impossible d'affronter victorieusement l'adversaire de classe de manière consciente et organisée et de déjouer les manoeuvres des faux amis. L'existence d'un tel Parti et l'action consciente et organisée de ses militants dans les masses exploitées est la condition nécessaire pour briser dans les syndicats les entraves à la lutte de classe et libérer ainsi l'énergie anticapitaliste étouffée par les dirigeants réformistes à genoux devant le capital.

# Où en sommes-nous dans la construction de ce parti?

Nous en sommes encore au début, mais nous avons accompli quelques pas modestes et décisifs. Grâce au travail unitaire du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste de France (CNU) créé en octobre 2006, plusieurs organisations ont fusionné dans une seule, le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes, qui a tenu avec succès son congrès fondateur les 17 et 18 avril 2010. Unis par le marxisme-léninisme et organisés pour le mettre en pratique, les militants du ROCML ont maintenant devant eux la tâche de renforcer idéologiquement et de développer l'organisation communiste dans la pratique, c'est-à-dire au coeur des luttes.

Parallèlement au ROCML et avec son soutien, les jeunes communistes marxistes-léninistes organisés jusque-là localement, se sont unifiés nationalement lors du congrès fondateur de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste, les 22 et 23 mai. Ce congrès, tenu dans l'enthousiasme et dans un esprit communiste élevé, ouvre de grandes perspectives de travail dans la jeunesse ouvrière et populaire.

Nous n'en sommes encore qu'au début du processus de construction du Parti Communiste Marxiste-Léniniste comme avant-garde du prolétariat capable de diriger les masses ouvrières et populaires dans leur combat anticapitaliste, pour la révolution.

Ce processus de construction du Parti implique en outre une autre tâche qui est celle de l'unification de tous les communistes dans une seule organisation. Le ROCML n'oublie pas cet objectif et continuera le combat contre l'esprit de secte qui crée la division actuelle du mouvement communiste qui se réclame du marxisme-léninisme.

Sans parti communiste, le prolétariat et les masses populaires ne peuvent pas vaincre leur ennemi de classe, la bourgeoisie.

Le ROCML n'a pas la vanité de s'autoproclamer le parti ou son embryon. Mais il fera tout pour que ce parti existe malgré tous les prétextes qu'on oppose à cette exigence. Et c'est pourquoi il a commencé à le construire.

Nous appelons tous ceux qui prennent conscience dans la lutte des méfaits du capitalisme, les syndicalistes de lutte de classe, les communistes révolutionnaires à rejoindre notre combat.

# Tirer les leçons des luttes pour les prochains combats de classe

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 4, janvier 2011 - p. 3-6

Commencé avant l'été 2010, le mouvement de lutte contre la réforme des retraites s'est étendu sur plusieurs mois, jusqu'à l'adoption de celle-ci par le parlement début novembre. Les journées d'action organisées par les confédérations syndicales ont mobilisé dans les rues des millions de manifestants.

C'est dire l'ampleur et la profondeur du refus populaire contre cette réforme réactionnaire.

Pourtant, malgré ce caractère massif du mouvement, malgré l'entrée en lutte de la jeunesse et malgré le durcissement des formes de lutte sur les lieux de travail entrainant des blocages ou des difficultés dans les transports (SNCF, transports routiers, aériens et maritimes) et dans l'approvisionnement en carburants, le pouvoir bourgeois conduit actuellement par la droite sarkozyste n'a rien cédé, refusant aux confédérations syndicales toute négociation, même sur les marges du projet.

Pour parler clair, et parce que seule la vérité est révolutionnaire, le mouvement ouvrier et populaire a perdu la bataille des retraites.

Mais perdre une bataille de classe, ce n'est pas perdre la guerre. Des batailles, il y en aura d'autres. Et si la classe ouvrière sait tirer les leçons de cet échec, elle pourra alors créer les conditions des succès à venir.

La première de ces leçons, c'est que la bourgeoisie capitaliste est déterminée à utiliser tous les moyens dont elle dispose pour faire payer sa crise aux travailleurs. Le pouvoir politique de l'État est l'instrument qu'elle utilise pour imposer ses exigences par le parlement et par la force si c'est nécessaire.

Dans le contexte mondial de surproduction, le capital a de plus en plus de mal en effet à se valoriser par l'accroissement du volume de la production de marchandises. Dans ces conditions, pour préserver ses profits, il n'a d'autre solution que d'accroitre la plus-value extorquée sur le travail humain, c'est-à-dire de prolonger le temps de tra-

vail, de réduire le volume de main d'oeuvre et de détruire les services sociaux et prestations sociales qui sont des formes de salaire différé. C'est l'État qui est chargé de cette besogne. La réforme des retraites entre dans cette politique. Elle a été précédée par d'autres réformes réactionnaires, et d'autres réformes sont dans les tiroirs. Leur but est de transférer le maximum de plus-value dans la sphère du capital. Le prolétariat et l'ensemble des couches populaires doivent donc se préparer à de nouvelles attaques.

La deuxième leçon, c'est la non-volonté des confédérations syndicales à unir et à mobiliser l'ensemble du prolétariat sur un objectif clair et offensif désignant clairement l'adversaire, ainsi que leur refus de mettre en action des formes de luttes capables d'ébranler politiquement le pouvoir.

### Au niveau de l'objectif, d'abord :

On ne négocie pas une régression sociale. On la refuse et on la combat en bloc. Le mot d'ordre juste aurait dû être le retrait pur et simple du projet de réforme. Construit sur cet axe, et en y incluant les revendications visant à combattre les injustices existant dans le système des retraites antérieur, le mouvement aurait mobilisé d'autres couches prolétariennes et aurait gagné en unité de classe, en puissance et en offensivité. Au lieu de cela, les confédérations syndicales se sont limitées à vouloir ouvrir des négociations sur certains points du projet de réforme du gouvernement, reconnaissant par là même la nécessité de la réforme. C'était d'avance mettre le mouvement en position de faiblesse face à un gouvernement légitimé et sûr de lui.

# Sur les formes de lutte, ensuite :

Les confédérations syndicales ont dispersé sur plusieurs mois une dizaine de journées nationales "d'action" et autant de manifestations pacifiques destinées à forcer le gouvernement à ouvrir des négociations.

Les faits ont montré que malgré leur caractère massif elles ont été totalement inefficaces et n'ont pas permis d'atteindre l'objectif proclamé.

Face à un pouvoir politique de combat, il faut en effet d'autres arguments que les nombres de manifestants et l'appui verbal de l'opinion publique. Malgré leur caractère tardif, la mobilisation des jeunes, les grèves reconductibles dans les secteurs stratégiques de l'économie, les blocages de sites ont bien plus inquiété le gouvernement que les défilés promenades. C'est d'ailleurs par là, à l'évidence, qu'il aurait fallu commencer. Ce ne fut pas la volonté des directions syndicales et elles n'impulsèrent d'ailleurs pas leur extension à l'échelle nationale dans l'ensemble des branches de l'économie, les laissant à l'initiative des militants locaux jusqu'à leur extinction. Il faut quand même bien se poser la question : pourquoi les directions syndicales ont-elles reçu les félicitations du pouvoir pour leur "esprit de responsabilité"? La poser c'est y répondre!

La troisième leçon : Le partage des rôles entre les partis politiques de gauche et les syndicats.

En apparence, les partis de gauche et de la dite extrême-gauche sont restés discrets. Ils se sont montrés en cortèges peu nombreux et sans mots d'ordre politiques dans les manifestations et ont soutenu verbalement le mouvement par des déclarations aux médias et au parlement.

En vérité, c'est par l'intermédiaire de leurs militants dans le mouvement syndical qu'ils ont agi, faisant des syndicats leur courroie de transmission en attendant leur heure.

Ce sont en effet ces partis, qui dans la perspective des élections de 2012 comptent récolter par leurs promesses ou leurs discours plus ou moins radicaux les fruits du mécontentement accumulé contre le gouvernement Sarkozy.

On peut d'ailleurs s'attendre à ce que les confédérations syndicales (CGT et CFDT principalement) entretiennent ce mécontentement dans le but de créer les conditions d'une victoire de la gauche, c'est-à-dire au final du PS, aux élections présidentielles et législatives. Les manifestations du mois de novembre, même si elles sont résiduelles, font partie de cet objectif.

La stratégie des défilés promenades n'est en effet pas une erreur des directions syndicales. C'est une stratégie délibérée de la défaite sur le terrain des luttes pour amener les travailleurs à recourir au bulletin de vote avec l'espoir qu'un gouvernement de gauche réalisera leurs revendications.

# La gauche au gouvernement est un leurre

Les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusions : l'alternance à gauche n'apportera pas de solution à leurs revendications. Le Parti socialiste - dont l'un des dirigeants, Dominique Strauss-Kahn, dirige le FMI qui impose dans tous les pays les plans de rigueur - n'est pas contre la réforme des retraites. Il a d'ailleurs récemment félicité Sarkozy lors d'un tête-à-tête, pour l'adoption de sa réforme! Lionel Jospin le premier, au sommet du Conseil de l'Union européenne tenu en 2002 à Barcelone, avait signé l'objectif d'amener à 42 ans le temps de cotisation pour avoir droit à une pension complète dès 2010!

À l'issue de la première manifestation contre le projet de réforme des retraites, le 24 juin 2010, Martine Aubry déclarait : "Le PS propose une réforme équilibrée [...] Nous savons qu'il faut que la majorité des Français travaillent plus longtemps, partent plus tard, mais nous voulons que ceux qui ont commencé à travailler tôt, ont eu des emplois pénibles, qui ont aujourd'hui leur durée de cotisation et sont souvent au chômage puissent partir à 60 ans [...]." Et pour préciser ce qu'elle entend par durée de cotisation, elle poursuit à l'adresse de Michel Rocard : "Ceux qui ont commencé à travailler à 17, 18 et 19 ans et qui vont avoir 41, 42 ou 43 ans de cotisation et à qui on demande travailler plus [...] voilà des situations que Michel Rocard devrait connaitre."

Il est clair que le PS est pour la prolongation de la durée de cotisation à 41, 42 ou 43 ans. Même si un gouvernement PS décidait de ramener à 60 ans le droit de partir en retraite, ce qui n'est pas acquis, ce serait avec des pensions amputées par les années de cotisation manquantes.

Aucune illusion n'est permise : tout gouvernement PS gardera le fond de la réforme des retraites et appliquera sous une forme ou sous une autre les plans de rigueur fixés par le FMI et la bourse de Paris.

# Alors, quelle perspective?

Le PS a montré dans toute son histoire, ancienne et récente, que loin de s'être un jour attaqué au capitalisme et à son corolaire la loi du profit, il a toujours été comme s'en flattait Léon Blum, le gérant loyal du capitalisme. Il suffit d'ailleurs de regarder les plans de rigueur imposés par les gouvernements socialistes en Grèce, en Espagne et ail-

leurs pour avoir un aperçu de ce que ferait en France un Dominique Strauss-Kahn ou une Martine Aubry.

Quant aux autres partis de la gauche, le PCF, le Parti de gauche, malgré un discours plus offensif, ils n'ont d'autre stratégie que de retomber dans le sillage électoral du PS. Il en sera de même pour la prétendue extrême-gauche NPA et autres groupes opportunistes. Tous appelleront à voter pour le candidat du PS au deuxième tour des présidentielles de 2012, sous le prétexte qu'il faut battre Sarkozy. Objectif populaire, sans doute, mais pour mettre quoi à la place?

Le ROCML, qui est une organisation communiste marxisteléniniste, met en garde les travailleurs contre les illusions du système d'alternance politique droite-gauche, cette alternance ne mettant pas en cause la domination de la bourgeoisie capitaliste sur la société, et lui permettant de reprendre aujourd'hui ce qu'elle a dû céder hier.

La stratégie du ROCML repose sur la lutte classe contre classe, bourgeoisie contre prolétariat, menée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière afin qu'elle construise une autre société libérée de l'exploitation. Classe dirigeante de la société, la classe ouvrière organisera alors l'économie pour le bien de tous les travailleurs et construira d'autres rapports sociaux et politiques. Cette nouvelle société, c'est la société socialiste, telle qu'elle a existé en URSS et dans d'autres pays socialistes, avant qu'elle ne soit détruite par la reprise du pouvoir par des couches sociales hostiles à la progression du socialisme vers le communisme.

La prise du pouvoir par la classe ouvrière nécessite des conditions qui la rendent capable dans un premier acte de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie.

La première de ces conditions, c'est que les prolétaires s'unissent sur cet objectif révolutionnaire. La seconde c'est de construire les moyens pour le réaliser.

Aujourd'hui, les prolétaires n'ont plus une conscience claire collective de la nécessité et de la possibilité de devenir la classe dirigeante de la société. Cette situation est la conséquence de la victoire temporaire du réformisme dans le mouvement ouvrier. Le PCF lui-même a abandonné l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière comme condition d'un véritable

changement de société. Désormais, c'est par des transformations internes du capitalisme qu'il prétend un jour "dépasser" les dysfonctionnements sociaux de ce système. De telles thèses ont créé la confusion chez les militants communistes d'abord et dans le mouvement ouvrier et populaire ensuite.

#### Les tâches des communistes

Pour que la classe ouvrière retrouve sa mission historique qui est de diriger la société il faut que ses militants les plus éclairés et les plus combattifs s'unifient, s'organisent autour de cet objectif, c'est-à-dire se constituent en parti d'avant-garde de leur classe.

Cela ne peut se faire spontanément. Les travailleurs qui découvrent dans la lutte de classes le caractère inconciliable de leurs intérêts avec ceux de la bourgeoisie et la nocivité des organisations réformistes ont besoin de rencontrer des communistes organisés et engagés dans la construction du Parti communiste pour s'organiser eux-mêmes dans la construction de ce Parti, de **leur** Parti. Le travail réalisé par la cellule du ROCML et la cellule de la JCML de Pau est un exemple de liaison entre le mouvement ouvrier et les communistes.

Les communistes marxistes-léninistes ont une responsabilité individuelle et collective dans cette mission historique de reconstruire l'unité révolutionnaire du prolétariat autour d'un Parti Communiste et de son programme.

Car pour unifier les éléments d'avant-garde de la classe afin d'unir la classe, il faut d'abord que les communistes soient eux-mêmes unifiés dans l'organisation qui construit le Parti en construisant en même temps dialectiquement son programme et son organisation. S'ils sont divisés ou s'ils pensent qu'il n'est pas nécessaire d'être organisés de manière centralisée, ils resteront extérieurs et sans efficacité dans le processus de construction de ce Parti et dans celui de la révolution.

Le ROCML s'est donné pour tâche de convaincre les éléments avancés du mouvement ouvrier et populaire de même que les militants révolutionnaires isolés ou organisés localement de rallier son organisation pour avancer dans la construction du Parti communiste marxiste-léniniste. Sans ce Parti en effet, aucune victoire de classe à court ou long terme ne pourra être at-

teinte car le prolétariat restera sans direction autonome et restera en fait sous la direction du réformisme et du révisionnisme.

Le ROCML lance donc un appel aux communistes marxistes léninistes, aux ouvriers conscients de l'impasse politique et syndicale des partis et directions syndicales réformistes, et aux jeunes révoltés, pour qu'ils viennent renforcer ses rangs et ceux de la JCML afin qu'ils apportent toutes leurs capacités dans la construction du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Le secrétariat national du ROCML 20 novembre 2010

# Leçons politiques de la lutte des travailleurs sans-papiers

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 4, janvier 2011 - p. 7-9

Les quelque 6000 travailleurs sans-papiers qui, à partir du 12 octobre 2009 et pendant 8 mois se sont battus et ont fait grève pour leur régularisation ont été porteurs, au cours de leur lutte, d'enjeux traversant l'ensemble de la classe ouvrière. Et pourtant, malgré leur détermination, la lutte n'a pas conduit à la satisfaction des revendications principales des travailleurs sans-papiers. Des milliers de travailleurs sans-papiers sont dans la même situation qu'avant la lutte.

Aujourd'hui on estime que le nombre des travailleurs sans-papiers est compris entre 200.000 et 400.000 personnes. Pourquoi tous les objectifs n'ont-ils pas été atteints? C'est dans la division du mouvement - illustrée par l'occupation des locaux de la CGT-UD75 par une partie des sans-papiers entrainés par le CSP 75 (Collectif des Sans-Papiers 75) - et dans l'absence de perspectives sur le terrain de la lutte de classe qu'il faut chercher les causes principales de l'échec de ce mouvement. Ainsi l'intervention de diverses forces politiques aux intérêts divergents d'avec les intérêts de la lutte des travailleurs a entravé le développement de la lutte sur les véritables intérêts de classe des travailleurs.

### Celui qui n'a pas de but précis, n'a pas d'énergie

Les 11 organisations nationales (5 syndicats - CGT, Solidaire, CFDT, FSU, UNSA - et 6 associations - Resf, Ldh, Droit Devantl, Femmes Égalité, Autre Monde et la Cimade) qui ont soutenu les grèves des sans-papiers, n'ont jamais été sur des positions de classe. L'argumentation souvent avancée par ces organisations est la même que celle présentée par la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) avec la "Pétition des 11" du 20 octobre 2009 [1] :

Ces travailleurs-euses sont nombreux et indispensables dans certains secteurs de notre économie (bâtiment, travaux publics, nettoyage, sécurité, restauration, intérim, aide à la personne, agro -alimentaire, confection...). La plupart paient des impôts,

cotisent (retraites, maladie, chômage...). Ils ne prennent le travail de personne et bien souvent l'exercent dans des conditions particulièrement pénibles, parce que sans droit.

La Direction de l'établissement public affirme (*Le Monde*, 21 décembre 2010) : "Ces travailleurs sont indispensables à notre économie et tout doit être entrepris pour qu'ils puissent continuer à travailler sans être inquiétés ni expulsés."

Voilà qu'il faudrait défendre les travailleurs parce l'économie capitaliste a besoin d'eux, bref pour entretenir les conditions de l'exploitation des travailleurs!

Les travailleurs n'ont pas à défendre les travailleurs sans-papiers parce que la société a besoin d'eux, mais tout simplement parce qu'ils font partie de leur classe. Le mouvement des travailleurs sans-papiers est partie intégrante du mouvement ouvrier. Il faut défendre les travailleurs sans-papiers pour renforcer l'unité de la classe ouvrière face à la classe exploiteuse, pour réduire la durée du travail, pour empêcher que la bourgeoisie utilise la situation difficile de travailleurs sans papiers pour imposer de mauvaises conditions de travail et peser sur les salaires de l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut lutter contre toutes sortes d'injustice d'un point de vue de classe.

Alors que la bourgeoisie tente d'atténuer l'efficacité et la portée de la grève sous prétexte de service minimum, les travailleurs sans-papiers utilisent la grève comme moyen de lutte.

La grève montre la capacité des travailleurs à lutter collectivement.

C'est cette forme de lutte pour les intérêts immédiats qui montre le mieux la perspective anticapitaliste : la lutte pour le droit au séjour au travers des grèves rejoint la lutte au sein de l'entreprise pour l'égalité des droits de tous les travailleurs quelle que soit leur origine.

Si la grève doit être le principal moyen d'action, il faut aussi proposer des formes d'action alternatives aux travailleurs sans-papiers qui ne sont pas en situation de se mettre en grève, en soutenant les grévistes comme par exemple en cotisant aux caisses de grève.

Si ces travailleurs sont en France, ce n'est pas à cause d'une raison humanitaire, mais en raison du développement inégal du capitalisme dans son stade impérialiste[2].

## Les tactiques de lutte de la classe ouvrière doivent tenir compte de ses propres forces et rejeter les illusions portées par les autres classes et couches sociales

La lutte des travailleurs sans-papiers n'a pas été conduite avec une perspective de classe par les organisations impliquées. Un faux débat a été mené autour de la question des travailleurs sans-papiers. Pour les uns c'était un conflit humanitaire, pour d'autres un simple conflit du travail. En fait ce n'est ni l'un ni l'autre. Aucune de ces deux tendances n'a pris en compte que les travailleurs immigrés faisaient partie de la classe ouvrière de France.

Au lieu de ce faux débat, il aurait fallu rechercher où sont les milliers travailleurs sans-papiers, comment ils vivent, dans quel secteur du travail ils sont exploités, sous quelle forme, quel type de mobilisation il faut construire pour créer un rapport de force... on aurait pu créer ainsi une véritable force des travailleurs sans-papiers eux-mêmes.

Une composante du mouvement représentée par le CSP 75 et d'autres militants de la rue Baudelique (certains militants anarchistes, d'autres du NPA et du PS) ont affirmé que les sans-papiers ne sont pas tous des travailleurs(euses), qu'il y a des malades, des enfants, des chômeur, etc... et ceci pour nier le caractère de classe du conflit. Mais un chômeur sans-papiers est aussi un ouvrier, comme tout ouvrier qui a été licencié et est devenu chômeur. Un ouvrier peut être malade, et bien évidement les travailleurs sans-papiers ont une famille et des enfants aussi, qui se rattachent à la classe. Les activités de ce groupe ont conduit à diviser les forces et à affaiblir le mouvement.

À l'opposé, l'autre composante représentée principalement par les syndicats a traité le problème comme un simple conflit du travail. Il est vrai qu'au départ - comme le conflit sur les retraites - il est apparu comme tel, mais il aurait pu devenir un affrontement national, donc politique. Le problème des travailleurs sans-papiers est un problème politique, et il ne peut donc être traité qu'au niveau politique. Mais même sur leur propre position les "onze" sont contradictoires. D'un côté on affirme que c'est un conflit de travail, d'un autre côté après une rencontre avec le patronat des PME on porte le problème au niveau politique national en se plaignant que le gouvernement ne veut

pas écouter (Paris, 16 mars 2010, une déclaration des 11 organisations - source le site de la CGT) :

L'existence même de cette "approche commune" pour des critères objectifs de régularisation témoigne d'une évolution très significative d'une partie du patronat. [...] Nous sommes dans un conflit du travail. Il faut que les discussions s'engagent avec le Ministère du Travail.

Ensuite, comment poser le problème au niveau politique national quand on circonscrit la lutte à la région parisienne? La CGT a déclaré que les travailleurs salariés étaient en grève dans quarante départements. C'est faux. Seul un petit nombre de travailleurs sans-papiers se sont déplacés au niveau de Paris. Mais on n'a rien fait pour développer la lutte dans le reste de la France, alors qu'une force importante de sans-papiers dans le secteur agricole, bâtiment, travaux publics, services de garde (malades, personnes âgées et enfants), se retrouvent en Province. Même au niveau de Paris, à l'exception des UD75, UD93, UD77 et certaines UL du 91, il n'y a pas eu vraiment de mobilisation parmi les militants de la CGT, et pour les autres syndicats ce n'est pas la peine d'en parler. C'est comme cela qu'un "conflit du travail" est resté cantonné à un conflit local.

Pourtant ce conflit n'était que la partie visible d'un iceberg social : la question de l'immigration, la question de la sous-traitance, de l'intérim, de la division de la classe... voilà les questions qui étaient sous la surface mais que l'on ne voulait pas voir posées au grand jour, voilà pourquoi la lutte n'a pas été généralisée.

Les travailleurs sans-papiers doivent s'organiser avec les autres travailleurs sur leur lieu du travail et dans les quartiers. Il faut se rendre compte qu'avec un seul moyen et une seule forme de lutte on ne peut mobiliser l'ensemble des travailleurs sans-papiers, surtout dans les petits boulots précaires.

Il faut une organisation nationale de la lutte et le soutien actif des syndicats et associations de quartiers. L'organisation ne doit pas se limiter seulement à ceux qui ont un travail officiel déclaré. Car bien souvent un travailleur sans-papiers n'est pas déclaré.

Pour que la lutte des travailleurs sans-papiers reprenne et soit conduite avec succès il ne faut pas qu'elle soit maintenue arbitrairement au niveau d'un simple conflit du travail. Car la réponse à leurs revendications est dans les mains du pouvoir politique. Et face à ce pouvoir politique, il ne faut pas trop chercher une brèche dans les lois de la bourgeoisie. La brèche quand on est faible se transforme en piège mortel.

Seul le rapport de forces peut faire céder l'État capitaliste.

La victoire des travailleurs sans-papiers est toujours possible. Pour cela il faut des perspectives de classe claires, une préparation et un élargissement au niveau national de la lutte, dans une perspective anticapitaliste, et une seule revendication :

# Régularisation sans condition de tous les travailleurs sans-papiers

Les deux dernières décennies nous ont montré que la lutte a cherché une perspective et a manqué cruellement d'une organisation politique capable de mener la lutte sur le terrain de l'affrontement politique avec la bourgeoisie. Toute lutte partielle, circonscrite dans un espace limité, aussi dure soit-elle, ne peut espérer se terminer victorieusement. Il faut aussi ajouter que dans la société capitaliste une victoire n'est jamais ni totale ni acquise indéfiniment. Tous les acquis sociaux doivent être défendus en permanence contre la remise en cause par le capital.

Dans cette perspective, il faut chercher avec les syndicats et les autres associations de la classe ouvrière et sans rejeter aucun moyen de lutte, le chemin pour mettre fin à la souffrance que subissent depuis des décennies les centaines de milliers de sans-papiers, soumis à la surexploitation de la part de ceux qui profitent de leur situation irrégulière, de la discrimination entre ouvriers étrangers et autochtones, de la division de la classe ouvrière entre ceux qui ont leurs papiers et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui sont syndiqués et ceux qui ne le sont pas.

ROCML décembre 2010

#### **Notes**

1. Rectificatif au sujet des deux citations attribuées à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) :

Une grève de travailleurs sans-papiers fut engagée en octobre 2009. En rapport avec ce grève fut diffusée la "Pétition des 11" mentionnée. La première citation est extraite de ce document.

[Source: https://www.cgtfinances.fr/actu/article/petition-solidarite-avec-les]

En octobre 2010, des travailleurs sans-papiers en lutte ont occupé des locaux de la CNHI. Au cours de cette action, en décembre, un arrangement a été conclu entre la CNHI et les travailleurs sans-papiers sur les modalités de présence de ces derniers sur place. La deuxième citation est extraite d'un communiqué de la LDH publié à ce sujet.

[Source: https://www.ldh-france.org/Reouverture-au-public-du-Palais-de/]

2. Voir notre article : "Les travailleurs immigrés doivent s'organiser en tant que prolétaires".

La Voix des Communistes, no 4, janvier 2011 - p. 10-14 (reproduit ci-après).

# Les travailleurs immigrés doivent s'organiser en tant que prolétaires

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 4, janvier 2011 - p. 10-14

## Les travailleurs immigrés font partie du prolétariat de France

Depuis les 17e-18e siècles, l'immigration et l'émigration sont des conséquences du développement du capitalisme. Et depuis le début du 20e siècle, les vagues de déplacement des forces de travail se sont produites des pays colonisés et semi-colonisés vers les pays impérialistes. L'analyse de Lénine sur le caractère de l'immigration et de l'émigration reste valable aujourd'hui et continue d'éclairer le chemin du prolétariat[1]:

Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait cette année-là 242.000 personnes, et 169.000 en 1900. L'émigration allemande atteignit maximum entre 1881 et 1890 : 1.453.000 émigrants; au cours des deux dizaines d'années suivantes, elle tomba respectivement à 544.000 et 341.000 pendant qu'augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1.342.294 étrangers, dont 440.800 ouvriers industriels et 257.329 travailleurs agricoles. En France, les travailleurs de l'industrie minière sont "en grande partie" des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols. [...]

À noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du 19e siècle et le début du 20e. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché

mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du 19e siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : "En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique." Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des "pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient". [...]

donc, nettement indiquées, les causes et Voilà conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre; 2) son monopole sur le marché mondial; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient. L'impérialisme du début du 20e siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'États, dont chacun exploite aujourd'hui (en ce sens qu'il en retire du surprofit) une partie du "monde entier" à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858; dont chacun, grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de créditeur à débiteur, occupe une situation de monopole sur le marché mondial; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de toutes les colonies du monde, 65 millions, c'est-à-dire 86 %, sont concentrés aux mains de six grandes puissances; 61 millions de kilomètres carrés, soit 81 %, sont détenus par trois puissances.)

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du 20e siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du 19e siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise.

Cette longue citation de Lénine nous éclaire sur la cause fondamentale des vagues d'immigration et leurs conséquences. Pour nous marxistes-léninistes, les travailleurs immigrés travaillant en France subissent la même exploitation que leurs frères de classe et font partie de la classe ouvrière de France. En conséquence ils doivent s'organiser dans les organisations politiques, syndicales, et associatives de la classe ouvrière pour mener le combat contre l'exploitation capitaliste. Toutes les formes et modalités de lutte qui peuvent se développer dans certaines conditions doivent être guidées par l'esprit de classe. À aucun moment les marxistes-léninistes ne peuvent accepter qu'elles deviennent des éléments de division de la classe.

Comme le souligne Lénine, la bourgeoisie a su tirer profit des divisions de la classe, et il en donne un exemple assez frappant[2] :

Aux États-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.

Un siècle après la situation a-t-elle changé? Tous les bourgeois et petits bourgeois expliquent que la "globalisation", la mondialisation, le néolibéralisme etc., ont transformé la société au point que la question de l'immigration n'est plus une question parmi d'autres concernant la classe ouvrière mais un problème de "droits de l'homme". Il n'y a rien de plus faux : a-t-on jamais vu les patrons d'origine étrangère qui viennent investir en France être traités comme des immigrés et exiger d'eux un permis de séjour! Dès leur arrivée ils ont trouvé une place dans la société capitaliste. Mieux, en tant que patrons ils peuvent licencier des milliers de salariés dans leurs entreprises. Mais il ne viendra à personne l'idée de réclamer leur licenciement et leur expulsion. Tout le monde se souvient du patron d'Arcelor-Mittal. Mais une ou un travailleur sans-papiers qui a travaillé pendant 10-15 ans, dans des conditions difficiles, peut être expulsé du jour au lendemain! Où sont les droits de l'homme dans tout cela?

Bien évidemment l'enjeu principal pour la bourgeoisie est de réaliser le maximum de profit sur les dos des travailleurs et ce en augmentant la "rentabilité" de son capital. Comment peut-elle faire? Marx a déjà répondu à cette question : en augmentant la durée de travail, son intensité et en faisant baisser les salaires.

Concernant l'immigration Maurice Thorez s'exprimait ainsi dans une réunion de l'Internationale Communiste en 1931 [3] :

On se rappelle notre brève analyse du début sur l'impérialisme français, sa triple source de surprofits (colonies, peuple allemand et main-d'oeuvre étrangère en France). [...] Sur le prolétariat français on peut dire que c'est le profit ordinaire. Mais la main-d'oeuvre étrangère, c'est un surprofit pour le capitalisme français, et il y a ici possibilité complémentaire de corruption d'une couche de la classe ouvrière, il y a ici la base pour le développement des illusions réformistes, la base d'une organisation réformiste.

Sans entrer ici dans une polémique sur la position du P"C"F hier et aujourd'hui, constatons que malheureusement la division de la classe ouvrière continue de se développer sur la même base. La division de classe, la discrimination, le racisme, le chauvinisme sont les conséquences de la division du travail au sein de la société capitaliste. Ainsi si l'on examine la lutte des sans-papiers des trois ou quatre dernières décennies, celle-ci est restée une lutte de "l'immigration", elle n'a pas mobilisé l'ensemble les classe ouvrière en France.

Par rapport à d'autres couches du prolétariat, les sans-papiers notamment mais aussi l'ensemble des travailleurs immigrés, subissent des conditions de travail les plus pénibles et ce pour un salaire moindre. La division de la classe ouvrière en couches distinctes, par le type et les conditions de travail, entretient les divisions d'origine nationale. Ainsi dans le bâtiment le ferrailleur est arabe, le plombier est polonais, le maçon est turc, le coffreur est portugais et ils sont ainsi divisés selon les diverses communautés. C'est un effet du capitalisme qui attise les rivalités entre les travailleurs des diverses nationalités et dont il sort gagnant. Sans lutte contre le capitalisme la lutte contre le racisme ne serait jamais efficace. Tant que la classe ouvrière ne l'aura pas compris, la division de classe persistera. La confiance et la solidarité entre les diverses composantes de la classe ouvrière ne peuvent se développer que dans la lutte et autour des intérêts généraux de la classe. Le travail au sein de la classe ouvrière doit être mené dans un but : le développement de la conscience de classe. Même classe, même combat. Il faut regagner le terrain sur une base claire. Recréer la solidarité de classe. créer les organisations communes, politiques, syndicales et autres.

Nous devons dénoncer l'interdiction pour les travailleurs immigrés d'occuper certains postes de travail et l'absence des droits politiques, leur non-éligibilité à tous les niveaux. Pour travailler ou pénalement, ils sont considérés comme adultes à partir de 14-15 ans, mais ils ne le sont pas pour les droits politiques et ce jusqu'à la fin de leur vie. Ils n'ont aucun droit fondamental, mais sont rendus responsables de certains maux de la société! C'est le capitalisme qui chaque jour crée de nouveaux dangers pour la vie des travailleurs de France, ce ne sont pas les travailleurs immigrés. Bien au contraire les immigrés travaillent dans des secteurs vitaux pour le bienêtre de la société : la construction, l'agriculture, la santé, l'aide aux personnes âgées, etc., sans même espérer avoir droit à une retraite décente. Pour espérer sortir d'une situation précaire il faut en moyenne 5 à 10 ans. On reproche aux immigrés de "profiter des avantages sociaux" et dans le même temps de ne pas vouloir s'intégrer à la société française, de ne pas faire l'effort de parler français!

Pour conclure cette première partie ajoutons que le phénomène d'immigration est la conséquence du développement du capitalisme. Celui-ci ne dépend pas de la bonne ou mauvaise volonté des travailleurs ou de la bourgeoisie dont la survie en tant que classe est assujettie aux lois fondamentales qui régissent la société capitaliste : le capital pour continuer d'exister en tant que capital doit "produire" le profit, plus de profit, encore plus de profit! Et cela la bourgeoise le réalise en employant, quand elle en a l'opportunité, la force de travail la moins chère possible.

On comprend ainsi mieux pourquoi la bourgeoisie a besoin de la force de travail immigrée en France comme dans tous les pays impérialistes, même si suivant les particularités du développement du capitalisme d'un pays à l'autre l'immigration a pu fluctuer et prendre des formes différentes.

Les travailleurs immigrés ne sont ni étrangers, ni une minorité, ni une communauté. Ils font partie de la classe ouvrière de France. La classe ouvrière, à aucune période de son histoire, n'a été homogène comme on voudrait nous le faire croire, un ouvrier du nord de la France peut être "différent" de celui du sud de la France, mais leur position en face de la production est la même.

La classe ouvrière doit donc revendiquer l'égalité de droits pour tous les travailleurs immigrés, le droit de séjour illimité quels que soient leur nationalité d'origine, leur religion ou leurs secteurs de travail.

La contradiction fondamentale de la société n'oppose pas les travailleurs immigrés aux travailleurs "nationaux" mais la bourgeoisie à la classe ouvrière. Les forces et les militants qui ne peuvent ou ne veulent pas reconnaitre cette réalité favorisent la tâche de la bourgeoisie et cantonnent la lutte des travailleurs immigrés pour leur droit à une lutte pour tenter de résoudre un "problème de société" dans le cadre de société capitaliste.

Les immigrés sont des travailleurs en France : quels sont les obstacles qui les empêchent de s'organiser dans les mêmes organisations de la classe ouvrière de France - parti politique, syndicat, associations...?

Nous mettons souvent l'accent dans nos interventions sur le danger pour la classe ouvrière d'abandonner la tâche de s'organiser politiquement pour défendre ses intérêts face à la bourgeoisie. Le prolétariat sans son parti ne peut mener la lutte contre le chauvinisme, facteur de désunion, et assurer son unité. Et justement, une tâche importante pour les travailleurs immigrés est de s'organiser. Comment?

Aujourd'hui il existe des associations de travailleurs immigrés, et certaines de ces associations d'immigrés avancent des revendications culturelles, identitaires à caractère "antiraciste", mais escamotent la question de l'appartenance à une classe. La lutte contre l'injustice devient une bagarre entre le blanc et les autres (les Arabes, blacks, etc.). Se battre sur ce terrain communautaire conduit à une double impasse : soit, sous forme d'une lutte politique tournée vers le pays d'origine, soit par manque de confiance dans les organisations "françaises". On peut trouver d'autres raisons, mais ces deux-là sont fondamentales.

Le sociologue Saïd Bouamama justifie la deuxième attitude : "En menant ces luttes, nos anciens ont été confrontés aux mêmes difficultés, au même paternalisme, au même chantage à la "division", au même refus de reconnaitre leur autonomie de décision et d'action. Ils ont tenu bon et malgré les difficultés ont ainsi arraché des victoires et des acquis. Nous avons besoin de cette expérience aujourd'hui pour qu'elle aide à féconder de nouveaux combats pour l'égalité."

Saïd Bouamama a écrit ces phrases dans le cadre d'une préparation de "rencontres nationales des luttes de l'immigration". Quand on lit la formule "reconnaitre leur autonomie de décision et d'action", on peut se demander : autonomie par rapport à quoi ou à qui? Vis-à-vis de l'idéologie bourgeoisie, des organisations bourgeoises, du réformisme, des méthodes d'action réformistes? Alors nous sommes d'accord. Car ce n'est pas seulement les travailleurs immigrés qui ont perdu leur autonomie, c'est la classe ouvrière de France toute entière. Depuis plus d'un demi-siècle elle n'a plus de parti politique qui la représente et soit capable de conduire ses luttes, elle est aujourd'hui politiquement dépendante et soumise à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie. Le dernier grand mouvement de classe est là pour en témoigner.

Par ailleurs, pour lutter contre le paternalisme, confronté aux mêmes difficultés, point n'est besoin d'être un immigré. Il faut pour cela s'en tenir à des positions marxistes-léninistes. Lénine, toute sa vie, a lutté contre le chauvinisme, parce que sans unité de la classe ouvrière, la lutte contre le capitalisme ne peut être menée victorieusement. Tant que la classe ouvrière n'est pas indépendante idéologiquement, politiquement et organisationnellement, sans parti propre elle

sera soumise (immigrés et français "de souche" compris) à la politique de la bourgeoisie.

Il est un autre aspect qu'il faut remarquer. Les enfants de parents issus de l'immigration, de la deuxième, ou troisième, génération sont-ils des immigrés? Ils sont nés en France, vivent en France et pour l'écrasante majorité n'ont jamais mis les pieds dans le pays de leurs parents. Si on se place du point de vue de la lutte de classe, on cherchera la classe sociale à laquelle ils appartiennent et non leur plus ou moins lointaine origine nationale. Lénine[4]:

Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale.

D'autre part, on ne peut pas parler de ce point de vue simplement de l'immigration en général. Il y a les travailleurs immigrés qui font partie de la classe ouvrière en France. Par contre, parmi les immigrés certains vont quitter leur statut de travailleur, changer de classe sociale. Il suffit de voir le nombre de petits artisans, restaurateurs et autres professions libérales qui sont issus de l'immigration et dont certains sont d'anciens travailleurs immigrés. Aujourd'hui il y a des milliers de petits artisans issus de l'immigration et certains exploitent jusqu'à 30-40 salariés. Pour cette catégorie, quelle revendication peut-on soutenir? Quelle autonomie, avec qui, pour quoi faire? Allons plus loin : quelle autonomie pour Rachida Dati, Fadela Amara ou Zidane? Pas besoin de faire un dessin.

Il faut être clair encore une fois et répéter : l'autonomie de la classe sera assurée par l'édification et l'existence de son propre parti, le parti communiste. La classe ouvrière devient alors une classe pour soi. Sans avoir cette perspective, toutes les interventions vers les travailleurs immigrés seront, dans la société capitaliste, conduite sur le la voie du démocratisme bourgeois. C'est une voie réformiste. Nous cherchons quant à nous la voie du communisme.

Abordons maintenant l'attitude qui consiste à s'organiser pour mener la lutte politique dans le pays d'origine. Cette attitude est aussi très répandue dans l'immigration. Il y a des mouvements de libération (les Kurdes, les Tamouls, etc.). Il y a des organisations d'exilés de tendance communiste, révolutionnaire, nationaliste, etc.

En ce qui concerne les mouvements de libération, qu'on soit d'accord ou pas avec leur tactique, ils sont cohérents dans leur pratique. Ils ne se réclament pas comme représentants politiques de la classe ouvrière. De ces mouvements, nous n'attendons pas qu'ils se considèrent comme partie du prolétariat du pays où ils se trouvent. De même, il est normal qu'un travailleur puisse rester solidaire de la lutte de ses camarades dans son pays d'origine. Mais un prolétaire solidaire avec la lutte politique d'autres pays n'est pas nécessairement kurde, tamoul, ou palestinien. La conscience de classe d'un communiste le conduit à être solidaire avec les luttes antiimpérialistes, progressistes et communistes d'autres pays. À nouveau, voici ce qu'écrit Lénine, sur la conscience de classe[5]:

Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la social-démocratie [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] internationale tout entière, car la liberté politique ne supprime nullement les révélations mais en modifie seulement un peu la direction. C'est ainsi par exemple que le parti allemand, grâce à sa campagne infatigable de révélations politiques, fortifie particulièrement ses positions et étend son influence. La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tous abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir justement du point de vue socialdémocrate, et non d'un autre. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes,

catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate; car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique.

Cela est clair. Pour ce travail, oui, on a besoin d'une idéologie et une ligne politique qui est assurée par une organisation qui s'appelle parti communiste. Voilà pourquoi le ROCML consacre toutes ses forces pour réaliser cette tâche : édifier le parti communiste.

Il est normal que les organisations révolutionnaires et communistes continuent un travail en exil, tourné vers leurs pays d'origine, et nous soutenons leurs luttes. Mais ce n'est là qu'un aspect de la question, cette activité ne peut permettre de mobiliser la masse des travailleurs immigrés dans la lutte de classe. On peut compter par centaines de milliers les travailleurs immigrés qui vivent en France ou dans d'autres pays européens. La plupart de ces travailleurs n'y sont pas installés provisoirement. Ils sont là pour refaire leur vie. Malgré toutes les pressions et difficultés cela fait pour la majorité d'entre eux 10, 20 ou 30 ans qu'ils sont exilés. Il n'est pas rare de trouver un travailleur sans-papiers qui vit en France depuis 15-20 ans. Ce n'est plus une situation temporaire.

Aujourd'hui il y a environ 3 millions de travailleurs issus de l'immigration qui vivent en France avec leurs familles. Si les travailleurs immigrés continuent à s'organiser sur la base communautaire, comment peut-on réaliser l'unité de la classe ouvrière. Comme on l'a vu, leur situation de classe est la même, indépendamment de leur pays d'origine, la langue, leur religion, etc. Pour résoudre tous ces problèmes posés à la classe ouvrière par la société capitaliste il faut avoir des forces et une perspective. La question de l'immigration ne sera pas résolue dans la société capitaliste. Obama, un noir, de parents immigrés africains, est devenu président de la première puissance impérialiste. Qu'a-t-il changé dans vie quotidienne des centaines de millions d'immigrés et de descendants d'immigrés vivant aux USA.

Il y a en France de nombreuses associations d'immigrés. Elles peuvent jouer un rôle important pour aider les travailleurs immigrés à s'intégrer à la lutte de classe en France. Par exemple en les aidant à maitriser la langue française, à comprendre la situation politique et savoir défendre leurs intérêts immédiats, à s'organiser dans les syndicats sur leur lieu de travail; bref en leur donnant les moyens de s'engager dans la lutte de classe et d'agir en tant que membres de la classe ouvrière de France, de lutter et s'organiser en tant que prolétaires en France.

Toute organisation qui se dit communiste ne peut pas se permettre le luxe de faire n'importe quoi. Dans le passé l'Internationale Communiste donnait comme premier devoir à un communiste qui arrivait dans un pays de contacter l'organisation communiste membre de l'Internationale. Aujourd'hui où l'Internationale Communiste n'existe plus, où comme en France aucun parti communiste n'existe, que peut faire un communiste issu de l'immigration? Choisir sa place sans sentimentalisme là où il juge être utile. Un communiste n'a pas de pays ni de patrie. Avant tout il est communiste. Il fera son travail de communiste partout où il se trouve, et il ne doit pas hésiter à joindre ses efforts à la lutte des communistes du pays pour édifier le Parti Communiste.

Comme le remarquait Marx, ce ne sont pas les hommes qui choisissent les conditions de la lutte pour leur émancipation, même si ce sont eux qui écrivent leur propre histoire. Mais les hommes ne créent leur histoire qu'une seule fois. Si cela était possible de rejouer l'histoire plusieurs fois ce serait plus facile. Il faut choisir sa voie en toute conscience : soit abattre le capital, soit rester dans la spontanéité sur le terrain et les règles fixées par le capital.

Tous les camarades communistes qui vivent en France, quels que soient leurs pays d'origine, ont le devoir de s'unir pour réaliser les tâches que l'histoire assigne au prolétariat de France, et dans le monde.

Vive le socialisme!
Vive le communisme!
Vive le parti communiste!

#### **Notes**

1. V. I. Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (avril 1917); Oeuvres, tome 22, Paris, Éditions sociales, 1960; p. 305-307.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp8.htm

- 2. Ibid., p. 305.
- 3. Maurice Thorez: Rapport à la 11e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste (mai 1931); Oeuvres, livre 2e, tome 1 (1930-juin 1931); Paris, Éditions sociales, 1950; p. 198.
- 4. V. I. Lénine, La grande initiative (juillet 1919); Oeuvres, tome 29, Paris, Éditions sociales, 1962; p. 425.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/06/vil19190628.htm

5. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 421.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200m.htm

# Aujourd'hui comme hier seul le prolétariat est capable d'abattre le capitalisme et de construire le socialisme

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 5, automne 2011 - p. 10-14

Aujourd'hui plusieurs groupes et quelques partis politiques se réclament du socialisme ou du communisme au nom de la classe ouvrière. À l'évidence malgré toutes les tentatives de la bourgeoisie pour briser la résistance du prolétariat, la société capitaliste n'est pas en mesure aujourd'hui comme hier de résoudre le conflit qui oppose le capital et le travail. Tous les moyens que la bourgeoisie mobilise pour désarmer le prolétariat, quelle que soit la forme plus ou moins violente qu'ils prennent - économique, politique, idéologique -, ne peuvent éloigner le danger qui pese sur sa domination.

#### Lénine écrit[1]:

Seule la dictature d'une classe, celle du prolétariat, peut trancher le problème de lutte contre la bourgeoisie pour la domination.

En fait la classe bourgeoise ne cherche pas à abolir la lutte de classe. Son but est plutôt de gérer et contrôler la lutte, même si ses idéologues prédisent régulièrement la fin des classes et de la lutte des classes. Or (Marx-Engels) : "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes[2]." La société capitaliste est fondée sur deux classes fondamentales aux intérêts contradictoires qui déterminent son développement historique : bourgeoisie et prolétariat.

La bourgeoisie ne peut exister sans le prolétariat, ni le prolétariat sans la bourgeoisie. La disparition de l'un, c'est aussi la disparition de l'autre. Le prolétariat est la seule classe qui a intérêt à mettre fin à sa propre existence en mettant fin au salariat. Raison pour laquelle sous le socialisme (premier stade du communisme) on ne parlera plus de prolétariat mais de classe ouvrière.

#### Lénine[3]:

Et qu'est-ce que la "suppression des classes"? Tous ceux qui se disent socialistes reconnaissent ce but final du socialisme, mais tous, loin de là, ne réfléchissent pas à sa signification. On appelle classes, de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale. Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploiteurs - propriétaires fonciers et capitalistes -, non seulement abolir leur propriété; il faut encore abolir toute propriété privée des moyens de production; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une oeuvre de longue haleine. Pour l'accomplir, il faut faire un grand pas en avant dans le développement des forces productives; il faut vaincre la (souvent passive, singulièrement résistance singulièrement difficile à briser) des nombreux vestiges de la petite production; il faut vaincre la force énorme de l'habitude et de la routine, attachée à ces vestiges.

Ici il faut bien souligner que les classes ne sont pas formées par un regroupement volontaire d'individus. Les classes sont une réalité objective de la société capitaliste et ne dépendent pas de la volonté de ses membres. Et sans changer de société et passer à un mode de production supérieur, le communisme, elles ne peuvent être supprimées par la simple volonté des hommes.

### Marx[4]:

Dans la production sociale de leur existence [c'est-à-dire dans la production des biens matériels nécessaires à la vie des hommes - VdC], les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles.

Mais il ne suffit pas de reconnaitre l'existence des classes bourgeoisie et prolétariat - et le rôle qu'elles jouent dans le développement historique du capitalisme. L'affrontement entre ces deux classes a toujours été mené par le prolétariat organisé au niveau politique, syndical, associatif, culturel... Parmi toutes ces formes d'organisation collective, de classe, le parti politique a un rôle fondamental, essentiel pour mener la lutte.

Car la lutte politique conduite par le parti est la forme de lutte la plus élevée, celle par laquelle le prolétariat n'existe pas seulement pour le capital (au niveau économique) mais pour lui-même, élevant sa lutte à la remise en cause du système capitaliste.

## Marx-Engels[5]:

Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

Comme l'affirment avec force Marx et Engels, la classe ouvrière qui ne mène pas la lutte politique pour ses propres intérêts ne peut exister dans la société comme une force politique indépendante des autres classes et en particulier de la bourgeoisie. Elle existe seulement comme une force économique essentielle au capital et à sa reproduction économiquement et politiquement soumise à la bourgeoisie.

Certains vont encore nous dire : vous communistes nous rabâchez toujours la même chose. Eh bien oui car malheureusement la classe ouvrière n'a pas accompli sa tâche historique, elle a même subi des revers dans le premier pays socialiste, elle n'a pas abattu le pouvoir de la bourgeoisie et le salariat par lequel s'exprime l'exploitation de l'homme par l'homme. Tant que l'hégémonie de la bourgeoisie perdure, la lutte du prolétariat ne peut prendre un autre chemin que celui que lui impose l'histoire.

#### Marx-Engels[6]:

Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être. Son but et son action historique lui sont tracés, de manière tangible et

irrévocable dans sa propre situation, comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle.

#### Ainsi[7]:

Le prolétariat exécute la sentence que la propriété privée prononce contre elle-même en engendrant le prolétariat, tout comme il exécute la sentence que le travail salarié prononce contre lui-même en engendrant la richesse d'autrui et sa propre misère.

Déjà le prolétariat a montré la voie, pour mettre fin à la société capitaliste. La Commune de Paris et la Révolution d'octobre 1917 en Russie en sont des exemples qui ont marqué l'histoire de son combat. La seule alternative pour éliminer définitivement tous les maux dont souffre l'humanité - la crise économique, la surproduction, les famines, la dégradation de l'environnement, la guerre impérialiste, le fascisme, le racisme - c'est la prise du pouvoir par le prolétariat. Se présenter comme anticapitaliste n'est pas suffisant pour l'être vraiment. Seuls les communistes le sont. Les intérêts et le but des communistes sont ceux du prolétariat. Marx-Engels[8]: "Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise." Et donc l'abolition du capitalisme.

Ces forces, quelle que soit leur appellation (communiste, socialiste, anticapitaliste...) et leur profession de foi matinée de critique de tout le capitalisme ou d'un de ses aspects négatifs ,- dans la mesure où elles ne se déclarent pas ouvertement pour l'abolition de la propriété bourgeoisie par la prise préalable du pouvoir par le prolétariat, ne sont pas communistes. Les communistes sont la fraction la plus résolue de la classe ouvrière. Marx-Engels[9] : "Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien." Sans la lutte de classe du prolétariat le communisme ne saurait exister.

Aujourd'hui pour certains qui se réclament du communisme, y compris parmi ceux qui reconnaissent la théorie marxiste-léniniste comme un guide pour leur action, il n'y aurait pas de mouvement ouvrier favorable à la création d'un parti communiste pour mener la lutte de classe correctement. Il suffit pourtant de se retourner sur les dernières décennies pour trouver des luttes extraordinaires pour infirmer ces propos. Par contre chacun a pu constater qu'en l'absence de l'or-

ganisation politique du prolétariat ces luttes ont été dévoyées, conduites dans des impasses par la petite bourgeoisie qui domine aujourd'hui dans la direction des mouvements de contestation du système capitaliste.

Depuis les premières luttes ouvrières du siècle dernier, bien des choses ont changé dans les formes de la production, dans les formes du pouvoir de la bourgeoisie, dans les formes et les méthodes de la lutte. Mais ces changements ont porté plus sur la forme que sur le fond. La propriété privée bourgeoisie est toujours dominante, seul son mode de gestion s'est modifié dans certains domaines. Et ces changements ne conduisent pas à remettre en cause la nécessité d'une organisation politique d'avant-garde.

Dans les années 1990, sous la pression d'une vague anticommuniste qui a accompagné la chute du mur de Berlin, certains anciens partis communistes ont remis en cause leurs normes de fonctionnement et d'organisation. Une campagne contre les normes léninistes d'organisation s'est développée. Et en parallèle, une pratique de direction des luttes sous forme de réseaux s'est répandue à partir de cette période. En 1991 le mouvement des sans-papiers a été coordonné sous la forme de "réseaux des sans-papiers". Cet esprit s'est retrouvé dans la fondation d'Attac.

Cette pratique a continué dans les luttes des dernières années.

L'année 2002, les luttes contre les délocalisations et les licenciements ont été importantes. Mais avec quels résultats? Des mouvements d'une grande ampleur se sont déroulés : en 1995, 2003, 2008, 2010; des luttes des sans-papiers exemplaires par leur ténacité : 1991, 1997, 2008-2010; un mouvement de solidarité avec les peuples opprimés, notamment avec le peuple palestinien. Au cours de ces années, on a vu l'influence politique grandissante de l'organisation altermondialiste Attac puis son déclin. La leçon politique que l'on peut tirer de tous ces évènements est que la bourgeoisie a bien profité de l'absence d'un vrai parti communiste et a réussi ainsi à désorienter la lutte des travailleurs.

La bourgeoisie avec son appareil d'État, sa domination économique, ses forces politiques (qu'elle finance de droite à gauche) est fidèle à sa politique et à ses méthodes de domination et conduit sa lutte de classe avec opiniâtreté. Par contre le prolétariat a été désorganisé,

ses organisations de lutte (parti politique, confédérations syndicales...) sont passées aux mains des agents de la bourgeoisie. Alors, à l'évidence, il ne lui reste qu'une alternative : reconstruire. La tâche la plus urgente est d'organiser les prolétaires contre la bourgeoise sous le drapeau du socialisme. Sans reconquérir son indépendance idéologique-politique, le prolétariat ne pourra pas, tant sur le plan des luttes économiques que celles politiques, jouer son rôle historique comme force principale de la société.

La classe ouvrière a su créer diverses formes d'organisations. Mais la forme supérieure c'est le parti. Le développement et l'orientation révolutionnaire des autres organisations comme les syndicats sont conditionnées par son développement. Et le Parti ne saurait naitre d'une transformation révolutionnaire des syndicats. Sans Parti, aucun syndicat ne pourra durablement se tenir sur une position de classe. La lutte anticapitaliste dirigée par la classe ouvrière ne peut se mener sur la base d'une simple lutte économique. Elle ne peut être engagée que par l'activité politique du Parti du prolétariat. C'est ce que Lénine exprimait avec force[10]:

Erreur caractéristique, car elle est loin d'être propre au seul Martynov. En réalité, une "élévation de l'activité de la masse ouvrière" n'est possible que si nous ne nous bornons pas à l'"agitation politique sur le terrain économique". Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. (Souligné par nous - VdC.) C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la socialdémocratie [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] internationale tout entière, car la liberté politique ne supprime nullement les révélations mais en modifie seulement un peu la direction. C'est ainsi par exemple que le parti allemand, grâce à sa campagne infatigable de révélations politiques, fortifie particulièrement ses positions et étend son influence. La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tous abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir justement du point de vue social- démocrate, et non d'un autre. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. [...] Pour devenir social-démocrate, l'ouvrier doit se représenter clairement la nature économique, la physionomie politique et sociale du gros propriétaire foncier et du pope, du dignitaire et du paysan, de l'étudiant et du vagabond, connaître leurs côtés forts et leurs côtés faibles, savoir démêler le sens des formules courantes et des sophismes de toute sorte, dont chaque classe et chaque couche sociale recouvre ses appétits égoïstes et sa "nature" véritable; savoir distinguer quels intérêts reflètent les institutions et les lois et comment elles les reflètent. Or, ce n'est pas dans les livres que l'ouvrier pourra puiser cette "représentation claire" : il ne la trouvera que dans des exposés vivants, dans des révélations encore toutes chaudes sur ce qui se passe à un moment donné autour de nous, dont tous ou chacun parlent ou chuchotent entre eux, ce qui se manifeste par tels ou tels faits, chiffres, verdicts, etc., etc. Ces révélations politiques embrassant tous les domaines sont la condition nécessaire et fondamentale pour éduquer les masses en vue de leur activité révolutionnaire. (Souligné par nous - VdC)

Tous ceux qui ont mis en cause la perspective marxiste-léniniste du parti d'avant-garde, regroupant en son sein et autour de lui les éléments les plus conscients, se sont retrouvés plus ou moins rapidement à prendre parti pour la bourgeoisie. Depuis plus de 50 ans tous ceux qui ont critiqué le rôle de parti, la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique... que sont-ils devenus? Disparus de la scène politique et souvent bien à l'abri dans les rouages de la société bourgeoise et de son État. Ce n'est donc pas un hasard s'ils en sont les fidèles

soutiens. Si on recherche une solution dans la société capitaliste elle-même au lieu de la remettre en cause, c'est comme cela que l'on finit inévitablement.

Imaginons deux secondes comme certains, que la bourgeoisie voudrait ou pourrait organiser un "juste partage de la richesse" avec le prolétariat. Mais comment pourrait-elle continuer à réaliser les profits nécessaires à l'accumulation et la reproduction du capital? Ce qui caractérise le capitalisme c'est justement d'accumuler des richesses à un pôle de la société par l'exploitation des travailleurs. Il ne peut y avoir aucun "juste partage de la richesse"! Abandonner l'activité révolutionnaire c'est avancer des revendications qui ne pourront jamais se réaliser.

Nombre de luttes économiques qui se sont déroulées ces dernières années se sont terminées par des échecs. Certains désignent les dirigeants syndicaux comme premiers responsables, soit pour fuir leur propre responsabilité politique, soit pour d'autres en s'en tenant à l'analyse étroite et étriquée petite bourgeoise. Ils ne voient pas qu'il en sera ainsi - la "trahison" supposée des dirigeants syndicaux - tant que la direction politique de la lutte sera laissée à ces couches intermédiaires qui ne peuvent pas accepter la suppression de la société de classe. Contrairement au prolétariat, leurs intérêts sont étroitement liés à ceux de la bourgeoisie qui les fait vivre avec une partie des profits réalisés par l'exploitation des travailleurs.

Et justement, pour que le prolétariat arrache la direction de la lutte politique à ces couches intermédiaires, il lui faut mener la lutte idéologique. Dans la société capitaliste il n'y a que deux idéologies: l'idéologie bourgeoise et l'idéologie prolétarienne; les couches intermédiaires, la petite bourgeoisie n'ont pas d'idéologie propre et oscillent suivant les circonstances entre ces deux idéologies. Le travail des communistes au sein de la classe s'accomplit dans les domaines idéologique, politique et économique/pratique. Ce travail complexe n'est pas réalisé par une simple lutte économique, la conscience politique de la classe ouvrière ne se forme pas dans la seule lutte quotidienne (économique/pratique). Cette formation lui est apportée de l'extérieur par l'activité du parti communiste dans la société. Cette position défendue par Lénine est toujours valable.

Au fond des choses le caractère économique et social du capitalisme n'a pas changé. Qui peut affirmer aujourd'hui que l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu? Qui peut oser affirmer que la bourgeoisie partage le pouvoir avec la classe opprimée?

Nous avons voulu dans cet article, réaffirmer que le rôle historique de la classe ouvrière n'est pas dépassé. Le développement du capitalisme, la concentration de l'économie capitaliste, n'ont pas mis fin au prolétariat; au contraire, le passage au capitalisme des pays dits "émergents" - Inde, Chine, Brésil... a vu grossir les rangs des prolétaires par centaines de millions. Et même dans les pays impérialistes le prolétariat n'a pas disparu - sans le prolétariat, quid de ces pays? Ce serait l'effondrement de toute organisation sociale car c'est le prolétariat qui assure par son travail la continuité de la vie dans tous les domaines : transport, santé, scolarité, construction, énergie, nettoyage...

### Lénine[11]:

Nous touchons de près à cette différence si caractéristique de la grande Révolution française, où la Convention brandissait de grandes mesures sans jouir du soutien nécessaire pour les appliquer, ne savait pas même sur quelle classe s'appuyer pour appliquer telle ou telle disposition.

Ce rappel sur la Révolution française, Lénine l'utilise pour mettre l'accent sur ce qui est fondamental pour avancer dans la voie du socialisme contre la bourgeoisie : sur quelle classe s'appuyer.

Comment un parti communiste sans le prolétariat peut-il aller vers le communisme? Insistons sur ce point déjà abordé : la seule classe qui peut à tous les niveaux se battre pour la réalisation du socialisme et conduire la société au communisme c'est le prolétariat.

Sans comprendre ce rôle clef du prolétariat et sans s'enraciner profondément dans la classe tout parti dégénèrera en un parti petitbourgeois ou en un parti bourgeois. Rejeter toute illusion concernant le rôle que peuvent jouer les couches intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat préserve de toute dérive vers le socialisme utopiste du petit-bourgeois.

Pour terminer notre réflexion il faut souligner que la lutte du prolétariat est internationale. Aujourd'hui la société capitaliste mondialisée lui a donné plus largement et plus profondément que dans le passé les moyens et les armes pour l'abattre. Ce que Lénine soulignait déjà dans le passage suivant[12]:

L'organisation du travail social, à l'époque du servage, reposait sur la discipline de la trique, sur l'ignorance et l'abrutissement extrêmes des travailleurs, dépouillés et bafoués par une poignée de propriétaires fonciers. L'organisation capitaliste du travail social reposait sur la discipline de la faim; et la grande masse des travailleurs, malgré tous les progrès réalisés par la culture et la démocratie bourgeoises, demeurait, dans les républiques civilisées et démocratiques les plus avancées, une masse ignorante et abrutie d'esclaves salariés ou de paysans opprimés, dépouillés et bafoués par une poignée de capitalistes. L'organisation communiste du travail social, dont le socialisme constitue le premier pas, repose et reposera de plus en plus sur la discipline consciente et librement consentie des travailleurs eux-mêmes qui ont secoué le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Cette nouvelle discipline ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le fruit de voeux pieux; elle découle des conditions matérielles de la grande production capitaliste, et uniquement de ces conditions. Elle est impossible sans elles. Or, le porteur de ces conditions matérielles ou leur artisan est une classe historique bien définie, formée, organisée, cimentée, éduquée, instruite, aguerrie par le grand capitalisme. Cette classe est le prolétariat.

Le 30 juillet 2011

#### **Notes**

<sup>1.</sup> V. I. Lénine, 8e Congrès du PC(b)R (mars 1919), Rapport sur le travail à la campagne; Oeuvres, tome 29, Paris, Éditions sociales, 1962; p. 200.

 $<sup>{\</sup>it https://www.marx} ists.org/francais/lenin/works/1919/03/d8c/vil19190300-06c8.htm}$ 

<sup>2.</sup> K. Marx-F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste (1848) (Traduction de Laura Lafargue, 1893, revue par l'éditeur); Paris, Éditions sociales, 1948, réédition 1966; p. 26.

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm

3. V. I. Lénine, La grande initiative (juillet 1919); Oeuvres, tome 29, Paris, Éditions sociales, 1962; p. 425.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/manifeste\_communiste/manifeste\_communiste.html

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/06/vil19190628.htm

4. K. Marx, Contribution à la critique de l'économie politique (1859) (préface); Paris, Éditions sociales, 1972.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\_karl/contribution\_critique\_eco\_pol/contribution\_critique.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100b.htm

- 5. K. Marx-F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste; *loc. cit.*; p. 69-70. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm
- 6. K. Marx-F. Engels, La Sainte famille ou Critique de la Critique critique contre Bruno Bauer et consorts (1845), Chapitre 4 Proudhon Note marginale critique n° 2.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/sainte\_famille/sainte\_famille.html https://www.marxists.org/francais/marx/works/1844/09/kmfe18440900i.htm

Dans l'original de *La Voix des Communistes*, cette citation de la "Sainte famille" ainsi que la suivante ont été reprises à partir d'un recueil publié par les éditions François Maspero: Karl Marx et Friedrich Engels [1843-1850] - Le parti de classe, Tome I, Petite collection Maspero, n° 120 (Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville). Dans cet ouvrage, les passages en question sont résumés de façon condensée avec en outre un ajout introduit par Dangeville entre parenthèses.

- 7. Ibid.
- 8. K. Marx-F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste, *loc. cit.*; p. 55. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm 9. *Ibid.*; p. 54.
- 10. V. I. Lénine, Que faire? (mars 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 421.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200m.htm

- 11. V. I. Lénine, 8e Congrès du PC(b)R, Rapport sur le travail à la campagne; op. cit.; p. 206.
- 12. V. I. Lénine, La grande initiative; op. cit.; p. 423.

# Sans son organisation politique, le prolétariat ne peut mener la lutte idéologique et faire aboutir ses luttes de classe

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 6, 1er trim.2012 - p. 14-15

Pour connaître un mouvement ou un parti politique, on examine le contenu de ses actes, ses prises de positions théoriques et politiques, et on examine quels intérêts de classe il exprime dans tel ou tel évènement. On peut faire des constats justes et interpréter correctement la réalité. Mais cela ne suffit pas pour développer une ligne juste et changer cette réalité dans l'intérêt du prolétariat. Pour être efficace, toute classe doit avoir sa propre organisation pour suivre ses propres objectifs.

Même si individuellement, un ouvrier peut être sous l'influence de la bourgeoisie au point de défendre la bourgeoisie et inversement un bourgeois défendre les intérêts du prolétariat, on n'a jamais vu une classe organisée et consciente défendre les intérêts d'une autre classe.

L'histoire progresse avec ses propres lois. Les intérêts respectifs de classes différentes ne peuvent coexister que dans certaines périodes particulières. En revanche, la naissance du nouveau est toujours violente. Comme le disait Lénine, "à une époque révolutionnaire, les discussions théoriques sur des thèmes sociaux sont tranchées par l'action déclarée des différentes classes sociales"[1].

Une révolution, une crise révolutionnaire ne se présente pas chaque jour. Dans les périodes ordinaires, les classes ne se mobilisent pas autour de leurs programmes. Pour les prolétaires, cela se traduit par divers types d'illusions, en particulier quand il manque un parti communiste marxiste-léniniste. Telle est la raison pour laquelle les communistes ont pour tâche, quelles que soient les circonstances, et donc dès aujourd'hui, de construire une organisation unique et centralisée pour maitriser les évènements de manière ferme et murie.

## Quelques observations et remarques pour illustrer notre théorie

Aujourd'hui, bien qu'elles soient révoltées par les effets de l'exploitation capitaliste aggravés par la crise, la classe ouvrière et les couches populaires sont loin d'être organisées autour de leur programme de classe. Cette situation a ses racines dans la trahison du révisionnisme moderne et les déviations du mouvement communiste depuis cinquante ans, avec comme résultat la disparition du Parti Communiste en tant que parti marxiste-léniniste.

Parallèlement à ce phénomène politique, la réorganisation de la société capitaliste notamment dans les pays impérialistes a produit de nouveaux conflits ces dernières décennies. En face de la réorganisation du capitalisme à l'échelle mondiale, une partie des couches moyennes et petites de la bourgeoisie a perdu et continue de perdre certains de ses avantages passés. C'est pourquoi ces couches font entendre leurs revendications : rétablir l'industrie française, sauver les PME, taxer les grands groupes...

Mais tout ce programme est incapable de résoudre le pourrissement du capitalisme, la crise, le chômage, la misère, la guerre.

Toute l'histoire du capitalisme est faite de destructions. Il suffit de regarder : destruction de la petite exploitation agricole, destruction des petites et moyennes entreprises au bénéfice d'une concentration régulière dans de grandes entreprises de caractère monopoliste. Depuis le début du vingtième siècle, Lénine a caractérisé notre époque comme celle du capitalisme monopoliste, l'impérialisme. Nous ne sommes pas sortis de cette époque, même si l'impérialisme a développé de nouvelles formes de domination du monde par les monopoles multinationaux.

Le capitalisme ne peut pas revenir en arrière. La petite bourgeoisie voudrait revenir en arrière, au temps de ses privilèges, mais elle rêve, et elle ne peut que rêver. Une partie d'entre elle écoute les sirènes du réformisme altermondialiste, une autre les sirènes de l'extrême droite. Mais elle n'a pas d'avenir en tant que classe dans le développement de la société. Le prolétariat au contraire peut envisager l'avenir avec optimisme. Il peut aussi rêver mais son rêve de classe à lui, est historiquement réalisable : c'est la société communiste.

Aussi longtemps que les moyens de production et de distribution des biens produits seront entre les mains d'une poignée d'individus possesseurs du capital, aucun problème de société ne pourra trouver de solution : ni la crise économique, ni le chômage, ni les conflits et

guerres réactionnaires, ni la lutte des classes sous toutes ses formes (de la pétition à la guerre civile et la prise du pouvoir).

Les difficultés économiques, les licenciements, les fermetures d'usines, les désastres écologiques ne sont pas le résultat de l'incompétence des dirigeants politiques, mais caractéristiques de la société capitaliste. C'est ce que ne veulent pas voir ou comprendre des mouvements comme Attac ou plus récemment, le mouvement des "indignés". Ce mouvement pris dans sa globalité au niveau mondial est le reflet d'une prise de conscience naïve de la réalité. Comme le remarquait Lénine, en 1915 au sujet de la guerre, "l'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre"[2]. On ne remet pas en cause ouvertement la société capitaliste. On cherche la solution dans la société. On demande à ceux-là même qui sont en charge de veiller aux intérêts de la classe exploiteuse, aux dirigeants politiques, d'agir pour la réguler, la "civiliser". Par exemple, à partir d'une initiative des "indignés" est organisée une journée de mobilisation internationale le 15 octobre 2011. Les textes d'appel proclament[3]:

Unis d'une seule voix, nous allons faire savoir aux politiciens, et aux élites financières qu'ils servent, que c'est à nous, le peuple, de décider de notre avenir. Nous ne sommes pas des marchandises entre leurs mains, ni entre celles des banquiers, qui ne nous représentent pas. [...] Les indignées du monde entier continuent à montrer leur détermination à défendre leurs droits face à la finance. Ils exigent une démocratie réelle face aux politiques qui leur sont imposées sans tenir compte de leurs choix et de leur vie.

Ce mouvement même s'il est resté très marginal en France, montre que des milliers de jeunes chômeurs et travailleurs de par le monde se rebellent contre cette société capitaliste mais restent victimes des illusions "démocratiques" qu'elle propage. Et l'indignation seule est bien impuissante devant les forces puissamment organisées et armées du capital. Pour faire face à ces forces, les combattre d'abord et les vaincre ensuite il n'y a pas d'autre voie que l'édification d'une force politique puissante porteuse des intérêts des exploités et opprimés. Depuis deux ou trois décennies, toutes les tentatives de forme

"nouvelle" d'organisations dont Attac a été le représentant typique ont été disqualifiées par la réalité.

Leur position de classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat les amène à rechercher une voie vers la conciliation avec la bourgeoisie. Ils ne comprennent pas que la conscience de classe se développe à travers les actions, se renforce ou décroit selon les divers moments de la lutte et s'affirme avec force dans les situations révolutionnaires. C'est une des raisons pour laquelle la bourgeoisie n'a pas intérêt à la continuité dans le temps de la mobilisation des masses qui suppose une organisation solide, un état-major qui dirige les opérations. Ces mouvements, sans direction et sans organisation, ne font pas peur à la bourgeoisie. Elle les encourage même, car ainsi face à sa force économique, à son État (bureaucratie, police, armée, prison, justice...) les prolétaires et tous les travailleurs se présentent les mains nues. Les mobilisations pour la retraite en 2010, sont là pour le démontrer.

Stéphane Hessel, dans son livre "Indignez-vous" publié en 2010, écrit[4]: "L'immense écart qui existe entre les très pauvres et le très riches ne cesse de s'accroitre. C'est une innovation des 20e et 21e siècle. Les très pauvres dans le monde d'aujourd'hui gagnent à peine deux dollars par jour. On ne peut pas laisser cet écart se creuser encore. Ce constat seul doit susciter un engagement." On cherchera vainement dans le texte de Mr l'ambassadeur Hessel[5] une explication de ce phénomène contre lequel il faut s'engager!

Et pour cause, tenant pour acquis immuable la société capitaliste, il ne peut aller chercher l'explication dans la logique même du développement du capitalisme. Il ne dit pas un mot de l'exploitation de l'homme par l'homme. Jamais il ne met en cause l'impérialisme. Par contre il se complimente pour avoir été le co-auteur du texte des "droits de l'homme" en 1948. Il passe sous silence que dans la réalité ce texte est un chiffon de papier, les peuples, palestinien, tamoul, kurde... et beaucoup d'autres peuples ne jouissent pas de tous leurs droits. Et bien sûr en bon démocrate il est non-violent mais est obligé d'admettre du bout des lèvres la violence populaire[6] : "Je pense bien évidement que le terrorisme est inacceptable, mais il faut reconnaitre que lorsque l'on est occupé avec des moyen militaires infiniment supé-

rieurs aux vôtres, la réaction populaire ne peut pas être que non-violente."

Pour conclure brièvement, le mouvement des "indignés", pas plus que son prédécesseur Attac, n'a de chances de se développer et de durer dans le temps. Les contradictions du système capitaliste-impérialiste qui s'aggravent balayeront toutes les illusions pacifistes et démocratiques. Elles montreront de plus en plus la nécessité d'un Parti Communiste Révolutionnaire Prolétarien.

"Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais ce qui importe, c'est de le transformer." (K. Marx, "Thèses sur Feuerbach", Thèse 11.)[7]

#### **Notes**

- 1. V. I. Lénine, "Le programme agraire des libéraux" (avril 1905); Oeuvres, tome 8, Paris, Éditions sociales, 1964; p. 318.
- 2. V. I. Lénine, "Le socialisme et la guerre" (automne 1915); Oeuvres, tome 21, Paris, Éditions sociales, 1960; p. 327.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/08/vil19150800b.htm

- 3. Attac, "Le 15 octobre toutes et tous indigné-e-s". https://local.attac.org/attac92/IMG/pdf/tract\_15\_octobre.pdf
- 4. Stéphane Hessel, Indignez-vous; Montpellier, Indigène éditions, décembre 2010; p. 14.

https://epdf.tips/download/indignez-vous-.html

- 5. En 1993, Stéphane Hessel représente la France à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les Droits de l'Homme, à Vienne.
- 6. Stéphane Hessel, op. cit.; p. 18.
- 7. K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande Première partie : Feuerbach (Traduction de Renée Cartelle et Gilbert Badia); Paris, Éditions sociales, 1968; (Marx Thèses sur Feuerbach) p. 142.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/ideologie\_allemande/ideologie\_allemande.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450001.htm

#### Également :

K. Marx - F. Engels, L'idéologie allemande (Traduction de Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle); Paris, Éditions sociales, 1968; p. 33.

### Les luttes du prolétariat et les communistes

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 7, été 2012 - p. 4-5

En 2011 et en ce premier semestre de 2012, les conflits dits du travail n'ont pas cessé, même pendant la période électorale qui aurait pu favoriser une trêve en l'attente d'un changement de personnel politique et avec l'espérance entretenue par les partis bourgeois de gauche dans un changement de politique sociale. La majorité de ces luttes touche tous les secteurs industriels : méthaniers, métallos, défense, aérospatiale.

Le cycle de reproduction élargie du capital (augmentation du capital avec profits) est grippé. La crise mondiale se prolonge et s'approfondit. Des secteurs de plus en plus vastes de la production matérielle sont touchés. Le capital le moins rentable est détruit (cela se manifeste en particulier par des fermetures d'usines et des faillites...).

Cette crise ne laisse d'autre alternative aux capitaliste que de s'en prendre aux prolétaires pour faire baisser le "prix du travail"; et les "solutions" qui s'imposent aux capitalistes concernés sont toujours les mêmes : concentration du capital, restructurations, fusions, rationalisation, fermetures d'unités de production, délocalisations, sous-traitance dans les pays où la main d'œuvre est moins chère etc.

C'est pourquoi la grande majorité des luttes actuelles des travailleurs sont des batailles pour l'emploi. Toutes ces luttes prennent des formes dures : occupation d'usine, affrontement avec des milices patronales et avec la police. Elles peuvent durer, comme Arcelor-Mittal et Fralib qui, depuis le 28 septembre 2010, en étaient fin mai à 600 jours de lutte. Parfois elles sont coordonnées sur plusieurs sites (Saipol, Méthaniers, SPIE Den[1]). Les SPIE Den, sous-traitants du nucléaire, ont organisé des blocages, des ouvriers d'Arcelor-Mittal sont venus les soutenir. Et ce n'est pas fini. "En France de nombreux secteurs économiques risquent de souffrir"[2] dans les jours, et les mois qui viennent.

Constatons en passant que contrairement aux partis et organisations adhérentes du Front de gauche qui désignent le capital financier et les banques comme responsables de la situation (et qu'il suffirait de maitriser), la crise de l'économie "réelle" montre qu'il s'agit bien d'une crise de surproduction du capitalisme tout entier. Cela, la théorie économique scientifique marxiste l'a démontré depuis longtemps.

Ces luttes ouvrières en riposte aux attaques des capitalistes sont souvent dures, déterminées. La solidarité de classe s'affirme, Les travailleurs commencent à agir en tant que classe face au capital. Mais ces luttes restent incertaines, dévoyées car les revendications économiques qu'elles portent n'affaiblissent en rien le capital et ne remettent pas en cause sa domination.

Les illusions sur la société capitaliste, sur l'État capitaliste, illusions entretenues par les appareils syndicaux les en empêchent. Ainsi font-ils souvent appel à l'État - alors que l'État est l'organisateur de la domination de ce même capital sur la société - pour les "sauver" des griffes des "capitalistes voyous" ou des "multinationales qui détruisent l'industrie française au profit de l'étranger".

Pour les communistes, la classe des prolétaires est la seule classe capable de ravir à la bourgeoisie le rôle dominant dans la société et édifier une société nouvelle, débarrassée de tous les maux sociaux, économiques et environnementaux de la société capitaliste.

Mais elle ne peut le faire que si elle redevient une classe indépendante politiquement, une classe pour soi, qui poursuit ses buts propres. Le prolétariat se constitue en classe indépendante en s'organisant en parti, il réalise dans la pratique politique de ce Parti son indépendance politique. Un Parti communiste qui défend les intérêts du prolétariat, qui a dans ses rangs les meilleurs éléments de celui-ci, les plus conscients et les plus combattifs de la classe.

Édifier un tel Parti est la tâche la plus immédiate des communistes, tâche ardue dans les conditions actuelles d'extrême faiblesse du mouvement communiste et de la conscience de classe du prolétariat.

## La lutte pour prendre conscience et la conscience pour lutter

Pourtant, c'est dans la lutte de classe, même à son niveau le plus élémentaire, dans le cadre du rapport capital-travail, dans les entreprises, sur les chantiers, que le prolétariat peut forger son unité de classe et que certains de ses éléments peuvent s'élever à un niveau de compréhension supérieur du rôle historique du prolétariat et participer à l'édification du Parti. En retour, cette prise de conscience conduira la lutte à un niveau qualitativement plus élevé, au niveau d'une lutte politique classe contre classe.

Qu'ils soient ou non présents dans les entreprises, qu'ils soient ou non présents là où la lutte se déroule, les communistes doivent être tous des acteurs de ces luttes.

C'est dans la lutte que les travailleurs font leur propre expérience de l'affrontement avec l'ennemi de classe, qu'ils peuvent prendre conscience de leur appartenance à une même classe et rejoindre les rangs de l'organisation communiste. Quand bien même une lutte peut échouer, être conduite sur des chemins de traverse, c'est seulement dans la lutte que se révèle la classe et que des éléments plus avancés peuvent prendre conscience. Ce sont en général ceux qui sont les éléments actifs dans ces luttes.

Les communistes militent dans les organisations de lutte économique que sont les syndicats. Le syndicat est l'organisation de base par laquelle les travailleurs s'affrontent au capital dans le cadre du rapport direct capital-travail. Bien sûr ils vont se heurter aux conceptions et idées réformistes et bourgeoises qui dominent au sein des organisations syndicales.

Aussi les camarades doivent savoir se mettre un pas en avant et proposer des moyens de lutte, des revendications qui unissent les travailleurs, les éclairer sur les résultats défavorables à leurs intérêts des illusions réformistes. Leur faire comprendre cette vérité (Marx-Engels) : "Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs[3]."

L'activité des communistes peut être locale, quand ils participent à la lutte, mais aussi nationale. Ils doivent être attentifs à toutes les luttes menées. En comprendre le but et les revendications, identifier le fil conducteur, la tactique du patronat et de la bourgeoisie. Cette connaissance permettra aux communistes et à l'organisation de populariser la lutte, d'organiser des réunions d'information et de soutien où ils pourront défendre les positions des communistes sur la lutte. Ils feront aussi adopter par leur syndicat de base une motion de soutien à la lutte. L'expérience de la lutte contre la réforme réactionnaire des re-

traites nous a montré que les jeunes lycéens et étudiants sont sensibles à l'unité avec la lutte des travailleurs, et qu'ils peuvent se mobiliser dans des actions de soutien. Ce ne sont là que quelques exemples de possibilités des communistes d'agir pour et dans la classe.

Dans les années à venir, la crise du capital va s'accentuer, les difficultés du capital à exister en tant que rapport social dominant vont s'aggraver, entrainer l'exacerbation de la lutte de classe et donner plus de force à nos positions. L'avenir nous appartient.

#### **Notes**

1. SPIE Den: SPIE Démantèlement et Environnement Nucléaire, filiale de SPIE Nucléaire.

Saipol : fabricant de biocarburant, situé à Grand-Couronne près de Rouen.

Terminaux méthaniers de Fos (Bouches-du-Rhône) et Montoir (Loire-Atlantique) : GDF-Suez.

2. Titre d'un article du journal *Le Monde* du 27/04/2012 qui récence les "points chauds" où des plans sociaux sont en préparation : Automobile, transports, Finance, Pharmacie, Télécommunications, Sidérurgie, Nucléaire, Médias, Distribution, Agroalimentaire.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2012/04/27/en-france-de-nombreux-secteurs-economiques-risquent-de-souffrir\_1692377\_3234.html

3. K. Marx-F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste (1848) (Traduction de Laura Lafargue, 1893, revue par l'éditeur); Paris, Éditions sociales, 1948, réédition 1966; p.45.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/manifeste\_communiste/manifeste\_communiste.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm

## Les objectifs de la conférence nationale ouvrière du ROCML

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 7, été 2012 - p. 6-7

Le ROCML a décidé de tenir une conférence nationale, réunissant dans un premier temps l'ensemble de ses adhérents, puis ses sympathisants et contacts, sur des questions liées à la classe ouvrière aujour-d'hui. Plus que des réunions, cette perspective est celle d'un chantier de longue haleine visant à comprendre la situation actuelle de la classe ouvrière dans le mouvement de toute la société et de ses classes. Ceci afin de déterminer une politique offensive pour rapprocher les ouvriers de la conscience de leur intérêt historique. Étudier, analyser, pour agir.

L'idée a déjà une certaine maturité et les adhérents du ROCML y travaillent depuis plusieurs mois pour élaborer les documents servant de supports à la conférence et aux résolutions qu'elle prendra.

## Connaitre la classe ouvrière, dans son mouvement.

Aujourd'hui beaucoup de groupes politiques ou de penseurs de la bourgeoisie professent que la classe ouvrière n'est pas (ou plus) la classe révolutionnaire, et attirent l'attention sur d'autres classes ou des (supposées) catégories particulières qui traversent toutes les classes ("citoyens" dans leur ensemble, bloggeurs et réseaux sociaux, "société civile"...). Quelle étude de l'évolution des rapports de production ont-ils fait pour aboutir à ces conclusions? Qu'est-ce qui aurait donc changé pour que le prolétariat qui compte de plus en plus de membres, la classe ouvrière, ne soient plus les porteurs les plus résolus du changement révolutionnaire? Qu'est-ce qui dans l'évolution, la marche en avant de la société capitaliste, aurait donc changé à ce point de ne plus voir en la classe ouvrière - seule classe productrice des richesses et de plus en plus productrice, en France comme au niveau mondial - la classe la plus hostile au maintien du capitalisme et la plus à même de diriger d'autres éléments, d'autres classes, dans une révolution?

"Tant que l'on n'a pas été capable d'aborder l'étude des faits, on a toujours inventé a priori des théories générales qui sont toujours restées stériles"[1], aurait pu répondre Lénine aux penseurs répandant des inepties et ne basant pas leur étude sur une analyse matérialiste de la société.

Les communistes ont une conception claire du rôle de la classe ouvrière dans le passage de la société capitaliste à la société communiste, ce depuis qu'une analyse matérialiste, scientifique, a été produite par Marx et Engels, notamment. De plus, ils disposent aussi des expériences révolutionnaires du vingtième siècle. Mais pour réaffirmer avec force le rôle historique de la classe ouvrière et pour déterminer une politique précise dans la classe ouvrière aujourd'hui, les communistes doivent procéder à une analyse concrète de la situation actuelle.

Cette analyse c'est l'étude des faits, en matérialistes, c'est-à-dire en ne se fondant pas sur les idées en vogue mais sur la base matérielle de la société : les rapports de production et la situation des forces productives (ce qui en fin de compte permet de comprendre le choc des différentes idées).

Ils doivent connaître la classe ouvrière dans son mouvement, ses influences, ses luttes et ses limites actuelles pour déterminer une politique. Ce travail n'est aujourd'hui que peu ou pas du tout assumé par les organisations se disant communistes.

#### La classe ouvrière, classe d'avant-garde

Nous le réaffirmons car ce n'est pas qu'une affirmation de principe : la conception que l'on a de la classe ouvrière a une incidence dans la politique des communistes.

En effet les communistes, s'ils militent dans toutes les classes de la société, n'ont d'autre intérêt que ceux, historiques, du prolétariat. Avec un prolétariat politiquement faible, c'est-à-dire sans conscience de son intérêt et de son rôle, non seulement sa capacité d'organisation et d'action sera faible, mais aussi son influence sur d'autres classes de la société. La classe ouvrière doit reprendre conscience de son rôle d'avant-garde.

Aussi les communistes se fixent-ils pour objectif de promouvoir, dans la lutte, cette conscience révolutionnaire, communiste, qui seule donnera du poids et de la consistance au mouvement ouvrier.

## Déterminer la politique des communistes dans la classe ouvrière

Les communistes du ROCML ont pour objectif de renforcer leur pratique dans la classe ouvrière. Pour cela il s'agit de se doter d'un programme qui correspond à la position des communistes sur les questions soulevées par la nécessité faite à la classe ouvrière de prendre le pouvoir et d'édifier le socialisme.

Concernant le rôle d'un programme, Lénine disait, reprenant d'abord une citation de Karl Marx[2] : "Tout pas en avant, toute progression réelle importe plus qu'un douzaine de programmes, a dit Karl Marx. Mais, ni Marx, ni aucun autre théoricien ou praticien de la social démocratie [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] n'a nié l'importance considérable que présente un programme pour l'activité cohérente et continue d'un parti politique."

Découlant d'un travail théorique et d'une analyse de la situation des classes, le programme est pour les communistes un outil pour mobiliser les éléments avancés de la classe ouvrière autour des objectifs politiques qui correspondent à son intérêt de classe. Ce sera une des questions centrales de notre conférence ouvrière.

Le ROCML est conscient de ses forces : il sait qu'elles sont limitées. C'est la situation objective du mouvement communiste aujourd'hui. À sa faiblesse numérique s'ajoutent des limites qualitatives objectives : jeunesse de l'organisation, hégémonie écrasante du révisionnisme dans le mouvement ouvrier depuis des décennies... Aussi, est-il clair qu'il n'existe pas de recette miracle pour disposer aujourd'hui d'un prolétariat armé, organisé, prêt au combat révolutionnaire, en ordre de marche. Mais cela étant posé, les communistes ont un rôle à jouer pour que cette situation évolue. Pas de recette miracle mais une théorie et une pratique politiques, un ordre du jour posant les bonnes questions. Notre conférence s'inscrit dans cet ordre du jour.

Chaque communiste doit participer à améliorer collectivement la connaissance de la classe ouvrière et de son environnement. Chaque communiste doit utiliser ces connaissances pour rendre plus efficace son rôle pratique actuel parmi les prolétaires, dans les luttes, dans la réalité de la vie : affermir la conscience révolutionnaire des ouvriers et de l'ensemble du prolétariat. Les convaincre, à partir de leur propre expérience, de leur rôle dans le renversement du capitalisme et dans l'édification de la société nouvelle, socialiste. Les convaincre de leur rôle dans l'édification ou le renforcement des formes d'organisation nécessaires à ces objectifs, en premier lieu la création d'un parti communiste. Enfin, lutter avec eux pied à pied, dans la lutte quotidienne, contre les capitalistes et leurs représentants politiques de tous bords, et apporter notre vision pour les démasquer à leurs yeux.

Renforcer l'unité du mouvement communiste et du mouvement ouvrier, tel est l'objectif actuel des communistes, car c'est la condition pour avancer concrètement vers la révolution. Que notre conférence ouvrière soit un pas en avant vers cet objectif!

#### **Notes**

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1894/04/vil18940400a.htm

<sup>1.</sup> V. I. Lénine, Ce que sont les amis du peuple (printemps-été 1894) - Fascicule 1; Oeuvres, tome 1, Paris, Éditions sociales, 1958; p 158-159.

<sup>2.</sup> V. I. Lénine, Projet de programme pour notre Parti (rédigé fin 1899); Oeuvres, tome 4, Paris, Éditions sociales, 1959; p. 235.

### L'individu et l'organisation

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 7, été 2012 - p. 13-16

Aujourd'hui, l'individualisme, l'égoïsme, la pseudo "liberté individuelle" sont des "qualités" que la société capitaliste met en valeur. La bourgeoisie s'appuie dessus pour remettre en cause, saper le mode de fonctionnement des organisations de classe du prolétariat. La remise en cause de l'esprit d'organisation est intelligemment distillée. Une partie de ces attaques viennent de la petite bourgeoisie. Dans un précédent numéro, nous avons ainsi caractérisé le mouvement des "indignés"[1].

La théorie de "la lutte sans organisation", qu'elle vienne de la petite bourgeoisie ou de la grande bourgeoisie, en fin de compte sert le capital, même si pour la petite bourgeoisie l'objectif affiché n'est pas de se s'attaquer à l'organisation du prolétariat. Cette théorie permet d'éloigner le prolétariat de l'objectif du renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

La bourgeoisie fonde sa domination idéologique, en partie, sur le culte de l'individu. Même si elle s'en défend. Exemple récent, les trois jours de célébration de la reine d'Angleterre, c'était quoi?

Pour diviser et mieux régner, la meilleure méthode est d'idéaliser l'individu. Chaque jour, elle réduit des milliers d'hommes et femmes à une vie misérable dans son système d'exploitation de l'homme par l'homme. Mais elle laisse entendre que tout individu peut "réussir sa vie" pour peu qu'il soit courageux, ambitieux, travaille dur, sache faire des sacrifices. La solution serait donc individuelle, celui qui le veut peut réussir! La concurrence entre individus serait vitale pour la réussite, seule la liberté individuelle permettrait d'être créatif. "La liberté absolue" et "l'intérêt de l'individu" sont sacralisés (Milton Friedman est un promoteur emblématique de cette vision[2]). Bien sûr la réalité dément ces théories. L'humanité de ses origines à nos jours s'est développée avec les passages successifs - dans les domaines économique, social, politique - d'un système dépassé à un système et une organisation de niveaux qualitativement supérieurs. La bourgeoisie le sait bien. Nombre de ses organisations fonctionnent avec une discipline unique et souvent à caractère militaire. Chacun a pu juger que, depuis trois

siècles d'existence de la démocratie bourgeoise, sa maxime fondatrice "liberté, fraternité... et égalité" a été largement démentie par l'histoire.

Chaque individu hérite à sa naissance d'un environnement et des conditions des générations précédentes. Et il n'est pas aussi libre qu'on pourrait le croire. La liberté de l'homme n'est pas une propriété chimique de l'homme, ni une fleur qu'on n'a pas le droit de toucher comme l'affirme Friedman. Comment dans ces conditions peut-on parler de liberté dans l'absolu? Par exemple "une nation qui en opprime une autre, ne saurait être libre", affirmait Marx[3]. Au sujet de Proudhon et son livre "Philosophie de la misère", il écrit[4]:

Il n'est pas nécessaire d'ajouter que les hommes ne sont plus libres arbitres de leurs forces productives - qui sont la base de toute leur histoire - car toute force productive est une force acquise, le produit d'une activité antérieure. Ainsi les forces productives sont le résultat de l'énergie pratique des hommes, mais cette énergie elle-même est circonscrite par les conditions, dans lesquelles les hommes se trouvent placés, par les forces productives déjà acquises, par la forme sociale, qui existe avant eux, qu'ils ne créent pas, qui est le produit de la génération antérieure. [...] Conséquence nécessaire : l'histoire sociale des hommes n'est jamais que l'histoire de leur développement individuel, soit qu'ils en aient la conscience, soit qu'ils ne l'aient pas. Leurs rapports matériels forment la base de tous leurs rapports. Ces rapports matériels ne sont que les formes nécessaires, dans lesquelles leur activité matérielle et individuelle se réalise.

Il faut rappeler que ce qui distingue l'homme des animaux, c'est sa capacité à produire ses instruments de production et organiser lui-même socialement (en collaboration avec ses congénères) la production de ses moyens de subsistance.

La bourgeoisie et ses forces intellectuelles (qui profitent, soit dit en passant, d'une partie de la plus-value extorquée aux ouvriers productifs), tentent de nous faire croire que la production des richesses sociales est le résultat d'actes de courage individuels. En réalité, c'est le développement social qui détermine le développement de l'individu.

L'homme "idéal" n'existe pas. Il y a un homme qui change, qui se transforme.

Dans une société de classe, il ne peut exister de "valeur humaine universelle", au contraire les premières caractéristiques d'un homme, il les doit à la classe dont il est issu, classe elle-même résultat de la division du travail. Un individu peut "réussir" dans la société. Mais à aucun moment, la "réussite" d'un individu n'a bouleversé le développement de la société. Au contraire pour défendre ses intérêts, l'individu doit obéir aux règles de la société. Même la classe au pouvoir ne peut faire tout ce qu'elle désirerait faire pour ses intérêts, sa liberté est limitée par des lois objectives de développement de la société. De même, les communistes envisagent en deux étapes la transformation communiste de la société (première phase le socialisme et deuxième le communisme intégral). Car la nouvelle société communiste qui s'édifie sur les ruines de la société capitaliste en hérite certains traits sur les plans économique, moral et intellectuel. Ces traits ne peuvent du jour au lendemain être effacés par la simple volonté des hommes, sans passer par une longue période de construction, de consolidation et de développement des nouveaux rapports de production, le socialisme[5].

C'est justement ces questions qui séparent les communistes des courants idéalistes et anarchistes.

Comment, alors, peut-on poser la question de la liberté? Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. À ce sujet Engels écrit[6] :

Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est l'intellection de la nécessité. "La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise." (Hegel : Encyclopédie, I, § 147, additif, p. 294, édition Henning, Berlin, 1843.) La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en oeuvre méthodiquement pour des fins déterminées. [...] La liberté consiste par conséquent dans l'empire sur nous-mêmes et sur la nature extérieure, fondé sur la connaissance des nécessités naturelles; ainsi, elle est nécessairement un produit du développement historique.

"La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise" nous dit Engels. Cette nécessité est aussi relative à un mode de production donné, et n'est pas la même dans toutes les sociétés. Chaque société a son propre fonctionnement régi par des lois différentes. Si on n'utilise pas ces lois pour transformer la société, qu'on part de l'idée que l'on s'en fait, on va dans le mur. C'est seulement quand on applique cette attitude scientifique que l'on peut parler ensuite de courage, de ténacité, de volonté révolutionnaire. Les organisations communistes et révolutionnaires doivent utiliser leur "liberté" pour utiliser les lois objectives de la société, pour éliminer les obstacles sur le chemin qui mène au communisme. La liberté n'est pas une fin en soi. Autrement nous tombons dans le volontarisme.

Certains courants politiques n'arrivent pas à comprendre le fonctionnement de la société. Évidemment ils ne comprennent pas non plus le rôle de l'individu. Staline aborde la question[7] :

Pour la révolution il faut une minorité révolutionnaire dirigeante; mais la minorité la plus capable, la plus dévouée et la plus énergique sera impuissante, si elle ne s'appuie pas, ne serait-ce que sur le soutien passif de millions d'hommes.

L'individu intéressé au destin de la société ne peut peser sur celui-ci que s'il s'organise socialement avec d'autres individus. Un individu non organisé n'a aucun poids dans la société. Staline poursuit :

Pour accomplir une grande, une sérieuse oeuvre sociale, il faut qu'il y ait une force principale, un appui, une classe révolutionnaire. Il faut ensuite que l'aide à cette force principale soit organisée par la force auxiliaire, en l'occurrence le Parti, dans lequel entrent aussi les meilleures forces parmi les intellectuels.

Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas seulement que le rôle de l'individu est limité, mais que le rôle de "la force auxiliaire (le Parti)" est aussi limité et ne peut agir qu'en aidant la force principale à agir, à lutter : ce sont les travailleurs qui font leur propre histoire, ce que traduit bien le mot d'ordre connu de Marx : "l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"[8]. Voilà la vision du matérialisme dialectique. Nous laisserons à la bourgeoisie le soin de prouver qu'il s'agit là d'une manifestation du culte de la personnalité de Staline!...

Comment une organisation, regroupant des individus, peut-elle fonctionner correctement? Quels sont les droits et devoirs de chaque

militant? Sans tomber dans l'individualisme, tout communiste doit savoir jouer pleinement son rôle dans l'organisation. Sans initiative individuelle, sans volonté individuelle dans le cadre de l'organisation aucun travail n'est possible.

L'histoire nous apprend que la forme de l'organisation évolue quand évolue la société. Chaque organisation politique ou syndicale présente un caractère de classe. Dans une société divisée en classes il ne saurait y avoir une organisation neutre. Et l'État que l'on voudrait faire apparaître comme indépendant des classes, comme arbitre, n'échappe pas à la règle. Toute l'histoire nous montre que la lutte des classes est le moteur de changement de la société.

Elle s'effectue sur la base économique de rapports de production donnés pour l'époque historique donnée. Chaque fois qu'une nouvelle force (classe) a pris le contrôle de la société elle a dû s'affronter aux anciens rapports et formes d'organisation. Ce conflit a toujours été violent, sans exception. C'est aussi une raison pour laquelle, depuis l'apparition des classes, la guerre a été un moyen de la lutte des classes.

Si l'on écoute les idéologues de la bourgeoisie, les classes n'existent pas mais des groupes sont rassemblés autour d'intérêts conjoncturels. Nous vivons "la fin de l'histoire" nous disent-ils, la fin des héros, de la philosophie et des guerres. Donc inutile de s'organiser pour mener une lutte de classe qui n'existe plus.

Mais ce raisonnement ne concerne pas la bourgeoisie. Dans tous les domaines les prolétaires font face à ses organisations. Dans la lutte économique nous sommes confrontés à ses organisations syndicales, ses milices et à celles de l'État (police entre autre) à son service. Dans le domaine politique et idéologique à son école (de la maternelle à l'université), à ses partis politiques. Juridiquement à ses lois, ses tribunaux et ses avocats. Et plus évident encore dans le domaine militaire : police, armée, prison, vigiles et à la marge les milices d'extrême droite. Et bien évidemment elle cherche dans le même temps à se débarrasser ou déstabiliser les organisations qui s'opposent à elle. Pour détruire les organisations communistes, révolutionnaires et progressistes, elle dépense sans compter énergie et argent.

L'Histoire noire de la bourgeoisie est là pour en témoigner. La démocratie bourgeoisie est très loin d'être conforme aux idéaux qui ont présidé à sa naissance : il n'y a qu'à considérer les actes de brigandage des USA, de la France et d'autres pays dits démocratiques et humanistes, qui s'autorisent à intervenir pour semer la mort à des milliers de kilomètres de leur territoire. Quel "honnête" homme peut justifier un tel comportement? Mais indirectement, la violence déployée par la bourgeoisie montre que toute lutte de classe a toujours été violente. Et face à cette violence on voudrait convaincre le prolétariat de ne pas s'organiser pour lutter, de ne pas employer la violence, d'accepter la conciliation entre les classes démentie chaque jour par des milliers d'évènements de par le monde!

Regardons maintenant le rapport de l'individu à l'organisation - concrètement, le rapport du militant d'avant-garde avec l'organisation communiste. Il n'y a pas un individu qui n'appartienne à une classe sociale. Dans la vie quotidienne, les relations entre individus, leurs activités sociales et culturelles sont fortement dépendantes de leur origine et de leur être de classe. Chaque classe sociale mène la lutte de classe en s'organisant en particulier en parti politique, l'organisation supérieure de la classe. Dire le contraire, c'est désarmer le prolétariat et tous les opprimés.

Les intérêts d'un communiste ne peuvent être différents de ceux de la classe ouvrière. S'il s'en remet à une lutte individuelle, consciemment ou inconsciemment, il reste dans les limites fixées par la bourgeoisie. Hormis des conditions négatives exceptionnelles, un communiste ne peut rester inorganisé, coupé de la classe, sans perdre tôt ou tard toute légitimité de communiste. Il n'est pas possible de théoriser une démarche individuelle aussi honnête soit-elle, comme une alternative à l'organisation communiste. Si cette organisation n'existe pas, le rôle des communistes est de créer cette organisation. La condition en est la lutte de classe du prolétariat. L'organisation communiste se construit dans et par la lutte de classe et en retour le Parti donne à la lutte son orientation politique pour monter à l'assaut de la citadelle bourgeoise. Il existe un rapport dialectique d'action réciproque de l'un sur l'autre.

En se référant à Pierre-Joseph Proudhon Marx constate[9] :

[...] un homme qui n'a pas compris l'état actuel de la société, doit encore moins comprendre le mouvement qui tend à le renverser et les expressions littéraires de ce mouvement révolutionnaire.

Se forger "l'âme" d'un communiste c'est comprendre cela. Mais on ne peut y arriver qu'en rapport avec les autres communistes, collectivement, dans l'organisation communiste, armés de la théorie marxiste-léniniste, autour d'une ligne politique, dans l'organisation dont la vie est fondée sur le centralisme démocratique. Aujourd'hui les forces communistes sont faibles, le ROCML lui-même est une petite organisation. Mais pour comprendre la société et agir pour la transformer comme l'explique Marx, nous avons compris qu'il fallait nous organiser. Cette tâche ne peut être menée par un individu seul, mais par un travail collectif ardu.

Quelle place l'individu communiste prend-il dans le processus historique?

La tâche des communistes, c'est d'abord de comprendre l'enjeu historique et la signification de la lutte de classe du prolétariat, c'est de montrer que la société capitaliste est historiquement dépassée, qu'elle est un frein au développement de l'humanité. La tâche des communistes c'est entrainer le prolétariat à s'organiser, à accumuler des forces pour qu'au moment décisif il abatte le capitalisme par la révolution et instaure le socialisme. La révolution ne se résume pas à un seul évènement, la prise du pouvoir. Elle est un processus historique complexe. Pour qu'elle soit victorieuse deux conditions sont essentielles :

- un niveau élevé de conscience de classe;
- la capacité de l'organisation communiste à mobiliser la masse des travailleurs pour la victoire.

Le communiste, en tant qu'"individu", n'a d'autre "intérêt personnel" que celui du prolétariat. Les communistes sont la fraction du prolétariat la plus consciente, la plus avancée et déterminée, armés de leur théorie révolutionnaire et organisés dans le Parti communiste de type bolchevik.

La société capitaliste nous montre chaque jour, son degré de décomposition. Mais aujourd'hui comme hier, le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul. La bourgeoisie n'abandonnera jamais de son plein gré le pouvoir. Notre rôle historique est de construire le parti communiste et de renverser le capitalisme. Le temps joue pour nous, l'histoire aussi. Celui qui ne le voit pas ou en doute n'aura aucune énergie à lutter.

Dans un prochain numéro du journal nous poursuivrons cette réflexion en abordant le sujet du rôle d'une organisation communiste, du travail collectif, de l'initiative personnelle, de la discipline, de la critique et de l'autocritique...[10]

Notes - cf. page suivante.

#### **Notes**

1. Article "Sans son organisation politique, le prolétariat ne peut mener la lutte idéologique et faire aboutir ses luttes de classe".

La Voix des Communistes, no 6, 1er trimestre 2012 - p. 14-15 (reproduit plus haut).

2. Voir à ce sujet le livre "Capitalisme et Liberté" de Milton Friedman.

Fondateur de l'"École de Chicago", Milton Friedman (1912-2006) a été un critique virulent de l'interventionnisme étatique et des politiques économiques keynésiennes. Conseiller du président Nixon à la fin des années 1960, on lui reproche d'avoir été l'inspirateur en économie, avec ses disciples ultralibéraux surnommés les "Chicago Boys", du dictateur chilien Augusto Pinochet. Il a reçu le prix Nobel d'Économie en 1976 pour "ses découvertes dans le champ de l'analyse de la consommation, de l'histoire et de la théorie monétaire et pour sa démonstration de la complexité des politiques de stabilisation monétaire".

3. Au sujet de la question des nations/peuples opprimés, plutôt que de citer une formulation précise et de l'attribuer à Marx, il serait plus juste d'indiquer qu'il s'agit d'une position qui traverse la pensée de Marx, Engels, Lénine, tout au long de leur activité théorique et pratique.

Voici quelques exemples.

V. I. Lénine, De la fierté nationale des Grands-Russes (12 décembre 1914); Oeuvres, tome 21, Paris, Éditions sociales, 1960; p. 100.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1914/12/vil19141212.htm

"Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre", disaient les plus grands représentants de la démocratie conséquente du 19e siècle, Marx et Engels, devenus les éducateurs du prolétariat révolutionnaire.

I. V. Staline, Des principes du léninisme (avril-mai 1924)

Oeuvres Choisies, Tirana, Ed. 8 Nëntori, 1980, p. 17-10

https://www.marxists.org/francais/general/staline/works/1924/staline\_principes.pdf

La formation d'un front révolutionnaire commun est impossible sans le soutien direct et résolu - par le prolétariat des nations qui oppriment - du mouvement de libération des peuples opprimés contre l'impérialisme "métropolitain", car "un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre" (Engels).

Résolution du conseil général de l'Association internationale des travailleurs, janvier 1870 (rédigée par Marx); Dans : Le Conseil général de la Première Internationale: 1868-1870; Moscou, Édition du progrès, 1974.

https://www.marxists.org/archive/marx/iwma/pdfs/iwma-sep68-jul70.pdf

Le peuple qui subjugue un autre peuple se forge ses propres chaines.

- F. Engels, "Eine polnische Proklamation" ("Une proclamation polonaise"), [*Der Volksstaat*, n° 69, 17 juin 1874]; Karl Marx/Friedrich Engels Werke, Band 18; Berlin, (Karl) Dietz Verlag, 1973; S. 521-528.
  - Ein Volk, das andere unterdrückt, kann sich nicht selbst emanzipieren. (Un peuple qui en opprime d'autres ne peut s'émanciper lui-même).
- 4. Lettre de Karl Marx à Pavel Vasilyevich Annenkov, 28 décembre 1846; K. Marx-F. Engels, Correspondance, tome 1, Paris, Éditions sociales, 1971; p. 446. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1846/12/kmfe18461228.htm
- 5. V. I. Lénine, L'État et la révolution (publié en 1918); Oeuvres, tome 25, Paris, Éditions sociales, 1971.
- Voir : Chapitre 5 les bases économiques de l'extinction de l'État (p. 494). https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er5.htm
- 6. Friedrich Engels, Anti-Dühring (M. E. Dühring bouleverse la science) (1878); Paris, Éditions sociales, 1977; p. 142-143.
- http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_friedrich/anti\_duhring/anti\_duhring.html https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611m.htm
- 7. Entretien du camarade Staline avec l'écrivain H. D. Wells (23 juillet 1934).
- Il a été publié d'abord dans *Bolchevik*, n° 17 (revue théorique du PC de l'URSS), puis le 27 octobre 1934, en français dans le n° 96-97 de *La Correspondance internationale.* https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/ark:/62246/r30292z4n1j57k/f55?
- https://panaor.u-vourgogne.jr/archives-en-ugne/ark:/62246/r30292z4n1j3/k/j35: context=ead::FRMSH021\_00032\_CI\_1934\_10
- Staline; Oeuvres, tome 14 (1934-1940), Paris, Nouveau Bureau d'Edition.
- 8. À la suite d'un meeting internationaliste de solidarité avec la Pologne tenu à Londres, décision a été prise de fonder la première internationale ouvrière. Marx écrira ses statuts provisoires, définitivement approuvés en septembre 1871, à la conférence de Londres de l'Association Internationale des Travailleurs.
- https://www.marxists.org/francais/marx/works/1864/00/18640000.htm

  Considérant: Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes [...]
- 9. Lettre de Karl Marx à Pavel Vasilyevich Annenkov, ibid.
- 10. Voir l'article "On ne peut pas organiser la classe ouvrière sans organiser sa fraction plus avancée dans un parti communiste".
- La Voix des Communistes, no 8, décembre 2012 p. 16-19 (reproduit ci-après).

## On ne peut pas organiser la classe ouvrière sans organiser sa fraction la plus avancée dans un parti communiste

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 8, décembre 2012 - p. 16-19

Dans le précédent journal, dans l'article "l'individu et l'organisation"[1], nous avons écrit par rapport à l'individu que "s'il s'en remet à une lutte individuelle, consciemment ou inconsciemment, il reste dans les limités fixées par la bourgeoisie".

Dans ce premier article, nous avons insisté sur l'importance et le rôle de l'organisation historique, et sur le rôle de l'individu. Dans celui-ci nous allons essayer d'approfondir notre propos : même organisé, l'individu n'est pas pour autant coupé de la société, de l'influence de l'idéologie bourgeoise dominante et débarrassé des comportements petit-bourgeois.

Rappelons pour commencer la position de l'Internationale communiste sur la question du Parti[2] :

Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne diffère de la grande masse des travailleurs qu'en ce qu'il envisage la mission historique de l'ensemble de la classe ouvrière et s'efforce, à tous les tournants de la route, de défendre non les intérêts de quelques groupes ou de quelques professions, mais ceux de toute la classe ouvrière. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique, à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige, dans le bon chemin, les masses du prolétariat et du demi-prolétariat.

Résumons brièvement : qu'est-ce que le Parti?

- Le parti est une fraction de la classe ouvrière.
- Le parti est la fraction la plus avancée.

- Le parti est la fraction la plus consciente.
- Le parti est la fraction la plus révolutionnaire.

Est reprise dans ce texte l'analyse classique de Marx et Engels selon laquelle "le Parti Communiste n'ont point d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière" et "pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien"[3].

Nous avons repris ces deux citations pour affirmer, au contraire de tous les révisionnistes et opportunistes, qu'il n'y a pas de différence de conception du Parti entre Marx et l'Internationale communiste fondée par Lénine. Évidemment la société change et les luttes de classe peuvent prendre des formes nouvelles. Aussi on ne doit pas se référer aux principes énoncés par nos prédécesseurs communistes d'une manière dogmatique sans les valider par une analyse de la situation concrète.

### Il n'est pas possible d'organiser la classe sans organiser sa fraction la plus avancée

Qu'entendons-nous par fraction la plus avancée? L'expérience du mouvement communiste et ouvrier nous apprend qu'il s'agit des militants de la classe ouvrière qui réfléchissent à leur condition et veulent la transformer, qui s'organisent pour lutter, revendiquer, manifester, et dont l'action vise à renforcer et faire croitre la force de la classe ouvrière.

Le Parti "se crée par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants" (cf. la citation plus haut).

Quand il n'y a pas un parti ou une seule organisation communiste [4] qui structure la lutte à tous les niveaux - économique, politique et idéologique -, ces militants restent dispersés, isolés les uns des autres. Ils ne sont pas protégés de l'influence des illusions de la petite bourgeoisie et grande bourgeoisie.

Aujourd'hui nous sommes une poignée de militants communistes de la classe ouvrière. Nous subissons l'héritage de plus d'un demi-siècle d'influence sans partage du révisionnisme, du réformisme et de plusieurs formes de pensées bourgeoises et petite-bourgeoises. Sans oublier l'influence anarchosyndicaliste dans la classe ouvrière, qui en France a toujours été importante. Aussi les tâches qui s'imposent à nous aujourd'hui ne seront pas faciles à réaliser.

Souvent lorsqu'on discute de la question organisationnelle, on se limite aux seuls aspects pratiques.

Certes, sans pratique concrète, sans actes quotidiens, une organisation ne saurait exister. Cette organisation est bien sûr le résultat de la lutte politique pratique du prolétariat, mais en retour, comme disait Lénine, la lutte de classe du prolétariat ne peut s'élever à un haut niveau politique sans parti politique. Voilà pourquoi le prolétariat sans son parti est inexistant sur la scène politique comme c'est malheureusement le cas d'aujourd'hui.

La question de l'organisation doit dépasser le simple niveau de l'organisation de la classe pour sa lutte dans le cadre réduit de l'affrontement quotidien du capital et du travail.

# La question de l'organisation est à la fois stratégique et tactique

Elle est stratégique, parce qu'il faut construire le Parti communiste en tant qu'état-major dirigeant la lutte de la classe pour arracher le pouvoir des mains des capitalistes et au-delà pour édifier le socialisme puis le communisme. L'effort à réaliser est d'ordre théorique, politique et pratique. Le Parti est l'avant-garde de la classe qui dirige toutes les organisations de masse de la classe : syndicats, organisation de jeunesse, organisation de femmes, associations de quartier, sportives, coopératives, etc. Et après la prise du pouvoir il faut rajouter les soviets. C'est le Parti qui dirige l'alliance avec d'autres couches ou classes sociales.

Elle est tactique, parce que la tactique permet d'intervenir dans la vie quotidienne de la société et dans le développement des luttes immédiates, de suivre les évolutions de la pensée, du mode de vie, les nouvelles formes que prend la lutte. Chaque évènement doit nous intéresser.

En résumé, la tactique s'occupe de la forme et des méthodes de l'organisation dans l'action quotidienne. C'est dans ce domaine de la tactique que réside les plus grandes difficultés.

Nous sommes une organisation communiste qui a pour but de construire un parti communiste révolutionnaire. Nous sommes au tout début du chemin qui mène à ce parti. Si chaque camarade - et nous incluons les militants qui adhèrent à la théorie marxiste-léniniste de la révolution et qui ne sont pas adhérents du ROCML - ne comprend pas le rôle historique qu'il doit assumer aujourd'hui, alors on n'atteindra pas notre but.

Ce rôle est d'abord théorique. Et cette tâche ne sera jamais effectuée par le travail d'un seul individu isolé des autres. Cela a été vérifié jusqu'à aujourd'hui : aucune organisation communiste n'est née du mouvement spontané de la classe. La bonne volonté et l'engagement individuel ne peuvent suffire. Certains intellectuels peuvent effectuer un travail non négligeable, intéressant pour le mouvement ouvrier, mais ce travail ne débouche sur aucune activité politique concrète de la classe. De nombreux livres existent. Mais si l'analyse théorique d'un phénomène social est souvent bien réalisée, aucune conclusion politique n'est tirée de cette analyse. Aucune direction n'est apportée à la pratique politique de la classe. Toutes ces études restent des études intellectuelles coupées des tâches concrètes de la pratique révolutionnaire. Un exemple : Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont écrit sur "la condition ouvrière", sur la "violence urbaine". Quel est le lien entre les deux? La nouvelle situation nous impose quoi? Comment la classe ouvrière peut-elle s'organiser? Quel est le lien entre le lieu du travail et le quartier, quelle est sa nature? Avec la Zone d'Activité Industrielle, le chantier, les transports, le ravitaillement... comment organiser le prolétariat? Tous ces changements qui se produisent, à quels types nouveaux de formes de lutte et d'organisation doivent-ils conduire?

On pourrait donner d'autres exemples mais celui-là suffit à illustrer notre propos. Tous ces travaux qui ne débouchent pas sur une pratique politique, même s'ils apportent quelques satisfactions aux individus qui les produisent, montrent que leurs auteurs n'ont rien compris à la méthode dialectique du matérialiste historique.

Une autre attitude consistant à refuser toute organisation politique est adoptée par des camarades qui se réclament du marxismeléninisme. Ils nous disent : "Nous ne sommes pas contre l'organisation. Mais les conditions ne sont pas réunies pour s'organiser politiquement." Ils oublient que la question de l'organisation est une question subjective. Justement, qu'il y a lutte de classe, qu'il y a des milliers et des millions de travailleurs qui luttent quotidiennement - rien de plus favorable que cette lutte, pour commencer à organiser politiquement la classe.

#### Lénine[5]:

Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx; il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une société "nouvelle". Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la naissance de la nouvelle société à partir de l'ancienne, les formes de transition de celle-ci à celle-là. Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques.

Depuis la Commune de Paris de nombreuses luttes ont été menées par le prolétariat. Pour les plus récentes citons les années 1989, 1995, 1997, 2003, 2005, 2007 et 2010... Sans parler d'autres luttes, les sans-papiers, la solidarité avec la Palestine... Quelles avancées politiques ont émergés de tous ces mouvements en l'absence d'une organisation politique marxiste-léniniste?

Une organisation c'est un "lieu" pour la réflexion. Elle permet un travail de réflexion collectif alors que des travaux individuels en dehors de l'organisation ne débouchent sur aucune action politique. La méthode de Marx est claire. Dès le début, en communiste conséquent, il a recherché à s'organiser. L'Internationale n'est pas tombée du ciel. Le travail organisationnel qu'il a mené n'a pas entravé son travail théorique. Au contraire, s'il n'y avait pas eu l'Internationale, le travail théorique de Marx n'aurait pas eu le rayonnement qu'il a eu.

Rappelons que la théorie marxiste-léniniste est cohérente. Elle n'est pas dans un domaine matérialiste, et dans un autre idéaliste. Mais une organisation marxiste-léniniste ne doit pas seulement être cohérente, elle doit assurer la continuité avec une ligne politique juste qui défende les intérêts propres du prolétariat.

Sans avoir une pratique régulière et continue, l'organisation n'existe pas. On ne peut à la fois être membre de l'organisation et chercher une "liberté" individuelle qui s'affranchit de la politique de l'organisation. Du moment qu'un individu est organisé, sa liberté est "encadrée" par les buts et les perspectives de l'organisation. Le jour où il n'est plus en accord avec les principes et les buts fondamentaux de l'organisation, la discipline devient un enfer pour lui. Marx-Engels[6]:

Il découle de tout le développement historique jusqu'à nos jours que les rapports collectifs dans lesquels entrent les individus d'une classe et qui étaient toujours conditionnés par leurs intérêts communs vis-à-vis d'un tiers, furent toujours une communauté qui englobait ces individus uniquement en tant qu'individus moyens, dans la mesure où ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe; c'était donc là, en somme, des rapports auxquels ils participaient non pas en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe.

Si l'on comprend bien le concept d'"individu moyen", pourquoi ne s'appliquerait-il pas à nos "élites"? Pourquoi les intellectuels seraient-ils au-dessus des préoccupations moyennes partagées au sein d'une classe de la société? Évidemment, "[...] la véritable richesse intellectuelle de l'individu dépend entièrement de la richesse de ses rapports réels. C'est de cette seule manière que chaque individu en particulier sera délivré de ses diverses limites nationales et locales [...]"[7].

Il apparait ainsi que toute démarche intellectuelle individuelle reste spontanément dans le cadre de la pensée moyenne bourgeoise. Seule son intégration dans un projet révolutionnaire collectivement construit peut lui conférer un sens et une utilité révolutionnaires.

Alors dans ces conditions comment un communiste, prolétaire ou intellectuel[8], doit s'organiser, et sous quelle forme? Quel type d'organisation? La réponse est donnée par la pratique du mouvement communiste international. L'organisation communiste, dès sa naissance, doit s'organiser sur la base du centralisme démocratique. Comment peut-on comprendre ce qu'est le centralisme démocratique? Est-il vrai que le centralisme démocratique empêcherait le développement des idées, limiterait l'expression des capacités individuelles et favoriserait la bureaucratie?

On peut se poser d'autres questions. Mais il est notoire que tous les courants qui se sont battus contre le communisme, qui ont combattu ou abandonné le centralisme démocratique, ont vu leur parti disparaitre ou devenir un parti bourgeois. En tout cas ils ne sont pas devenus ou restés des partis du prolétariat. Voici des explications de l'Internationale communiste à ce sujet[9]:

La centralisation démocratique dans l'organisation du Parti communiste doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du Parti. La centralisation dans le Parti communiste ne doit pas être formelle et mécanique; ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation.

Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du "pouvoir" entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. Mais seuls les ennemis du communisme peuvent prétendre que, par ses fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le Parti communiste veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du Parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec les principes adoptés par l'Internationale Communiste relativement à la centralisation démocratique.

Aujourd'hui, la faiblesse des organisations communistes est le résultat de l'échec du Mouvement Communiste International, qui a fait perdre à beaucoup de militants la connaissance scientifique des conditions de l'édification organisationnelle des Partis communistes.

Le centralisme démocratique est une arme dans les mains du prolétariat. Dans le parti du prolétariat il n'y aura pas de "démocratie" pour l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. En tous cas, la lutte idéologique contre les attitudes et comportements bourgeois et pe-

tit-bourgeois doit être permanente. La démocratie ne doit pas empêcher l'unité dans l'action du parti. Avant la décision, pendant les congrès, dans les ordres du jour tous les membres du parti ont les mêmes droits. Une fois que la décision a été prise, la discipline engage tout le monde. Même ceux qui ont défendu un point de vue minoritaire. Sans ce fonctionnement, le parti du prolétariat ne pourra jamais avoir un poids dans la lutte de classe.

Alors, aujourd'hui, bien qu'il n'existe pas de Parti, l'organisation des communistes est une question d'actualité, une nécessité pour que ce parti existe quand les masses ouvrières avanceront vers la révolution. Ce parti n'apparaitra pas un jour comme une génération spontanée. Il ne sortira pas tout fait du mouvement spontané et des luttes syndicales. Il faut en préparer les conditions idéologiques, politiques et organisationnelles. C'est la mission des ouvriers et des intellectuels communistes d'y travailler collectivement, donc de manière organisée, selon la méthode collective du centralisme démocratique, pour créer ces conditions.

C'est la raison d'être du Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes.

#### **Notes**

- 1. La Voix des Communistes, no 7, été 2012 p. 13-16, reproduit plus haut.
- 2. 2e Congrès de l'IC (juillet 1920), Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne.

https://www.marxists.org/francais/inter\_com/1920/ic2\_19200700d.htm

3. K. Marx-F. Engels, Le Manifeste du Parti communiste (1848) (Traduction de Laura Lafargue, 1893, revue par l'éditeur); Paris, Éditions sociales, 1948, réédition 1966; p.53-54.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/manifeste\_communiste/manifeste\_communiste.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm

4. Dans la situation où ce Parti n'existe pas encore, une véritable organisation communiste, si elle se fixe cet objectif, doit présenter les caractéristiques de ce Parti pour ce qui est des principes organisationnels (centralisme démocratique) et de son rapport avec la classe.

5. V. I. Lénine, L'État et la révolution (publié en 1918); Oeuvres, tome 25, Paris, Éditions sociales, 1971; p. 447.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er3.htm

6. K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande - Première partie: Feuerbach (Traduction de Renée Cartelle et Gilbert Badia); Paris, Éditions sociales, 1968; p. 130.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/ideologie\_allemande/ideologie\_allemande.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000e.htm

#### Également:

- K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande (Traduction de Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle); Paris, Éditions sociales, 1968; p. 93-94.
- 7. K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande Première partie : Feuerbach, op. cit. p. 56.

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm

- 8. Quand on parle de l'organisation du prolétariat, on parle d'une organisation qui défend la théorie et l'intérêt politique de la classe ouvrière. Comme disait Lénine, le prolétariat n'acquiert pas la connaissance scientifique du prolétariat par la seule lutte de classe; elle lui est apportée de l'extérieur de cette lutte, et c'est précisément le rôle des communistes organisés dans le Parti, quelle que soient leur origine de classe.
- 9. 3e Congrès de l'IC (juin 1921), Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes.
- Cf. la brochure "L'internationale communiste et les questions d'organisation...", p. 12.

http://rocml.org/wp-content/uploads/2014/12/ FINAL BROCHURE ORGANISATION IC.pdf

## Notre but principal : La construction du Parti politique du prolétariat indépendant de la bourgeoisie

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 9, aout 2013 - p. 20-24

Aujourd'hui l'état et le développement du mouvement ouvrier sont dialectiquement liés à la situation et au développement du mouvement communiste et réciproquement. On ne peut comprendre la situation de l'un sans tenir compte de la situation et de l'influence de l'autre.

Quelle est la dialectique du développement de ces mouvements? Pourquoi le mouvement communiste isolé du mouvement ouvrier ne peut que s'effondrer et dégénérer dans son isolement. Réciproquement sans mouvement communiste la lutte de la classe ouvrière[1] ne peut pas surmonter les obstacles, et sa lutte de classe ne dépassera pas le cadre de la société capitaliste. L'abolition du salariat n'est possible que si la lutte du prolétariat est conduite par sa fraction la plus consciente, les communistes.

La théorie qui prétend que l'organisation politique du prolétariat naitra du mouvement spontané, "à la base" est une théorie économiste et spontanéiste. La conscience des objectifs et du rôle historique de la classe ouvrière ne nait pas spontanément du mouvement ouvrier. Elle est apportée de "l'extérieur" par la théorie scientifique. Cela ne veut pas dire qu'elle est apportée par des intellectuels coupés de la classe et de sa lutte. La théorie marxiste-léniniste et son développement, guide pour l'action révolutionnaire du prolétariat, n'est pas le résultat du travail d'intellectuels isolés de la classe. L'expérience nous enseigne que la théorie se développe lors de changements profonds dans la société, nourrie de l'expérience concrète de la lutte de la classe. La théorie doit permettre de comprendre la réalité concrète de la société pour pouvoir la transformer. Le mouvement communiste aujourd'hui doit concentrer ses efforts dans la compréhension du mouvement ouvrier, sur son évolution et son développement. C'est cette connaissance qui nous permettra d'organiser les éléments les plus capables de s'élever à la

compréhension du rôle que l'histoire assigne à la classe ouvrière. Staline explique[2] :

La théorie du marxisme, qui étudie au premier chef les processus objectifs dans leur développement et leur dépérissement, détermine la tendance du développement, indique la classe ou les classes qui montent inéluctablement au pouvoir ou celles qui tombent et ne peuvent manquer de tomber.

La théorie marxiste n'est pas le simple fruit de l'imagination. Elle est la représentation de la réalité objective. Elle ne permet pas seulement de comprendre une situation mais d'en découvrir les lois qui permettent d'agir sur elle. Marx-Engels[3] : "Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer." Et pour transformer la société, il faut déterminer quelle classe est à même de jouer ce rôle, les classes ou couches qu'elle doit gagner à sa cause, quelles classes elle doit combattre. Ce travail se concrétise dans le programme communiste. Staline [4] :

Le programme du marxisme, en se fondant sur les conclusions de la théorie, détermine l'objectif du mouvement de la classe montante, en l'espèce le prolétariat, pour une certaine période du développement du capitalisme ou pour toute la période capitaliste (programme minimum et programme maximum).

C'est sur cette base que le mouvement communiste construit sa stratégie et sa tactique. Tout ce travail ne se déroulera pas dans un schéma simple, valable de tout temps. Chaque pays, chaque époque peut nous imposer certaines obligations. Aujourd'hui, le mouvement communiste est considérablement affaibli par la domination du réformisme et du révisionnisme sur le mouvement ouvrier. Il a même disparu dans certains pays. Son influence et son enracinement dans la classe est faible. Alors que faire?

Le prolétariat est la seule classe capable de mener la révolution jusqu'au bout, jusqu'à disparaitre lui-même en tant que classe. Sans travail au sein de la classe, on ne peut avancer sur la voie de la transformation révolutionnaire de la société. Sans travail quotidien dans la classe, comment la conscience communiste peut-elle se développer? Organiser l'avant-garde de la classe ouvrière est-ce un travail de masse ou un travail individuel? L'ouvrier d'avant-garde, le communiste, c'est celui qui conduit les travailleurs dans la lutte, c'est celui qui dirige les diverses organisations de la classe ouvrière. Mais répétons-le, sans faire sienne la théorie marxiste-léniniste, le mouvement communiste ne peut exister. Et son activité doit nécessairement s'appuyer sur une ligne politique qui ne peut être élaborée que collectivement par l'organisation communiste.

#### Lénine remarquait[5]:

Engels reconnait à la grande lutte de la social-démocratie [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] non pas deux formes (politique et économique), - comme cela se fait chez nous, - mais trois, en mettant sur le même plan la lutte théorique.

La lutte des communistes doit être menée sur ces trois fronts. Et aujourd'hui la lutte théorique revêt une grande importance, étant donné la maitrise extrêmement faible de la théorie par le mouvement communiste aujourd'hui. Dans son texte "Que faire?", Lénine résume ainsi les trois questions posées par lui dans l'article "Par où commencer?"[6]:

[...] le caractère et le contenu essentiel de notre agitation politique; nos tâches d'organisation; le plan de construction menée par plusieurs bouts à la fois, d'une organisation de combat pour toute la Russie.

Malheureusement aujourd'hui, le mouvement communiste et ouvrier est loin d'avoir assimilé les préconisations de Lénine à ce sujet. Il est à la fois dogmatique/mécanique, à la foi spontanéiste ou gauchiste, et conduit certains militants à estimer qu'il n'est pas possible dans les conditions actuelles de s'engager dans la construction d'une organisation communiste.

Construire l'organisation politique de la classe ouvrière à même d'organiser la masse des travailleurs pour prendre le pouvoir, c'est toujours d'actualité et quelles que soient les conditions. La construction d'un parti politique indépendant de la bourgeoisie est indispensable. Car sans parti communiste, il n'y au-

ra pas de possibilité de coordonner les luttes et mener les batailles décisives contre le capital. C'est pourquoi le marxisme-léninisme considère que le parti est la forme supérieure d'organisation de la classe ouvrière. Ce principe fondamental nous sépare de toutes les formes révisionnistes et déviationnistes (révisionniste moderne, trotskiste, anarchiste...).

Pour réaliser cette tâche le mouvement communiste doit se démarquer ouvertement du mouvement réformiste, spontanéiste ou gauchiste. Les communistes sont des révolutionnaires. Ils ne sont pas des contestataires. C'est le niveau atteint par la lutte de classe qui impose les formes et les modalités de lutte, le travail des communistes est de savoir répondre aux besoins de la lutte. La lutte peut passer par plusieurs étapes, elle peut prendre diverses formes simultanément. Les communistes doivent savoir analyser la situation et comprendre quelle forme, mode de lutte et organisation doit être privilégiée pour conduire cette lutte dans la bonne direction. La lutte politique communiste bien sûr intervient sur tous les problèmes de la société. Lénine insiste sur ce point[7]:

La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate; car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique.

Mais le travail au sein de la classe ouvrière reste une tâche fondamentale pour les communistes. Pour intervenir en dehors de la classe, il faut en avoir la force politique et les moyens organisationnels. Aller vers toutes les couches de la société, au nom de qui? Le mouvement communiste peut-il se développer au sein de n'importe quelle classe en oubliant le rôle central, historique de la classe pour abattre le capitalisme? C'est la classe ouvrière que le mouvement communiste doit gagner, car c'est seulement elle qui peut surmonter les obstacles, briser les chaines de la bourgeoisie.

#### Lutte quotidienne et lutte politique

La lutte quotidienne, la lutte économique ou la lutte syndicale est-ce la même chose? Comment le conflit entre le capital et le travail se traduit-il dans la lutte quotidienne? La lutte politique est-elle la seule lutte valable pour le communiste?

La lutte économique, c'est une lutte quotidienne mais la lutte quotidienne ne se réduit pas simplement à la lutte économique. Dans la société capitaliste, tout ce qui est gagné par les travailleurs est toujours remis en cause par la bourgeoisie. Aussi il ne faut pas donner de faux espoirs à la classe ouvrière. Ce qui est gagné aujourd'hui peut être perdu sous une autre forme demain. Voilà qui doit distinguer notre lutte économique quotidienne d'avec les réformistes. La lutte politique, elle, vise le pouvoir de la bourgeoisie, remet en cause son pouvoir. C'est cette lutte sous forme de propagande, d'agitation, de mobilisations qui entraine le développement de la lutte politique de la classe ouvrière. Mais elle ne peut se développer que sur la base élémentaire de l'affrontement de classe, dont la lutte économique fait partie. Aussi la participation des communistes aux luttes économiques de la classe est indispensable. Sans participer aux tâches quotidiennes comment pourrait-on arriver à organiser une force révolutionnaire, coupé de la réalité des conditions de lutte et d'existence de la classe.

Le travail politique que doit mener le parti du prolétariat porte sur tous les sujets de la société. Il doit présenter l'alternative communiste à la société capitaliste. Le travail syndical est plus limité, de caractère professionnel et les revendications sont limités par ce caractère. La composition de l'organisation syndicale est plus large que celle de l'organisation communiste. Sur la base de la lutte économique, un syndicat peut regrouper de larges couches de la classe ouvrière. Le

Parti par contre ne peut regrouper que la fraction la plus consciente politiquement de la classe qui sous la domination de la bourgeoisie ne peut être qu'une minorité. Aujourd'hui notre tâche principale est de construire le Parti. Pour y arriver il nous faut aujourd'hui assurer dans le temps la continuité du travail communiste, théorique, idéologique et politique au travers d'une organisation communiste. C'est le travail de tout communiste aujourd'hui quelle que soit son origine sociale et sa situation, ouvrier, étudiant, chômeur, intellectuel. Évidemment cela ne veut pas dire qu'un communiste n'intervient que sur son lieu de travail et de vie. Fixer une orientation politique et idéologique unique n'est pas imposer une activité unique, la même pour tous les communistes.

Pour réaliser cette tâche, les communistes ne peuvent l'accomplir qu'en étant organisés. Elle ne peut être menée à bien par le seul travail individuel. Seule une organisation stable, effectuant un travail patient et régulier peut développer la théorie marxiste-léniniste, mettre en oeuvre une politique nationale et la stratégie et tactique pour diriger la lutte politique et quotidienne. Elle utilisera tous les moyens modernes de communication et d'échange comme internet, moyens qui cependant ne sauraient remplacer l'organisation pour mobiliser sur une même tache politique, un même but les communistes.

Les véritables marxistes-léninistes ne s'illusionnent pas sur l'émergence d'un véritable parti communiste. Le ROCML n'est pas le Parti mais sans actes pratiques d'une organisation communiste le Parti ne pourra être édifié et, partant, la révolution prolétarienne ne saurait être réalisée. Ce Parti ne tombera pas du ciel. C'est un processus qui est lié, à la fois au développement du mouvement ouvrier, et à la fois au travail théorique-politique et pratique des communistes organisés. Sans tomber dans le volontarisme et le subjectivisme, les communistes doivent assumer leurs responsabilités historiques. Personne ne peut nier les difficultés que l'on rencontre pour accomplir nos tâches. D'autant que nous devons assumer un mauvais héritage qui dure depuis au moins 70 ans. Le mouvement communiste international et national est toujours en crise. Face aux difficultés du capitalisme, il n'existe plus d'alternative communiste capable de mener la lutte. La lutte de classe

du prolétariat n'a pas disparu mais elle est dévoyée, dominée par des classes ou couches sociales non prolétaires. L'ordre du jour est tou-jours imposé par la bourgeoisie. L'idéologie de la bourgeoisie est dominante. Après la restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes, la classe ouvrière a perdu une référence pour le socialisme. Nous ne devons pas nous illusionner sur l'état des lieux de la lutte, des chaines qui entravent la conscience de la classe ouvrière. Elles ont comme nom, chauvinisme, nationalisme, économisme et fatalisme devant les évènements. Et nous devons mener notre combat dans ces conditions défavorables.

Personne ne peut nier les difficultés que l'on rencontre pour accomplir cette tâche. Mais la dégradation du capitalisme qui devient de plus en plus évidente nous donne du grain à moudre. Il nous faut montrer qu'il n'y a pas de solution dans la société capitaliste en faveur du prolétariat et de tous les travailleurs. Cette société n'apporte plus rien de positif à l'humanité, il faut nous appuyer sur l'histoire passée à partir du présent. Celui qui ne le fait pas n'est pas en rupture totale avec la société capitaliste. Notre slogan principal doit être : À bas le capitalisme-impérialisme, Vive le socialisme! En montrant que toutes les autres "possibilités" et théories sont inconséquentes, fausses et ne peuvent conduire qu'à prolonger l'agonie de ce système en prolongeant l'exploitation des travailleurs et leurs souffrances.

La société capitaliste chaque jour se décompose sous l'effet de ses contradictions insurmontables, elle n'est capable que d'aggraver le mode d'existence de millions travailleurs. Nous devons montrer pourquoi dans cette situation le socialisme est la seule solution envisageable et nécessaire. Si l'on n'en est pas convaincu, rien ne sert de lutter, celui qui n'a pas de but n'a pas d'énergie. Le défi que nous devons relever est de transformer l'énorme énergie potentielle que recèle la classe en mouvement politique de classe avec nos forces, aussi faibles soient-elles.

Après tout ce qui a été dit, le travail de communiste aujourd'hui peut se résumer ainsi : accumulation de force, regrouper les militants communistes autour de la ligne politique. On doit comprendre que le rôle de chaque communiste est décisif. Pour accomplir les tâches quotidiennes et le travail théorique, si le militant communiste ne prend pas des initiatives, il reste impuissant.

# À bas le capitalisme. Le socialisme et communisme vaincront!

31 Mars 2013

#### **Notes**

1. Nous employons ici le terme de classe ouvrière au sens général et comme synonyme de prolétariat ou classe des prolétaires.

2. I. V. Staline, À propos de la stratégie et de la tactique politiques des communistes russes (Juillet 1921).

http://rocml.org/wp-content/uploads/2021/09/Staline\_strategie-tactique-communistes-russes.pdf

3. K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande - Première partie : Feuerbach (Traduction de Renée Cartelle et Gilbert Badia); Paris, Éditions sociales, 1968; (Marx - Thèses sur Feuerbach) p. 142.

 $\label{lem:http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/ideologie\_allemande/ideologie\_allemande.html$ 

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450001.htm

#### Également :

K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande (Traduction de Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard, Renée Cartelle); Paris, Éditions sociales, 1968; p. 33.

4. I. V. Staline, op. cit.

5. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 377.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200e.htm

6. Ibid., p. 355.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200a.htm

7. Ibid., p. 421.

 ${\it https://www.marx} ists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200m.htm$ 

### Le mouvement ouvrier et ses difficultés Le rôle des communistes

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 10, avril 2014 - p. 6-9

Depuis des décennies le problème le plus grave auquel doit faire face le prolétariat et qui réduit le mouvement ouvrier le plus souvent à l'impuissance, lui est posé par la bourgeoisie qui a réussi à détruire puis à empêcher l'émergence de l'organisation politique de classe du prolétariat.

La bourgeoisie et l'État à son service tend à contrôler, non sans succès, toutes les organisations de classe des prolétaires (parti, syndicats, associations culturelles, sportives, coopératives, etc.). Et cela est vital pour la classe au pouvoir, car sans contrôler et dominer les organisations des travailleurs, la bourgeoisie ne pourrait conserver un seul jour le pouvoir.

Les analyses qui ne tiennent pas compte de cet état de dépendance des prolétaires sont aveugles à toute conclusion remettant en cause la société capitaliste. Nous reviendrons plus loin sur les tâches que cette situation de la classe fixe aux communistes. Mais dans un premier temps nous allons essayer de mieux comprendre quelles sont ces difficultés.

Aujourd'hui les formes d'organisation existantes de la classe ouvrière ne correspondent plus à la réalité économique et sociale, elles ne répondent ni aux besoins de la lutte économique quotidienne ni à ceux de la lutte politique.

Une organisation de "masse" peut-elle répondre à ces besoins comme le préconisent certains? Les expériences passées nous l'ont montré, en dehors des temps d'exacerbation de la lutte des classes, une organisation de masse n'aura pas de visibilité politique sur la durée. Elle n'aura aucun impact dans la société. Même si elle est présente dans les luttes, sans perspective politique claire, elle ne peut assurer la victoire au mouvement.

La seule organisation qui a joué un rôle essentiel à chaque moment historique c'est l'organisation politique du prolétariat, inexistante aujourd'hui. Pour créer une telle organisation qui réponde aux besoins de la lutte, il faut en avoir une vision dialectique-matérialiste. Tant que les communistes se laisseront dominer par le subjectivisme petit-bourgeois, ils surferont sur les vagues des revendications de la petite bourgeoisie qui n'assurent aucune continuité de la lutte, et ils resteront impuissants.

Souvent on prend position à partir de ce que l'on désire voir se réaliser. On ne tient pas compte de l'état réel de la classe, de sa capacité de mouvement, de sa conscience, de l'influence idéologique et politique de la bourgeoisie, on rêve de revenir à un capitalisme triomphant, on rêve du temps des "trente glorieuses" etc. Pour ces raisons, la question de l'organisation n'est pas une simple question pratique, c'est une question idéologique. Face à tous les problèmes auxquels est confronté le prolétariat dans son existence, c'est son organisation politique, le Parti, qui éclaire le chemin à suivre. C'est dans "Que Faire?"[1] que Lénine a clairement développé ce thème, les deux tiers de ce livre étant essentiellement consacrés à la question de l'organisation. Durant les décennies qui ont précédé la révolution bolchevik, le travail qu'il a mené avec les communistes russes ne fut pas seulement un travail théorique mais un travail liant étroitement théorie et lutte pour l'organisation du Parti.

Aujourd'hui des militants se réclamant de la théorie du marxismeléninisme ne comprennent pas que le travail théorique et idéologique n'est pas une tâche simplement individuelle. Selon ces camarades, le Parti ne pourra être édifié qu'après que ce travail aura été réalisé. Tout au contraire nous pensons comme Lénine qu'il doit être accompagné par un travail d'organisation qui seul fédère les énergies et assure la continuité dans le temps du travail théorique et politique réalisé.

Sans organisation politique, quelle que soit la qualité des travaux théoriques ou politiques d'un individu, ils resteront sans efficacité s'ils ne sont pas assimilés et mis en oeuvre par une organisation pour cibler les besoins de la lutte. Il est primordial pour les communistes de s'organiser collectivement pour mener ce travail théorique-politique-pratique qui n'a jamais été réalisé correctement depuis plus d'un demi-siècle. Nous avons déjà abordé ce thème sous ses divers aspects dans les précédents numéros de *La Voix des Communistes*[2].

Cela étant, il n'est pas question de sous-estimer ou nier, pour l'édification du Parti, l'influence du mouvement spontané du prolétariat

qui se déroule inévitablement sous l'effet de la lutte de classe, lutte de classe suscitée par le développement et l'aggravation des contradictions fondamentales de la société capitaliste[3]. En France ou dans le monde se produisent chaque année des centaines de mouvements importants des travailleurs. Mais tous ces mouvements finissent par disparaitre sans qu'une organisation éclairée par la théorie marxiste-léniniste n'assure l'accumulation de l'expérience acquise et sa transmission pour les luttes futures. Que reste-t-il aujourd'hui des grandes révoltes de Grèce, d'Espagne, du Bangladesh..., et en France du mouvement contre le projet de retraite en 2010?

Dans une situation où n'existe pas cette organisation politique propre au prolétariat, que doivent faire les communistes? Abandonner toute activité au sein de la classe et attendre des jours meilleurs? Au contraire c'est en agissant au sein de la classe que l'on pourra jeter les bases d'une organisation révolutionnaire qui se renforcera dans la durée. Et il faut le faire à partir du niveau de conscience de la classe ouvrière aujourd'hui.

Par exemple il y a une grande confusion sur la question du travail salarié. Les cadres qui dirigent les grandes entreprises reçoivent sous forme de salaire une part de la plus-value créée par les ouvriers. Un ouvrier reçoit aussi un salaire, qui est le prix de la force de travail qu'il dépense pour le capitaliste. Mais ces deux catégories de salariés ont des intérêts opposés. Le critère principal qui permet de comprendre qui fait partie des prolétaires est la place que les salariés occupent dans les rapports de production.

De même il faut prendre en compte la situation objective de la classe ouvrière due à l'organisation actuelle du travail. Bien que l'on soit toujours dans un système capitaliste-impérialiste, la forme d'organisation du travail a évolué : socialisation du travail à l'échelle mondiale, délocalisation, flexibilité et mobilité, petites et moyennes entreprises sous-traitantes des monopoles. Cette évolution nous oblige à faire évoluer l'intervention et l'organisation syndicale sur les lieux du travail où se côtoient des travailleurs de différentes entreprises ainsi que les moyens de la lutte. Le lieu de travail où les travailleurs subissent directement l'exploitation capitaliste est le lieu privilégié où la conscience de classe peut se développer et doit rester le lieu principal d'enracinement du syndicat. Sans mobilisation sur le lieu de travail,

comment peut-on appeler à une grève nationale ou à une grève de solidarité avec d'autres travailleurs?

Cette évolution de l'organisation du travail, en fractionnant la classe ouvrière, a fait naitre les théories selon lesquelles la classe ouvrière n'existe plus. En fait elle existe bien en tant que principale classe productive exploitée par le capital mais ne s'exprime que rarement, dans les grands conflits, en tant que classe se battant pour ses propres intérêts (classe pour soi).

Certains prétendent que la classe ouvrière doit s'organiser à la base et nient la nécessité du parti politique pour conduire ses actions de classe. Sans argumenter longuement, disons que l'on n'a jamais vu dans un seul pays la classe ouvrière s'organiser spontanément pour prendre le pouvoir à la bourgeoisie. Au contraire on a vu des syndicats ou organisations influentes chez les travailleurs collaborer avec la bourgeoisie, comme le Parti des travailleurs de Lula au Brésil, comme en Tunisie actuellement, en Angleterre en début de siècle.

Où réside la force de la classe ouvrière? Les syndicats des travailleurs bien que tenus par des bureaucrates et réformistes embourgeoisés, sont-ils dépassés? Est-ce que la lutte de classe a produit d'autres modèles ou types d'organisations qui puissent rassembler la classe ouvrière? Dans le dernier demi-siècle, les diverses tentatives, type comités de base, coordinations, ou "syndicats" rouges[4], pour organiser les travailleurs en masse hors de syndicats ont toutes échoué. Les éléments les plus avancés[5] de la classe ouvrière peuvent-ils exister sans être organisés?

Non, et une grande majorité de ceux-ci sont syndiqués. Pour toutes ces raisons les syndicats ne sont pas historiquement dépassés. Les prolétaires peuvent se doter d'organisations spécifiques qui développent leur activité dans la vie quotidienne. Les associations diverses, coopératives, culturelles ou religieuses - sans exception toutes ces formes d'associations restent dans le cadre de la société. Aucune de ces formes ne met en cause de pouvoir de la bourgeoisie. Tout ce qui entrave la prise de conscience de la classe : la dépolitisation, l'influence des divers partis politiques de la bourgeoisie, le nationaliste, le communautaire etc., seront combattues efficacement par l'organisation politique de la classe ouvrière. Et ce parti communiste, ce parti du prolétariat naitra au sein de la classe par la volonté d'une minorité des élé-

ments les plus conscients de la classe. Sans organiser l'avant-garde du prolétariat, autour d'une ligne politique, le mouvement ouvrier ne peut surmonter ses difficultés. Aujourd'hui devant l'impuissance du mouvement ouvrier dominé par les centrales syndicales réformistes, des syndiqués refusent de participer aux journées d'action nationale car ils sont las des "journées d'action nationale" inefficaces qui se résument à faire une promenade dans les rues.

Ce constat depuis des années, beaucoup d'autres l'ont fait, mais s'en tenir à ce constat, sans se mobiliser pour changer cette situation, il conduit au découragement et à un état d'esprit défaitiste. Et pour cela ces camarades doivent essayer de comprendre pourquoi on en est arrivé à cette situation.

Durant des décennies dans les métropoles impérialistes la classe au pouvoir, la bourgeoisie s'est efforcée de pacifier les relations capital-travail, conditionnant le travailleur à s'en remettre au jeu démocratique de la concertation, des négociations annuelles sur les salaires, des négociations menées avec les représentants des "syndicats représentatifs" et au plan politique au jeu électoral où le travailleur individuel, "le citoyen", est appelé à désigner le parti politique censé, s'il arrive au pouvoir, réaliser les promesses électorales.

Bref il s'agit de rendre le travailleur passif, déléguant la défense de ses intérêts que l'on présente comme ceux d'un individu et non de sa classe, d'étouffer toute lutte solidaire des travailleurs en tant que classe indépendante. Aucune des organisations politiques censées représenter les intérêts des travailleurs ne s'oppose à cette entreprise de démobilisation, bien au contraire elles y participent. Ce n'est que dans des cas exceptionnel que la classe peut s'exprimer, comme lors de la mobilisation sur les retraites de 2010 par exemple.

C'est pourquoi nous jugeons indispensable pour sortir de cette situation d'impuissance que le mouvement ouvrier se dote d'un véritable parti communiste qui organisera la riposte de la classe.

C'est ce que nous écrivions en 2010 dans la déclaration fondatrice du ROCML[6] :

Aujourd'hui, le prolétariat n'a plus conscience de sa mission historique, et sous la pression permanente de l'idéologie bourgeoise, du réformisme et de la criminalisation du communisme, sa lutte est une lutte défensive économique limitée contre les attaques du capital. Séparé du communisme qui est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme, le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement.

En se cantonnant à la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traine à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise : l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Comme l'expliquait Staline, "toutes les formes réformistes et révisionnistes ne sont au final que la conséquence des pressions de la bourgeoisie", aussi la grande question qui est posée et à résoudre est d'arracher le prolétariat à la domination idéologique, politique et organisationnelle de la bourgeoisie et à ses agents au sein de la classe ouvrière. Elle fixe les tâches et les objectifs des communistes.

L'émergence de ce parti est un processus qui se déroule dans le temps et qui s'inscrit dialectiquement, par action réciproque, dans un lien entre activité des communistes dans la classe et développement du mouvement ouvrier sous l'effet de la lutte de classe.

# Posons le problème : comment travailler pour et dans la classe alors que le parti n'existe pas aujourd'hui - que faire?

Revenons sur une question posée plus haut : quel type ou forme d'organisation nous a donné la pratique de la lutte. Une activité politique est-elle possible sans parti politique, est-il possible de mobiliser la classe en absence d'un parti? Selon une opinion courante, c'est à cause de la politisation des syndicats par les communistes que le mouvement ouvrier s'est affaibli. Là encore l'expérience historique montre que les syndicats n'ont jamais été aussi influents dans la classe que quand il existait un parti communiste puissant. Sans exception[7].

À quoi peut conduire ce type de critique consistant à méconnaitre le rôle du parti, adressée à la pratique du mouvement communiste historique? Elle est portée par un courant que l'on peut qualifier de spontanéiste ou d'anarchosyndicaliste. D'après ce courant, c'est la classe ouvrière qui à la base, spontanément, dans ses luttes, s'organisera politiquement.

Mais les faits sont là, depuis la dégénérescence du mouvement communiste cela ne s'est jamais produit, même quand le mouvement ouvrier a été au plus haut. Et c'est au contraire le phénomène de dépolitisation des travailleurs soigneusement entretenu par la classe au pouvoir qui est dominant et qui participe à l'étouffement de l'expression politique du prolétariat.

Le syndicat à lui seul, peut-il jouer le rôle d'organisateur politique de la classe? Là aussi l'expérience historique prouve que non.

Les communistes différencient clairement le rôle des syndicats et du parti. Le parti idéologiquement doit être homogène, comme l'explique l'Internationale communiste[8] :

Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du chemin historique de la classe ouvrière dans son ensemble et s'efforce, à travers tous les méandres de ce chemin, de défendre non les intérêts de métiers ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans sa totalité. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction.

Par contre pour les syndicats ce n'est pas le cas. Le Syndicat doit être souple et ouvert à tous les membres de la classe ouvrière qui combattent le capitalisme.

Les communistes ont toujours défendu l'unité des syndicats. Au contraire de la bourgeoisie, les communistes n'ont d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière. En 1936 l'unité de la CGT et la CGT-U est née de la volonté des communistes. Par contre la bourgeoisie a toujours intérêt à diviser la classe. "L'unité de la classe ouvrière et du mouvement syndical n'est pas un but en soi, mais un objectif fondamental, un problème clé pour le présent et pour l'avenir[9]."

Concluons : malgré la division des syndicats[10], la bureaucratie syndicale, la pratique réformiste et l'état d'esprit anarchosyndicaliste

[11] qui dominent dans les syndicats, ceux-ci influencent des centaines des milliers des ouvriers. Ils restent l'organisation de base, élémentaire, qui permet aux travailleurs de combattre quotidiennement, sur leur lieu de travail, leur ennemi de classe. Il est évident que les communistes ne peuvent abandonner toute activité syndicale. Bien sûr, dans chaque pays ce travail peut prendre une forme différente.

Le recul du mouvement communiste depuis plusieurs décennies a été accompagné du recul de l'activité syndicale de classe. Les militants communistes doivent militer dans les syndicats partout où ils sont présents mais leur travail ne peut être strictement syndical[12].

Ce travail doit être axé sur l'agitation anticapitaliste, viser les militants les plus avancées par une propagande approfondie. Ce travail patient et de longue haleine, doit regrouper les communistes autour d'une ligne politique qui entraine la classe à devenir indépendante politiquement, à se mobiliser sur ses propres intérêts incompatibles avec ceux de la bourgeoisie. Pour surmonter les difficultés quotidiennes, sans avoir un clair point de vue politique, le militant syndical n'a pas de boussole, il navigue à vue. Des centaines de milliers de syndicalistes se battent chaque jour et ne sont pas tous bureaucrates, ni vendus. Mais l'influence idéologique de la bourgeoisie (individualisme, égoïsme, etc.) limite leur conscience de classe, déforme la perception qu'ils ont de la réalité et donc leur comportement devant elle.

Chaque bassin du travail, chaque usine, chantier, lieu du travail a des spécificités. Il nous faut savoir identifier le secteur le plus actif, la position des différentes couches de la classe dans les rapports de production, comprendre le rôle de la subjectivité, comment le patronat mène sa politique au sein de l'entreprise ou sur le lieu de travail, savoir différencier entre les dirigeants syndicalistes réformistes "bureaucrates" et des syndicalistes "honnêtes" mais trompés etc.

Un exemple : sur un même lieu de travail on trouve des soustraitants, des intérimaires et des salariés détachés. Qu'est-ce qu'on peut faire?

Le communiste doit savoir analyser la situation, créer un climat de confiance sur le lieu de travail entre les travailleurs. Si l'on n'a pas confiance en la capacité de la classe ouvrière à agir en tant que classe indépendante, on ne peut pas découvrir le moyen de mener à bien ce travail élémentaire nécessaire à toute prise de conscience de classe.

La bourgeoisie souvent sous-estime les capacités des travailleurs, bien qu'ils soient capables de réaliser des oeuvres magnifiques. Elle humilie et rabaisse la classe ouvrière en permanence. La classe ouvrière grandira en conscience et en assurance au travers de la lutte, conduite politiquement par son organisation politique de classe, le Parti Communiste. Ce n'est pas une force extérieure à la classe qui le fera pour elle.

#### **Notes**

- 1. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 355-544.
- 2. Cf. notamment les articles suivants de *La Voix des Communistes*, reproduits plus haut:
- "Pour battre la bourgeoisie il faut un véritable parti communiste!" (no 3, p 1-4)
- "Sans son organisation politique, le prolétariat ne peut mener la lutte idéologique et faire aboutir ses luttes de classe" (no 6, p 14-15)
- "On ne peut pas organiser la classe ouvrière sans organiser sa fraction plus avancée dans un parti communiste" (no 8, p 16-19)
- "Notre but principal : La construction du Parti politique du prolétariat indépendant de la bourgeoisie" (no 9, p 20-24)
- 3. Depuis l'année 2000 de grands mouvements de classe spontanés se produisent, ce sujet sera abordé dans un prochain article.
- (Cf. notamment La Voix des Communistes no 15, 1er trimestre 2016, en particulier l'article "La conscience de classe ne se développera que par la lutte", reproduit plus loin.)
- 4. Qui en dehors de tout mouvement ne tendent qu'à regrouper des militants politiques.
- 5. La qualification d'avancée est relative à la situation historique concrète donnée. Aujourd'hui c'est ceux qui luttent et ne baissent pas les bras face au capital, et la plupart sont organisés dans un syndicat.
- 6. Déclaration fondatrice du ROCML, adoptée à son premier congrès 18 avril 2010.
- http://rocml.org/rocml-1/

- 7. On se réfèrera sur le sujet aux textes de Lénine sur la relation Parti-syndicats ainsi qu'aux textes de l'Internationale communiste, de Staline, Dimitrov et Lozovsky.
- 8. 2e Congrès de l'IC (juillet 1920), Résolution sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne.

https://www.marxists.org/francais/inter\_com/1920/ic2\_19200700d.htm

9. Filip Kota, Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial; Shtëpia Botuese "8 Nëntori", Tiranë, 1973; page 108.

http://rocml.org/kota-deux-lignes-opposees-mouvement-syndical-mondial/

- 10. Aujourd'hui en France il existe 5 grandes confédérations et des petits syndicats.
- 11. Comme le montre la tendance dans la CGT pour un retour à la charte d'Amiens.
- 12. Voir l'article "Construisons le Parti communiste marxiste-léniniste" :

La Voix des Communistes, no 2, p. 1-4 (reproduit plus haut).

# À propos de l'apolitisme dans le mouvement syndical

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 10, avril 2014 - p. 19

En 1951 le prix Nobel de la paix est attribué à Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT (de 1909 à 1947). "Lorsqu'il apprit la nouvelle lundi soir, M. Léon Jouhaux demanda aux journalistes de bien souligner que pour la première fois "on décernait le prix Nobel de la paix à un militant ouvrier". Selon certains commentaires, la commission du prix Nobel aurait surtout voulu récompenser "la longue lutte menée par M. Jouhaux pour soustraire le mouvement syndical international à l'influence communiste" [1]."

L'idéologie dominante, celle du capitalisme, affirme sans détours qu'il est dans la nature du syndicalisme d'être apolitique. Les luttes ouvrières doivent s'en tenir aux revendications économiques sur les salaires et les conditions de travail. Ainsi les syndicats doivent être des organes apolitiques! La citation ci-dessus met en relief que l'objectif de la bourgeoisie d'inculquer l'apolitisme, la neutralité des syndicats est bien là pour éloigner la classe ouvrière de son idéologie : le communisme. Il n'est pas rare d'entendre lors de manifestations syndicales les demandes de certains de ranger les bannières à caractère politique par exemple. Tous les syndicats aujourd'hui se sont fait une obligation de ne pas apparaitre publiquement comme étant la courroie de transmission d'un parti politique et prétendent ne recevoir d'ordres de personne et être indépendants dans le choix de leur ligne de conduite.

Le pouvoir du capital ne peut demander directement aux syndicats de travailleurs de le soutenir. Il faut laisser aux syndicats une certaine "crédibilité" auprès des travailleurs. Alors, afin d'éviter le soutien des syndicats ouvriers à une politique remettant en cause le système capitaliste, il propage l'apolitisme, et les "bienfaits de la neutralité". C'est la solution la plus efficace pour cantonner les syndicats en dehors de la lutte de classe politique pour une alternative révolutionnaire au capitalisme. À ce sujet l'Internationale communiste constate[2] :

Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, le "leader ouvrier" qui prêche

aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.

Dans un monde où règne l'exploitation la plus féroce, la misère, le chômage, les guerres, on demande aux travailleurs en lutte, aux syndicats qui défendent les intérêts des masses laborieuses, de ne pas se préoccuper de politique.

Nous disons au contraire que dans un monde géré par une minorité exploiteuse, les exploités, qu'importe la lutte qu'ils mènent, ont le devoir de se mêler de politique et pas uniquement des questions d'ordre purement "économique".

Tout est lié dans le capitalisme, on se rend malheureusement compte qu'accepter l'apolitisme ou la neutralité c'est finalement servir les intérêts politiques du capital. Dans un système où s'affrontent deux classes dont les intérêts sont antagoniques et irréconciliables, la neutralité politique n'existe pas et ne peut exister!

### L'Internationale communiste[3]:

Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visant pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

E.C

#### Notes

<sup>1.</sup> Paru dans le journal Le Monde le 7 novembre 1951.

<sup>2. 3</sup>e Congrès de l'IC (juin 1921) : L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge - la lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam. https://www.marxists.org/francais/inter\_com/1921/ic3\_08.htm

<sup>3. 4</sup>e Congrès de l'IC (1922) : Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical.

https://www.marxists.org/francais/inter\_com/1922/ic4\_07.htm

# Construire l'unité des travailleurs dans la lutte de classe

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 12, avril 2015 - p. 3-4

Le début de l'année 2015 a été marqué par des attaques terroristes meurtrières les 8 et 9 janvier à Paris, contre la rédaction de Charlie Hebdo et une épicerie cachère. La condamnation de ces actes a été générale et l'émotion et la réprobation collective fut immédiatement mise à profit par le pouvoir politique pour lancer et développer une campagne politique et idéologique massive, relayée en boucle et amplifiée par les médias, autour des concepts de république, des valeurs de la république, de la démocratie, des libertés, de l'ordre public, du soutien aux forces de police et de l'armée.

Le message martelé par les chefs du gouvernement et l'ensemble des partis politiques de gauche, de droite et d'extrême droite était ce-lui-ci : face à un ennemi terroriste intérieur, lié aux réseaux islamistes les plus radicaux agissant dans le monde entier, la **Nation**, c'est-à-dire l'ensemble des Français, toutes classes, toutes catégories sociales, toutes origines et toutes opinions philosophiques confondues doivent oublier leurs conflits et faire bloc autour de l'État en place censé représenter l'intérêt et la volonté collective.

La manifestation parisienne du 11 janvier autour du mot d'ordre "Je suis Charlie" fut le point culminant de cette entreprise réussie de récupération politique et idéologique. Il n'y manqua même pas la participation internationale au travers du cortège éclectique des chefs d'État étrangers ou de leurs représentants groupés autour de François Hollande en signe de soutien (ou d'allégeance).

# Quels sont les buts de cette campagne orchestrée magistralement au plus haut niveau de l'État

Il y a bien sûr le profit politique immédiat tiré par un gouvernement Hollande-Valls en difficulté.

Décrédibilisé par la non-tenue de ses promesses électorales dont la fameuse inversion de la courbe du chômage avant le 31 décembre 2013, au plus bas dans les sondages, Hollande avait bien besoin de re-

hausser sa cote de popularité en apparaissant comme l'homme de la situation, le garant de l'État, celui autour de qui on se rassemble en cas de catastrophe nationale.

Les tueries de Paris lui auront fourni une aide providentielle. Mieux, il aura rangé derrière lui l'ensemble des partis bourgeois de droite, de gauche ou d'extrême droite, dans son rôle efficace de gardien de l'État. Opération réussie.

Mais, ce succès ponctuel de politique politicienne à court terme n'est pas l'essentiel.

La crise se prolonge et s'approfondit, sans perspective de sortie en vue. La dégradation de la situation économique et sociale, les lois antiouvrières et antipopulaires prises par le gouvernement laissent prévoir des luttes de plus en plus radicales et des remises en cause des règles de l'ordre bourgeois. Le pouvoir le sait et fourbit ses armes.

En même temps, le pouvoir politique d'État est toujours prêt à se lancer dans de nouvelles aventures militaires pour défendre les monopoles français à l'étranger, dont le cout va retomber sur les contribuables, c'est-à-dire les couches supérieures de la classe ouvrière, la petite et moyenne bourgeoisie. La base politique du gouvernement risque donc de s'effriter.

Dans la perspective de désordres sociaux et politiques, l'idéologie de l'unité nationale fournira les principaux arguments de propagande des gérants de l'ordre bourgeois. Elle fournira la justification de la répression contre ceux qui remettent en cause cet ordre.

Au nom de l'unité nationale, des prétendues valeurs de la république bourgeoise, des libertés et de l'ordre public, de la sécurité intérieure et extérieure de la "France", ce gouvernement "de gauche" entreprend, mieux que ne l'aurait fait un gouvernement de droite, de formater les esprits pour casser les reins aux luttes ouvrières qui "divisent la nation", pour isoler les ouvriers qui ne marchent pas dans les combines du partenariat capital-travail, qui dénoncent et combattent les cadeaux faits au patronat et les sacrifices imposés aux travailleurs, français ou non, avec ou sans "papiers".

Au nom de l'unité nationale et de la sécurité de la "France", ce gouvernement formate les esprits pour briser tout mouvement opposé à ses interventions militaires extérieures actuelles et à venir. Dans l'his-

toire du 20e siècle, les Blum, Moch et Mollet ont montré de quoi les social-démocrates étaient capables dans ce domaine.

Au nom de la sécurité et de l'ordre public, ce gouvernement prépare l'opinion à la mise au pas de la jeunesse et au nettoyage (au Kärcher?) des quartiers ghettos.

# Que faire devant cette offensive idéologique réactionnaire du pourvoir?

Partout où ils sont, les communistes doivent expliquer à leurs camarades de travail et aux militants progressistes la nocivité des idées martelées par les médias aux ordres du capital et du pouvoir après les attentats du mois de janvier, en particulier celles de nation et d'unité nationale.

Dans un pays capitaliste impérialiste comme le nôtre, il n'y a pas d'unité nationale possible. Un ouvrier français et un patron français font peut-être partie de la même nation, mais ils n'ont aucun intérêt en commun, ni économique, ni social. En revanche, entre un ouvrier français et un ouvrier d'origine émigrée qui n'a pas la nationalité française, l'unité est possible et nécessaire car ils subissent tous deux la même exploitation. C'est l'unité de classe. C'est celle que les communistes construisent dans l'intérêt de toute la classe. Le drapeau rouge est le drapeau du prolétariat, quelle que soit l'origine de ses membres. Il est le seul à être porté par les prolétaires du monde entier. Le drapeau Bleu-Blanc-Rouge, lui, est celui de la bourgeoisie française et des conquêtes coloniales. Comment un prolétaire émigré venu d'une ex-colonie française pourrait-il adopter ce drapeau?

Les communistes doivent aussi combattre toutes les autres mystifications sur les valeurs de la république, les libertés, la sécurité, la police, l'armée, dans un État bourgeois. Mais nos explications ne pourront progresser que dans la réalité des luttes de notre classe. Toute prise de conscience politique prend en effet ses racines dans le combat concret classe contre classe. Les militants communistes qui agissent dans les syndicats ont un rôle central dans ce combat. Ils doivent y associer les syndicalistes anticapitalistes. C'est ainsi que se construira pas à pas le Parti communiste qui fait aujourd'hui défaut à la classe ouvrière.

ROCML, mars 2015

## Importante tâche des communistes Élever le niveau de conscience de la classe

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 12, avril 2015 - p. 16-19

Dans La Voix des Communistes nº 10, un premier article avait abordé les difficultés du mouvement ouvrier et les tâches que la situation de la classe impose aux communistes[1]. Nous avons essayé de montrer la réalité de l'état de la classe sous plusieurs aspects : l'organisation, la lutte politique et celle économique ainsi que l'interaction entre les deux, le niveau actuel de conscience de classe. Dans cet article nous continuerons à approfondir le sujet en cherchant comment - en partant de leur situation actuelle - entrainer les prolétaires à prendre conscience d'appartenir à une classe pour elle-même, poursuivant ses objectifs politiques propres, indépendants de ceux de la classe dominante et des différentes couches petites et moyennes de la bourgeoisie.

On ne peut pas rester simplement sur le constat de la domination de l'idéologie de la bourgeoisie qui empêche la classe de s'organiser en vue de la lutte pour ses propres intérêts. Il faut comprendre pourquoi il en est ainsi afin d'envisager ce qu'il est possible de faire pour transformer cette réalité. Voici comment Lénine, en reprenant Engels, exprime le rapport entre la nécessité - ici la situation concrète de la classe - et la liberté de transformer cette réalité[2] : "Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est l'intellection de la nécessité. "La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise." La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en oeuvre méthodiquement pour des fins déterminées."

L'incompréhension de ce rapport dans la lutte des classes, entre l'état de la classe et sa conscience, a fortement déterminé la nature souvent volontariste, subjectiviste de notre travail vers et dans la classe. La société n'est pas statique, elle est en constante transformation et le rapport de forces entre classes aussi.

En permanence de nouveaux éléments rejoignent les rangs du prolétariat. La classe qui domine et qui l'exploite est minoritaire dans la société et diminue relativement toujours plus par rapport aux travailleurs. Mais sa force et son pouvoir, elle le tient de son degré élevé d'organisation (État, police, syndicats, groupes multinationales, armée, médias...) Qu'est-ce qui empêche le prolétariat de s'organiser de son côté, de s'arracher à la soumission au capital et de s'engager sur une voie révolutionnaire?

Dans ce domaine on pourrait écrire plusieurs articles ou même des livres, mais on serait toujours loin de répondre à la vrai question : tant que les communistes n'arriveront pas à organiser la fraction la plus consciente du prolétariat, toutes nos thèses et analyses attendront d'être vérifiées. Ici il faut reprendre ce que nous avons dit dans de précédents articles. Cette tâche d'organisation n'a pu, en France, être menée à bien après des décennies de lutte des marxistes-léninistes. Il en est de même au niveau international, la crise du mouvement communiste ne pourra être surmontée qu'à partir du travail au sein de classe ouvrière.

Ce travail, le ROCML en toute humilité, conscient de ses faibles forces s'est donné pour tâche de l'entreprendre.

Il faut d'abord comprendre que la classe ouvrière n'a jamais été une classe monolithique. N'avoir pas pris en compte cette réalité a conduit les marxistes à des incompréhensions et des positionnements étrangers au marxisme. La classe n'est pas statique, elle est vivante. Ainsi aux côtés du prolétaire de longue date elle accueille des éléments expulsés des couches et classes moyennes (petits bourgeois, paysans...) par la soumission toujours croissante de la société aux lois du capital.

Comme l'explique Lénine, le paysan pauvre, devenu rivé à l'usine par le capital, rêve longtemps de "retourner à son village, et exploiter un petit bout de terre". Aujourd'hui ce processus continue. Un travailleur immigré qui arrive en France appartient souvent à une couche sociale non prolétaire et il rêve de réussir à s'élever au-dessus de sa condition. Mais en France il devient un prolétaire dans la grande majorité des cas. La conscience de cette couche immigrée est très loin de la conscience de classe prolétarienne. Sa volonté de s'en sortir individuellement (reflet de la forme principale de domination d'idéologie

bourgeoise) entre en contradiction avec sa nouvelle condition qui l'oblige à se soumettre aux règles du système capitaliste. Il est mis en concurrence permanente avec les autres salariés. Ainsi quand un étudiant diplômé bac+5 et plus travaille temporairement comme serveur, vendeur, cela peut avoir deux effets contradictoires : créer une instabilité au sein de la classe en alimentant le rêve d'échapper à la condition de prolétaire, mais sa formation intellectuelle à analyser une situation peut jouer un rôle positif pour la lutte. Devant cette réalité seule une véritable organisation prolétarienne peut permettre à la classe de surmonter les difficultés mais aussi d'exploiter ce qui est potentiellement porteur de renforcement de la conscience de classe. Tant que cette organisation n'existe pas, la conscience de la classe ouvrière concernant son existence en tant que telle, et donc sa force économique et politique, restent virtuels.

La classe ouvrière n'existe en tant que classe pour soi dans la société seulement dans son mouvement pour ses revendications politiques et sociales, entrainée en cela par son organisation communiste. Nous avons déjà abordé ce problème dans les numéros précédents de notre journal. Seule la conscience de classe permet de dépasser l'échelon local, branche, usine, chantier... et toutes sortes de corporatismes. Elle ne peut naitre spontanément, aussi nous allons essayer d'abord de comprendre les conditions objectives qui s'opposent au développement de la conscience de classe.

La plus importante c'est cette division objective qu'est la division du travail dans la société capitaliste, division qui s'impose aux travail-leurs et les met en concurrence les uns avec les autres. Elle détruit la confiance en soi, elle détruit la confiance envers les autres. Dans une lutte pour des revendications économiques dans une entreprise, on est très loin de toute lutte politique mais il faut déjà avoir obtenu un minimum d'unité chez les travailleurs. À chaque lutte correspond un niveau de conscience donné sur les buts visés et sur l'organisation et la forme de la lutte. Sans une prise de conscience de classe même embryonnaire aucune lutte même la plus simple ne peut être menée.

L'évolution de la division du travail capitaliste, la forme qu'elle prend aujourd'hui de par sa généralisation au monde entier, impose à la classe ouvrière de modifier elle aussi ses formes et modes d'organisation. Mais l'inertie est grande. La prise de conscience et l'analyse

théorique nécessaire pour répondre à ces nouveaux défis sont toujours en retard par rapport à la réalité. Aujourd'hui travailler dans la classe impose aux communistes de réaliser ce travail théorique. Sans entreprendre cette tâche, ni l'unité de la classe ni le parti politique ne sauraient être obtenus.

Dans cette situation on peut comprendre la difficulté pour les travailleurs de mener toute lutte de classe victorieusement. Les centrales syndicales sont sous influence politique et idéologique de la bourgeoisie et soumettent la classe ouvrière à la domination de la bourgeoisie et à la réalisation de la politique du patronat et de son gouvernement.

L'expérience du mouvement ouvrier et communiste du 20e siècle est pour nous communistes une grande aide pour comprendre et agir aujourd'hui.

### Lénine[3]:

Les organisations ouvrières pour la lutte économique doivent être des organisations professionnelles. Tout ouvrier social-démocrate [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] doit, autant que possible, soutenir ces organisations et y travailler activement. [...] Laissons participer à l'union tout ouvrier qui comprend la nécessité de s'unir pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Le but même des unions corporatives ne saurait être atteint si elles ne groupaient pas tous ceux à qui est accessible au moins ce degré élémentaire de compréhension et si ces unions corporatives n'étaient pas des organisations très larges. Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles, influence exercée non seulement par le développement "spontané" de la lutte économique mais aussi par l'action directe et consciente des membres socialistes de l'Union sur leurs camarades.

Que pouvons-nous retenir aujourd'hui de ces recommandations :

- Que les organisations économiques, corporatives (ou professionnelles) des prolétaires doivent être les plus larges possible.
- Que tous les ouvriers communistes doivent travailler au sein de ces organisations.
- "Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles."

La tentation de créer en dehors des syndicats une organisation à caractère syndical "de lutte de classe" censé regrouper les syndicalistes de lutte de classe est vouée à l'échec et ne fait que détourner l'énergie des communistes. Ceux-ci doivent s'investir dans les syndicats, à la fois pour mener la lutte quotidienne et celle concernant les attaques du gouvernement, afin de créer ainsi une zone d'influence pour leur activité politique.

Cette influence des communistes sur la classe est appuyée "non seulement par le développement "spontané" de la lutte économique", mais aussi par l'"action consciente et directe" vers les membres du syndicat (cf. Lénine cité plus haut).

Mais cette activité ne peut être capitalisée, transmise, consolidée que par l'organisation communiste. Sinon les fruits de l'activité d'un communiste isolé sont perdus pour la classe.

Pourquoi? Parce qu'une organisation professionnelle ou corporative est toujours menacée de disparition ou d'éclatement (fermeture d'usine ou réorganisation en plusieurs entités etc.) par la réorganisation économique, par une nouvelle division du travail. La bourgeoisie se sert souvent de ce levier pour briser l'unité de la classe. Seule l'organisation communiste peut assurer une continuité et persister à promouvoir et organiser le travail syndical et politique. C'est ce que l'histoire du mouvement ouvrier nous montre. Ce sont les communistes organisés dans le Parti qui ont, quelles que soient les circonstances, combattu pour l'unité politique de la classe et pour l'unité syndicale. Mais la bourgeoisie a une longue expérience du pouvoir et elle aussi a su tirer des leçons de l'histoire à son avantage.

Diviser pour mieux régner, c'est pourquoi elle favorise le développement de tout ce qui peut diviser la classe ouvrière et tous les travailleurs : le chauvinisme, le nationalisme, le régionalisme, les guerres de religion, l'âge (vieux-jeune), sexe (femme-homme), immigréstravailleurs nationaux, etc. Mais le capital, lui, n'a pas de patrie, n'a pas de pays, n'a pas de nation, n'a pas de religion. Il va là où il y a du profit à réaliser. Où est le patriotisme de ces bourgeois grands "patriotes" qui s'expatrient pour ne pas payer des impôts!

Aucune morale ne peut s'opposer à l'exploitation de l'homme par l'homme. La destruction, l'asservissement d'un pays n'a jamais pour but de défendre les intérêts du prolétariat. Aujourd'hui la sale guerre que mène Israël contre le peuple palestinien n'enrichit pas les travailleurs israéliens, au contraire. C'est la bourgeoisie sioniste et l'impérialisme qui tirent profit de cette guerre. Il en est de même pour toutes les guerres impérialistes menées par la France. Les conséquences de l'évolution de la division du travail dans l'économie capitaliste engagée dans les années 1975-80 n'ont pas été sans conséquences sur l'organisation et la lutte de la classe. À partir de 1980 la destruction massive de la grande industrie ou sa délocalisation, la flexibilité et la mobilité de l'emploi ont eu pour conséquence la destruction des grandes concentrations industrielles en France et fait disparaitre ou réduit la taille et la force des organisations ouvrières traditionnelles.

Cette évolution de la division du travail a nourri l'illusion que les conflits de classe relevaient du passé et étaient remplacés par le conflit entre régions au niveau mondial. La réaction du "petit patronat" soustraitant des grands monopoles victime aussi de cette transformation a trouvé le mouvement des "bonnets rouges" en Bretagne pour s'exprimer. Le capital a continué à s'investir là où du profit peut être réalisé. Le capital n'est pas sentimental et patriotique! Et ce n'est pas une question de volonté pour le capitaliste, c'est une question de survie. Il ne peut faire autrement. Aucune solution comme la réindustrialisation prônée par des dirigeants politiques et syndicaux ne peut le sortir de ses difficultés. Le capitalisme devient une force de plus en plus destructive. Il ne peut y avoir de solution dans le cadre de ce système.

Notre première cible doit être l'idéologie bourgeoisie et les formes qu'elle prend dans la classe. Le réformisme en est une, il empêche objectivement le développement du mouvement ouvrier. Il faut savoir déterminer sur le lieu de travail quel est l'obstacle qui empêche les travailleurs de s'organiser pour la lutte collective. En France, aujourd'hui 86 % des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 10 personnes. Parfois il n'existe même pas de syndicat d'entreprise, donc avant toute chose il nous appartient d'en créer un. Une fois le syndicat créé, se pose le problème de quelle politique syndicale doit-on mener. Devant les difficultés, il est facile alors de tomber dans le travers de la critique systématique des réformistes, des dirigeants corrompus, de la bureaucratie syndicale et de penser que la classe se réveillera toute seule et se débarrassera des éléments corrompus.

Mais sans mobiliser, organiser l'unité des travailleurs pour l'action cela n'arrivera jamais. Sans mobilisation des travailleurs, la conscience de classe ne se développera pas. Ce n'est pas le mode ou le type d'action qui détermine le succès ou non d'un mouvement et la prise de conscience. Mais puisque depuis des décennies un Parti communiste, enraciné dans la classe n'existe pas, les communistes doivent tout reprendre à zéro sur les plans idéologique, politique, organisationnel et dans la pratique quotidienne. C'est pour cette raison que nous nous trouvons dans la première phase d'un processus de construction du Parti qui correspond essentiellement à rallier les éléments les plus conscients de la classe ouvrière.

Le réformiste se retranche souvent derrière cette constatation évidente pour tous qu'"aujourd'hui il n'existe pas de situation révolutionnaire". Mais cela ne nous nous dispense pas de mener une propagande révolutionnaire, de mener la lutte avec des tactiques à caractère révolutionnaire. La tactique révolutionnaire ne consiste pas simplement à brandir le drapeau rouge, à prôner constamment la révolution. Il faut chercher à déterminer les tactiques appropriées pour unir les éléments combattifs de la classe, pour mener une grève, une occupation, une rencontre nationale des travailleurs en lutte, etc. - en somme : comment agir avec nos forces limitées par rapport à l'ampleur du travail à réaliser. L'aiguisement des contradictions de la société capitaliste, les crises et la guerre qui ravagent la vie quotidienne, l'impasse de la société capitaliste sont des conditions favorables à notre lutte. On peut trouver mille moyens pour mener la lutte quotidienne, l'organiser et obtenir des succès même les plus simples. Les possibilités existent pour mener la lutte de la classe ouvrière dans une perspective communiste contre le capitalisme qui ne peut répondre aux besoins du prolétariat et de tous les travailleurs.

Bien que la situation n'est pas aujourd'hui révolutionnaire, la classe ouvrière est la seule classe qui peut révolutionner la société et pour ce faire elle a besoin de sa propre organisation prolétarienne révolutionnaire. Voilà la tâche principale des communistes. Aujourd'hui tout militant qui se dit communiste doit s'engager dans la construction de cette organisation. Les communistes qui doutent de cette nécessité ou la rejettent à des

temps plus propices en retardent de fait la réalisation. Car seul le travail collectif organisé peut élever les capacités individuelles de chacun pour le profit de tous.

#### **Notes**

- 1. Article "Le mouvement ouvrier et ses difficultés Le rôle des communistes" : La Voix des Communistes, no 10, p. 6-9 (reproduit plus haut).
- 2. V. I. Lénine, La théorie de la connaissance de l'empiriocriticisme et du matérialisme dialectique (mai 1909); Oeuvres, tome 14, Paris, Éditions sociales, 1962; p. 194.

La phrase que cite Lénine est reprise de l'ouvrage d'Engels intitulé "Mr. E. Dühring bouleverse la science" :

Friedrich Engels, Anti-Dühring (M. E. Dühring bouleverse la science) (1878); Paris, Éditions sociales, 1977; p. 142-143.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_friedrich/anti\_duhring/anti\_duhring.html https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611m.htm

3. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 465.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200t.htm

# La conscience de classe ne se développera que par la lutte

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 15, 1er trimestre 2016 - p. 8-12

On ne peut juger du niveau de conscience de la classe ouvrière sans comprendre qu'il est conditionné par la situation concrète de la classe et l'évolution de la société capitaliste aujourd'hui. Au stade actuel de cette évolution qualifiée de "mondialisation", les divisions au sein de la classe correspondent à l'organisation du travail capitaliste. La tendance générale de baisse du taux de profit[1] exige des mesures spécifiques de la part de la bourgeoisie dans sa recherche d'une "solution" visant à augmenter son profit à l'échelle nationale et internationale. Ce point mérite d'être plus développé : il s'agit en effet de la flexibilité, de la mobilité et de l'externalisation pour assurer son profit, jusqu'au partage du monde avec ou sans la guerre. Dans cette vision, il faut bien analyser ces formes d'organisation du travail par le capitalisme. Depuis trente ans, cette organisation crée des difficultés dans l'organisation des travailleurs pour défendre leurs propres intérêts. D'un autre côté depuis la crise de 2008, le capitalisme n'arrive pas durablement à relancer la machine économique.

Cette difficulté de la bourgeoisie ne vient pas de la politique de tel ou tel parti ou gouvernement, elle est provoquée par la nature même du mode de production capitaliste. Elle est structurelle. Un exemple : quelle solution peut mettre fin au chômage? Sous la société capitaliste aucune! Tant que le prolétariat ne s'occupera pas de ces problèmes, tant qu'il ne cherchera pas à affronter la bourgeoisie en tant que classe, la conscience restera spontanéiste, elle ne sortira pas du cadre de la bourgeoisie.

Aujourd'hui le degré de conscience des prolétaires n'est pas anticapitaliste. La conscience de la lutte n'a pas dépassé le terrain des luttes économiques. La lutte des travailleurs aujourd'hui ne s'exprime pas en tant que lutte de la classe. La conscience de classe ne peut pas se développer sans avoir de continuité dans les luttes. Sans dimension nationale, la lutte partielle ou locale n'acquiert pas de dimension politique. Dans toutes les casses de grande ampleur mises en oeuvre par les capitalistes, ce sont toujours les luttes dans les grandes entreprises qui permettent de rendre la classe plus visible, comme celles à Air

France, Arcelor-Mittal, EDF-GDF, Goodyear, les grèves chez Vinci, Alstom, des travailleurs de la santé des Hôpitaux de Paris, etc.

Il nous faut tirer les leçons de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière depuis les années 1990.

Il est important de considérer la permanence dans la lutte : qui résiste et avec quels moyens? Quels modes d'action? Pourquoi y a-t-il eu échec?

Lénine[2]:

Même si la révolution essuyait des défaites, le prolétariat apprendra avant tout à comprendre les bases économiques et de classe des partis libéraux et des partis démocrates, ensuite il apprendra à hair les trahisons de la bourgeoisie et à mépriser la mollesse et les tergiversations de la petite bourgeoisie. Grâce à une telle accumulation de connaissances, grâce à de telles habitudes de pensée, le prolétariat ira avec une plus grande unité et une plus grande audace vers une révolution nouvelle, socialiste.

En période de reflux ou d'échec il ne sert à rien de se lamenter. Il faut trouver la méthode juste et la voie pour surmonter les difficultés. On n'a jamais vraiment exploité la richesse de la lutte. Notre force est là : dans la réalité de la lutte et pas dans l'idée que l'on s'en fait dans notre esprit. Un travail théorique est nécessaire, il ne peut être simplement une répétition de ce que l'on a lu dans les classiques du marxisme-léninisme, ni d'une simple vue de l'esprit. Le travail théorique doit être un reflet de la réalité de la société. La théorie marxiste-léniniste doit montrer l'avenir de la classe, à partir de sa réalité, en utilisant la méthode scientifique qui est dialectique et matérialiste.

Pour empêcher le développement de la conscience de classe, la bourgeoisie utilise tous les moyens possibles pour atteindre et corrompre l'individu, les attaques physiques, la corruption, le licenciement, etc. Mais elle mène aussi un matraquage idéologique permanent sur l'ensemble des travailleurs comme on a pu le voir clairement à Goodyear, à Air France, EDF et ailleurs et la discrimination syndicale ne cesse pas. Elle le réalise au moyen des médias, bien sûr, mais aussi dans l'entreprise (sur le lieu de travail). Combien de fois entendonsnous ces formules : "Cela a toujours été comme ça!", "Chacun son

destin", "Tel ou tel militant croit qu'il va changer le monde", et parfois on nous lance : "Les Soviets, c'est fini!" et "La lutte c'est du passé". Aujourd'hui, c'est le "dialogue social", le "partenariat", etc.

Cette culpabilisation, cette pénalisation et ces menaces ne découragent pas les militants avancés mais ce travail de sape concerne les travailleurs qui les entourent. C'est là où il faut faire attention! Il faut de nouvelles formes et modes d'action pour mettre en avant des revendications unitaires et mobilisatrices, et tenir compte d'abord du degré d'engagement des militants (ou des élus) et le renforcer. Et là on ressent l'absence de l'organisation politique du prolétariat, le parti communiste qui peut organiser et coordonner ce travail au niveau de toute la classe.

La bourgeoisie privilégie l'engagement et l'action individuels. Elle sait que sur ce plan, elle est en position de force. Dans ce domaine, il est difficile de ne pas bruler les étapes, de ne pas abandonner la préparation de la classe pour la lutte. La préparation doit être permanente. La meilleure préparation à la lutte, c'est de construire l'organisation qui corresponde à la situation. Il ne faut ni copier, ni inventer. Si vraiment le camarade milite avec les travailleurs, les ouvriers, alors il y a toujours une réponse à la situation. Cela ne veut pas dire que tout est automatique.

Chaque fois que l'on agit, la bourgeoisie dispose des moyens et de l'expérience pour riposter. Un vieux dicton dit : "L'eau dort, l'ennemi ne dort pas"[3]. On peut commettre des erreurs, mais agir sans connaitre les plans de l'adversaire, cela expose à la confusion! Dans la lutte syndicale, les erreurs commises sont omniprésentes. Par exemple : après une réorganisation, un syndicat peut disparaitre parce que les militants n'ont pas pris en compte et anticipé les conséquences de la restructuration de l'entreprise.

Le travail au sein de la classe ouvrière et le travail politique nous obligent à avoir une connaissance complète de la société. Pour réussir un travail politique, il ne faut pas en rester dans le domaine que l'on connait. Il faut créer du lien avec l'extérieur et c'est un travail qui dépasse le travail syndical dans l'entreprise. La domination idéologique bourgeoise peut être définie selon trois catégories :

- la domination banale de l'idéologie bourgeoise (la routine quotidienne, la télévision abrutissante, les ragots de café du commerce, etc.);
- l'influence de l'organisation politique bourgeoise et petitebourgeoise, au travers de leurs militants, au sein de la classe ouvrière;
- la longue lutte économique et syndicale menée dans le cadre du capitalisme dans sa période ascendante qui a créé une couche privilégiée au sein du prolétariat imprégnée de l'idéologie bourgeoise et qui maintient les travailleurs sous la domination organisationnelle, politique et idéologique de celle-ci.

Il n'y a pas de formule magique pour lutter contre l'idéologie bourgeoise. Sans s'engager dans la lutte quotidienne, la lutte idéologique ne va jamais prendre de l'ampleur. Ainsi, quand on insiste pour amener des travailleurs à participer à une manifestation, qu'elle soit nationale ou non, mais qui n'est pas directement liée aux problèmes dans l'entreprise, on peut être critiqué par les camarades. Certains jugent cela comme "un hobby ou une maladie". Mais quand les lois des Macron et Rebsamen contre la classe ouvrière ont été votées, cela nous a donné l'opportunité d'expliquer aux travailleurs la position de classe du gouvernement et de celle de la bourgeoisie. Ce sont de tels évènements qui permettent aux travailleurs de comprendre leur erreur.

Toujours dans le même domaine, il faut créer des formes et des moyens collectifs pour former les travailleurs : assemblée générale, formation syndicale et politique, rédaction de tracts au sein de l'entre-prise... Il s'agit d'entrer dans le concret. Certaines expériences ont démontré que la diffusion de tracts de la CGT au niveau national ne dérange pas beaucoup la direction de l'entreprise. C'est un peu comme lorsqu'on attaque l'impérialisme des USA qui n'est pas là chez nous! Par contre, lorsque l'on fait un tract qui dénonce ce qui se passe dans l'entreprise, à la fois cela dérange beaucoup plus le patron et cela forme les ouvriers, tout en jouant un rôle mobilisateur. Pour un communiste, le travail syndical n'est pas le but final ni du temps perdu, c'est une forme de travail pour développer la lutte et se former dans la lutte.

La meilleure façon de former la conscience de classe, c'est la lutte et avec un moyen qui n'est pas dépassé : la grève. Ce qui manque aujourd'hui c'est un travail de base qui corresponde à la nouvelle situation économique et sociale, en particulier face à la restructuration du capitalisme, la flexibilité, la mobilité, la précarité, la soustraitance et l'ensemble des dispositifs dits de "mondialisation".

Les anciennes formes et modes d'action ne permettent pas d'entrainer dans la lutte la majorité des prolétaires divisés en titulaires, sous-traitants, détachés, intérimaires. Cela crée des difficultés et une rupture des organisations syndicales avec la classe. Le rôle des communistes, ce n'est ni de faire un constat, ni de simplement critiquer les autres : leur premier devoir, à partir des moyens existants, c'est de travailler essentiellement au sein de la classe. Comme à l'époque de l'Internationale communiste qui donnait les directives telles que celle-ci[4] :

Nous devons déclarer de la façon la plus catégorique que l'ouvrier communiste, l'ouvrier révolutionnaire qui n'adhère pas au syndicat de masse de sa profession, qui ne lutte pas pour transformer le syndicat réformiste en une véritable organisation syndicale de classe, qui ne lutte pas pour l'unité du mouvement syndical sur la base de la lutte de classe, cet ouvrier communiste, cet ouvrier révolutionnaire ne s'acquitte pas de son premier devoir prolétarien.

Sans tomber dans le mécanisme et le schématisme, les directives de l'Internationale communiste restent valables aujourd'hui. Si on veut organiser la classe, comment, avec quels moyens, avec qui, etc. - depuis de nombreuses années dans le monde entier l'expérience a montré qu'aucune lutte ne saurait être organisée simplement en donnant une directive. Sans avoir une organisation politique - le Parti communiste - la classe ouvrière ne peut pas s'organiser indépendamment de la bourgeoisie. La lutte spontanée sans présence de militants communistes au sein de la classe, bien qu'elle puisse apporter énormément de choses, reste dans le cadre d'une société bourgeoise où la victoire n'est que provisoire. Seule une organisation communiste capable d'"organiser la classe" peut nous mener au succès.

Si l'on n'a pas cette organisation aucune accumulation durable d'une force politique révolutionnaire n'est possible. Pour ne pas en rester au niveau d'un mouvement spontané, il faut avoir une organisation politique qui crée le lien politique et physique. Nous avons déjà écrit dans la *Voix des Communistes* à plusieurs reprises que le travail au sein de la classe n'est pas seulement mené sur le lieu de travail. Il y a également le quartier. Les communistes se sont-ils engagés dans cette voie? Pas vraiment jusqu'ici. Qu'est-ce qu'on peut faire? Dans le quartier, mise à part une poignée de lumpenprolétaires, il y a des chômeurs et des jeunes qui viennent de quitter l'école sans aucune issue de pouvoir obtenir de travail.

La vague de dépolitisation connue depuis les années 1980 commence à être analysée par le mouvement ouvrier mais cela reste encore faible. Il n'y a pas assez de prise en compte de l'aspect politique dans le travail syndical. Une remise en cause de l'"apolitisme" syndical est en train de se développer, ces deux dernières années, sous l'effet des attaques de la bourgeoisie, au travers de lois relatives au code du travail, de l'état d'urgence, la crise, la guerre, etc. Mais on est très loin d'un saut qualitatif. Il faut élargir l'intervention de nos militants au sein des débats publics qui se développent : pour disposer d'informations mais aussi parce que c'est un miroir qui reflète le degré de conscience de classe. Évidemment, il faut bien choisir la cible au moyen d'un échange collectif et en se partageant les tâches. Lutter sans avoir une perspective anticapitaliste, c'est possible. De nombreux exemples existent. Mais les résultats et victoires obtenus par la lutte sont limités. Même avec les victoires, les mouvements ne s'inscrivent pas dans la durée, faute de manque de conscience politique (liée au défaut d'une organisation politique reconnue par la classe). Les attaques du gouvernement sont une belle occasion de montrer les limites de la lutte économique. Lénine[5]:

Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses.

# La classe ouvrière n'a pas confiance dans les organisations politiques. Pourquoi? Pour un certain nombre de raisons suivantes :

- La propagande antiorganisation de la bourgeoisie est forte. Ainsi, la bourgeoisie est sure d'éloigner d'elle tout danger de réaction de

classe auquel elle aurait à s'affronter. Quand l'idéologie bourgeoisie est dominante, parfois la lutte contre l'esprit tordu chez les ouvriers est beaucoup plus difficile qu'une riposte face à une agression ou à la répression du patronat. Si le travailleur nous suivait selon des simples slogans et de l'agitation, ce serait facile.

- Une petite partie de la classe est organisée dans diverses organisations mais elles sont minoritaires dans le paysage politique. Il existe une forte division idéologique et politique. On peut y voir l'influence importante de la petite bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.
- Il y a aussi un courant contestataire qui n'a pas confiance en la classe ouvrière.
- L'influence du réformisme et du gauchisme-anarchisme (aventuriers). Ces deux formes se rejoignent dans la spontanéité. Elles ont en commun de ne pas chercher à créer un rapport de force pour le long terme qui assure la continuité du mouvement.
- Le manque de confiance en tant que classe est lié à des évènements comme la destruction du mouvement communiste international, la déviation du mouvement révolutionnaire...

La domination idéologique de la bourgeoisie lui permet de fixer l'ordre et le "jeu" politique du pays entre les forces réactionnaires. Il nous faut clarifier les positions de chaque force politique et quels sont les intérêts en jeu pour chaque classe ou fraction de classe, à travers tous les types d'évènements tels que : Air France, Charlie, 13 novembre 2015, la guerre, la Palestine... Par exemple le mode de pensée de la petite bourgeoisie se manifeste notamment au travers des qualifications comme : "les positions des gens", "la communauté", la "catégorie", "les jeunes", "les vieux", "la région", "le genre", etc. Le caractère de classe est dilué, estompé. Le rôle des communistes est à la fois de montrer ce caractère pour combattre les influences négatives dans la classe et d'accumuler des forces pour être à la hauteur du travail nécessaire.

Dans l'état actuel des forces communistes, quel travail peut-on envisager? Le travail syndical prend-t-il beaucoup de temps aux camarades qui y sont engagés? Oui, parfois, il y a de lourdes tâches. Que proposons-nous? Aujourd'hui les communistes n'ont pas à leur disposition une organisation de révolutionnaires professionnels. Nous tra-

vaillons avec des méthodes d'amateur. C'est notre réalité. Nous sommes obligés de le reconnaitre. Mais alors, comment sortir de l'amateurisme? Mutualiser notre énergie, mobiliser l'énergie de camarades au même moment et la coordonner.

Quant à la question de la "vague" réactionnaire et du lien avec le Front National, il faut constater qu'au-delà du FN, l'ensemble de la société impérialiste est touchée. Dans la concurrence internationale et la crise, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que la politique ultraréactionnaire. Mais il ne s'en suit pas mécaniquement la perspective d'un régime fasciste - elle a besoin d'un autre fonctionnement qui signifie : des lois sécuritaires, la réforme du code du travail, la restructuration étatique (région).

Les conflits interimpérialistes et la peur de ne pas contrôler la situation poussent la bourgeoisie à ces mesures. Sur l'ensemble du plan international, les conflits interimpérialistes deviennent de plus en plus aigus. Nous devons être attentifs à leur développement et savoir analyser leurs caractéristiques et leurs conséquences.

Un dernier point, la question des élections et l'influence au sein de la classe. La bourgeoisie tente de culpabiliser la classe ouvrière qui favoriserait le FN; pour certains, celle-ci serait la base du populisme ou du fascisme. La classe ouvrière n'est pas la base sociale principale du FN, quoiqu'en disent les enquêtes publiques qui tordent la réalité, même si pour une partie de la classe ouvrière non organisée politiquement son manque de conscience peut l'amener à se tromper. Il s'agit en fait d'une tentative d'effacer les clivages de classe. Car la société capitaliste est dans une crise grave : elle n'est pas dans la prospérité, elle est loin de la paix et elle est loin de maitriser la nouvelle situation.

Face à tous ces évènements, comme le disait Rosa Luxembourg : tous les grands problèmes politiques se résolvent par la force politique.

Pour conquérir une telle force politique, quelle est notre politique? Voilà notre tâche immédiate! Il s'agit de la première question à éclaircir:

- la tactique de développement d'une organisation communiste reconnue par la classe;
- la conduite d'une politique syndicale révolutionnaire au sein de la classe;

- la politique d'alliance et la tactique quotidienne - nos relations avec les autres forces sur le terrain, sur le plan politique.

Pour avoir une bonne tactique et un plan politique, il nous faut avoir une formation en économie politique pour comprendre le capitalisme, ses difficultés, les forces qui s'affrontent et celles qui peuvent y mettre fin. Lénine[6] :

[...] la politique bourgeoise, réformiste [...]. La scission internationale de l'ensemble du mouvement ouvrier s'est déjà, aujourd'hui, entièrement manifestée (2e et 3e Internationales) [...] Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé, depuis 1917, à l'échelle mondiale.

Ce débat doit être mené avec les communistes en France et aussi au sein de la classe ouvrière avec nos propres moyens. Le travail au sein de la classe, pour nous, c'est vital. Nous ne pouvons pas attendre de finaliser toutes les tâches théoriques et politiques pour travailler au sein de la classe ouvrière. Et notre petite expérience montre qu'on peut avancer dans la lutte même si elle reste partielle. Et sans cette lutte, il ne peut pas y avoir de prise de conscience de la classe.

#### **Notes**

1. À ce sujet on peut consulter des extraits du livre Le Capital :

Karl Marx, Le Capital - Livre 3e - 3e section : La loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

http://321ignition.free.fr/pag/fr/lin/pag\_008/Marx\_009.htm

- 2. V. I. Lénine, Oeuvres complètes, tome 12, p. 472.
- 3. Proverbe turc : "Su uyur, düşman uyumaz"

- 4. G. Dimitrov, Rapport au 7e Congrès de l'IC (aout 1935) : L'Offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme.
- G. Dimitrov, Oeuvres choisies; Paris, Éditions sociales, 1952; p. 91. http://321ignition.free.fr/pag/fr/lin/pag\_003/1935\_08\_02\_IC\_VII\_Dimitrov.htm
- 5. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 421.
- https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200m.htm
- 6. V. I. Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme Préface aux éditions française et allemande (juillet 1920); Oeuvres, tome 22, Paris, Éditions sociales, 1960; p. 211
- https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp0.htm

## Pourquoi la lutte doit-elle devenir politique?

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 22, janvier 2018 - p. 8-11

Macron a lancé avec ses ordonnances une attaque générale contre les travailleurs qui s'articule avec des mesures répressives. Les ordonnances sont la continuité, l'accentuation des contreréformes menées depuis une quarantaine d'années en France à l'encontre du monde du travail.

Ces politiques sont clairement au service de la classe capitaliste. Macron, par ses déclarations fracassantes sur le "bordel", les "fainéants", a montré toute la haine de classe des gouvernants à l'égard des travailleurs. D'où la réaction populaire qui considère Macron comme "le président des riches".

Dans les manifestations, tout le monde en a conscience, c'est en luttant fort et tous ensemble que l'on pourra mettre en échec ce gouvernement. La lutte des classes est donc bel et bien d'actualité. N'est-ce pas le milliardaire américain Warren Buffet qui disait : "Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de gagner." Comment inverser cette tendance? Voilà l'objet de notre réflexion.

### Principes de la lutte de classes

"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes."

"La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat."

(Marx-Engels, Le Manifeste du Parti communiste[1].)

La lutte des classes existe. Elle a le caractère d'une lutte entre exploiteurs et exploités. Les exploiteurs, c'est la bourgeoisie ou le capital, c'est-à-dire les détenteurs du capital et leurs associés directs qui disposent des usines, des moyens de production. Les exploités, ce sont ceux qui n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail, et qui sont ainsi réduits à la situation de travailleurs salariés.

D'un côté, le capital a besoin pour faire davantage de profits d'exploiter toujours plus la main d'oeuvre salariée, d'un autre côté, les salariés doivent résister et combattre le capital afin d'améliorer leurs conditions de vie, diminuer leur temps de travail, augmenter leurs salaires. C'est la lutte des classes. Toute l'histoire du 19e siècle à nos jours démontre l'existence de cette lutte antagonique entre le salariat et le capital.

Les congés payés, la semaine de 40 heures, les libertés syndicales, la sécurité sociale - ces droits ne sont pas tombés du ciel mais issus d'un rapport de force. Ce sont des conquêtes issues de la lutte de classes, et en première ligne de la combattivité du mouvement ouvrier. De l'autre côté, les réformes des retraites de Sarkozy-Hollande, les ordonnances de Macron, ne découlent pas non plus de la méchanceté de tel ou tel président. C'est une politique de classe qui a pour but d'élever les profits des groupes capitalistes au sein de la concurrence européenne et mondiale. C'est dans un contexte d'affaiblissement et de division du camp des travailleurs que la classe bourgeoise a pu revenir sur les acquis sociaux. Le rapport de forces au sein de la lutte des classes aujourd'hui est temporairement en faveur de la bourgeoisie.

### Les syndicats et la lutte des classes

Tous ceux qui se mobilisent aujourd'hui en ont conscience. Il est nécessaire de construire un rapport de force face au patronat dans les entreprises ou face au gouvernement lorsqu'il s'agit de combattre une contreréforme nationale. Le levier principal pour mener cette lutte est le syndicat. Le syndicat dirige la lutte économique, c'est-à-dire la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence et de travail.

Lénine écrit : "Impuissant quand il est isolé, l'ouvrier devient une force quand il s'unit à ses camarades; il est alors capable de lutter contre le capitaliste et de lui tenir tête[2]." Il ne faut pas oublier l'importance de ce commentaire de Lénine. L'union des travailleurs par le

biais de leur organisation dans les syndicats est un premier pas pour se défendre dans le cadre de la lutte des classes. Aujourd'hui, certains courants politiques de gauche voudraient se passer des syndicats, tentent d'agir en mobilisant les couches travailleuses uniquement hors des entreprises. C'est un rêve creux. Cela revient à renoncer à ce qui est un facteur essentiel de cohésion des masses. La force de la classe ouvrière provient justement de son organisation de classe à la base, dans l'entreprise. Vouloir, ou croire pouvoir se passer de cette force est une erreur monumentale. C'est renforcer le camp de la classe bourgeoise, c'est lui donner les mains libres dans chacun de ses centres de production pour exploiter davantage les travailleurs! Ceux qui ont regardé l'émission "Cash Investigation" sur le travail à Lidl ont compris que l'absence de syndicats entraine des conditions de travail dignes du 19e siècle.

Le syndicat est indispensable à la base. Chaque entreprise doit devenir une citadelle de lutte face aux mesures patronales. Mais précisément pour cela, il ne faut pas limiter l'action à l'entreprise, mais au contraire lier le combat quotidien pour l'amélioration des conditions de travail à la lutte contre l'offensive générale du capital. Comme l'écrit Lozovsky, secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge, contrairement aux réformistes qui dans les syndicats déshabituent les masses de l'action, "notre tâche est de faire de l'action des masses la pierre angulaire de notre activité"[3]. La force pour la victoire de nos actions et de nos objectifs réside dans la capacité à mobiliser les travailleurs. Lozovsky: "L'envergure du succès de chaque action dépend des conditions objectives de chaque pays, du niveau de mentalité révolutionnaire atteint par les masses et de la solidarité de ces dernières [4]."

## La lutte des classes dans tous les domaines de la société

La lutte des classes ne peut pas se réduire simplement au combat syndical.

Premièrement : si la classe ouvrière limite son action à ce combat pour ses intérêts immédiats, les succès qu'elle remportera ne pourront pas être durables. La classe capitaliste détient la puissance économique et dispose de l'appareil d'État; or la lutte économique

combat certaines conséquences, certains effets du capitalisme mais elle n'atteint pas ce même capitalisme en tant que cause fondamentale de la misère.

**Deuxièmement :** (Lozovsky) "Les classes dominantes ne s'arrêtent dans leur lutte devant aucune méthode pour affermir leur puissance de classe et déploient, en même temps que l'appareil de perversion morale et intellectuelle (presse jaune, école bourgeoise, Église, parlementarisme, etc.) celui de l'oppression physique sous forme de police, d'armée, de justice et autres agréments de la dictature bourgeoise[5]."

D'un côté, les classes laborieuses ne peuvent obtenir que des satisfactions temporaires par le biais des syndicats car ceux-ci ne peuvent renverser le capitalisme. Ce dernier existe toujours et selon le rapport de force il peut revenir sur ce qu'il a cédé. D'un autre côté la lutte des classes imprègne toute la société (la culture, la politique...) et le capital est constitué en classe dominante. Aussi, (Marx-Engels) "les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle" [6].

La domination économique de la bourgeoisie lui a permis de prendre le pouvoir politique. L'État sert donc de relais à la domination du capital sur la société. Les forces de police, la justice, les mesures que prend l'État maintiennent un cadre juridique en faveur de la bourgeoisie. Tous les faits de la vie réelle tendent à montrer cela. Les salariés qui luttent contre leur licenciement finissent toujours par perdre face au capital, même en justice. Prenez le cas des Goodyear. Malgré leur lutte exemplaire, les salariés ont fini par être licencié. L'État est venu au secours des patrons.

Toute la machine policière et de justice est orientée contre les travailleurs. Ce sont les salariés de GM&S et non leur patron licencieur qui ont dû affronter les CRS à plusieurs reprises. Il y a en permanence deux poids, deux mesures dans les décisions de justice face à la répression policière touchant les travailleurs ou les quartiers populaires. D'un côté, comme dans les affaires Adama Traoré, Théo, Rémi Fraisse, les policiers ne sont jamais condamnés. Leur violence est reconnue légitime par la justice. D'un autre côté, dans le cas des Good-

year, de la chemise d'Air France, les condamnations sont exemplaires, excessives, revêtent un caractère de classe.

Enfin, il est une idée importante à battre en brèche : l'État "social". C'est un mythe inventé par les courants réformistes qui pensent obtenir l'harmonie entre classes sociales dans le cadre du capitalisme. La réalité montre bien que c'est impossible. Dans beaucoup de luttes, les travailleurs lancent un appel à l'État pour leur venir en aide. Dans combien de cas, l'État a-t-il tranché en faveur des salariés plutôt qu'en faveur du patron? L'État "social" ou au-dessus des classes est un leurre entretenu par les partisans de la conciliation sociale. S'il est vrai que certains services d'État comme la santé ou l'éducation avaient durant une première époque d'après-guerre une coloration "sociale", c'est parce que les luttes révolutionnaires antérieures ont imposé par la force ces progrès. Quant aux prétendues politiques pour favoriser l'emploi, elles n'ont jamais eu d'autre objectif que de faire bénéficier le capital d'une armée de réserve de chômeurs tout en lui évitant les inconvénients qu'implique l'entretien de cette masse de personnes sans ressources. Le seul État réellement "social" adviendra par l'instauration d'une société socialiste, abolissant les rapports de production capitalistes. D'où l'impuissance de ceux qui appellent de leurs voeux un État "social" tout en perpétuant le capitalisme.

En réalité, pour que les travailleurs puissent mettre fin à leur situation d'exploités, le préalable est dans la mobilisation large et massive de la classe, l'appel à la solidarité de classe, à la constitution d'un solide rapport de force face au patronat et à l'État de classe.

### La lutte politique, stade suprême de la lutte des classes

La lutte syndicale est vitale mais souvent insuffisante car elle combat les conséquences du système capitaliste. Elle ne permet pas aux travailleurs de lutter dans une seule et même direction selon un but précis. La lutte politique est seule à même d'unifier la classe dans un seul et même but, celui de renverser le capitalisme et instaurer un pouvoir des travailleurs. Lénine écrit (souligné par lui)[7]:

L'activité politique des social-démocrates [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] consiste à aider au développement et à l'organisation du mouvement ouvrier en Russie, à sa transformation, de tentatives

isolées de protestation, de "révoltes" et de grèves - tentatives dépourvues de toute idée directrice -, en une lutte cohérente de **toute la classe** ouvrière russe contre le régime bourgeois, lutte tendant à exproprier les exploiteurs, à détruire le régime social fondé sur l'oppression du travailleur.

Quel est pour les communistes le but politique que doivent se fixer les travailleurs? Selon le Manifeste du Parti communiste[8] :

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. [...] Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Comment mener cette lutte politique? La lutte politique consiste à s'organiser pour renverser le capitalisme. En effet, la bourgeoisie dispose d'une force très centralisée et organisée. Elle organise, comme dit plus haut, tout un appareil d'État à son service avec des institutions, des lois, une justice, une police qui font appliquer des lois en faveur des patrons. Mener la lutte politique, c'est donc militer au quotidien pour renverser le système et l'État qui est à l'origine des politiques antiouvrières. C'est faire en sorte de remplacer la société appliquant la loi du profit, par la société socialiste libérant la classe ouvrière de sa situation de classe exploitée.

Mais la lutte politique ne consiste pas simplement à se mettre "en mouvement". Il s'agit de construire un Parti, une direction politique de classe, répondant à l'intérêt de l'ensemble des travailleurs! C'est donc militer pour un parti politique indépendant de la bourgeoisie. La bourgeoisie s'appuie sur toute une variété de partis et mouvements politiques. Certains assument ouvertement leur allégeance de classe. D'autres feignent de diverses manières de vouloir assurer le bonheur aux travailleurs, tout en jouant dans les faits un rôle d'auxiliaire du pouvoir bourgeois; ils maintiennent ainsi les travailleurs dans une situation de subordination et de dépendance vis-à-vis de leurs exploiteurs. Notre chemin est celui vers la constitution de la classe ouvrière en force consciente d'elle-même, face à la bourgeoisie comme ennemi dont les intérêts sont en opposition irréconciliable avec ceux de la classe ouvrière. Il s'agit aussi par la création d'un Parti communiste de

faire en sorte que ses dirigeants proviennent des classes ouvrières et des couches populaires.

Être communiste marxiste-léniniste aujourd'hui? Cela veut dire être toujours et à tout moment, un lutteur, un entraineur des travailleurs et des jeunes, un organisateur, un propagandiste, celui en qui on a confiance, qui met en place des initiatives pour lutter contre la bourgeoisie.

Mener la lutte politique est finalement une tâche vitale, difficile aussi. Mais c'est le sillon que nous essayons de creuser pour faire en sorte que la classe qui n'a rien soit celle qui "gagne" la lutte des classes, pour reprendre l'expression de Warren Buffet.

## Rejoins-nous pour un autre avenir, une alternative réalisable : le Communisme !

#### **Notes**

1. K. Marx-F. Engels, Manifeste du Parti communiste (1848) (Traduction de Laura Lafargue, 1893, revue par l'éditeur); Paris, Éditions sociales, 1948, réédition 1966; p. 27 et p. 29.

http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/manifeste\_communiste/manifeste\_communiste.html

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm

2. V. I. Lénine, Commentaire du projet de programme du POSDR (juin-juillet 1896); Oeuvres, tome 2, Paris, Éditions sociales, 1966; p. 99 https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1896/00/vil18960000.htm

3. A. Lozovsky, Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge; Paris, Librairie du travail, 1922; p. 9.

Selon la présentation (p. 3) : "Cette brochure a pour objet de développer le programme d'action adopté par le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge et le 3e Congrès de l'Internationale Communiste. [...] Notre brochure constitue donc un essai de développement des points essentiels de ce programme, une tentative d'indiquer les étapes essentielles de la lutte du prolétariat dans l'époque contemporaine et les conditions dans lesquelles se livre cette lutte."

- 4. Ibid., p. 12.
- 5. Ibid., p. 13.
- 6. K. Marx-F. Engels, L'idéologie allemande Première partie: Feuerbach (Traduction de Renée Cartelle et Gilbert Badia); Paris, Éditions sociales, 1968. p. 74. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels\_Marx/ideologie\_allemande/ideologie\_allemande.html
  https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000c.htm
- 7. V. I. Lénine, Ce que sont les amis du peuple (printemps-été 1894) Fascicule 3; Oeuvres, tome 1, Paris, Éditions sociales, 1958; p. 323.
- 8. K. Marx-F. Engels, Manifeste du Parti communiste; op. cit., p. 54-55. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000b.htm

# État de la lutte de classe Bilan et perspectives

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 24, septembre 2018 - p. 4-8

Aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier et communiste, il est souvent mis en avant la faiblesse du mouvement et l'échec des mobilisations revendicatives : si cela continue comme cela "on est mort", entend-on dire.

S'en tenir à ce constat bien réel n'est pourtant pas suffisant si l'on veut trouver les solutions pour sortir de cette situation. La situation dans le camp de la bourgeoisie, les contradictions qui s'aggravent pour elle dans la société capitaliste et qui poussent à mettre en avant la nécessité d'une rupture radicale avec le capitalisme sont à prendre en considération. Le dynamisme de la lutte prolétarienne n'est pas le résultat d'idées préconçues sorties de l'esprit, elle est à découvrir dans la société et le développement de la lutte de classe.

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a pas réussi à vraiment sortir depuis 2008 d'une situation de crise. C'est pourquoi pour assurer la reproduction du capital avec profit elle n'a d'autre alternative que de s'en prendre aux travailleurs, ce qui implique inévitablement l'accentuation de leur exploitation, le chômage, le racisme, la guerre, les conflits ethniques et communautaristes...

Mais en menant cette politique, elle est loin de maitriser la situation. Les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie et leurs partis s'aggravent. En témoignent les "scandales" d'État qui s'enchainent et qui révèlent ses faiblesses et la difficulté à exercer son pouvoir.

Pour les marxistes-léninistes la question "quelle classe détient le pouvoir?" est au coeur de la compréhension des conflits au sein du capitalisme. Quoi que fasse la bourgeoisie, elle ne peut résoudre les problèmes qui s'imposent à elle. Ce ne sont pas les "mauvaises politiques" de tel ou tel politicien qui sont en cause. C'est pourquoi, quelle que soit la politique menée, le prolétariat et tous les travailleurs sont entrainés à connaître une situation de plus en plus difficile et précaire et à subir des comportements et idées réactionnaires, extrémistes.

La situation internationale intervient à l'égard des difficultés de chaque bourgeoisie dans le monde. Les relations entre les pays impérialistes, leur mode de domination, les alliances et affrontements influent sur la situation intérieure de chaque pays. L'affaiblissement du mouvement communiste a aussi des conséquences majeures négatives sur le niveau de combattivité des travailleurs et leur mobilisation contre les attaques de la bourgeoisie. Sans comprendre cette situation objective nationale et internationale, les communistes et les travailleurs sont désarmés, incapables de mener une lutte de classe efficace.

Cette lutte ne peut être suscitée par la simple agitation. L'évolution des conditions objectives joue un rôle fondamental et les communistes doivent orienter cette lutte par un travail d'analyse scientifique de la réalité. Une organisation qui ne maitrise pas la théorie marxisteléniniste, qui ne fonctionne pas sur la base du centralisme démocratique, qui ne s'investit pas au sein de la classe ouvrière n'a pas d'avenir. Voilà pourquoi les communistes marxistes-léninistes travaillent à la construction d'une organisation politique communiste indépendante de la bourgeoisie dont la tâche fondamentale est de construire la ligne théorique-politique du prolétariat. C'est un vaste programme : analyser le capitalisme, l'impérialisme (autrement dit le capitalisme aujourd'hui, ses contradictions et difficultés), la composition de la classe ouvrière, l'évolution de la société et des mouvements ouvriers dans les 30-40 dernières années, les formes de la lutte, le type de revendications, les choix organisationnels, les raisons des échecs et des succès...

#### La situation en France

Depuis quelques années, le pouvoir d'État sous les gouvernements Sarkozy, Hollande et maintenant Macron a entrepris de manière continue une vaste offensive visant à supprimer toutes les conquêtes sociales et les concessions faites aux travailleurs, pour permettre aux capitalistes de renforcer et rationaliser avec profit l'exploitation de la force de travail.

Durant les premiers six mois de cette année, on a vu les travailleurs de la santé, les fonctionnaires et les retraités se mobiliser pour revendiquer et protester contre les mesures prises ou annoncées par le gouvernement. Des milliers de jeunes ont manifesté avec des formes de lutte diverses, occupation de leur fac comprise. Nombre de grèves ont été déclenchées dans divers secteurs.

Mais c'est par la lutte des cheminots que la confrontation entre les travailleurs et le pouvoir de la bourgeoisie a pris un caractère d'un affrontement politique entre les deux classes fondamentales aux intérêts diamétralement opposés de la société capitaliste : le prolétariat et la bourgeoisie.

Voilà pourquoi nous avons encouragé les travailleurs, là où nous étions, à tout faire pour que la lutte des cheminots soit victorieuse, pour l'intérêt de toute la classe et de la lutte contre les autres "réformes" prévues par le gouvernement. Cette lutte, sa durée, quelles qu'en soient les faiblesses et les critiques que l'on peut en faire, entraine chez les syndicalistes et militants politiques une réflexion, une prise de conscience accrue du caractère de classe de l'État bourgeois, de la nécessité de s'organiser pour lutter.

Instruits par les luttes précédentes contre les lois travail, les militants et syndicalistes conscients craignent que cette lutte ne se termine aussi par une défaite des cheminots.

Certains préconisent la grève nationale générale, illimitée ou non. Des initiatives sont prises par certaines UD et UL CGT pour préparer le prochain congrès de la CGT en 2019 et changer la politique syndicale. D'autres regrettent que la solidarité n'ait pas été systématiquement organisée et généralisée pour mobiliser l'ensemble des travailleurs derrière la lutte des cheminots. Ces questions et bien d'autres doivent être discutées librement, ouvertement dans les syndicats CGT. Aux camarades fatalistes qui craignent une démobilisation des travailleurs si la lutte des cheminots n'aboutit pas, nous disons que la lutte de classe est une réalité objective indépendante de la volonté des capitalistes comme des prolétaires. Elle est provoquée par l'aggravation des contradictions du système lui-même, et d'autres affrontements entre le capital et le travail, même plus âpres auront lieu à l'avenir. Les travailleurs font leur propre expérience dans la lutte et sauront tirer les leçons de leurs victoires et surtout de leurs échecs. La propagande et l'agitation des communistes aideront à cette prise conscience. Mais la conscience de classe n'est pas simplement le résultat d'un travail d'explication et d'agitation. La prise de conscience est le résultat de l'expérience de la lutte éclairée par l'analyse scientifique de la théorie marxiste-léniniste.

Aujourd'hui chaque lutte et chaque défaite peuvent conduire à une prise de conscience de classe d'un niveau supérieur. Celle des cheminots entraine les militants politisés à se poser des questions et à essayer de trouver des solutions pour retrouver le chemin de la lutte victorieuse. Bien que le mouvement n'ait pas gagné, la durée, la ténacité, les diverses formes de lutte inquiètent la bourgeoisie. Elle s'inquiète des dangers provenant des extrémistes et au nom de la lutte contre eux elle s'en prend aux syndicalistes, aux étudiants, aux militants solidaires avec les migrants, aux jeunes des quartiers défavorisés. L'affaire Benalla illustre cette nervosité des milieux dirigeants bourgeois qui les pousse à fermer les yeux sur des méthodes policières "hors la loi". Ces pratiques sont inhérentes à l'État bourgeois qui a peur du développement de la lutte de classe.

## Des causes fondamentales de la faiblesse du mouvement ouvrier

La lutte des cheminots a révélé au grand jour les faiblesses politiques et syndicales des prolétaires. En comprendre les raisons permet d'agir pour les combattre.

L'échec des luttes c'est l'échec du réformisme et des illusions qu'il a propagé chez les travailleurs!

La domination politique et syndicale du réformisme n'est pas récente. Les réformistes ont longtemps entretenu et continuent d'entretenir l'illusion qu'on peut obtenir des concessions de la bourgeoisie par une politique de "dialogue social" et de partenariat. Les syndicalistes sont devenus des cogestionnaires du capitalisme. Cette politique a eu comme première conséquence l'affaiblissement des syndicats.

Les organisations syndicales se sont éloignées des travailleurs pour plusieurs raisons :

- La disparition des grandes concentrations et sites industriels (1980 mines, sidérurgie). La réorganisation du capital : la délocalisation, l'externalisation, etc.
- L'évolution de la division du travail (sous-traitance, intérim, salariés détachés, salariés prêtés, CDD, stagiaires, apprentis...).

- L'organisation hiérarchique des travailleurs (division des salariés sur la base de diverses catégories : ouvriers, Etam et cadres) et parfois sur des critères ethniques.
- Sans oublier la pression permanente de la bourgeoisie sous toutes ses formes : licenciement, harcèlement, discrimination, corruption ou tentative de corruption.
- Le comportement corporatiste : les élus des syndicats ne se sont pas considérés comme les élus de la classe dans son ensemble mais de leur corporation, des seuls travailleurs sur leur lieu de travail. Il s'est exprimé par exemple chez les cheminots ou les infirmiers depuis longtemps. On a cru qu'on pouvait défendre l'intérêt des travailleurs et salaries dans le cadre réduit de l'entreprise de façon durable. Cette illusion toujours très vivace dans la conscience de la classe ouvrière doit être combattue.

La classe ouvrière n'a pas aujourd'hui de conscience anticapitaliste même si les affrontements comme celui des cheminots avec le pouvoir d'État ont pris un caractère politique. Elle n'a pas compris la distinction entre les revendications de caractère national de classe et le corporatisme. Pour exemples, la question des retraites (passage de 37 ans à 42,5 ans) et celle des droits de représentativité syndicale. En fait, ce sont des régressions qui touchent toute la classe.

Pour expliquer les défaites, certains militants mettent en cause le rôle négatif des confédérations syndicales actuelles. Loin de nous l'idée de défendre les dirigeants des confédérations ou leur politique. Aucune direction de confédération ne défend une position de classe. La revendication de l'abolition du salariat a été abandonnée depuis longtemps. On peut critiquer telle ou telle tactique ou pratique syndicale menée par une confédération. Mais pour les marxistes-léninistes, ce qui est essentiel, c'est qu'une confédération a des adhérents, elle regroupe des travailleurs. Les luttes se produisent même contre la volonté et l'inertie des confédérations. Celles-ci ne peuvent arrêter la lutte de classe.

L'unité syndicale sur la base de la défense des intérêts de classe et dans la lutte a toujours été la politique fondamentale des communistes. Et cette unité sera d'autant plus solide et forte qu'elle sera dirigée par un véritable parti communiste.

D'autres militants mettent en avant la question de la grève générale. Mais étant donné le niveau actuel de conscience de classe elle n'est pas réalisable. La classe est loin de se mobiliser sur la base de revendications nationales à caractère politique. En témoigne l'initiative de la collecte de solidarité avec les cheminots qui n'a pas été généralisée par les syndicats, seulement 28.000 personnes y ont contribué (c'est peu même si la somme recueillie dépasse le million d'euros).

De même les grandes manifestations sur les Champs-Élysées : cela a conduit à quels résultats? En revanche une vingtaine de syndicats ont demandé pourquoi les grèves n'ont pas été organisées en même temps dans plusieurs entreprises. Cela entraine une autre question : pourquoi cela n'a pas été fait ne serait-ce que par eux-mêmes?

Aucune des interrogations et propositions ne peut à elle seule résoudre la question de la mobilisation des travailleurs dans la lutte.

Elle est à la fois un problème de conscience et un problème organisationnel : par exemple, plus de 130.000 salariés travaillent dans la zone de l'aéroport de Roissy. Ils sont éparpillés dans plus d'un millier d'entreprises et dans des centaines de syndicats. Dans d'autres secteurs, comme à Peugeot, les travailleurs sont dispersés sur plusieurs centres; concernant les sous-traitants, l'externalisation et les intérims, on arrive à un nombre considérable de travailleurs qui ne font pas partie de l'entreprise et qui travaillent ensemble. Comment les organiser en commun sur leur lieu de travail et coordonner leurs luttes? La réponse se fait attendre.

Quant à la conscience de classe anticapitaliste, c'est là que l'existence du parti politique de la classe ouvrière menant une politique indépendante de tous les autres partis bourgeois et petits-bourgeois est fondamentale.

## Quelle politique pour les communistes?

Le rôle des communistes a toujours été tel qu'exprimé dans le Manifeste du Parti communiste (Marx-Engels) : Aider la classe à acquérir la conscience d'une classe luttant pour ses intérêts immédiats et stratégiques. Ils auront dans la lutte de classe à combattre concrètement l'influence du réformisme au sein de la classe et dans ses organisations.

Ils le feront en luttant contre l'apolitisme, le corporatisme, le communautarisme, et toutes les influences qui divisent la classe, contre le racisme et le FN. La lutte classe contre classe ne revêt pas une caractéristique nationale mais internationale.

Pour les marxistes-léninistes, construire le Parti c'est construire une organisation politique de classe dans la continuité qui permette de diriger toutes les formes de la lutte de la classe ouvrière et de tous les travailleurs (politique, syndicale-économique, culturelle...).

Sans une organisation communiste marxiste-léniniste, les expériences de lutte des travailleurs ne pourront servir pour les luttes à venir. Sans un parti communiste marxiste-léniniste, la lutte du prolétariat ne le conduira pas à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

En résumé voici les tâches qu'impose l'évolution de la société aux communistes :

- Construire une organisation communiste au niveau national sans se limiter au seul travail syndical.
- Créer l'unité de la classe qui passe par la lutte idéologique et politique contre tous les partis politiques réactionnaires (bourgeois et petits-bourgeois).
- Mener une lutte théorique, idéologique et politique constante.
- Former les militants qui vont travailler au sein de la classe ouvrière.
- Militer dans les syndicats sur le lieu de travail, mais avec des perspectives nationales.
- Rechercher et mettre en oeuvre des moyens et une organisation qui permettent de créer l'unité d'action des travailleurs regroupant CDI, Intérimaire, sous-traitant...
- Dénoncer régulièrement les manoeuvres de la bourgeoisie, la mise en concurrence des travailleurs.
- Propager la solidarité de classe par tous les moyens. Exemple : la grève de solidarité nationale et régionale.
- Défendre et propager l'idée qu'il ne peut y avoir de solution aux problèmes que la bourgeoisie pose aux travailleurs, dans la société capitaliste.

- Soutenir les luttes pour les revendications de classe partielles, y participer. Se battre pour les réformes liées aux intérêts de la classe n'est pas contradictoire avec la position précédente. Cependant, un communiste et tout travailleur sait très bien et l'actualité le prouve, que toute conquête sociale favorable aux travailleurs est tôt ou tard remise en question par le pouvoir bourgeois et les capitalistes qu'il sert.

Notre tâche fondamentale aujourd'hui c'est de construire une organisation communiste politique de classe, guidée par la théorie marxiste-léniniste.

22 juillet 2018

# Les "gilets jaunes" et les tâches des communistes marxistes-léninistes

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 25, mars 2019 - p. 3-12

Les mobilisations des "gilets jaunes" suscitent des appréciations diverses et variées. Certains constats sont partagés et conformes à la réalité, notamment deux : que, indépendamment des individualités de ceux qui jouent un rôle de "référent" ou sont mis en avant par les médias comme "figure", les populations touchées et impliquées incluent une forte composante prolétarienne ou semi-prolétarienne; et que ces évènements accentuent les facteurs de déstabilisation que subit le gouvernement, qui est déjà en position fragile du fait de l'incapacité de Macron de mettre en oeuvre la méthode de fonctionnement qu'il avait proposée à la bourgeoisie comme candidat aux élections présidentielles.

Il ne faut pas pour autant s'engouffrer dans des interprétations stéréotypées qui dévient vers une vision subjectiviste de la part de ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités. Par exemple[1] : "C'est une vague qui vient des entrailles du peuple, des damnés de la terre, surexploités par le capitalisme dont Macron est la figure de proue." La composition sociale des manifestations est hétérogène : travailleurs salariés ainsi que personnes appartenant aux couches pauvres des milieux prolétariens (chômeurs, retraités, familles monoparentales), couches inférieures de la petite bourgeoisie travailleuse (petits artisans, petits commerçants, petits transporteurs, petits paysans), autoentrepreneurs de toutes sortes, chefs d'entreprise. Les protestations contre les taxes sur le carburant sont largement partagées par les travailleurs, mais cette question constitue aussi un point de cristallisation qui permet aux représentants des couches de la petite bourgeoisie parties prenantes des mobilisations, d'assumer un rôle de figures de proue. Ainsi, sous un certain aspect, les mobilisations sont un symptôme du fait que des portions considérables de la petite bourgeoisie subissent les effets sur leurs conditions de vie, de la pression qu'exerce le capital confronté à la situation de crise économique prolongée. Ces couches sont effrayées par la menace du déclassement susceptible de les faire basculer dans la situation de prolétaires.

#### La nature des revendications

Le principe de base en ce qui concerne l'organisation est celui de la communication par les réseaux sociaux. La formulation des revendications exprimées a suivi le même mécanisme, du moins au niveau national. Cela a eu comme conséquence, dans un premier temps, un fleurissement d'expressions de mécontentement couvrant un large éventail : prix de l'essence, taxes sur le carburant, taxes de toutes sortes, cout de la vie, rejet du gouvernement et de Macron. Par la suite, bien que dans leur ensemble les mobilisations aient gardé un caractère bigarré, s'est établi partiellement un semblant de mouvement structuré, autour principalement de deux personnages représentatifs (Éric Drouet et Priscillia Ludosky). Une liste de revendications a été élaborée, toujours par voie de réseaux sociaux[2].

Quel que puisse être le degré d'influences directes émanent des forces politiques dont, officiellement, les "gilets jaunes" se démarquent, le fait est que des parentés considérables existent. Pour se mettre en avant, La France Insoumise dresse la liste des points qui, figurant parmi les revendications des "gilets jaunes", font partie également du programme de LFI présenté au cours de la campagne pour les élections présidentielles de 2017 et/ou ont fait l'objet, depuis, de propositions de loi[3]. Il se trouve que, sur un certain nombre de sujets, des orientations similaires sont promues par le Rassemblement National[4]. La coïncidence "gilets jaunes"/LFI/RN se remarque pour les revendications suivantes formulées par les "gilets jaunes" : Progressivité de l'impôt avec plus de tranches; Pas de prélèvement à la source; Que les gros payent gros et que les petits payent petit; Récupérer les 80 milliards de fraude fiscale; Retraite à 60 ans; Interdiction des délocalisations; Interdiction de brader les biens français; Plus de movens (justice, police, armée, éducation). En ce qui concerne la comparaison établie par LFI, s'ajoutent à cela les revendications suivantes : Augmenter le SMIC à 1300 euros; Revalorisation des retraites à 1200 euros minimum; Zéro SDF; Fin de la politique d'austérité; Cesser de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes; Fin du travail détaché; Sécurité de l'emploi; Retour au CDI comme norme; Emplois pour les chômeurs; Gaz et électricité publics et baisse des prix; Stop à la fermeture des petites lignes, des bureaux de postes, des écoles; Transport de marchandises par voies ferrées; Que les causes

des migrations forcées soient traitées; Déconnexion des temps électoraux des élections présidentielles et législatives. À noter en particulier le chiffrage à 1300 euros du SMIC, figurant effectivement dans le document "L'Avenir en commun" (plus précisément, 1326 euros pour 35 heures)[5].

### Le positionnement de la CGT

La CGT a clarifié progressivement, au niveau confédéral, sa façon d'intervenir en rapport avec les "gilets jaunes" : elle met en avant qu'une partie importante des revendications formulées par les "gilets jaunes" coïncident avec celles portées par la CGT, et elle tient compte du fait que parmi ses membres, nombreux sont ceux qui participent aussi aux mobilisations des "gilets jaunes". Cependant, aux niveaux inférieurs de la structure organisationnelle et à la base, certains "demandent [...] à la confédération d'accélérer le rapprochement" ou plus précisément considèrent que "la confédération devrait être à l'avant-garde de ce mouvement populaire" [6].

Des contacts entre des "gilets jaunes" d'une part, des syndicats CGT de l'autre, se sont produits ici et là. Il est utile d'en citer quelques exemples, afin de se rendre compte de ce que peuvent être - ou ne peuvent pas être - de telles initiatives.

Dans l'agglomération de Rouen, des rapprochements se sont établis entre des collectifs de "gilets jaunes" et les Union locales CGT[7]. La CGT a porté la revendication d'augmentations des salaires et du SMIC. Un appel à la grève a été lancé pour le 30 novembre par la CGT au sein de l'usine Renault à Cléon "pour ancrer cette colère" dans l'entreprise. Des rondpoints et d'autres entrées au site ont été bloqués. Outre le syndicat de l'usine et les "gilets jaunes", participaient des délégations d'autres entreprises et d'Unions locales CGT. Dans le secteur automobile également, on peut noter un appel à la grève sur quatre jours lancé par la CGT Michelin Blanzy (Saône-et-Loire) "afin de pouvoir participer à tous les points de blocages des Gilets Jaunes et celui de la CGT à l'échangeur vers Michelin"[8].

Les ports ainsi que les terminaux pétroliers constituent fréquemment une cible.

Le 20 novembre des "gilets jaunes" bloquent l'accès de la raffinerie Total de La Mède (située près de Marseille)[9]. Une intervention des

CRS les contraint à se replier, mais le 21 la CGT lance une mobilisation avant les négociations salariales annuelles programmées pour le lendemain. Le délégué CGT de la raffinerie : "80 % des postés sont en grève, nous arrêtons les expéditions, camions, bateaux. Cela donnera un bol d'air aux gilets jaunes. On est tous dans le même bateau." À Donges (près de Saint Nazaire)[10], le site de la raffinerie Total est bloqué par intermittence par des "gilets jaunes" à partir du 20 novembre, pour plusieurs jours, les expéditions sont perturbées. Le délégué CGT de la raffinerie : "On ne bloque pas les raffineries, on se met en grève. Donc on n'entrave pas la liberté de passage, mais on arrête les expéditions, on baisse les débits, on arrête les chargements, les approvisionnements des dépôts et des ports". La grève touche également la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) et celle de Feyzin (Rhône). En ce qui concerne les ports, des mouvements revendicatifs s'étaient développés pour des raisons spécifiques, en rapport avec la perspective d'une régionalisation des grands ports maritimes. Dès octobre dernier, des actions de protestation ont été menées à ce sujet par des syndicats CGT, elles se sont poursuivies après le surgissement des "gilets jaunes". Le 15 novembre le Premier ministre Édouard Philippe, lors d'une réunion du Comité interministériel de la mer annonce la décision de fusionner les ports du Havre, de Rouen et de Paris dans un établissement public unique. Alors les Fédérations CGT nationales des Ports et des Docks décident de rejoindre le mouvement des "gilets jaunes", à partir du 23 novembre[11]. L'un des porte-paroles indique : "De toute façon la plupart des dockers sont déjà des gilets jaunes à titre individuel, donc autant agir ensemble et de manière collective pour être plus efficaces. Nos patrons comprennent, car eux aussi souffrent de la hausse des taxes sur les carburants comme de la hausse des impôts en général." Mais la CGT incite simplement ses adhérents à rallier les "gilets jaunes" pendant les jours où ils ne travaillent pas, ou en dehors des heures de travail. "Même si le patronat comprend, les entreprises du transport et de la logistique souffrent du mouvement qui paralyse pas mal les échanges de marchandises, pas la peine d'en rajouter en manifestant sur nos heures de travail", explique un docker, "gilet jaune" à Calais.

Toujours dans le cadre de la protestation contre la fusion des ports de l'Axe Seine, le 3 décembre des dockers et agents portuaires CGT du port de commerce de Lorient débrayent et bloquent le boulevard de la Rade, à proximité de l'entrée du port de commerce qui, elle, reste libre d'accès[12]. Le même jour, des "gilets jaunes" rejoints par la CGT bloquent le terminal pétrolier Rubis de Grand-Quevilly, près de Rouen[13].

Le 2 décembre des "gilets jaunes" commencent à bloquer l'accès au dépôt pétrolier BP de Frontignan, près de Montpellier[14]. Aucun camion-citerne ne peut rentrer sur le site, mais les "gilets jaunes" laissent passer les automobilistes qui souhaitent se rendre aux domiciles et aux centres commerciaux situés près du dépôt. Le lendemain, le blocage s'étend à un des accès au port de Sète en soutien aux dockers et aux grutiers, dont des syndicalistes de la CGT, qui se sont mis en grève pour leurs propres revendications liées à des questions de pénibilité au travail. La grève s'étant arrêtée à midi, les "gilets jaunes" ont ensuite libéré l'accès au port. Le 4 à nouveau des "gilets jaunes" bloquent deux accès menant au port de Sète. Là, des dockers arrivent pour faire partir les "gilets jaunes" en déblayant les encombrants. Puis c'est le tour à des personnes cagoulées intervenant pour dégager les "gilets jaunes" qui restaient au dépôt pétrolier de Frontignan. Un docker justifie l'intervention en faisant valoir que les blocages ralentissaient l'activité du port, et que cela les pénalisait étant donné que leur prime dépend de l'activité du port.

À partir du 29 novembre, le port de marchandises de Brégaillon, à La Seyne sur Mer, était complètement paralysé par des barrages de "gilets jaunes" [15]. La zone était inaccessible pour les dockers de même que pour le personnel portuaire de la chambre de commerce, ce qui entrainait leur mise au chômage technique - mais il faut préciser qu'une partie des dockers sont payés à la tâche. Dans un premier temps les dockers réagissaient en bloquant eux-mêmes le 3 décembre l'entrée nord-est du centre-ville de La Seyne, dans l'espoir d'amener ainsi les "gilets jaunes" à stopper le blocage du port. Puis le 5, ils ont dégagé par la force l'accès au terminal de fret, au moyen de bulldozeurs.

Dans tous ces cas, l'intérêt du rapprochement des initiatives entre "gilets jaunes" et syndicats est principalement pratique : renforcer l'effet de pression d'une part sur le gouvernement, d'autre part sur la direction d'entreprise, par une simultanéité d'actions dans le temps.

C'est important, mais il ne s'agit que d'une coopération conjoncturelle, et pas d'une collaboration au plein sens du terme, qui montrerait une fusion organique entre syndicalistes et "gilets jaunes" dans un mouvement unique. La reconnaissance de ce fait ressort d'ailleurs indirectement d'un certain discours évasif souvent tenu par des syndicalistes : "Les syndicalistes et les gilets jaunes sont avant tout des citoyens"[16]. "Nous savons que les gilets jaunes ne veulent pas des syndicats, mais avant d'être des dockers, nous sommes aussi des citoyens"[17]. Parfois, dans les discussions au sujet des perspectives d'actions communes transparait la différence d'approche, objectivement incontournable. Côté "gilets jaunes", c'est parce que fondamentalement, pour ceux qui ne sont pas travailleurs salariés, le domaine des revendications centrées sur le rapport travailleur-employeur - même s'il peut se prolonger au-delà de l'entreprise pour inclure l'État - ne les concerne pas.

Extrait d'un reportage[18] : "Beaucoup, chez les gilets jaunes, disaient fermement ne pas vouloir rejoindre le mouvement syndical. "Parce qu'il est politisé et proche des entreprises. Les syndicats luttent pour la répartition du gâteau. Nous, on dit qu'il n'y aura bientôt plus de gâteau à se partager", notait Denis, un gilet jaune vichyssois, faisant notamment allusion aux salaires. "Le paradigme syndical est trop ancien. Aujourd'hui le pouvoir est horizontal, et non plus vertical", abondait Nadine, autre membre du mouvement du 17 novembre. "Les syndicats n'ont pas changé grand-chose en quarante ans", souf-flaient d'autres gilets jaunes."

Côté CGT, c'est parce que symétriquement, il faudrait parler politique pour expliquer en quoi il peut y avoir des objectifs communs. Il n'y a que le discours réformiste qui peut apporter un faux-semblant de raisonnement universel.

Extrait d'un communiqué de la Fédération CGT des Services publics[19] : "L'heure est à l'action pour gagner sur les revendications! [...] Gilets jaunes, gilets rouges, sans gilets, la Fédération CGT des Services publics soutient toutes celles et ceux qui luttent pour une répartition des richesses au bénéfice du plus grand nombre."

Extrait d'un tract de la CGT du site de Renault à Cléon[20] : "La mobilisation des gilets jaunes est un succès et c'est tant mieux! Ceux qui manifestent leur colère face à l'augmentation des prix ont mille

fois raison!!! Nous devons continuer, tous ensemble et exiger une meilleure répartition des richesses."

Pour certains militants politiques, une façon de faire face au caractère composite des protestations consiste à se focaliser sur des aspects pouvant être considérés comme spécifiquement liés aux intérêts des travailleurs, c'est-à-dire mettre en avant "les revendications qui sont d'abord sociales : augmentation des salaires et pensions, baisse des taxes, justice fiscale, services publics, etc."[21]. Cela les amène à un renouvèlement de l'économisme critiqué par Lénine[22], actualisé par une dose de réformisme social-démocrate. "La bonne voie, qui doit être la ligne que doit suivre la confédération [CGT], est celle de la convergence pour que la CGT puisse jouer son rôle de syndicat de transformation sociale, assurer une cohérence des revendications pour éviter une convergence droitière."

Ces problématiques restent controversées du côté autant des "gilets jaunes" que des syndicats. Au sein de la CGT notamment des interprétations diverses, et divergentes, se manifestent à différents niveaux. Quoi qu'il en soit, l'attitude de la part de la CGT, pour autant qu'elle consiste à tenter de favoriser certains axes revendicatifs des travailleurs tout en sollicitant les "gilets jaunes" à s'y associer, semble produire quelques effets positifs. Elle aide à faire comprendre aux "gilets jaunes" que la lutte, pour être efficace, ne peut pas se contenter de contacts individuels improvisés, mais doit s'appuyer de préférence sur des structures organisationnelles construites à travers des expériences antérieures. Ce n'est pas par hasard que ces efforts de la part de la CGT ont trouvé un écho favorable en particulier dans des localisations comme Toulouse, Nantes, Le Havre, Paris, où le mouvement ouvrier lui-même a la capacité suffisante pour agir selon sa propre initiative tout en maitrisant l'élargissement de l'action à des forces sans tradition de lutte. Inversement, cette structuration est plus difficile à construire quand il s'agit des petites et moyennes entreprises disséminées dans les zones périurbaines et rurales.

# Apolitisme, ou politique à la manière de secret de polichinelle

Les "gilets jaunes" insistent régulièrement pour affirmer qu'ils se conçoivent comme "apolitiques". Ce terme n'a pas de signification clairement définie, et il peut couvrir deux aspects différents, séparés. Tantôt il s'agit de la part de la composante petite-bourgeoise des "gilets jaunes", de mieux faire passer leurs revendications corporatistes. Tantôt il s'agit pour ceux qui se trouvent du côté des couches dites "populaires", d'exprimer le rejet de l'ensemble des partis politiques et de leurs représentants que sont le président, les ministres, les députés et autres. Ce rejet est tout à fait justifié. Interrogée sur l'éventualité d'une liste de "gilets jaunes" aux élections européennes, Priscillia Ludosky, elle, rétorque "je ne veux pas faire de politique", indique qu'elle "vote blanc, souvent" et qu'elle juge les partis "trop dans la promesse, avec un discours de gourou malsain" [23]. Néanmoins Benjamin Cauchy, "gilet jaune" politiquement marqué à droite, a raison d'affirmer à son égard qu'elle "fait de la politique, mais plus marquée à gauche" [24].

Ce qui pose problème, c'est la confusion qui règne dans les esprits entre, d'une part, cette critique justifiée de la réalité concrète caractérisant le régime politique en place, et d'autre part, "la politique" en général.

La nécessité de clarifier le rapport entre action pour des revendications matérielles et prise de position en termes de politique, n'a pas été amenée par les mobilisations des "gilets jaunes". Cette question traverse toute l'histoire du mouvement syndical. Une idée rependue consiste à considérer qu'un syndicaliste ne doit pas "faire de la politique". La confédération CGT-Force ouvrière incarne explicitement cette orientation. Par exemple, Jean-Claude Mailly, étant secrétaire général de FO, expliquait très clairement sa conception à ce sujet dans le contexte des élections présidentielles de 2012 [25]:

Je pense que dans une démocratie le rôle des syndicats n'est pas de faire de la politique politicienne. Quand on a une revendication on fait de la politique. Quand on obtient satisfaction sur tel ou tel point ça a des conséquences globales politiques au sens noble du terme. Maintenant les syndicats selon moi n'ont pas à rentrer dans le jeu politique. [...] De mon point de vue ce n'est pas le rôle d'une organisation syndicale de rentrer dans un débat politique. Le rôle d'un syndicat c'est de présenter les revendications, de défendre ces revendications, de négocier, d'agir, y compris par la grève pour les faire aboutir.

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle il y aura un gouvernement demain. Si l'on veut être libre en tant que syndicat face à ce gouvernement il ne faut pas s'être engagé dans la campagne. [...] Notre rôle en tant que syndicat c'est bien de porter les revendications le 1er mai, d'affirmer quelles sont nos revendications sans pour autant rentrer dans un jeu politicien "voter pour un tel ou voter pour un tel" [...] [Ce 1er mai 2012] appartient aux salariés. Le premier mai par définition historiquement c'est quoi, le premier mai c'est une journée de revendication et de solidarité internationale dans le monde entier [...] Mais le premier mai n'a pas à être politisé.

Les luttes récentes contre la "loi travail" et les "ordonnances Macron" ont mis en évidence qu'on ne peut pas dissocier l'action revendicative dans l'entreprise sur la base des conventions collectives, de l'action dirigée contre l'instance politique que constitue le gouvernement. Le syndicalisme qui s'interdit de caractériser la nature des gouvernements comme organe d'exercice du pouvoir de la bourgeoise, assume consciemment une collaboration à ce pouvoir.

D'un point de vue pratique, cet "apolitisme" des "gilets jaunes" signifie le refus d'avoir recours aux représentants des partis politiques. Ainsi par exemple, alors que François Ruffin, député LFI, vient rendre visite à un barrage de rondpoint, l'idée d'un soutien de sa part suscite les paroles suivantes de la part d'un manifestant[26] : "On sera peutêtre obligés, mais personnellement je préfèrerais qu'on reste sans politique. Je ne veux pas de représentant." Et un autre commentaire exprime explicitement le fond de cette vision : "Je ne pense pas que ce soit par les politiques que l'on arrivera à faire passer quelque chose. Là, c'est le peuple qui s'exprime et je pense qu'il faut qu'il soit entendu à sa juste valeur." Pour illustrer comment cette approche se met en oeuvre, voici un cas symptomatique. Selon ce qu'on peut lire dans la presse, "quasiment depuis la genèse du mouvement, Dominique Balasz gère la page Facebook des gilets jaunes du secteur d'Obernai"[27]. Il se dit courtisé par un syndicat Force ouvrière et deux partis, le Rassemblement national et la France insoumise. Sa position à ce sujet : "Ils peuvent participer, mais on ne montre aucune étiquette. Les gilets jaunes sont apolitiques. Ce qui me plaît dans ce mouvement, c'est qu'on brasse toute sorte de personnes, des retraités, des chômeurs,

des employés et même quelques cadres." L'article cité précise qu'il est salarié chez Peugeot et que sa femme est DRH.

#### La "démocratie directe"

Le principe d'un mécanisme de référendum permettant aux citoyens de soumettre des propositions de loi peut se décliner selon des variantes diverses, dont certaines existent déjà dans le fonctionnement des institutions parlementaires. Ceux qui pensent pouvoir "améliorer" l'exercice de la démocratie au moyen de tels dispositifs, se trompent lourdement, à un double titre. D'abord, pour que la pratique puisse être en accord avec la théorie, il faudrait que les mécanismes soient définis de manière à ce que le cas échéant, une décision prise au suffrage universel s'impose effectivement, quel que soit l'avis qui, sur le sujet tranché, prévaut au sein des institutions. Il est évident que le gouvernement, en supposant qu'il consentira à prendre en considération la demande concernant le référendum, veillera à poser de multiples garde-fous pour exclure les déconvenues du genre de ce qui s'est produit avec la sortie de la Grande-Bretagne, de l'Union européenne. Et puis, rien n'empêche jamais le pouvoir bourgeois d'imposer sa propre volonté s'il le juge nécessaire, en passant outre la volonté "démocratiquement" exprimée des citoyens, et ceci en employant les moyens appropriés - c'est-à-dire la force armée si nécessaire.

Là encore l'opportunisme et le réformisme version "syndicalisme de transformation sociale" emboitent le pas à l'idée qu'on puisse rendre démocratique la dictature de la bourgeoisie par un simple maquillage enjoliveuse de forme : tout en considérant comme prioritaires "les revendications sociales" les représentants de ces tendances jugent que le référendum d'initiative citoyenne "représente une revendication juste" [28].

Une orientation en apparence plus "radicale" se manifeste parmi les "gilets jaunes". Elle conçoit la mise en oeuvre de la "démocratie directe" non pas comme un additif à la démocratie parlementaire, mais comme l'application universelle d'une méthode d'organisation autonome à la base, pour court-circuiter les institutions. C'est la façon la plus aboutie d'ignorer la division de la société capitaliste en classes, division qui pourtant justement se reflète au sein des "gilets jaunes". Ce serait "le peuple qui s'exprime" à travers l'organisation et la prise de

décisions dans le cadre "d'assemblées populaires". Cette méthode va de pair avec l'idée selon laquelle "le peuple", c'est "tout le monde". Un "Appel des gilets jaunes de Commercy à des assemblées populaires partout" exemplifie cette vision. Voici quelques extraits[29] :

[...] nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. [...] Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région! [...] Mais nous ne voulons pas de "représentants" qui finiraient forcément par parler à notre place! [...] À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font déjà remonter notre colère et nos revendications. Ils savent déjà qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent! [...] il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où "ceux qui ne sont rien" [...] reprennent le pouvoir [...] sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. [...] nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. [...] Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. [...] Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes [...] se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité!

Certains syndicalistes s'engouffrent dans cette illusion de la "démocratie directe", ce qui les amène à une vision faisant disparaitre la lutte de classe. Ainsi dans un tract émanant d'Info'Com-CGT "Appel aux gilets jaunes : gagner ensemble, c'est possible!", publié au sujet des manifestations du 1er décembre 2018 [30], on lit :

Le mouvement des "gilets jaunes" exprime depuis le 17 novembre dernier, le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité. [...] Notre objectif commun est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple. Un pouvoir qui lui revient pleinement de droit.

Il est vrai qu'ainsi les "gilets jaunes", selon leur conscience subjective, "font de la politique" en dehors des partis. Néanmoins, prétendre que chaque personne, dans toute sa richesse de pensée, puisse être "gilet jaune" en tant qu'"individualité pure" à égalité avec chacun des autres "gilets jaunes"- cela constitue une vue de l'esprit, une vision abstraite démentie par la réalité concrète. Imposer aux participants des mobilisations de mettre leur étiquette politique dans la poche, à la manière du cinéma western ou mafia où en entrant dans un bar on dépose son arme au vestiaire, cela n'est que du faire-semblant. Les affinités politiques persistent, avec fatalement la tendance de s'aligner sur les quelques caractéristiques qui en gros délimitent les alternatives, tels que : droite, gauche, extrême-droite, extrême-gauche, communistes, anarchistes, et quelques autres. Fondamentalement, on est renvoyé à l'opposition entre deux pôles - pas plus - : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste (communiste), idéologie de la classe dominante ou idéologie du prolétariat. Face à un phénomène tel que les "gilets jaunes" la tâche des communistes marxistes-léninistes est d'oeuvrer avec comme objectif de faire avancer en ce sens la conscience de classe parmi le prolétariat.

### Petite bourgeoisie et classe ouvrière

La petite bourgeoisie en tant que composante du système capitaliste, par inclinaison naturelle soutient explicitement ou implicitement le pouvoir bourgeois, qui est celui de la grande bourgeoisie capitaliste proprement dite. Quand les petits bourgeois sont menacés dans leurs conditions d'existence habituelles, ils se cabrent et tentent de préserver individuellement leur situation, dans un face à face avec le gouvernement. Quant aux travailleurs salariés, ils se trouvent objectivement réunis dans un rapport collectif, celui qui oppose la classe ouvrière à la classe des capitalistes et donc au gouvernement non pas dans sa simple fonction institutionnelle formelle, mais en tant que représentant du pouvoir de la bourgeoisie. Ce qui fait que leurs luttes sont d'emblée collectives, même quand l'idéologie réformiste les réduit à la défense d'un statut subordonné au sein de la société capitaliste.

Ainsi le processus potentiel - mais nécessaire - de prise de conscience au sujet de la nature de la société capitaliste sépare fondamentalement les travailleurs des autres couches concernées. La tâche à assumer par les militants révolutionnaires dans ce contexte ne consiste pas à intervenir dans un sens faussement pragmatique, comme ceux qui considèrent que "ça bouge" et qu'il faut donc "pousser" (ce qui peut d'ailleurs inclure de "pousser" indistinctement les travailleurs et tous les autres "mécontents"). Notre tâche est celui que nous nous fixons d'un point de vue général, d'oeuvrer à ce que les travailleurs acquièrent la conscience d'être non pas un groupe d'individus condamnés à la misère, mais une classe soumise à l'exploitation de la part de la classe capitaliste.

### Notes

- 1. Chantiers Actu n° 10, "Avec ou sans gilet, tous unis pour faire payer les riches!" http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018\_12\_25\_chantiersactu10.pdf
- $2.\ https://www.francebleu.fr/infos/societe/document-la-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes-1543486527$

https://fr.scribd.com/document/394450377/Les-revendications-des-gilets-jaunes

- $3.\ https://lafrance in soum is e.fr/2018/12/17/demandes-des-gilets-jaunes-les-propositions-de-lafrance-in soum is e-toutes-rejetees-par-en-marche/$
- $4.\ https://www.rassemblement national. fr/pdf/144-engagements.pdf$
- 5. https://avenirencommun.fr/livret-emploi-rtt/
- 6. Chantiers Actu n° 10, op. cit.
- 7. https://www.tendanceouest.com/actualite-302615-seine-maritime-la-cgt-appelle-a-rejoindre-les-gilets-jaunes.html
- 8. https://www.lejsl.com/edition-montceau/2018/12/06/la-cgt-appelle-a-la-greve-chez-michelin-du-7-au-10-decembre
- 9. https://www.laprovence.com/actu/en-direct/5252990/raffinerie-total-la-mede-la-cgt-entre-dans-la-danse-avec-le-gilets-jaunes.html

- 10. https://www.breizh-info.com/2018/11/22/106401/gilets-jaunes-les-raffineries-total-rejoignent-le-mouvement
- 11. https://www.clicandsea.fr/actualites/economie/les-gilets-jaunes-rallies-par-les-dockers/
- 12. https://www.ouest-france.fr/bretagne/lorient-56100/lorient-debrayage-des-dockers-et-des-agents-cgt-du-port-de-commerce-6106037
- 13. https://actu.fr/normandie/rouen\_76540/gilets-jaunes-cgt-bloquent-terminal-petrolier-rubis-pres-rouen-une-convergence-forces\_19882009.html
- 14. http://www.lepoing.net/les-gilets-ont-bloque-le-port-de-sete-et-maintiennent-les-barricades-au-depot-petrolier-de-frontignan/
- http://www.lepoing.net/gilets-jaunes-situation-confuse-au-port-de-sete-et-au-depot-petrolier-de-frontignan/
- 15. https://www.varmatin.com/greve-mouvements-sociaux/le-port-de-commerce-de-la-rade-de-toulon-toujours-bloque-une-centaine-de-routiers-bloques-a-lexterieur-282438
- https://www.varmatin.com/greve-mouvements-sociaux/lentree-de-la-seyne-completement-bloquee-par-les-dockers-du-bregaillon-qui-rejoignent-les-gilets-jaunes-282477
- https://www.varmatin.com/faits-divers/des-affrontements-entre-dockers-et-gilets-jaunes-font-six-blesses-a-la-seyne-283089
- https://www.varmatin.com/vie-locale/l-acces-au-port-de-bregaillon-libere-par-les-dockers-283270
- 16. https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/05/la-cgt-de-lafarge-rejoint-les-gilets-jaunes\_5392860\_3224.html
- 17. https://alencontre.org/europe/france/saint-nazaire-gilets-jaunes-et-rouges-inventent-des-passerelles.html
- 18. https://www.lamontagne.fr/vichy/social/allier/2018/12/01/pourquoi-gilets-jaunes-et-cgt-ont-ils-decide-de-faire-cortege-commun-a-vichy-allier-ce-samedi-matin\_13070562.html
- 19. https://www.cgtcrna.fr/index.php/tracts-cgt/248-communique-de-la-federation-cgt-des-services-publics-du-3-decembre2018
- 20. https://syndicollectif.fr/la-cgt-renault-cleon-a-appele-a-faire-greve-le-30-novembre/ http://syndicollectif.fr/wp-content/uploads/2018/12/20181130TractGeneralCGTCleon.pdf
- 21. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018\_12\_25\_chantiersactu10.pdf
- 22. Voir à ce sujet l'article "Au sujet de certains aspects des révolutions russes de 1905 et 1917".
- http://rocml.org/vdc-2019-03-no-25-p-26-30/
- 23. https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/comment-priscillia-ludosky-s-est-imposee-comme-la-force-tranquille-des-gilets-jaunes\_3107983.html
- 24. Ibid.
- 25. https://actu.orange.fr/politique/videos/jean-claude-mailly-on-ne-peut-pas-faire-du-syndicalisme-et-de-la-politique-VID000000167TT.html

- 26. https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/barrages-paris-gilets-jaunes-picards-determines-rester-apolitiques-1584829.html
- 27. https://nww.francebleu.fr/infos/societe/gilets-jaunes-en-alsace-portrait-du-porte-parole-dobernai-1543593239
- 28. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi/tracts/2018\_12\_25\_chantiersactu10.pdf
- 29. https://www.youtube.com/watch?v=dfLIYpJHir4
- 30. https://www.frontsocialuni.fr/infocom-cgt-appel-aux-gilets-jaunes-gagner-ensemble-c-est-possible/

# S'organiser politiquement en tant que prolétariat par la lutte et pour la lutte

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 27, 1er sem. 2020 - p. 8-13

La lutte entamée l'année dernière contre la modification du régime de retraites revêt un caractère important, en ce qui concerne autant les objectifs visés par le gouvernement que la signification des évènements pour le mouvement ouvrier. L'analyse du mouvement et du contexte est nécessaire pour avancer dans l'affrontement face à la bourgeoisie.

Ce sont les salariés cheminots et conducteurs du métro parisien qui ont été les éléments moteurs, les plus déterminés. Avant le déclenchement de la lutte, dès le début de l'année 2019 la CGT a organisé des réunions d'information, a alerté sa base sur l'attaque renouvelée du gouvernement. La lutte (même lors des phases d'actions de grande ampleur) n'a jamais présenté un niveau de combattivité homogène partout et dans le même temps. Les degrés de prise de conscience et les niveaux d'organisation établis à un moment donné sont différenciés et déterminent des engagements et des capacités variés à l'égard de la lutte.

La première action collective de classe date du 13 septembre 2019, une journée de grève forte, qui a interpelé l'ensemble des travailleurs. Puis la mobilisation s'est poursuivie par des actions diverses à partir du mois d'octobre, tout au long de décembre et début janvier 2020. La détermination ne faiblissait pas durant la période festive, malgré la forte pression exercée par le gouvernement ainsi que les directions syndicales réformistes et réactionnaires, malgré aussi le matraquage déployé par les médias bourgeois. Allant à l'encontre d'un supposé consensus social, les cheminots et les conducteurs de métro ont refusé de respecter une trêve pendant les fêtes de fin d'année. Cette attitude a contribué à consolider le sentiment d'appartenir à une même classe.

La lutte a duré sur plusieurs mois. Nombreux sont les travailleurs qui ont perdu entre deux et trois mois de salaire. L'objectif des mobilisations - faire retirer au gouvernement son projet de loi concernant les retraites - n'a pas été atteint. Pourtant, dans l'ensemble, les travailleurs ont gardé, voire augmenté, leur volonté et leurs capacités de lutte.

Même si la bourgeoisie a pu persister à imposer ses décisions aux travailleurs, ceux-ci n'ont pas cédé au découragement et n'y voient pas un signe d'invincibilité du côté du gouvernement.

#### Forces et faiblesses du mouvement

Comme depuis longtemps, le niveau globalement faible de conscience de classe des travailleurs a pesé sur le développement du mouvement, directement, mais aussi indirectement parce que la situation sociale et politique donne prise à l'influence de la petite bourgeoisie pour dévier les mobilisations vers des orientations différentes que celles que devraient suivre les travailleurs selon leurs propres intérêts de classe. Pour déjouer ces interférences nocives, il faudra notamment déterminer des modes d'organisation de l'activité syndicale qui permettent d'agir efficacement dans le cadre des structures développées par les capitalistes à tous les niveaux de l'appareil économique. À cet égard, la situation a fortement évoluée depuis des décennies, et le mouvement syndical n'a pas encore su résoudre certains problèmes qui en résultent.

Même si la mobilisation n'a pas été assez massive sur les lieux de travail, il y a eu un effort de coordination pour harmoniser les luttes au niveau national, à la fois entre les syndicats (plus ou moins selon les branches), sur toutes les actions publiques (manifestation, occupation, conférence de presse, assemblée générale), pour des mobilisations au même moment et avec un même type d'action.

Diverses modalités de lutte ont été utilisées : mobilisation dès 4-5 heures du matin devant tel ou tel dépôt de bus RATP, piquets de grève avec, par exemple, soudure de la porte du centre de déchèterie de Vitry sur Seine. Aussi, un même jour, a été organisé le péage gratuit sur les autoroutes dans toute la France. On peut d'ailleurs rappeler qu'antérieurement, lors du 1er mai 2019, les manifestants avec une grande détermination ont riposté à une attaque de la police et ont continué à défiler.

Cette lutte bénéficiait du soutien d'une grande majorité de la population et d'une grande solidarité financière à caractère national et politique, mais elle n'a pourtant pas réussi à mobiliser tous les secteurs de travailleurs autour de la question du retrait des mesures gouvernementales.

Souvent on parle de "lutte par délégation". L'expression était déjà évoquée durant la lutte de 1995 qu'on dit victorieuse, et elle l'est aussi actuellement. Mais elle ne rend pas compte correctement du phénomène qu'elle vise. Le fait est que toutes les luttes menées par les travailleurs sont caractérisées par un enchevêtrement de niveaux de conscience et d'engagement variés, qui lient l'action individuelle à l'action collective. Les cas de figure peuvent être multiples. On peut déplorer la discordance entre le périmètre des composantes de la classe ouvrière objectivement concernées par la question du régime de retraites - à savoir toutes - et la délimitation de ceux qui se sont activement mobilisés - avec une faible participation en dehors de certains secteurs comme les transports et quelques grandes entreprises du secteur privé. D'un autre côté on peut aussi se féliciter d'attitudes qui, à l'opposé du corporatisme, se placent d'un point de vue de solidarité quand à un moment donné un secteur d'activité ou une entreprise particulière est touché, et que des travailleurs non concernés directement se mobilisent par solidarité de classe.

En outre, les problèmes d'une tendance à la non-implication individuelle dans la lutte sont aussi liés à des mécanismes objectifs établis historiquement et dommageables pour le développement de la lutte de classe. Justement certaines luttes victorieuses précédentes ont obtenu des droits syndicaux fondamentaux (syndicalisation, Comité d'entreprise, Délégués du Personnel, Comité d'hygiène et sécurité, Délégués syndicaux), mais ont conduit les travailleurs à baisser la garde et à attendre sans efforts collectifs des avancées obtenues par l'intermédiaire des organismes mis en place et des négociations menées par leurs délégués. Cela favorise en même temps la corruption politique et matérielle portée par le patronat et le gouvernement de la bourgeoisie, dans les rangs des représentants des travailleurs.

# Un contexte social résultant de transformations prolongées

La cause principale de cette situation, c'est l'inexistence du parti politique de la classe ouvrière. Seul un tel parti peut former des militants dévoués à la cause des travailleurs. À la suite de la liquidation des organisations communistes au sein de la classe ouvrière, les courants révisionnistes et réformistes ont fait dégénérer les organisations syndicales. Cela a conduit à minimiser le rôle des syndicats en face des employeurs, à privilégier l'activité juridique. Les syndicats ont été transformés en organisations s'appuyant essentiellement sur les membres élus dans les différentes "instances de représentation". L'organisation des adhérents, leur sensibilisation, la mobilisation des travailleurs sont devenues des pratiques secondaires. Les conseillers de cabinet d'expertise ont pris le dessus sur le syndicat. L'attitude s'est répandue consistant à adhérer à un syndicat pour prendre une assurance.

Nombreux sont les militants syndicaux qui ne connaissent pas le fonctionnement du capitalisme. Ils ne comprennent pas qu'ils sont en face de représentants d'une classe ennemie du prolétariat. Depuis des décennies ils n'ont pas été éduqués pour la lutte de classe. Les syndicats ne sont pas formés sur la base d'une opposition classe contre classe : la CGT après l'adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats, a carrément éliminé dans ses statuts la lutte pour la suppression du salariat, c'est-à-dire la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

À partir des années 1980 l'évolution du capitalisme s'est accélérée sous l'effet de ses contradictions inhérentes : réorganisation des entreprises, nouvelles formes de précarité, utilisation étendue de la soustraitance, mise en place et organisation généralisée de services chargés de gérer les "ressources humaines" (DRH) et autres, démantèlement des grandes concentrations de la force de travail. Dans ces nouvelles conditions la classe ouvrière cherche son chemin à l'aveugle sans son parti politique, sans syndicat de classe pour l'éclairer et l'organiser.

Si l'on prend par exemple la SNCF, elle a été découpée, au niveau supérieur, en six unités. Dans le secteur du bâtiment, sur un grand chantier, 400-500 ouvriers peuvent être présents mais répartis dans 40-50 entreprises. Hier ces ouvriers appartenaient à la même entreprise. Avec cette nouvelle organisation du travail le patronat a réussi à rendre très difficile la prise par les travailleurs d'une même position de classe au même moment et dans le même sens!

Tout cela crée des difficultés dans la lutte pour la classe ouvrière, mais le sujet du retrait des mesures gouvernementales concernant la retraite a reçu le soutien de larges couches populaires, qui s'est maintenu tout au long de la lutte à un niveau élevé. On a vu l'entrée dans la

lutte de divers secteurs de la société (avocats, pompiers, médecins, infirmiers et infirmières). Une solidarité financière sans précédent s'est manifestée.

### Des courants politiques faisant obstacle

Les directions syndicales les plus clairement réformistes ont été contestées par leurs propres adhérents. La CFDT et l'UNSA ont eu de grandes difficultés face à la mobilisation de leur base. Ainsi pour la "trêve de Noël", les cheminots adhérents des deux confédérations n'ont pas obéi. Certains membres de la CFDT ont rendu leur carte.

Dans le même temps pour les syndicats qui étaient ouvertement entrés dans la lutte il y a eu un fort élan de syndicalisation. La CGT a annoncé autour de 10.000 nouveaux adhérents. La rencontre dans la lutte et le partage d'une même modalité de lutte sont la meilleure école pour forger la détermination et l'unité de la classe.

On rencontre fréquemment des appréciations négatives. Depuis les mobilisations de 2010 au sujet des retraites, combien de fois avonsnous entendu des exclamations fatalistes, "on est fini", "on a perdu la bataille, la prochaine fois les travailleurs ne se mobiliseront plus". Certains militants souffrent d'un sentiment d'impatience et s'accrochent à l'espoir de pouvoir, par leur propre activisme, accélérer dans un délai rapproché la dynamique des mouvements. En elle-même, cette aspiration constitue un facteur positif. Cependant elle peut conduire à des retournements de la part de ceux que guette la déception définitive, au cas où leurs désirs restent insatisfaits trop longtemps. Si ce type d'attitude est à double tranchant, c'est parce qu'il repose sur un manque de vision en termes de classe, il est utopiste, et c'est aussi la raison pourquoi il est en particulier véhiculé par les couches petites-bourgeoises.

Le fait est qu'après chaque pause ou recul, la lutte de classe a repris, poussée par l'aggravation des contradictions objectives qui minent le capitalisme. L'état et le niveau de la lutte de classe ne dépendent pas du simple vouloir des militants. Les conditions objectives et subjectives favorables à la lutte ne surgissent pas spontanément. L'histoire nous apprend que même avec des situations beaucoup plus favorables, avec un parti communiste puissant, la lutte quotidienne n'a pas toujours été victorieuse.

Cette incompréhension nourrit la conception anarchiste qui veut obtenir la victoire en déclenchant quelques "explosions" sociales. Ce courant s'oppose à toute organisation. Sous le prétexte de critiquer les faiblesses ou les erreurs des centrales syndicales "traditionnelles", on prône la mobilisation de la "base" sans s'organiser, en dehors des syndicats. Cet état d'esprit désarme le prolétariat en face de la bourgeoisie. Sous une autre forme, la même problématique se présente du côté des trotskistes, qui adoptent une interprétation mécanique et fétichiste au sujet de la grève générale en tant qu'alternative instantanée à l'insuffisance, reprochée aux directions syndicales, des appels à la grève tels qu'ils ont lancés.

Fondamentalement, le rapport de force décisif dans la lutte de classe ne peut être établi que par la réalisation de l'unité de la classe ouvrière. Or, celle-ci ne peut être obtenue autrement que par l'unité idéologique et politique matérialisée à travers les organisations de la classe : parti, syndicat, ainsi que des associations et fronts dirigés par le parti. Sans cela, la classe ouvrière ne peut mener la lutte quotidienne jusqu'à la prise de pouvoir. L'unité de classe ne sera pas atteinte simplement parce qu'on le désire, ni dans la spontanéité, ni dans une démarche individuelle. C'est la lutte qui renforce l'unité au-delà des conflits individuels, et si on aspire à la victoire, il faut avoir un but précis : abattre le capitalisme.

Le mouvement des "gilets jaunes" a largement montré les limites des actions dépourvues d'une telle perspective. À part le gel de l'augmentation du prix du gasoil et une petite aide financière pour certains salaries touchant le Smic, il n'a pas donné de résultats significatifs pour une mobilisation qui n'a pas été négligeable. Et tant que le pouvoir restera entre les mains de la bourgeoisie, toutes les victoires économiques, syndicales ou même politiques obtenues à un moment donné seront remises en question ultérieurement.

Quoi qu'il en soit, la lutte contre la modification du régime de retraites entreprise par le gouvernement montre de nouveau que fondamentalement le rôle de moteur de la lutte revient au prolétariat. Cette lutte a mis en lumière que la contradiction entre le travail et le capital, entre les travailleurs et la bourgeoisie, est antagoniste, que leurs intérêts sont diamétralement opposés.

### Le poids du réformisme

Aujourd'hui le point faible fondamental pour la classe ouvrière réside dans l'influence idéologique et politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoise. Dans le mouvement syndical cette influence prend la forme du réformisme.

La situation économique, qui reste caractérisée par divers symptômes de crise, limite fortement les possibilités d'application concrète de mesures réformistes. Néanmoins la propagande des idées réformistes continue à exercer une influence nuisible parmi les travailleurs. En ce qui concerne la question du régime des retraites, cela se manifeste en rapport avec la nature des "solutions" pratiques proposées, et aussi par le fait que la "sécurité sociale" version Conseil national de la résistance reste une référence mise en avant. Or ce dernier antécédent appartient au passé pour de multiples raisons, notamment parce que lors de la Deuxième guerre mondiale, la victoire de l'Armée rouge sur le fascisme a été le facteur déterminant qui a fait reculer la bourgeoisie, entre autres sur les droits sociaux.

Du point de vue des revendications, la CFDT a carrément abandonné l'approche réformiste et n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir, à travers des pseudo-négociations, le projet présenté par le gouvernement. Même ainsi, elle a subi les rebuffades de la part de ce dernier. Cependant elle déploie sa propagande réformiste par d'autres voies, entre autre sur le terrain du climat et de l'écologie. Ainsi en mars 2019 elle était à l'initiative de l'élaboration d'un "Pacte du pouvoir de vivre - 66 propositions pour un autre modèle de développement". La CGT ou Sud restent attachés aux revendications quotidiennes, ils peuvent mettre en question formellement le fonctionnement de l'économie capitaliste, mais leurs orientations ne visent pas l'élimination du système capitaliste en tant que tel. D'un autre côté, la conception communiste authentique ne rejette pas la lutte pour des "réformes" pour autant qu'elles aillent dans le sens d'une amélioration des conditions de travail et de vie pour les travailleurs. La lutte quotidienne permet de former et développer notre organisation de classe, à la condition de ne pas abandonner le but principal : abattre le capitalisme et construire le socialisme.

Dans cette perspective il faut affronter les conceptions erronées présentes au sein de la classe et mettre en place des modes d'action favorisant l'unité des travailleurs. Il faut lutter contre toute forme de racisme, de chauvinisme, contre les facteurs qui divisent la classe ouvrière en rapport avec des distinctions artificielles. Le corporatisme, l'esprit communautaire, empêchent d'adopter une position de classe au niveau national. Ainsi, souvent l'exploitation des travailleurs immigrés s'organise au sein même d'une communauté sous forme de soustraitance.

Quand on lutte on peut perdre, mais si on ne lutte pas c'est déjà perdu. S'organiser syndicalement, adapter cette organisation aux nouvelles formes d'organisation du capital, c'est une question à poser et à résoudre. On doit continuer de militer dans les syndicats, mais sans oublier que les communistes ont le devoir de s'organiser politiquement, de construire le parti communiste marxiste-léniniste.

#### Pour conclure

Cette lutte a révélé qu'il existait bien une avant-garde de la classe ouvrière. Même inorganisés en absence de ce qui devra être leur parti, le parti communiste authentique, ces éléments combattifs existent dans la classe et un débat est mené parmi les syndicalistes et en particulier au sein de la CGT, au sujet des questions fondamentales. C'est eux qui, là où ils sont présents, ont mobilisé les travailleurs sur la base de leurs revendications, et ont entretenu la combattivité dans la confiance. Ce fut déterminant pour que le mouvement s'installe dans la durée.

Les mouvements récents nous ont montré les potentialités de la classe. Seule la classe ouvrière peut entrainer sur la voie correcte les autres travailleurs ainsi que certaines couches de la petite bourgeoisie dont la situation se dégrade sous l'effet de la politique appliquée par la grande bourgeoisie monopoliste (nationale ou internationale). Aujour-d'hui le niveau de conscience et d'organisation du prolétariat ne lui permettent pas de jouer ce rôle. C'est ce qui explique que ce sont des organisations de la petite bourgeoisie qui occupent le devant de la scène politique.

La classe ouvrière avec son organisation et ses moyens actuels a tâtonné pour trouver les meilleures modalités de lutte, à travers les expériences des mouvements précédents. Le développement de la mobilisation a rendu manifeste cet effort, par la détermination à lutter et la durée obtenue.

Les travailleurs en situation précaire ou ceux salariés dans les petites entreprises n'ont pas pris leur place dans la lutte. Ce mouvement a également mis en lumière la problématique de la sous-traitance, des intérimaires et des travailleurs isolés. Il faut poser et résoudre ces questions en vue des luttes prochaines, car plus de 80 % des salariés appartiennent à ces secteurs.

Face à la pression exercée par le gouvernement sur certains secteurs de la lutte, une véritable solidarité de classe s'est manifestée et a joué un rôle important. À l'avenir elle devra continuer et s'approfondir pour mener jusqu'au bout la lutte classe contre classe.

Les communistes doivent s'unir à la classe, en travaillant en son sein. Par leur action ils doivent s'efforcer à résoudre les problèmes posés à la classe dans sa lutte contre la classe dominante, la bourgeoisie. Quant à l'existence actuelle d'une multiplicité de groupes se considérant communistes marxistes-léninistes, il est vain d'aborder d'éventuels processus d'unification tant qu'un certain nombre de conditions ne sont pas réalisées. La nécessité d'un lien effectif avec la classe ouvrière, dans la lutte, est l'une de ces conditions, et elle est loin d'être satisfaite.

Notre tâche essentielle c'est de construire une organisation communiste avec les éléments à l'avant-garde des luttes, combattifs et conscients de l'objectif fondamental de la lutte de la classe ouvrière : détruire le capitalisme, renverser le pouvoir de la classe ennemie - la classe capitaliste. C'est ainsi que pourra se réaliser l'unité idéologique, politique et organisationnelle des communistes au sein du parti du prolétariat.

Vive la lutte de la classe ouvrière!

Sans parti communiste la classe ouvrière ne peut renverser le capitalisme!

Vive le socialisme!

## C'est la lutte politique au sein de la classe ouvrière qui peut créer les conditions de l'émergence d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 28, 1er semestre 2021 - p. 4-9

Depuis l'apparition du système capitaliste, les travailleurs ont sans cesse été amenés à lutter pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation qu'ils subissent dans cette société. Mais pour atteindre leur libération complète ils doivent déployer leurs forces en tenant compte de certains aspects incontournables.

Les capitalistes dominent économiquement en tant que classe exploiteuse, et politiquement par le fait que l'État assure le pouvoir de la bourgeoisie au détriment de la classe ouvrière. La lutte à mener est donc une lutte politique qui doit prendre un caractère radical, enraciné dans la classe ouvrière elle-même, indépendant de toutes les forces politiques liées aux autres classes et couches de la société, de la bourgeoisie au pouvoir évidemment, mais aussi de la petite bourgeoisie.

Seule l'affrontement politique direct et déterminé de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, dans une perspective de destruction des rapports de production capitalistes, pourra conduire à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, et éliminer tous les maux qui apparaissent comme des "injustices", que la bourgeoisie maintient grâce à son pouvoir (politique, économique et social). C'est l'État bourgeois qu'il faut abattre, qui englobe la bureaucratie, l'Assemblée nationale, la police, la justice, l'armée, la prison, l'école telle qu'elle est façonnée, et on peut ajouter les "média" en tant qu'instrument de propagande. Cet État est le principal pilier de la domination de la bourgeoisie. Lénine écrit[1]:

L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables. L'État surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes ne peuvent être conciliées.

La contradiction entre travail et capital se manifeste quotidiennement de façon évidente dans la vie politique et économique. Les intérêts généraux de la bourgeoisie dans son ensemble sont à l'opposé des intérêts du prolétariat, il s'agit d'une contradiction inconciliable entre les deux classes fondamentales de la société. Il s'en suit que la lutte est inévitable entre ces deux classes. Mais l'action de la classe ouvrière n'est pas d'office révolutionnaire. La classe ouvrière ne sera révolutionnaire que dans la mesure où elle agit directement et jusqu'à la victoire pour la conquête du pouvoir. Tant que la classe ouvrière n'a pas instauré son propre pouvoir d'État, les résultats de sa lutte seront sans cesse remis en question par le capital.

Cette réalité n'empêche pas que des contradictions parfois violentes peuvent éclater aussi entre les diverses fractions de la bourgeoisie, et que des couches particulières comme la petite bourgeoisie peuvent se montrer mécontentes. Autre caractéristique qui a son importance, dans la société capitaliste aucune classe sociale n'est homogène et stable. Ainsi les vagues de prolétarisation changent la composition de la classe ouvrière, de même que celle des couches intermédiaires entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les conflits alimentés par ces facteurs tendent à leurrer les travailleurs et à les empêcher de compter sur leurs propres forces. Certains attendent des solutions chez des candidats "alternatifs" au gouvernement, d'autres se retournent vers des "opposants" aux slogans "antisystème" flous qui s'appuient sur des cliques parmi la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie. Sous un autre aspect la confusion régnante se manifeste par le fait qu'un grand éventail de luttes de toutes sortes se produisent sans que la classe ouvrière, par l'intermédiaire d'organisations et associations politiques, soit capable de se fixer un axe clair pour se concentrer sur ses objectifs propres prioritaires. De multiples appels invitent le "peuple" à manifester en faveur de divers mots d'ordre, et "tout le monde" est censé participer. Pourtant, la réflexion n'est pas toujours abordée comme il le faudrait, pour savoir dans quelle mesure l'intérêt du prolétariat est en jeu, et non pas celui d'une quelconque composante mécontente de ce "peuple", laquelle tente de tirer la couverture vers soi.

Tout cela est l'expression du fait qu'en l'état actuel des choses la classe ouvrière n'a pas son propre programme politique et est politiquement à la remorque des couches petites-bourgeoises, parfois même derrière la grande bourgeoisie.

Nous sommes donc loin de ce que Lénine souligne comme tâche fondamentale du prolétariat[2] :

[...] la crise révolutionnaire reste inévitable. [...] Cette situation dicte au prolétariat des tâches tout à fait précises et rigoureusement déterminées. Étant la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout dans la société moderne, il doit diriger, il doit s'assurer l'hégémonie dans la lutte [...] de tous les travailleurs et exploités contre les oppresseurs et exploiteurs. Le prolétariat n'est révolutionnaire que dans la mesure où il a conscience de cette idée d'hégémonie et qu'il la traduit dans les faits.

Le développement de la lutte de la classe ouvrière ne peut aller de l'avant de façon décisive tant que subsistent des illusions sur le caractère de l'État et des forces politiques. Durant les dernières décennies ces illusions ont pesé à plusieurs occasions importantes sur le mouvement ouvrier et aussi en rapport avec des mobilisations interclassistes.

#### Le réformisme, une manifestation tenace des incompréhensions au sujet de la nature de l'État

Dans tous ces mouvements on trouve un point commun : les visions erronées au sujet du caractère de l'État et des forces politiques. Étant donné que la classe ouvrière n'a pas édifié son propre parti, il est inévitable qu'elle soit sous l'influence des différents partis politiques bourgeois. Du côté de ce qu'on classifie comme "à gauche", il s'agit principalement d'orientations réformistes. Le PS, affaibli, joue encore un rôle important (notamment à travers la CFDT, l'UNSA). L'influence du Rassemblement National (ex-FN) s'exerce principalement parmi les couches petites-bourgeoises, mais très peu au sein de la classe ouvrière; elle peut être structurée dans certains secteurs, en province elle passe plutôt par le biais des idées que propage le RN.

Lénine explique (italiques dans l'original)[3]:

Plus le capitalisme d'un pays donné sera développé, plus pure y sera la domination de la bourgeoisie, plus large la liberté politique, plus vaste sera le champ d'application du "dernier-né" des mots d'ordre bourgeois : les reformes *contre* la révolution, le rafistolage d'un régime condamné afin d'affaiblir et de diviser la classe ouvrière, de maintenir le pouvoir de la bourgeoisie *contre* le renversement révolutionnaire de ce pouvoir.

Il souligne ainsi que la prédominance du réformisme comme arme appliquée par la bourgeoisie est directement associée au degré avancé atteint par le capitalisme ainsi qu'à l'ampleur des libertés politiques. En France actuellement le capitalisme est assurément développé au plus haut point; quant aux libertés politiques, elles le restent encore, relativement. Aujourd'hui, cette réflexion de Lénine est tout à fait d'actualité. Elle éclaire les désaccords des communistes marxistes-léninistes d'avec les réformistes et les courants petit-bourgeois au sujet du pouvoir de la bourgeoisie et de la prise du pouvoir par le prolétariat. De nos jours la grande bourgeoisie utilise de moins en moins la voie réformiste, mais entre la bourgeoise et le prolétariat s'est créée une vaste couche intermédiaire qui adhère aux conceptions réformistes et utopiques.

La lutte politique de la classe ouvrière ne renie pas la lutte contre toutes les injustices y compris au-delà des travailleurs. Mais le réformisme occulte toute notion de classe, d'esprit d'avant-garde de la classe ouvrière, il fait oublier le rôle du parti communiste - en tout cas, sur le fond, même si en paroles les apparences sont parfois préservées.

La propagande/agitation politique est quasiment inexistante dans la classe ouvrière depuis longtemps, mises à part les campagnes électorales en faveur de tel ou tel parti. Les difficultés de la vie, les souffrances n'ont pas été éclairées comme conséquences du mode de production capitaliste. Les multiples problèmes que nous subissons, tels que la gestion des crises économiques, la question des travailleurs sans-papiers, le racisme, etc., sont perçus comme résultats de l'incompétence de gestionnaires, de la méchanceté, l'avidité, la soif de pouvoir. Le lien entre politique et économie, le caractère délibéré, planifié, des mesures appliquées dans l'intérêt de la classe capitaliste, ne sont pas expliquées aux travailleurs avec des analyses de fond. Quand la bourgeoisie mène des attaques contre

la classe ouvrière, les forces politiques réformistes propagent leur vision trompeuse qui prétend que le salut pour les travailleurs réside dans la défense de la "République". Selon eux, le problème essentiel serait le maintien de la "démocratie", dont l'exercice permettrait aux travailleurs de faire prévaloir leurs aspirations.

Quand les capitalistes décident de délocaliser ou supprimer des activités, les revendications possibles du point de vue des luttes syndicales sont forcément limitées : une "sauvegarde" d'une partie des postes visées, une "amélioration" des conditions de licenciement (le mot d'ordre "interdiction des licenciements" n'est que verbiage pseudo-radical). Pour aller dans un sens révolutionnaire l'action doit se situer sur le terrain politique proprement dit, ce qui au stade actuel de la lutte de classe signifie d'expliquer les facteurs fondamentaux qui motivent les actes appliqués par les capitalistes.

Les "privatisations", les régimes de retraite et de sécurité sociale, le code du travail, les lois "sécurité globale", l'interdiction des actions des étudiants au sein de l'université, les mesures contre la crise sanitaire : pour faire avancer la volonté et la capacité de lutte des travailleurs, il faut expliquer tous ces faits à la lumière du fonctionnement (dysfonctionnement) du capitalisme, des orientations des partis politiques de la bourgeoisie, des conflits en leur sein, et des rivalités entre eux.

Prenons la question de la lutte contre chômage : c'est une utopie de laisser croire aux travailleurs qu'il est possible de résoudre le problème en revendiquant une réduction du temps de travail à 32 heures par semaine. On a déjà une expérience concrète, le passage aux 35 heures. Le capital a adapté les cadences de production, le nombre de chômeurs n'a pas changé pour l'essentiel, en revanche la bourgeoisie a élargi le travail précaire.

On peut donner encore un autre exemple : la lutte contre la modification du code du travail. Elle a montré une chose très clairement : un mouvement défensif obtient peu de chose, loin d'une victoire réelle. La lutte économique revendicative ne remet nullement en cause la société capitaliste en tant que telle. Et quand cette lutte est menée sans être liée au renforcement, par les communistes, de l'organisation de la classe ouvrière, le mouvement garde le caractère de réactions spontanées sans perspective.

Les communistes marxistes-léninistes ne sont ni sectaires, ni utopistes. Ils partent du constat que les capitalistes n'investissent que là où des profits - de préférence élevés - sont en vue. Face à cela sont légitimes et nécessaires les luttes qui visent à améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs. Mais nous savons aussi, et l'histoire le montre, que toutes les grandes conquêtes sont le fruit de la lutte ouvertement politique, et aussi que dans la société capitaliste aucun droit ou "acquis" n'est durable.

Arrivé à ce stade de notre propos il nous faut éclairer ce qu'on entend par "politisation". Certaines forces politiques parlent eux-mêmes de politisation, mais se gardent d'attribuer un rôle politique propre à la classe ouvrière. Or la politique au-dessus des intérêts de classe déterminés n'existe pas. Nous luttons pour que la classe ouvrière s'organise en tant qu'une classe politiquement indépendante de toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises. Pour que cela se réalise, la lutte pour construire un véritable parti communiste est incontournable. Elle passe par un travail au sein de la classe ouvrière. Tant que celle-ci se cantonne dans une lutte économique ou syndicale (professionnelle), sa politisation sera impossible. Et la lutte politique de la classe ouvrière ne peut pas se limiter à la simple critique de la société capitaliste, mais a pour objectif de renverser le capitalisme.

Pour s'organiser, la classe ouvrière doit se défaire de toutes les illusions qui l'influencent. Mais elle ne peut le faire sans prendre en compte son expérience qui grandit et se développe dans la lutte. On ne peut pas éduquer la classe ouvrière dans une école. La classe ouvrière s'éduque à travers sa propre expérience.

#### Lénine[4]:

Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie

qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent de par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

#### Quel avenir pour la lutte de classe

Nous avons brossé un aperçu de l'état de la classe ouvrière, et des difficultés de la lutte ainsi que de leurs racines.

Plus personne ne nie que la société est en proie d'une crise globale. La crise sanitaire est une conséquence du fonctionnement de la société capitaliste qui ne répond pas aux besoins de l'humanité, et elle accélère et aggrave la crise économique dont les symptômes étaient déjà en route. Cette situation de crise implique fatalement un aiguisement de la lutte de classe. Des luttes à caractère de plus en plus massif ne manqueront pas d'éclater. Contre ces luttes, la bourgeoisie sera contrainte d'utiliser de plus en plus la violence, en suivant la tendance déjà entamée depuis quelques temps.

Depuis plusieurs décennies, les travailleurs commencent à ressentir eux-mêmes le décalage grandissant entre le caractère relativement timide - sauf quelques soubresauts momentanés - de leur façon de s'organiser et d'agir, et la sévérité des attaques menées par la bourgeoisie. Le mouvement ouvrier en France a une longue histoire, une expérience basée à la fois sur des époques éloignées et les périodes récentes. Peu à peu, les travailleurs s'efforcent à mieux s'adapter en tâtonnant, à déterminer des objectifs, des cibles, des méthodes pour que leurs luttes puissent être porteuses de résultats. Une des principales sources d'hésitation réside dans la distinction entre action revendicative syndicale et lutte politique. Selon une vision répandue, entretenue par les employeurs, les syndicats ne devraient pas "faire de la politique". Or les travailleurs doivent justement s'affranchir de cette règle, non fondée, dont le respect les tient à l'écart du terrain de lutte fondamental : celui d'affrontement non pas simplement avec les directions d'entreprise - qui, hypocritement, peuvent s'abriter derrière leur statut formel de salarié - mais avec les détenteurs des capitaux qui, eux, se placent bel et bien sur le terrain politique en association étroite avec l'État.

La classe ouvrière est divisée, idéologiquement, politiquement et syndicalement. Plusieurs courants politiques ou groupes agissent dans le domaine syndical. Il y a ceux qui coopèrent ouvertement avec le gouvernement. D'autres se placent avec plus ou moins de détermination du côté de la défense des intérêts des travailleurs. Toutefois les dirigeants des centrales syndicales sont exposés à des critiques, parfois à juste titre. Cependant, au-delà du rôle négatif que peuvent jouer des responsables syndicaux, les difficultés du mouvement ouvrier sont plus profondes.

Nous devons chercher à mettre en oeuvre l'unité dans l'action revendicative au sein de la CGT, ensemble avec des militants ayant des positions politiques diverses. Mais le cadre syndical impose d'emblée des limites à la portée de cette unité, aussi large qu'elle soit. Il ne peut s'agir que de défendre les conditions de travail et de vie des travailleurs, de reconquérir ou, mieux, élargir des droits en faveur de la classe ouvrière (retraite, représentativité au sein d'entreprise : CE, DP et CHSCT). Certes, ce sont des tâches importantes qui jouent un rôle de levier pour la lutte en dehors des syndicats. Mais il n'y a rien de révolutionnaire dans tout cela.

Et malgré la richesse de l'histoire du mouvement syndical, celui-ci n'est pas en mesure d'accumuler l'expérience résultant de chaque lutte, d'en tirer les leçons du point de vue politique. La classe ouvrière n'a jamais été homogène, et le cadre syndical n'est pas adapté pour surmonter cet état de fait. Bien au contraire, il s'adapte à la diversité des situations en perpétuant l'hétérogénéité de l'ensemble. La persistance des approches corporatistes en est une manifestation.

La déchéance du PCF, qui exerçait autrefois une influence politique forte sur la CGT, a jeté dans le désarroi nombre de militants de cette confédération. Le vide laissé a fait apparaître une attitude consistant à faire comme si les syndicats pouvaient reprendre directement le relai. C'est une position à la fois anarchosyndicaliste et également réformiste. On attend du syndicat qu'il aille au-delà de ses possibilités. Certes, selon le principe qu'il faut mettre en oeuvre, les

syndicats, en tant qu'organisations de la classe ouvrière, ne doivent pas être "apolitiques" mais doivent défendre les objectifs politiques de la classe. Mais on ne peut pas leur demander de prendre la place vacante du parti de classe.

Les luttes revendicatives, la plupart du temps, ont un périmètre circonscrit, dans le cadre d'une entreprise, d'un grand groupe, d'une branche. Certaines luttes peuvent prendre un caractère d'affrontement plus général : concernant le régime de retraite, le code du travail ou la loi de représentativités, etc. Le fait est que ces enjeux concernent l'ensemble des travailleurs, et que l'action revendicative est en l'occurrence dirigée contre le gouvernement qui représente - en principe - les capitalistes dans leur ensemble. Et des luttes comme celles du secteur des transports publics (SNCF, RATP) ont un impact indirect qui leur donne un caractère prolétarien relativement large. Ces luttes font éclore en germe, du moins implicitement, l'opposition directe entre la classe ouvrière et la classe capitaliste en tant que telles. Même ainsi, le faible développement de la conscience de classe parmi les travailleurs fait que ces actions restent confinées dans une vision politique qui est de fait l'émanation de la bourgeoisie et des couches petites-bourgeoises. Elles sont pour l'instant incapables de se poser l'objectif de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie.

La bourgeoisie pour préserver ses intérêts a à sa disposition tous les rouages de l'État, et utilise sans aucun état d'âme ses forces de répression (police, gendarmes, vigiles, etc.). Dans la dernière décennie elle en a fait un usage intensif, ce qui n'est pas nouveau si on prend en compte le passé à long terme[5].)

Pour y faire face, il manque une organisation qui aurait la capacité d'organiser et de mobiliser la classe ouvrière, à incarner une position politique de classe contre classe à l'échelle nationale. Tant que la classe ouvrière n'arrive pas à développer sa conscience de classe au-delà de l'état actuel, elle ne peut pas dépasser les obstacles qui la divisent pour devenir un acteur politique avec sa propre organisation politique. Construire une véritable force politique au sein de la classe, le parti d'avant-garde de la classe ouvrière, voilà le but des communistes.

La lutte syndicale spontanée face au danger de fermeture d'un lieu du travail, de licenciements, délocalisations, etc., peut inclure des alliances ponctuelles. Mais la voie vers l'unité idéologique et politique - pas n'importe laquelle, mais celle qui doit être la base de ce parti d'avant-garde - est celle d'un travail scientifique qui se développera hors de l'activité syndicale et de la spontanéité du mouvement. Aucune des mobilisations depuis 1995 n'a conduit à atteindre cette unité.

La conscience d'ensemble qui fait défaut à la classe ouvrière ne viendra pas dans la lutte spontanée. On a besoin d'une organisation qui porte la théorie marxiste-léniniste au sein de la classe ouvrière. Sans avoir une théorie scientifique, sans disposer des organisations (parti, syndicat...) de classe indépendantes, le mouvement ouvrier ne peut tirer des leçons de ses luttes. Au bout du compte, seul le parti peut assurer la mémoire de ces luttes.

Cette conscience sera développée dans une lutte à plusieurs dimensions. Une composante importante est la lutte idéologique, qui nous oblige à un travail théorique-politique, pour connaitre la nature de la société capitaliste, et montrer l'alternative dans la pratique. Ce n'est pas suffisant de dire que le capitalisme ne répond pas aux besoins de l'humanité. Il faut aussi montrer dans chaque situation concrète comment la société capitaliste, dans l'intérêt d'une poignée de capitalistes, nous condamne à un avenir sombre. Quelles que soient les merveilles du progrès des sciences, des technologies, des capacités de production matérielles, leur emploi - ou non-emploi - est entièrement déterminé par les capitalistes et leurs représentants politiques, avec comme unique critère l'extorsion de plus-value aux ouvriers et sa transformation en profits. Les catastrophes naturelles, les famines, les épidémies - tout cela ne constitue pour la bourgeoisie que des éléments subordonnés dans leurs calculs autour de l'accumulation du capital.

Le parti d'avant-garde de la classe ouvrière en tant que tel n'existe pas actuellement. Mais au sein de la classe, les militants sont nombreux qui pour le moins ont une vision avancée au-delà de la défense élémentaire des conditions de travail et de vie. Il faut construire le lien de ces militants avec le mouvement communiste marxiste-léniniste. Il faut oeuvrer à ce que dans la lutte quotidienne ils acquièrent progressivement la capacité de comprendre la voie réelle et pas imaginaire vers une société qui mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Il faut intervenir à tous les niveaux, chercher les moyens pour s'organiser politiquement à l'échelle nationale; une organisation purement locale ou formée d'un assemblage de quelques points locaux éparpillés ne peut pas réussir à créer une organisation politique d'ensemble de la classe ouvrière. Cette activité en faveur de la constitution du parti doit aller de pair, en parallèle, avec l'impulsion au sein de la classe ouvrière, des luttes menées par les travailleurs.

Du point de vue théorique, il faut s'appuyer sur une analyse profonde de notre époque impérialiste et du rôle de l'économie impérialiste, de la concurrence entre pays impérialistes et son impact ou influence dans la classe, de la façon dont est structurée la division de travail à travers le système capitaliste impérialiste mondial.

Depuis quelque temps la bourgeoisie impérialiste multiplie les recours à des mesures protectionnistes. Les réformistes ont un penchant naturel qui va dans le même sens, ce qui fait qu'ils peuvent facilement verser dans ce que nous qualifions de chauvinisme. Mais dans notre propagande nous ne devons pas nous contenter de lancer des accusations, bien qu'elles soient justifiées. Nous devons trouver les arguments susceptibles de convaincre les militants égarés par des influences adverses. Et nous devons aussi exposer notre analyse critique de certaines visions erronées qui remontent à l'histoire antérieure du PCF, notamment à la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. En effet, l'oeuvre du Conseil national de la résistance et les "Trente glorieuses" (la période de croissance économique, d'expansion capitaliste dirigée, jusqu'au milieu des années 1970) font l'objet d'interprétations mythiques non conformes aux réalités. Bien qu'il s'agisse d'histoire déjà lointaine, la mémoire de ces évènements exerce encore une influence idéologique et pratique considérable, et cela dans un sens préjudiciable.

Quant à l'organisation des processus de travail, ne serait-ce qu'au niveau d'un pays, elle est complexe : CDI, CDD, contrat de chantier, intérimaire, sous-traitants et cotraitants, la division du marché... Sur un chantier ou dans une usine, parfois même pas la moi-

tié des salariés fait partie directe de l'entreprise principale. C'est cela aussi qui rend le cadre syndical inapte à construire l'unité organisationnelle des travailleurs dans la durée.

Un point ici sur les mouvements sociaux interclassistes, comme le mouvement des "bonnets rouges", des "gilets jaunes", des "indignés". Ces mouvements ne laissent derrière eux aucune structure qui s'installerait dans le temps, ni aucun espace pour continuer à s'organiser, ni même un lieu (non virtuel) pour garder le contact entre les militants[6].

Souvent on confond la forme de la lutte avec le fond de la lutte. Une lutte quelconque, si "radicale" qu'elle soit et quelle que soit la participation de travailleurs, n'est pas pour autant forcement une lutte contre le capitalisme. Les communistes marxistes-léninistes doivent avant tout agir au sein de la classe ouvrière, regrouper dans la lutte les militants les plus avancés, pour construire un parti communiste marxiste-léniniste, fondé sur les principes du marxisme-léninisme.

Il arrive que cette position soit qualifiée comme sectarisme. Si certains considèrent que défendre les principes du marxismeléninisme serait du sectarisme, alors en ce sens nous sommes "sectaires"; mais ceux qui expriment cette critique sont fort éloi-gnés du marxisme. L'unité politique de la classe est une obligation qui doit être construite sur des bases scientifiques marxistes-léninistes.

Aujourd'hui le ROCML ne prétend pas être un parti. Nous sommes un groupe avec l'ambition de défendre et propager les positions communistes marxistes-léninistes dans la classe ouvrière et vers les militants communistes. C'est notre conception depuis la création. (Voir notre document du congrès de fondation du ROCML, 2010 [7].) Malheureusement on est très loin d'une confrontation idéologique, théorique et politique ouverte entre les groupes se réclamant du marxisme-léninisme (à l'exception d'une courte période durant l'existence du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France - CNU).

Sans que les forces communistes progressent dans l'unification idéologique et théorique, il est vain de croire pouvoir réaliser une

unité quelconque. Pour s'approcher de cet objectif, les conditions préalables doivent se concrétiser sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière prenant conscience de sa force et du rôle historique qu'elle est destinée à jouer.

#### Notes

1. V. I. Lénine, L'État et la révolution (publié en 1918); Oeuvres, tome 25, Paris, Éditions sociales, 1971; p. 419.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er1.htm

2. V. I. Lénine, Le réformisme dans la social-démocratie russe (septembre 1911); Oeuvres, tome 17, Paris, Éditions sociales, 1968; p. 233-234.

(Le terme social-démocratie était encore d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste.)

- 3. *Ibid.*, p. 231.
- 4. V. I. Lénine, Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme (mars 1913); Oeuvres, tome 19, Paris, Éditions sociales, 1967; p. 18. https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1913/03/19130300.htm
- 5. Voir dans ce numéro notre article "Violences policières : sortir de la confusion" : http://rocml.org/vdc-2021-03-no-28-p-13-15/
- 6. Voir notre article "Les "gilets jaunes" et les tâches des communistes marxistesléninistes":

La Voix des Communistes, no 25, mars 2019 - p. 3-12 (reproduit plus haut).

7. Déclaration fondatrice du ROCML, adoptée à son premier congrès - 18 avril 2010.

http://rocml.org/rocml-1/

#### Lutte de classes et crise du capitalisme

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 29, 2e semestre 2021 - p. 4-9

Depuis plusieurs décennies, les crises secouant l'économie capitaliste n'ont pas suivi un rythme régulier. La crise de 2008 a été profonde et s'est répercutée mondialement. Des situations de crise se manifestent en Europe (Grèce, Portugal), au Moyen-Orient (Liban), en Amérique du Sud (Argentine, Chili, Venezuela)... Des différends se développent sur le plan politique, allant jusqu'à des conflits militaires régionaux. La concurrence entre les grandes puissances impérialistes s'accentue, particulièrement en ce qui concerne les USA, la Chine et la Russie, ce qui se manifeste aussi sous la forme de l'opposition entre pays occidentaux et de l'Est. Dans de nombreux pays la situation intérieure est instable, des mouvements contestataires apparaissent, comme au Chili, au Liban, en Pologne, Bolivie... Dans le présent article, nous examinons la situation en France.

Au niveau international, la France subit des revers dans ses opérations impérialistes, néocoloniales : Syrie, Libye, Tchad, Mali. Les affrontements militaires qui sévissent dans ces régions imposent aux populations les massacres, la misère, jusqu'à la ruine. En France, du point de vue économique, on peut observer l'interdépendance internationale : les crises ne restent pas limitées à l'intérieur des frontières d'un pays. Les ramifications et subdivisions rendent les processus de production vulnérables, comme par exemple pour les automobiles ou les équipements électroniques, résultats d'un assemblage de pièces de provenances diverses. Cela a été le cas suite au confinement de 2020, pour les masques, les voitures, les matières premières pour le secteur du bâtiment...

Selon la mise en scène électorale, Emmanuel Macron est "ni droite ni gauche". En réalité, comme déjà pour François Hollande, il est clair que dans le cadre de l'économie capitaliste, les prétendues politiques de "gauche" relèvent de la fiction. Et plus précisément, Macron représente les intérêts des grandes bourgeoisies néolibérales, des groupes multinationaux. Et c'est sous cette apparence du "ni, ni" qu'une grande partie de la petite bourgeoisie apporte à la grande bourgeoisie une base sociale. Mais l'incohérence objective de cette constellation

n'a pas manqué d'engendrer des fissures dans l'alliance, et des conflits sociaux.

La crise sanitaire a eu un double effet : elle a pu dans une certaine mesure dissimuler l'existence d'une crise économique, mais a finalement approfondi cette dernière. La loi de développement inégal du capitalisme a eu son impact aussi pendant cette période. Ainsi la crise sanitaire a fourni au grand capital l'occasion pour tenter de sortir du marasme préexistant, voire à prendre de la force en absorbant des morceaux d'entreprises en difficulté. Certains secteurs, comme l'informatique, le commerce de grande surface, les produits alimentaires, les produits de luxe, ont amélioré leur situation, du moins partiellement. D'autres ont reculé globalement, avec des difficultés même pour les principales sociétés, voire des faillites : le tourisme, l'hôtellerie, le transport aérien...

L'opposition fondamentale entre capital et travail, qui est de toute façon permanente, s'est manifestée continuellement. Le contexte difficile a entravé le dynamisme du mouvement ouvrier, mais le gouvernement et les employeurs n'ont pas pour autant réussi à faire prévaloir toujours et partout leurs tentatives de bloquer toute contestation sous prétexte des "nécessités" imposées par l'épidémie. D'ailleurs, la petite bourgeoisie et même des parties de la bourgeoisie de niveau plus élevé ont aussi été atteintes dans leur situation matérielle. Il faut préciser que la bourgeoise comme composante de la société capitaliste ne se limite pas aux capitalistes entrepreneurs qui exploitent les ouvriers directement dans la sphère de production, mais inclut toutes sortes d'autres acteurs associés au pouvoir. La profondeur de la crise fait que les mécontentements atteignent aussi ces sphères, y compris l'appareil d'État (hauts fonctionnaires, armée, etc.) Ainsi les facteurs qui déstabilisent le pouvoir sont multiples : la lutte de classe ne se réduit pas mécaniquement à un simple face à face entre classe ouvrière et classe capitaliste - elle est marquée par un ensemble de phénomènes complexes.

On constate que le pouvoir n'a pas réussi à préserver sa crédibilité quant à la politique mise en oeuvre. En témoigne le niveau d'abstention aux dernières élections régionales. Le phénomène n'est pas nouveau, mais l'ampleur est révélatrice en ce qui concerne l'incapacité de la bourgeoisie de former une force de domination politique stable au-

tour de laquelle elle pourrait se rassembler. L'instabilité économique se répercute sur le domaine politique.

Les acteurs politiques, adhérents de divers partis, traversent une période de dispersion et de tentatives de reconstruction. Macron a pu prendre la relève à la suite des échecs de Sarkozy et Hollande, mais il n'a pas réussi à construire réellement son propre parti politique. Il a pourtant rallié de plus en plus ouvertement le terrain de la droite libérale traditionnelle, seulement il n'a pas pu s'adjoindre le personnel nécessaire pour structurer l'appareil de son mouvement, LREM. D'un autre côté, les forces politiques rivales qui pourraient offrir une alternative à la bourgeoisie sont divisées profondément. L'incertitude règne quant à la candidature qui pourrait convenir aux fractions dominantes du capital.

L'importance du système électoral pour assurer la stabilité du pouvoir bourgeois dans la république démocratique constitue un enjeu fondamental pour la bourgeoisie. Le maintien en fonctionnement de ce mécanisme n'est pas garanti d'office. Ces quatre à cinq dernières années la population a exprimé certaines revendications de façon appuyée, des mouvements de contestation se sont durcis. En face, la bourgeoisie n'a pas hésité à employer tous les moyens pour marginaliser la lutte des travailleurs et manipuler les mobilisations interclassistes comme celle des "gilets jaunes". C'est que la division de la société en classes sociales a pour conséquence la lutte de classes - pas besoin d'être marxiste pour observer cette réalité. En dehors de la révolution prolétarienne, aucune classe ou couche sociale ne peut constituer une force politique alternative au pouvoir actuel de la grande bourgeoisie. Cette dernière peut être amenée à adapter sa domination aux circonstances changeantes. Différents gouvernements peuvent se succéder, les méthodes d'exercice du pouvoir peuvent varier, mais le pouvoir restera celui de la grande bourgeoisie, de la classe capitaliste exploiteuse, jusqu'à ce que la classe ouvrière abatte ce pouvoir et instaure son propre pouvoir.

Certes, la petite bourgeoisie et les dites "couches moyennes", ainsi que les fractions moyennes de la bourgeoisie qui sont en position de faiblesse sur le terrain de la concurrence entre capitalistes, sont en mesure de mobiliser et de faire entendre leur voix (parfois en prétendant s'exprimer au nom du prolétariat). La classe travailleuse, le prolétariat,

est inexistante politiquement - les partis qui se disent ses représentants sont en fait des partis de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Du point de vue des communistes marxistes-léninistes, c'est là que réside la difficulté fondamentale actuelle. La conscience politique du prolétariat est faible et ses luttes sont loin de correspondre aux nécessités objectives de la lutte de classe. Divers facteurs sont à la base de cette situation. L'influence du réformisme est considérable. Elle est portée par la petite bourgeoisie et les organisations qui la représentent, mais elle persiste également parmi les travailleurs à travers la tradition social -démocrate. Celle-ci est véhiculée par le PCF et aussi par la "gauche de la gauche" (trotskistes) et elle est présente parmi des organisations qui se considèrent comme marxistes-léninistes mais n'ont pas surmonté les déviations révisionnistes. Sur le plan pratique, des aspects objectifs compliquent la situation : l'éclatement résultant des subdivisions selon lesquelles sont organisés les lieux de travail; les rôles et positions respectives du prolétariat autochtone et d'immigration; les nouvelles divisions du travail mises en place en rapport avec les forces productives (internationalisation, groupes monopolistiques et sous-traitants...).

Quant à la petite bourgeoise, il est clair qu'elle se trouve dans l'impossibilité de réussir toute seule un mouvement social dans la durée, et encore plus, de porter au pouvoir une force politique en son nom. Cependant la petite bourgeoise et une partie de la bourgeoisie qui subit les conséquences de la crise (directement en France et aussi sous l'effet des contraintes venant de l'appartenance à l'Union européenne, dominée par des grands groupes monopolistiques internationaux), jouent un rôle important pour la stabilité du pouvoir bourgeois. L'importance de la petite bourgeoisie et des dites "couches moyennes" ne se mesure pas principalement par le nombre, elle est qualitative. C'est qu'elles entretiennent en direction des travailleurs et des couches populaires un contact proche et une influence sociale que la bourgeoisie au pouvoir peut utiliser à son avantage. Les mobilisations des "gilets jaunes" ont mis en évidence l'ampleur de ce phénomène, et le fait que ce lien idéologique bénéficie au pouvoir bourgeois, contre les travailleurs. Les éléments ayant contesté le gouvernement à certains moments évoluent de façon différenciée. Une partie des petits bourgeois s'en désolidarisent aujourd'hui (voir l'évolution des "gilets jaunes"). Certains réassument à nouveau la fonction d'appui direct à la bourgeoisie (p. ex. à travers La France insoumise), d'autres continuent à penser pouvoir élargir leur influence en entretenant les illusions électoralistes (les trotskistes) ou s'isolent dans le rejet de tout État (les anarchistes).

Pour nous, la nécessité première est de faire comprendre l'état de la lutte de classe du point de vue des travailleurs, de pointer les principales difficultés qu'il faut surmonter, afin de renforcer chez ceux qui agissent la confiance en la possibilité et la capacité d'avancer, sans se laisser décourager par les questions de nombre. Malgré la division de la classe ouvrière sur les plans idéologique, politique et organisationnel, la dernière décennie est très riche en luttes et expériences. La classe ouvrière n'a pas lâché la lutte sur plusieurs fronts, qui restent d'actualité. Des luttes sociales se sont développées dans la durée, certaines à l'échelle nationale ont fait reculer le gouvernement dans la mise en oeuvre de ses projets : le mouvement des cheminots, la lutte contre la modification du régime de retraite, la lutte contre les lois sécuritaires. D'autres actions, au niveau local ou d'entreprises, ont aussi pu contrer les prétentions des administrations et des employeurs. Mais la classe ouvrière n'est pas encore à la hauteur pour passer à la riposte face aux attaques de la bourgeoisie.

Cependant des facteurs positifs apparaissent. À l'encontre de la tendance qui s'est manifestée pendant les actions des "gilets jaunes", la propagande antiorganisation et antisyndicat a reculé sous l'effet des luttes ouvrières. Les luttes sociales et ouvrières ont aussi conduit à forcer les organisations de la classe ouvrière à discuter et chercher la solution à l'égard du problème fondamental que représente la division de la classe dans la production, comme CDI, CDD, intérimaires, sous-traitants, salaries détachés. La conscience émerge quant à la nécessité d'adapter la structuration des syndicats, les formes de la lutte. C'est ce qu'exprime la formulation imagée : celui qui bouge commence à sentir le poids des chaines qui l'entravent.

Évidemment on est très loin de la lutte politique telle que devra la mener la classe ouvrière en assumant une position indépendante de la bourgeoisie. Cependant, parallèlement aux succès obtenus, compte aussi l'expérience apportée par des échecs : les résultats souvent insatisfaisants des luttes partielles, les limites globales qui caractérisent la

lutte économique, le constat de la capacité de la bourgeoise de récupérer chaque fois par la suite ce qu'elle a cédé. Se fait jour peu à peu la recherche d'une alternative politique propre au sein de classe ouvrier. En ce sens on observe un rapprochement de certains syndicalistes à tel ou tel parti ou courant politique. Notre rôle doit être de persévérer à mener la lutte idéologique et politique sur une base de classe, celle de la classe ouvrière. Des potentialités se dessinent dans la pratique.

Nos positions doivent se distinguer et se démarquer ouvertement par rapport à toutes les organisations de la petite bourgeoisie, nous ne luttons pas seulement en faveur de telle ou telle orientation politique ou mesure gouvernementale, ni contre une fraction particulière du capital, telle que la grande bourgeoisie libérale. Nous luttons contre le système capitaliste, pour l'instauration du pouvoir prolétarien dans l'objectif de la construction du socialisme.

Pour construire un tel mouvement, il faut disposer d'une organisation politiquement indépendante de toutes les composantes de la bourgeoisie, et il ne faut pas confondre l'organisation syndicale avec une organisation politique. L'histoire a montré à diverses occasions que sans disposer d'une organisation solide (sous les aspects idéologique, politique et organisationnel), on ne peut conduire un mouvement révolutionnaire ni prendre la direction d'un mouvement surgi dans la spontanéité. Ainsi, en l'état actuel des choses, ces mouvements se désagrègent d'eux-mêmes, où alors ils perdent ce qu'il pouvait y avoir d'authentique et positive dans leurs contestations, à mesure qu'ils sont déviés soit par les réformistes soit par des forces politiques carrément réactionnaires (ou les deux à la fois, moyennant des scissions).

Aussi il est très important d'examiner les revendications avancées par les mouvements auxquels nous assistons.

Chaque classe ou couche sociale poursuit ses propres intérêts. La réalisation du socialisme comme un système opposé au capitalisme, pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, ne sera jamais l'oeuvre de tout le monde réuni, ni même des opprimés "tous ensemble". Parfois, durant une période donnée, selon la stratégie ou tactique adoptées, certaines revendications peuvent être partagées par telles ou telles couches sociales. Par exemple dans la lutte contre un régime fasciste, ou contre une société féodale, les marxistes-léninistes

partagent avec d'autres - en tant que tâche provisoire - la défense de la démocratie (bien qu'elle puisse avoir un caractère bourgeois). En effet les libertés, en particulier la liberté d'expression sont importantes pour l'activité militante de propagande et d'organisation en direction du prolétariat.

Mais les marxistes-léninistes ne doivent à aucun moment abandonner leur indépendance politique vis-à-vis de la bourgeoisie dans son ensemble, ils ne doivent pas, au nom d'intérêts communs, fondre leur organisation au sein d'un front ou d'un organisme unitaire. Pour assurer la poursuite de leur objectif, les marxistes-léninistes doivent travailler, agir, au sein de la classe ouvrière, afin d'organiser la classe ouvrière en tant que telle et de constituer son parti d'avant-garde.

Pourquoi aujourd'hui nous insistons sur ce thème? Nous répondons à cette question par une citation de Lénine, écrit en 1900 alors que la classe ouvrière cherchait à fonder son parti politique[1]:

La social-démocratie [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC] est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme; son rôle n'est pas de servir passivement le mouvement ouvrier à chacun de ses stades, mais de représenter les intérêts de l'ensemble du mouvement, de lui indiquer son but final et ses objectifs politiques, de sauvegarder son indépendance politique et idéologique. Coupé de la social-démocratie, le mouvement ouvrier dégénère et s'embourgeoise inévitablement : en se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque des partis, trahit la grande devise : "L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes".

Pour comprendre le caractère d'un mouvement donné, il faut examiner à quelle couche ou quelle classe sociale correspondent les revendications exprimées, et à travers de quels moyens organisationnels elles sont poursuivies. Certes, cette question n'est jamais simple. Un mouvement déclenché en rapport avec une revendication particulière, limitée, peut prendre de l'ampleur; à partir d'un conflit mineur, il peut s'étendre à des enjeux plus fondamentaux. Rien n'est automatique ni prévisible à l'avance. Quoi qu'il en soit, il est vain de vouloir exercer une influence un tant soit peu effective sur les évènements, si les conditions nécessaires du point de vue de la prise de conscience et de l'or-

ganisation font défaut. Comme le disait Lénine : le degré de conscience de la classe ouvrière et sa capacité d'organisation constituent un élément décisif. Pour les communistes marxistes-léninistes, il est essentiel de n'oublier à aucun moment l'objectif stratégique de la prise du pouvoir. Quelle que soit l'envergure d'un mouvement, modeste ou large, la solution proprement dite ne peut être trouvée dans le cadre de la société capitaliste. La lutte de classe se poursuivra, le mouvement ouvrier connaitra des avancées et des revers, mais les effets de l'exploitation capitaliste et des crises économiques - qu'elles soient successives ou quasi permanentes - ne pourront être éliminés que par la révolution prolétarienne, socialiste.

Les marxistes-léninistes ne refusent jamais par principe la lutte pour certaines réformes. En revanche il faut bien analyser et prendre en compte les composantes du mouvement et les implications des revendications partielles. Qu'il s'agisse des "gilets jaunes", des "bonnets rouges", de "nuit debout", de la contestation contre le "passe sanitaire", il faut examiner quelles classes se mobilisent, sous quelle forme, autour de quelle politique de classe. On ne peut mener une lutte simplement au nom de la "liberté individuelle", ou selon un slogan qui prétend s'adresser à tout le monde. De fait, la liberté de chacun est liée à un contexte ayant des caractéristiques déterminées de classe. Entre un bourgeois et un prolétaire, la vision des libertés auxquelles il aspire, et les moyens dont il dispose pour les réaliser, diffèrent notablement. Les mobilisations actuelles mettent en évidence la confusion qui prévaut. Il est fortement nuisible de penser naïvement - ou de faire semblant de penser - que la dénonciation "unanime" de la "dictature de Macron" serait un pas vers la prise de conscience au sein de la classe ouvrière au sujet de la nature de la démocratie parlementaire. Ceux qui se placent selon cette optique ont d'ailleurs tendance à se fourvoyer justement dans le sens opposé[2] : "Gilets rouges, gilets jaunes, travailleurs de tous les secteurs, personnels soignants désormais soupçonnés, menacés, vaccinés et non vaccinés, nous avons tous intérêt à stopper le rouleau compresseur macro-patronal! Ils n'auront pas la "guerre civile" qu'ils veulent, ils auront face à eux un coude à coude massif de lutte de classe et de masse pour défendre nos conquêtes sociales et imposer une véritable démocratie dans laquelle l'intérêt collectif est débattu et décidé collectivement." Ce raisonnement considère que l'alternative à Macron serait celle d'une "véritable démocratie", mais il escamote totalement la question de fond : que Macron incarne le pouvoir de la bourgeoisie, pouvoir qui se matérialise pour l'instant sous la forme de la république parlementaire - laquelle quant au fond exerce la dictature de la bourgeoisie -, et que pour mettre fin à ce pouvoir il faut y substituer le pouvoir de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat.

Dans le contexte donné il y a - comme toujours - un point essentiel à examiner : dans quelle mesure et sous quel aspect les revendications sont-elles justes et s'accordent avec l'intérêt de la classe ouvrière ou le sens du progrès social. On ne peut se positionner simplement selon l'alternative : contre le gouvernement, oui ou non. Les luttes spontanées en elles-mêmes, qui se développent en dehors des structures organisationnelles classiques (syndicales et politiques) ne peuvent aboutir à une victoire. C'est un constat confirmé par l'expérience historique du mouvement ouvrier.

Ceux qui pensent trouver chez Lénine la confirmation de leur vision erronée concernant le lien entre révolution et spontanéité, se trompent lourdement. Une fois de plus ils arborent une citation de Lénine qui commence par la phrase suivante[3]: "La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce." Et voici à titre d'exemple une "conclusion" qui prétend être conforme à ce qu'expose Lénine[4]: "La gauche [...] ne peut faire autrement que se remettre à faire de la politique dans et avec le peuple [...] son milieu "naturel", c'est-à-dire social et politique."

Que ce soit à la création du Parti bolchevik (1903), ou pendant la révolution de février 1917 et le passage à la révolution d'octobre 1917, Lénine et le Parti bolchevik ont suivi une même attitude de principe. À aucun moment les communistes n'ignorent le mouvement spontané de la classe ouvrière ou de couches populaires. Mais ils n'ont jamais cru comme un Don Quichotte, qu'avec quelques militants sans coordination large et solide ils pourraient influencer un mouvement qui n'a pas une orientation encrée dans la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes refusent une attitude suiviste à l'égard de ce type de mouvements, ils considèrent que ceux-ci ne correspondent nullement à ce que doit être l'aspiration centrale. Voir les textes de Lénine, "Que

faire"[5] et "Thèses d'avril"[6]. Les marxistes-léninistes orientent leurs moyens, leurs interventions vers la classe ouvrière et déploient leur travail militant au sein de celle-ci.

Un certain mode de pensée veut croire que tous ce qui bouge c'est "bon à prendre". C'est une variante du réformisme qui peut être basée sur la paresse mentale qui ne se donne même pas la peine de tenter une compréhension concrète des évènements; ou alors, il s'agit d'un opportunisme calculé toujours à l'affut d'occasions pour des manoeuvres politiques. D'une façon ou d'une autre, l'idée peut convenir à la petite bourgeoisie, mais certainement pas à la classe ouvrière.

Pour certains militants cet état d'esprit peut s'expliquer comme une réaction subjective face au constat de la faiblisse du mouvement communiste et du mouvement ouvrier. Néanmoins, objectivement ils empruntent sur cet aspect une voie étrangère aux communistes. Ils adoptent un mélange, premièrement entre la vision propre au mouvement ouvrier et le populisme, et deuxièmement entre le rôle d'une organisation syndicale et celui d'une organisation politique. Il s'en suit une position incohérente. Il y a la critique que le syndicat est réformiste, que les dirigeants sont embourgeoisés, et parallèlement de façon irréaliste on voudrait que ce syndicat fasse un travail révolutionnaire. Surtout il y a incompréhension quant à la nature d'une organisation communiste. Actuellement il n'y a pas de parti communiste organisé au sein de la classe ouvrière, ayant la capacité de diriger les mouvements de travailleurs. Prétendre agir en fermant les yeux devant cette réalité amène fatalement à être à la remorque d'autres acteurs et forces politiques. Tant que l'avant-garde de la classe ouvrière et les courants communistes marxistes-léninistes n'ont pas fusionnés, il n'y aura pas un véritable parti ou une organisation communiste marxiste-léniniste.

Le processus pour atteindre le niveau nécessaire n'aboutira pas du jour au lendemain. Le mouvement communiste se trouve dans une phase difficile, dans une crise aussi au niveau international. Les tâches fondamentales pour le mouvement communiste consistent à créer l'unité des communistes autour de la théorie et les principes marxistes-léninistes, à se doter des moyens pour porter ces positions aux classes ouvrières. Au stade actuel, où ces groupes se disant "ml"

ou "révolutionnaires" sont très loin de cette perspective, on ne peut intervenir de manière valable en direction des mouvements à caractère spontané. Ainsi les quelques mouvements cités plus haut sont ballotés entre cheminements variés dont aucun n'est porteur d'un avancement effectif du point de vue de la classe ouvrière : dans l'ensemble ils ne contribuent nullement à développer une structuration organisationnelle durable pour des luttes progressistes, et dans les détails ils peuvent faire gagner quelques partisans aussi bien aux forces politiques de "gauche" ou même révolutionnaires qu'à celles de droite ou d'extrême droite.

Nous avons toujours été présents dans les mouvements ouvriers luttes au sujet du régime de retraite, défense de la sécurité sociale, rejet des lois sécuritaires..., et contre la répression policière visant aussi bien les mouvements ouvriers que les jeunes de quartier. Mais pour atteindre la victoire finale - la priorité, notre priorité, est d'organiser politiquement la classe ouvrière autour de son parti d'avant-garde, le parti communiste marxiste-léniniste.

Vive le socialisme prolétarien!

Vive l'organisation marxiste-léniniste!

Vive l'unité sur la base du marxisme-léninisme!

Notes - cf. page suivante.

#### Notes

- 1. V. I. Lénine, Les objectifs immédiats de notre mouvement (décembre 1900); Oeuvres, tome 4; Paris, Éditions sociales, 1959; p. 383.
- 2. Rassemblement communiste, juillet 2021. http://cercles.communistes.free.fr/rcc/publi.php?id/Article=2021\_07\_29\_pass
- 3. V. I. Lénine, "Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'ellesmêmes" (1916); Oeuvres, tome 22; Paris, Éditions sociales, 1960; p. 384.

Voir l'article "Au sujet de certains aspects des révolutions russes de 1905 et 1917", La Voix des Communistes, no 25, p 26-30. http://rocml.org/vdc-2019-03-no-25-p-26-30/

- 4. Antoine de Montpellier Cogestionnaire du blog : http://npaherault.blogspot.fr/
  "Pour une gauche immunisée contre le virus antimanifs!", 29/7/2021.
  https://blogs.mediapart.fr/antoine-montpellier/blog/290721/pour-une-gauche-immunisee-contre-le-virus-antimanifs
- 5. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 355-544.
- 6. V. I. Lénine, Les tâches du prolétariat dans la présente révolution ("Thèses d'avril") (7 avril 1917); Oeuvres, tome 24, Paris, Éditions sociales, 1966; p. 9-16.

# Les travailleurs doivent s'organiser : politiquement en tant que classe et syndicalement pour la lutte revendicative

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 29, 2e sem. 2021 - p. 10-14

Durant les deux à trois dernières années certains aspects de la lutte de classe en France se sont modifiés sous l'effet des évènements. La journée de manifestations du 1er mai 2021 a mis en lumière quelques phénomènes en ce sens. Cependant, les discussions et controverses déclenchées principalement en lien avec les rapports conflictuels entre le service d'ordre du cortège syndical et un groupe de manifestants d'un type particulier ont pour effet d'escamoter des questions de fond, qui doivent pourtant être abordées.

Ce qui s'est passé ne représente nullement un évènement isolé, limité. Il constitue un élément de la lutte de classe telle qu'elle se déroule, dans toutes ses dimensions. Il faut l'analyser en le plaçant dans le contexte politique et économique général, au sens le plus large. Ainsi les considérations qui suivent portent à la fois sur les mobilisations du 1er mai, sur l'état du mouvement ouvrier, sur la situation économique dans laquelle se trouve le capitalisme français et le système impérialiste mondial dans son ensemble.

Comme toujours dans la vie réelle, les facteurs objectifs et subjectifs interviennent simultanément. Commençons par le subjectif, c'est-à-dire les points de vue qui guident les uns et les autres dans leur participation à la lutte.

La manifestation avait été organisée en premier lieu par les principales confédérations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires). Les objectifs étaient formulés en conséquence : "se saisir du 1er mai [...] pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde". Parallèlement, un appel plus large avait été signé par ces mêmes syndicats ainsi que par 21 autres organisations, telles qu'Attac, Greenpeace, Les Amis de la Terre. Les opinions et les motivations des travailleurs qui participent à ce type de cortège sont certes diverses. Mais le fait est que dans le principe il s'agit d'une expression du mouvement ouvrier à travers les organisations qu'il a construites pour défendre ses intérêts de classe, pour au-

tant que les revendications relatives aux conditions de vie et de travail sont concernées.

Évidemment, des groupes, associations, organisations avant une approche différente existent. En particulier, les divers courants adeptes de l'anarchisme jouent un rôle nuisible. Ils nourrissent les idées et le comportement de ceux qui viennent régulièrement "déborder" les cortèges "traditionnels". Par exemple[1] : "Nous n'aspirons qu'à une chose : pulvériser ce "transcendantal" qui a pour nom néolibéralisme ou ordo-libéralisme, au choix" et "seulement voilà, nous entendons d'ici la jactance des syndicats "officiels" : "C'est trop! C'est trop de violence!". Ouais, voici ce qui distingue réforme et révolution." On pourrait considérer que ceux qui en pulvérisant des vitrines d'agences bancaires croient "pulvériser le néolibéralisme", sont des doux rêveurs. Rêveurs, certes - mais pas doux en direction du mouvement ouvrier. Et obstinés, en ce qu'ils voudraient entrainer les travailleurs sur la voie qu'ils préconisent, de sorte à transformer la "minorité agissante" qu'ils sont en "peuple insurrectionnel". La citation suivante est extraite d'un texte datant de 2016 signé "Un syndicaliste CGT"[2] : "Quand sur les photos du cortège de tête se côtoieront vraiment, fraternellement et en nombre, les K-way noirs Wanabee et les chasubles rouges aux logos syndicaux (qui, parfois, le temps d'un affrontement, peuvent aussi se retrouver sous un K-way...), alors [...] nous [...] prouverons [...] que [...] nous sommes une masse unie, digne et prête à en découdre."

Ainsi, la propagande hostile au service d'ordre de la CGT telle qu'elle pullule actuellement sur les "réseaux sociaux" n'est pas nouvelle. Voici, par exemple, un texte publié à l'occasion du 1er mai 2017, intitulé "Face aux SO, il est temps de choisir son camp"[3]: "Ce texte est un appel lancé à tou.te.s, syndiqué.e.s ou non, à refuser la présence de milices armées dans nos manifestations. [...] Je veux bien sur parler des services d'ordre, et notamment celui de la CGT. Il est temps de refuser sa présence parmi ce "nous"."

## La bourgeoisie sait utiliser la confusion idéologique à son avantage

La propagande hostile à la CGT développée à l'occasion des bagarres de la place de la Nation, le 1er mai, prend notamment pour argument le fait que le service d'ordre du cortège syndical entretenait des contacts avec des représentants des "forces de l'ordre". C'est absurde : en suivant ce raisonnement, il faudrait systématiquement organiser des manifestations sans demander l'autorisation par la Préfecture. Surtout, c'est un angle d'attaque fallacieux. Il s'est maintes fois avéré que les forces de l'ordre recourent - de façon occulte justement - à des manipulations et des infiltrations parmi les manifestants (au sein des cortèges, et surtout en profitant de la couverture que peuvent fournir les actions de groupes "radicaux" ainsi que d'individus "anonymisés" intentionnellement). Il faut donc être lucide à cet égard, et cela renvoie à deux aspects : l'évolution récente de la façon de procéder de la part du pouvoir, et le problème de la perméabilité des forces en lutte contre ce pouvoir.

Au milieu des années 1990, le pouvoir a entamé une modification progressive de la mise en oeuvre du "maintien de l'ordre". En 1995 Claude Guéant, directeur général de la Police nationale, équipait les policiers des armes dites Flash-Ball. Ainsi, la perspective est de frapper les corps, au lieu de se contenter de maintenir la foule à distance. Ces armements ne servaient d'abord que dans les quartiers populaires, mais sont ultérieurement, à partir de 2007, également déployés lors des manifestations. En mars 2019 le Préfet de police Michel Delpuech est remplacé par Didier Lallement. Le changement de personne correspond à une révision des méthodes d'intervention[4] : pour remédier à ce qui était considéré comme un défaut de réactivité dans les prises de décision, il est prévu désormais "d'aller au contact". On a constaté depuis, que cette "prise de contact" pouvait aussi être dirigée contre les représentants de la CGT. Cependant ce 1er mai, place de la Nation, les forces de l'ordre sont bien au contraire restées patiemment à distance... Il semble qu'ils aient affiné leurs approches tactiques.

Un autre facteur favorable au pouvoir bourgeois, c'est la difficulté pour le mouvement ouvrier de faire prévaloir au cours des mobilisations le caractère de classe qui lui correspond en propre. D'une part, parmi les travailleurs règne un très faible niveau de conscience de classe; d'autre part de larges couches petite-bourgeoises sont agitées par un mécontentement croissant résultant de la pression matérielle qu'elles subissent de la part de la grande bourgeoisie. En premier lieu, les manifestations syndicales revêtent le caractère composite décrit

plus haut, allant des travailleurs syndiqués en lutte sur leurs lieux de travail aux anarchosyndicalistes déclarés, en passant par des manifestants préférant défiler "librement", c'est-à-dire en évitant de s'intégrer pleinement dans la partie proprement syndicale du cortège. Ce comportement facilite considérablement les "immixtions" de la part de la police, qu'elles soient simplement discrètes ou carrément clandestines. Plus généralement le caractère interclassiste ("gilets jaunes") ou de façon prépondérante petit-bourgeois ("défense de la planète", ...) offre au pouvoir la possibilité de noyer la lutte de classe du prolétariat dans la mer des complaintes fourretout. Et cela touche autant le domaine idéologique que celui des structures organisationnelles. Donc de ce point de vue également, les portes sont au moins entreouvertes pour que le pouvoir introduise ses agents ou des complices.

Les "corps" des forces de l'ordre sont régulièrement préoccupés par le fait que l'exercice de leur "profession" les expose à des dangers physiques. Le rassemblement organisé le 19 mai à l'initiative de "l'intersyndicale" de la police nationale cristallise l'éventail des positions qui s'expriment à ce sujet et révèle les égarements de certaines forces politiques. C'est le cas du PCF en la personne de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle, qui s'est joint au rassemblement, et qui s'explique: "Il faut redonner des moyens à la police comme à tous les services publics". En ce qui concerne le gouvernement, il faut souligner qu'il décline le thème de la sécurité par une propagande tous azimuts. Selon lui, l'insécurité qu'il faut juguler, c'est à la fois : les attentats islamistes, les dangers auxquels sont exposés les policiers, la délinquance... et aussi les méchants black-blocs qu'il faut empêcher de casser. Et donc nous devrions remercier le gouvernement qui ainsi - parait-il - oeuvre à faire respecter la liberté d'expression.

# Être hanté en toutes circonstances par le danger fasciste empêche d'être perspicace face à la réalité concrète

Il est évident qu'en France des forces d'extrême droite existent, et sont à l'oeuvre pour soutenir le pouvoir de la bourgeoisie, laquelle vise à assurer sa domination ainsi que l'exploitation maximale des travailleurs au bénéfice du capital. Des représentants de cette extrême droite participent aux attaques contre la CGT. C'est le cas pour les "Gilets Jaunes Constituants". Sur leur page Facebook, on peut voir une photographie prise au cours de la manifestation du 1er mai à Paris, qui montre en arrière-plan le cortège CGT et en avant-plan deux "gilets jaunes constituants" exhibant une banderole qui porte l'inscription: "Laissez tomber les sociaux-traitres, rejoignez les vrais combattants"[5]. Mais la majeure partie des attaques vient de groupes ou individus qui se placent sur le terrain de l'anarchisme. Ceux-là, d'une part ciblent souvent non pas les syndicats en général ni globalement la CGT, mais spécifiquement le service d'ordre de la CGT; et d'autre part ils peuvent afficher des positions antifascistes. Par exemple[6] : "UCL, NPA, SUD et soutiens des supplétifs policiers [...] du SO CGT, de la CGT police et de la CGT pénitentiaires (matons) [...] le fascisme rouge et la collaboration de classe ne passeront pas, même avec le soutien d'orgas pseudo-libertaires à-plat-ventristes. [...] Toute cette camarilla d'apparatchiks et apprentis ne conduisent que dans l'impasse des urnes, ils ont déjà accepté la défaite face au fascisme. [...] Syndicalistes cégété, sud : rejoignez la CNT!"

Certaines interprétations superficielles caractérisent l'attaque comme "fasciste" en se référant à la violence avec laquelle elle a été effectuée, ou en suggérant un lien avec le communiqué de militaires publié le 21 avril par Valeurs actuelles. Or, au-delà de l'identification des exécutants, c'est le contexte qui révèle les tenants et les aboutissants des évènements : ce sont les forces de l'ordre qui ont mis en scène le déroulement. Sans aller dans tous les détails, il suffit de préciser les faits concernant l'état effectif du dispositif tel qu'il était installé autour de la place de la Nation au moment de la dispersion. Le "dépôt d'une déclaration de manifestation" daté du 28 avril indique "stationnement des bus sur le cours de Vincennes", donc il était à supposer que lors de la dispersion on pourrait y accéder directement à partir de la place de la Nation (comme c'était le cas à d'autres occasions). Le 2 mai la préfecture publie un communiqué qui déforme les faits en insinuant que la CGT se soit fourvoyée : "[...] les trois derniers [véhicules syndicaux], s'engageant sur la mauvaise sortie, se sont trouvés face au barre -pont installé au droit du Cours de Vincennes. C'est à ce moment que ces trois véhicules syndicaux, en même temps que des membres du

service d'ordre de la CGT, ont été la cible de nombreux jets de projectiles par une foule hostile."

C'est le pouvoir qui manigance pour discréditer précisément la CGT, à travers son service d'ordre.

## C'est la bourgeoisie et son appareil d'État qui cherchent à mettre hors-jeu la CGT

Comparé à des époques antérieures, le mouvement ouvrier se trouve depuis longtemps dans un état de faiblesse dommageable. Des sursauts se produisent selon les circonstances, comme les luttes des sidérurgistes de 1979 à 1984, le mouvement contre le projet gouvernemental modifiant le régime de retraites en 1995, les protestations contre l'instauration du "contrat première embauche" (CPE) en 2006, les luttes contre la modification du code du travail par la "loi travail"/"loi El Khomri" en 2016. En décembre 2019 s'est déclenchée une résurgence des luttes, à nouveau au sujet du régime de retraites. La bourgeoisie a mis en oeuvre des mesures de répression sévères, visant notamment la CGT du secteur des transports. Depuis, la situation est dominée par la persistance de l'épidémie du coronavirus, mais autant la bourgeoisie que les travailleurs gardent à l'esprit les multiples préoccupations sociales. Alors le pouvoir n'attend pas passivement que la question de l'épidémie soit réglée et que la situation au quotidien se soit "normalisée". Il prend les devants dans l'objectif de bloquer les luttes dont elle présent la résurgence. La manifestation du 5 décembre 2020 à Paris Porte des Lilas a déjà alerté la CGT sur la révision en matière de tactique entreprise par les forces de l'ordre; ce 1er mai ces dernières ont agi en gardant la même perspective tout en réussissant à procéder de façon plus discrète.

Si nous parlons essentiellement de la CGT, c'est parce que c'est la seule organisation syndicale qui offre aux travailleurs un cadre leur permettant de développer les luttes revendicatives en opposition au capital. Les autres structures, bien au contraire, constituent toutes des obstacles - la CFDT évidemment, qui met en oeuvre la collaboration de classe directe avec le capital; quant aux autres, dans les meilleurs de cas leurs pratiques sont inappropriées. Et tout cela, le pouvoir le sait aussi, bien sûr, et ainsi il prend pour cible précisément la CGT.

Il ne s'agit pas de circonstances momentanées. Il faut pleinement prendre la mesure de la situation créée actuellement par l'épidémie, et du contexte qui en résultera ultérieurement. Le système capitaliste impérialiste mondial est affecté par une "crise" qui n'est pas une crise économique conjoncturelle de sousconsommation/surproduction. Il ne s'agit pas du résultat d'une période d'essor économique qui aurait abouti à une situation de surproduction, nécessitant une adaptation générale de l'appareil de production (fermetures d'usines, suppression de postes...). Ce qui s'est passé s'apparente plutôt à un contexte tel qu'il s'est présenté à l'issue des deux guerres mondiales : destructions matérielles massives suivies d'un essor économique porté par les oeuvres de reconstruction - sauf que dans le cas de la pandémie la paralysie momentanée de l'appareil de production résulte d'une décision prise par les bourgeoises concernées elles-mêmes. Mais il y a une particularité supplémentaire. Dans ces guerres, les vainqueurs en termes militaires se trouvaient par là-même en position de vainqueurs du point de vue de la domination impérialiste internationale, c'est-à-dire les rapports de concurrence interimpérialiste étaient momentanément stabilisés. La situation actuelle ne connaitra pas un telle issue, tous les pays sont affectés plus au moins au même titre. Aucune parmi les puissances impérialistes n'est d'office "vainqueur" et elles sont toutes contraintes de se concerter au niveau mondial. Cependant la concurrence interimpérialiste persiste naturellement, en ce sens que chaque puissance impérialiste s'efforce de relancer son économie au plus tôt afin de se trouver en position avantageuse dès maintenant.

### La classe ouvrière a besoin de ses organisations propres

On assiste depuis longtemps à la multiplication de mobilisations diverses impliquant principalement des couches de la petite bourgeoisie. La plupart, telles que celles initiées autour de l'appel "Indignés-vous", étaient d'emblée destinées à rester éphémères. Les mobilisations déployées sous le signe des "gilets jaunes" avaient, durant leur phase massive, un caractère composite interclassiste. Ainsi elles pouvaient donner lieu ponctuellement à des luttes auxquelles participaient les syndicats, et la CGT, contrairement aux reproches qui lui ont été faites régulièrement, ne s'est pas tenue à l'écart.

Les promoteurs de ces mobilisations pensaient mettre en oeuvre des formes d'organisation originales - à travers les "assemblées" locales et les "assemblées des assemblées" - afin de "redonner le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple"[7]. Or la dislocation du "mouvement" s'est imposée fatalement, à cause précisément de son caractère interclassiste. Les principales "figures" d'autrefois n'en font qu'à leur tête : Eric Drouet et Jacline Mouraud se voient candidats aux élections présidentielles en 2022, Priscillia Ludosky se joint au chorus anti-service-d'ordre-CGT. La coutume vestimentaire des gilets jaunes est maintenue à titre plus ou moins individuel, mais ceux qui poursuivent des activités militantes sont dispersés en groupes séparés ayant des motivations différenciées. Il y a les "Gilets jaunes constituants" mentionnés ci-dessus; dans un autre genre, des "gilets jaunes" de Saint Nazaire, Commercy et Bar-le-Duc organisent pour cet été une rencontre avec une délégation de Zapatistes venant du Mexique...

Pour les travailleurs, pour le mouvement ouvrier, il est vain de s'agglutiner à des structures d'organisation qui ne soient pas déterminées précisément par l'identité propre à la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier en France dans sa phase actuelle est fondamentalement limité dans son action, du fait que la classe ouvrière ne dispose pas de son parti d'avant-garde, communiste, qui puisse la représenter en tant que classe consciente de soi. Le chemin sera encore long pour passer à ce niveau supérieur de la lutte de classe. En ce qui concerne la lutte revendicative pour l'amélioration des conditions de travail et de vie, elle se déploie malgré tout - il ne peut en être autrement -, mais elle pâtit de sérieuses entraves. Comme nous l'avons indiqué plus haut, seule la CGT offre un terrain favorable au développement des luttes. Néanmoins il faut constater clairement qu'elle n'adopte pas en tant que telle des orientations révolutionnaires, bien au contraire : de façon générale, elle promeut des "solutions" réformistes. Et pour autant que des positions contraires s'expriment en son sein, elles sont en bonne partie biaisées par l'influence de l'anarchosyndicalisme, ainsi que de militants venant du PCF qui, déçu par la dégénérescence totale de ce parti, pensent pouvoir faire jouer à la CGT un rôle de remplacement.

Quoi qu'il en soit, le mouvement ouvrier, et avec lui les structures de la CGT à différents niveaux, doivent s'efforcer à se mettre en ordre de bataille pour pouvoir affronter avec succès l'aiguisement, prévisible, de la lutte de classe.

## Ne pas céder à la répression ni aux sabotages téléguidés, intensifier les luttes, s'organiser comme classe contre le pouvoir du Capital!

#### **Notes**

- 1. https://paris-luttes.info/element-de-reflexion-sur-le-sens-a-14785 (3 mars 2021)
- 2. https://paris-luttes.info/k-way-noirs-et-chasubles-rouges-5765 (18 mai 2016)
- 3. https://paris-luttes.info/face-aux-so-il-est-temps-de-8047 (3 mai 2017)
- 4. Le 17 juin 2019, le gouvernement organise un "Séminaire de travail sur le schéma national du maintien de l'ordre".
- https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiques/Seminaire-de-travail-sur-le-schemanational-du-maintien-de-l-ordre
- 5. https://www.facebook.com/giletsjaunesconstituantspagedesecours/posts/1815751038602937
- 6. https://www.facebook.com/groups/257997285274009/permalink/461756571564745/
- 7. Abraham Lincoln (président des USA 1860-1865), dans son discours de Gettysburg du 19 novembre 1863, a formulé cette définition de la démocratie qui a été ensuite reprise en France dans l'article 2 de la constitution du 4 septembre 1958 : "le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple".

# La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste

LA VOIX DES COMMUNISTES, no 30, 2e semestre 2022 - p. 5-8

#### Présentation

Le ROCML participe actuellement à un collectif dénommé "Construction communiste", lequel rassemble des organisations et militants se réclamant du marxisme-léninisme. Le communiqué publié lors de la constitution de ce collectif en novembre 2021 indique : "Les organisations et camarades présents ont affirmé leur volonté d'agir dans le cadre du collectif afin de contribuer à faire avancer, sur la base du marxisme-léninisme, les conditions permettant de constituer le Parti d'avant-garde de la classe ouvrière en France." Le texte que nous reproduisons ci-après, "La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste", a été rédigé en tant que contribution aux débats menés au sein du collectif.

Dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, la lutte opposant la classe ouvrière à la classe capitaliste est une réalité objective. En France, actuellement, le degré de conflictualité apparente semble faible, comparé à d'autres périodes historiques. Néanmoins l'objectif de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'instaurer celui du prolétariat, reste valable. L'écart entre la réalité objectif et la perception subjectif de cette réalité fait que les manifestations de la lutte de classe couvrent un large éventail : de la soumission passive à la révolte ouverte en passant par la résistance hésitante; du mécontentement individuel à l'expression collective; de la réaction spontanée à l'action réfléchie; du militantisme individuel au militantisme en tant que membre d'une organisation... Notre attitude, en tant que militants qui basons notre action sur le marxisme-léninisme, consiste à la fois à tenir compte de cette réalité et à oeuvrer en faveur de la révolution nécessaire. Les discussions parmi les militants concernent notamment les relations respectives entre certains aspects cruciaux : idéologie - théorie - pratique; individu - masse - parti; spontanéité organisation.

Nous exprimons nos convictions sur ces sujets, comme en l'occurrence la question de la spontanéité. Mais puisqu'il semble qu'il peut y avoir confusion à certains égards, précisons que nos critiques visant des positions que nous considérons comme erronées ne signifient pas un "rejet", une "condamnation", des manifestations objectives de la lutte de classe - dont les révoltes spontanées rassemblant travailleurs et autres couches dans une seule et même action. Seulement, nous déterminons notre propre orientation et action en fonction des principes et analyses qui nous guident, et nous tenons à les affirmer.

#### Lénine, dans "Que faire?"[1] :

Plus grand est l'élan spontané des masses, plus le mouvement prend d'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie [terme d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste - VdC].

Pour faire face à cette nécessité, il ne suffit pas de se lancer en tant que militant individuellement dans un "travail théorique, politique et d'organisation", même si c'est en contact et en se regroupant avec d'autres militants et avec des prolétaires engagés dans des luttes. Seule la formation effective du parti d'avant-garde de la classe ouvrière mettra les communistes marxistes-léninistes en situation de pouvoir orienter les expressions de la lutte de classe - qui, comme nous l'avons dit ci-dessus, constituent une réalité objective - vers le but précis et indispensable de la révolution prolétarienne.

## La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste

Nous avons traité la question de la classe ouvrière et de la création du parti par divers articles parus dans notre journal, et nous avons publié notamment un recueil de textes sous forme d'une brochure intitulée "Notre combat : Arracher le prolétariat à la domination de la bourgeoisie".

En particulier dans le numéro 28 de notre journal, la *Voix des Communiste*, nous avons consacré un article au travail politique au sein de la classe ouvrière. Nous sommes conscients qu'il ne suffit pas d'écrire encore faut-il que cela serve à un débat de fond. Ainsi nous invitons les militants dits ml et communistes à lire ce qui est écrit, et à formuler

des critiques non seulement dans des discussions verbales mais aussi par écrit. Il faut construire une ligne politique pour la classe ouvrière, qui soit basée sur la théorie marxiste-léniniste et guidée par l'idéologie du prolétariat. Cette tâche ne pourra jamais être accomplie à travers une pratique **d'amateur, spontanée.** 

Nous tenons à répéter qu'une pratique révolutionnaire nécessite une théorie révolutionnaire. Cette théorie est unique, c'est le marxisme-léninisme. Nous insistons sur le fait que seulement en lien avec cette théorie marxiste-léniniste il sera possible de développer correctement la politique qu'il faut à la classe ouvrière, du point de vue général et dans les détails : déterminer la bonne tactique de lutte et le bon moment pour l'appliquer. Pour réussir, il faut établir l'état des lieux objectivement : les caractéristiques de la classe ouvrière, la détermination concrète de ses buts, ses capacités, forces, faiblesses, ses alliés potentiels...

Voici deux extraits d'un texte d'A. Lozovsky, dirigeant de l'Internationale syndicale rouge[2] :

Pour lutter avec succès contre la bourgeoisie, il faut une haute conscience politique des masses et une solide organisation communiste révolutionnaire. C'est là une chose qui, pour un bolchevik, n'a pas besoin de démonstration. Chaque communiste du rang comprend parfaitement qu'il faut conquérir les masses. Mais comment le faire, par où commencer? Quelles sont les chainons auxquels il faut s'accrocher? Quels sont les centres sur lesquels il faut particulièrement appuyer en ce moment? Quelles sont les questions sur lesquelles il faut concentrer l'attention des masses? Voilà ce qui a fait l'objet de l'attention de l'I.C. Voilà ce à quoi cette dernière a donné, durant dix ans, des réponses concrètes. Ces réponses concernaient la politique et l'organisation. Pour conquérir les masses, il faut avoir une politique juste.

#### Un peu plus loin:

La diversité extrême des conditions de la lutte de classe, la corrélation diverse des forces entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, les différentes conceptions idéologiques et politiques dans les masses ouvrières, le degré de désagrégation du capitalisme, etc., tout cela doit être pris en considération pour la détermination de la tactique communiste dans un pays et dans une situation donnée.

Voyons donc la situation de la classe ouvrière en France : division politique et syndicale, dispersion dans des entreprises de taille plus ou moins réduite (le fractionnement des structures est présent même dans les grands centres de production ou d'activité, par exemple les pôles CDG, Orly, la Défense, diverses zones du "Grand Paris", y compris des centres industriels). Les organisations syndicales souffrent d'un manque de moyens pour la lutte - résultat entre autre des modifications successives du code du travail -, de formation insuffisante, et surtout le niveau de conscience de classe - de conscience au sujet de l'opposition entre classe ouvrière et classe capitaliste - est faible.

En particulier durant l'époque Mitterrand s'est répandu un sentiment de "victoire politique" incarnée par la "gauche" au gouvernement, tandis que parallèlement les travailleurs - rassurés par les promesses ministérielles et parlementaires - ont eu tendance à se replier sur des luttes revendicatives aux marges de la sphère politique. Dans les faits, cela revenait à se mettre à la remorque de la politique de la bourgeoisie. Parmi les arguments avancés pour justifier ouvertement un choix d'abstentionnisme politique se trouvait le rejet de l'hégémonie du PCF au sein de la CGT - or le problème n'était pas la présence d'un lien entre les domaines politique et revendicatif, mais la nature réformiste de cet influence. À cet égard, la "Charte d'Amiens" est régulièrement invoquée, mais pour interpréter correctement cette référence il faudrait en premier lieu analyser le contexte qui à l'époque régnait au sein de la CGT, par la présence de plusieurs conceptions divergentes du syndicalisme.

En ce qui concerne la multiplicité des organisations dites "ml" existantes, on ne peut pas les juger simplement au vu des individus qui en assument la direction, en dehors de l'évaluation de leurs caractéristiques en tant qu'organisation sous les aspects théoriques, politiques et pratiques. Ce serait trop simpliste. Quand on parle de théorie, on pense en premier lieu aux "classiques" du marxisme-léninisme. Évidemment sans théorie marxiste-léniniste, aucune analyse concrète conforme au matérialisme dialectique et historique ne peut saisir cor-

rectement la réalité. Exemple de ce défaut : parmi ceux qui voudraient former l'avant-garde de la classe ouvrière, on trouve notamment le PRCF qui de fait met sous le tapis le caractère impérialiste de la France, ainsi que d'autres groupes qui cherchent l'unité avec le PRCF. Autre exemple : CC-Nord-Pas-de-Calais qui s'accroche à Mélenchon, exalte le mouvement interclassiste - il est impossible de jouer un rôle d'avant-garde pour le prolétariat selon de telles orientations.

Quant à nous, ROCML, voici un extrait d'un texte fondateur adopté lors du 1er congrès[3] :

Ensuite, le Parti doit être le détachement avancé du prolétariat, son état-major de combat et regrouper dans ses rangs les éléments les plus conscients de la classe.

Mais il n'est pas suffisant de réaffirmer notre attachement aux principes d'une manière abstraite et les mettre en avant hors de toute réalité concrète. Il faut en valider leur justesse et leur nécessité comme seule réponse aux problèmes posés dans la pratique par la lutte de classe non pas pour hier, mais pour aujourd'hui et demain.

Où sont les éventuels "détachements avancés du prolétariat"? Pourquoi ces groupes sont-ils largement dispersés? Les militants qui les composent suivent-ils tous plus ou moins aveuglement leurs chefs?... À ces questions on peut ajouter toute une série d'autres du même type.

Durant des discussions auxquelles nous avons participé, avec des camarades du collectif, une idée est revenue à diverses reprises : l'existence de nombreux groupes séparés et fermés chacun vis-à-vis des autres empêche les militants au sein de la classe ouvrière d'entrer en contact mutuellement; ainsi, la première chose à faire serait de chercher à toute occasion le contact individuel entre ouvriers qui, d'une manière ou d'une autre, luttent pour défendre leurs intérêts.

Sans doute et sans aucune ambigüité, pour nous le cadre principal de nos activités se situe au sein de la classe ouvrière. Cependant pour qu'un membre avancé de la classe ouvrière s'intègre dans une organisation politique (surtout s'il s'agit d'une organisation communiste marxiste-léniniste), il faut qu'il se soit libéré du mode de pensée

spontanéiste. En effet le passage essentiel est celui qui passe de la lutte menée par un individu, membre de la classe ouvrière comme classe en soi, à une lutte guidée par la conscience d'être membre de la classe ouvrière comme classe pour soi. Pour un militant avancé le fait d'être ouvrier ou militant d'une autre origine ne détermine pas le fond de son militantisme. En revanche l'orientation du militantisme, assumée consciemment, change tout. Choisir de mener une activité au sein de la classe ouvrière, ce n'est pas la même chose qu'intervenir "partout où on peut rencontrer des ouvriers". Nous comprenons qu'on puisse être tenté de se joindre à des mouvements simplement parce qu'ils s'affrontent au gouvernement, et parce qu'il y a parmi les participants des ouvriers. Mais il est illusoire de penser que ce contexte élémentaire puisse permettre de développer, à partir de rencontres individuels, un lien utile au travail militant visant à construire une organisation d'avant-garde de la classe ouvrière.

Certes les mouvements quels qu'ils soient ne se déroulent pas selon un schéma prédéterminé. En fonction des circonstances ils peuvent contribuer, ou pas, à un aiguisement de la lutte de classe. Mais nous pensons qu'il n'est pas possible de construire une force d'avant-garde sur la base d'un mouvement spontané. Pour construire une organisation d'avant-garde, il faut en premier lieu définir un projet scientifiquement, mettre en place un cadre dans la durée, assurer la référence à la théorie marxiste-léniniste, développer l'orientation politique et l'organisation de la classe ouvrière. Ce n'est qu'à un stade ultérieur, en agissant par le biais d'une organisation déjà constituée, qu'on peut tirer avantage d'un moment de mouvement spontané.

Le travail politique au sein de la classe ouvrière ne sera pas possible simplement à partir de rencontres individuels de militants d'origine ouvrière. Si on veut passer à une étape supérieure, il faut exposer devant ces militants une perspective et un projet précis, mettre en question leur fonctionnement individuel au lieu de les aborder d'égal à égal, d'individu à individu.

Certes, aller vers l'avant dans ce sens n'est pas simple : il faut réfléchir à comment nous pouvons rencontrer des militants avancés, pour mener un débat franc, s'organiser à travers des actions au sein de la classe.

Souvent nous entendons comme critique du ROCML : "vous parlez de théorie, où est la pratique". Nous répondons que le caractère modeste de nos forces nous impose évidemment des limites, mais que nous mettons au centre de nos efforts militants l'activité au sein de la classe ouvrière autant qu'il nous est possible.

Dans ce qui est abordé ci-dessus il est question d'objectifs visés, d'intentions. Cependant, il faut souligner que la réalité objective comporte de multiples obstacles sérieux à la poursuite de ces objectifs.

#### Aujourd'hui:

- Il n'y pas un pays socialiste qui inspire la classe ouvrière.
- Il n'y a pas une organisation internationale marxiste-léniniste qui puisse nous guider.
- Il n'y a pas de mouvement ouvrier mondial qui se déploie dans la durée, comme entre la deuxième moitié du 19e siècle et la première moitié du 20e.
- Depuis la mort de Staline et la restauration du capitalisme en URSS/Russie, les attaques contre la théorie marxiste-léniniste sous tous ses aspects, et contre les forces révolutionnaires, n'ont pas cessé de s'aggraver.
- Il ne faut pas oublier que chaque révolution déclenche une réaction contrerévolutionnaire. La bourgeoisie n'a pas la mémoire courte. Elle utilise tous les moyens (pression, arrestation, massacre..., surtout elle n'abandonne jamais la lutte idéologique et politique).
- Les militants avancés de la classe ouvrière sont exposés aux influences d'autres idées étrangères à la classe ouvrière.

Cette liste n'est pas exhaustive...

Certains camarades veulent à la fois fonctionner comme un parti communiste existant, et travailler parmi d'autres mouvements (comme les gilets jaunes) pour ramener des militants. Il est effectivement possible d'influencer ainsi certains individus. Aujourd'hui des militants, dans divers cadres d'activité, accomplissent un travail utile pour maintenir les résistances face à la bourgeoisie. C'est le cas pour le travail syndical, et aussi pour diverses activités associatives. Mais à long terme il faut trancher : travailler politiquement au sein de la

classe ouvrière - ce qui est l'axe essentiel pour nous -, ou se consacrer à des activités qui fondamentalement restent périphériques, accessoires par rapport à l'objectif de la révolution prolétarienne.

Notre premier devoir est de clarifier et faire avancer le niveau d'unité théorique-politique d'avant-garde. En absence de réussite dans ce sens toutes les tentatives d'aller plus loin vont échouer, comme le prouvent les expériences pratiques de ces 10-20 dernières années, et aussi l'histoire antérieure.

Les courants réformistes et révisionnistes dominent avec leur idéologie bourgeoise, et sont associés à des pratiques opportunistes. La montée des visions nationalistes en face de la mondialisation du capitalisme est un problème particulier à traiter. Dans une certaine mesure le réformisme et le nationalisme se recoupent (réindustrialisation, l'intérêt de la nation - certains disent du peuple -, pouvoir d'achat...), et ce n'est pas un hasard, ils ont la même base.

Une fois qu'on a dit tout cela, arrête-t-on la lutte quotidienne, la pratique d'agitation? Non, évidemment. Mais il ne faut pas aller dans le sens d'une "fausse bonne idée" : par exemple le passage à un temps de travail de 32 heures par semaine qui prétendument diminuerait le chômage.

On peut et doit discuter de toutes sortes de problèmes : la crise du capitalisme et son origine, la guerre impérialiste et ses conséquences, le front républicain et anti-Le Pen, le suivisme par rapport à la politique bourgeoise... Or il ne faut pas s'attendre à ce que le rapprochement sur ces questions permette en lui-même d'unifier les communistes marxistes-léninistes.

Quel moyen de lutte faut-il développer? Quelle stratégie et tactique? Quel type de cadre qui pourra assurer cette ligne politique? Quelle société pour demain? La dictature du prolétariat, le socialisme comment allons-nous le construire? Avec la petite bourgeoisie, sans elle? Quelle politique internationale? C'est à l'égard de ces interrogations que nous insistons sur la question de la théorie marxiste-léniniste et de l'idéologie prolétarienne, en étant conscients des difficultés qu'il faut affronter en cherchant à créer des liens permanents avec d'autres militants, de trouver des lieux et des moyens pour les débats nécessaires.

Pour nous il s'agit à la fois de continuer nos pratiques dans la classe ouvrière, et en même temps de chercher les militants, les forces marxistes susceptibles de s'unifier dans une perspective à long terme. C'est en ce sens qu'il faut, autour des domaines d'activité tels que le cadre syndical, l'opposition aux guerres impérialistes, etc., solliciter les forces militantes les plus avancées afin d'entamer les débats visant à atteindre l'unité idéologique et politique.

Lozovsky, dans le texte cité plus haut :

Le 3e congrès constatait ainsi, au milieu de l'année 1921, un ralentissement du rythme de la révolution mondiale. L'attaque frontale avait été repoussée, la bourgeoisie était passée à l'offensive. Quelles étaient les causes de l'insuccès des premières vagues révolutionnaires? Nous les avons énumérées plus haut : Il n'y avait pas de directeur, d'organisateur de la lutte, il n'y avait pas de partis communistes de masse.

Et pour ouvrir la voie vers l'instauration du pouvoir du prolétariat, il fallait établir ces conditions préalables. De même aujourd'hui : Tant que notre activité n'aura pas surmonté cette même carence présente actuellement, nos luttes resteront confinées dans les limites de la société capitaliste sans pouvoir les dépasser dans la pratique.

Le ROCML, mai 2022

#### Notes

1. V. I. Lénine, Que faire? (février 1902); Oeuvres, tome 5, Paris, Éditions sociales, 1973; p. 404.

https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200i.htm

(Le terme social-démocratie était encore d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste.)

2. A. Lozovsky, L'Internationale communiste et la lutte pour la conquête des masses (1929).

http://rocml.org/lozovsky-internationale-communiste-lutte-conquete-masses/

3. Déclaration fondatrice du ROCML, adoptée à son premier congrès - 18 avril 2010.

http://rocml.org/rocml-1/



Journal central du RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Prolétariat de France

#### **Sur notre site Internet:**

### Tous les numéros de La Voix des Communistes:

http://rocml.org/home/vdc-2/

### Des dossiers thématiques :

http://rocml.org/home/dossiers/

# Des textes d'analyse, des études d'histoire :

http://rocml.org/home/analyses-histoire/

### Des documents fondamentaux du marxisme-léninisme :

http://rocml.org/home/theorie-ml/

# Et pour explorer l'ensemble des textes publiés :

http://rocml.org/home/explorer-site/

## **CONTACTS**

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net

http://rocml.org/